



Rapport aux actionnaires

Banque Royale du Canada Deuxième trimestre de 2012



La Banque Royale du Canada déclare ses résultats pour le deuxième trimestre de 2012

Sauf indication contraire, tous les montants sont libellés en dollars canadiens et sont basés sur nos états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour le trimestre clos le 30 avril 2012 et les notes annexes dressés selon les Normes internationales d'information financière (IFRS).

TORONTO, le 24 mai 2012 – La Banque Royale du Canada (RY sur TSX et NYSE) a déclaré aujourd'hui un bénéfice net lié aux activités poursuivies de 1 563 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 avril 2012. Compte non tenu de la perte de 202 millions de dollars après impôt annoncée précédemment, qui est liée à l'accord que nous avons conclu aux fins de l'acquisition de la participation résiduelle de 50 % dans notre coentreprise RBC Dexia Investor Services Limited (RBC Dexia), le bénéfice net lié aux activités poursuivies était de 1 765 millions, en hausse de 83 millions, ou 5 %, par rapport à l'exercice précédent. Notre solide rendement tient à la forte croissance des volumes du secteur Services bancaires canadiens, à l'amélioration des résultats du secteur Marchés des Capitaux, ainsi qu'à la croissance élevée enregistrée dans les secteurs Assurances et Gestion de patrimoine.

« Les résultats solides que nous avons enregistrés au deuxième trimestre reflètent la croissance continue des activités et une acquisition stratégique offrant des perspectives de croissance attrayantes », a déclaré M. Gordon M. Nixon, président et chef de la direction de RBC. « Nous continuons de tirer profit de notre force, de notre envergure et de notre solide position de capital pour favoriser l'efficacité, ainsi que d'investir dans nos activités afin d'offrir une croissance à long terme. »

Activités poursuivies : Deuxième trimestre de 2012 par rapport au deuxième trimestre de 2011

- Bénéfice net de 1 563 millions de dollars (en baisse de 7 % par rapport à 1 682 millions)
- Bénéfice dilué par action de 1,01 \$ (en baisse de 0,09 \$ par rapport à 1,10 \$)
- Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 16,5 % (en baisse par rapport à 20,5 %)
- Ratio du capital de première catégorie de 13,2 %

Activités poursuivies : cumul annuel pour 2012 par rapport au cumul annuel pour 2011

- Bénéfice net de 3 439 millions de dollars (en baisse de 6 % par rapport à 3 678 millions)
- Bénéfice dilué par action de 2,24 \$ (en baisse de 0,16 \$ par rapport à 2,40 \$)
- Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 18,2 % (en baisse par rapport à 22,5 %)

Activités poursuivies excluant la perte à l'acquisition de RBC Dexia : deuxième trimestre de 2012 par rapport au deuxième trimestre de 2011

- Bénéfice net de 1 765 millions de dollars (en hausse de 5 % par rapport à 1 682 millions)
- Bénéfice dilué par action de 1,15 \$ (en hausse de 0,05 \$ par rapport à 1,10 \$)
- Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 18,7 % (en baisse par rapport à 20,5 %)

Activités poursuivies excluant la perte à l'acquisition de RBC Dexia : cumul annuel pour 2012 par rapport au cumul annuel pour 2011

- Bénéfice net de 3 641 millions de dollars (en baisse de 1 % par rapport à 3 678 millions)
- Bénéfice dilué par action de 2,38 \$ (en baisse de 0,02 \$ par rapport à 2,40 \$)
- Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 19,3 % (en baisse par rapport à 22,5 %)

Table des matières

1	Faits saillants du deuxième trimestre	11	Mesures hors PCGR	31	Risque de marché
2	Rapport de gestion	13	Services bancaires canadiens	34	Gestion des liquidités et du financement
2	Mise en garde au sujet des déclarations prospectives	14	Gestion de patrimoine	35	Gestion du capital
2	Vue d'ensemble	15	Assurances	38	Information financière supplémentaire
2	Aperçu de la Banque Royale du Canada	16	Services bancaires internationaux	38	Risques liés à certains instruments financiers auxquels nous sommes exposés
3	Faits saillants financiers et autres	17	Marchés des Capitaux	39	Questions en matière de comptabilité et de contrôle
4	Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives	18	Services de soutien généraux	41	Transactions entre parties liées
4	Principaux événements de 2012	19	Analyse des résultats trimestriels et des tendances	42	États financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)
5	Rendement financier	20	Résultats par secteur géographique	48	Notes annexes (non audité)
10	Résultats des secteurs d'exploitation	22	Situation financière	132	Renseignements à l'intention des actionnaires
10	Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation	22	Bilans résumés		
		23	Arrangements hors bilan		
		25	Gestion du risque		
		25	Risque de crédit		
		29	Rendement au chapitre de la qualité du crédit		

Rapport de gestion

Le rapport de gestion a pour objectif de permettre au lecteur d'évaluer nos résultats opérationnels et notre situation financière au 30 avril 2012 et pour le trimestre et le semestre clos à cette date, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent et au trimestre clos le 31 janvier 2012. Le présent rapport de gestion, daté du 23 mai 2012, doit être lu en parallèle avec nos états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités et les notes annexes pour le trimestre clos le 30 avril 2012 (états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités), ainsi qu'avec notre rapport annuel de 2011 aux actionnaires (rapport annuel 2011). Sauf indication contraire, l'information financière fournie dans le présent rapport est basée sur les états financiers dressés selon les Normes internationales d'information financière (IFRS) et les montants y sont libellés en dollars canadiens.

Des renseignements additionnels à notre sujet, y compris notre notice annuelle 2011, sont disponibles gratuitement sur notre site Web à l'adresse rbc.com/investisseurs, sur le site Web des Autorités canadiennes en valeurs mobilières à l'adresse sedar.com et dans la section EDGAR du site Web de la Securities and Exchange Commission des États-Unis (SEC) à l'adresse sec.gov.

Mise en garde au sujet des déclarations prospectives

À l'occasion, nous faisons des déclarations prospectives verbalement ou par écrit au sens de certaines lois sur les valeurs mobilières, y compris les règles d'exonération de la Private Securities Litigation Reform Act of 1995 des États-Unis, et de toute loi sur les valeurs mobilières applicable au Canada. Nous pouvons faire des déclarations prospectives dans le présent rapport aux actionnaires portant sur le deuxième trimestre de 2012, dans d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou de la SEC, dans des rapports aux actionnaires et dans d'autres communications. Les déclarations prospectives dans le présent document comprennent, sans toutefois s'y limiter, les déclarations relatives à nos objectifs en matière de rendement financier, notre vision, nos aspirations et nos objectifs stratégiques, à l'examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et aux perspectives concernant les économies canadienne, américaine, européenne et internationale, aux perspectives et aux priorités pour chacun de nos secteurs d'exploitation, ainsi qu'au contexte de gestion des risques, y compris la gestion des liquidités et du financement. L'information prospective contenue dans le présent document est présentée afin d'aider les détenteurs de nos titres et les analystes financiers à comprendre notre situation financière et nos résultats opérationnels aux dates présentées et pour les périodes closes à ces dates, ainsi que notre vision, nos objectifs stratégiques et nos objectifs en matière de rendement financier, et pourrait ne pas convenir à d'autres fins. Les mots « croire », « s'attendre », « prévoir », « se proposer », « estimer », « planifier », « projeter », « devoir » et « pouvoir », de même que l'emploi du futur ou du conditionnel ainsi que de mots et d'expressions semblables dénotent généralement des déclarations prospectives.

De par leur nature même, les déclarations prospectives nous obligent à formuler des hypothèses et font l'objet d'incertitudes et de risques inhérents qui donnent lieu à la possibilité que nos prédictions, prévisions, projections, attentes et conclusions se révèlent inexactes, que nos hypothèses soient incorrectes, et que nos objectifs en matière de rendement financier, notre vision et nos objectifs stratégiques ne se matérialisent pas. Nous avertissons nos lecteurs de ne pas se fier indûment à ces déclarations étant donné que les résultats réels pourraient différer sensiblement des attentes exprimées dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs de risque. Ces facteurs, dont plusieurs sont indépendants de notre volonté et dont nous pouvons difficilement prédire les répercussions, comprennent les risques de crédit, de marché et opérationnel et les risques de liquidité et de financement, ainsi que d'autres risques qui sont expliqués à la rubrique Gestion du risque de notre rapport annuel 2011 et de notre rapport aux actionnaires du deuxième trimestre de 2012; la conjoncture commerciale et économique générale et les conditions du marché financier au Canada, aux États-Unis et dans certains autres pays où nous exerçons nos activités, y compris l'incidence de la crise de l'endettement qui touche des États souverains en Europe; les modifications apportées aux normes, aux méthodes et aux estimations comptables, y compris les modifications apportées à nos estimations relatives aux dotations aux provisions, aux provisions et aux évaluations; l'incidence des modifications des politiques gouvernementales fiscales, monétaires et autres; les modifications et les nouvelles interprétations des lignes directrices concernant le capital à risque et des lignes directrices concernant les liquidités; l'incidence des modifications apportées aux lois et aux règlements, y compris ceux liés au système de paiements au Canada, aux mesures de protection des consommateurs, ainsi qu'à la loi intitulée Dodd-Frank Wall Street Reform and Consumer Protection Act et aux règlements édictés aux termes de cette loi et ceux qui seront édictés; les effets de la concurrence dans les marchés où nous exerçons nos activités; notre capacité à attirer des employés et à les maintenir en poste; les décisions judiciaires et réglementaires et les actions en justice; l'exactitude et l'intégralité des renseignements concernant nos clients et nos contreparties; notre capacité à réussir la mise en œuvre de nos stratégies ainsi qu'à mener à terme des acquisitions stratégiques et des coentreprises et à les intégrer avec succès; les faits nouveaux ainsi que les activités d'intégration touchant nos réseaux de distribution ainsi que l'incidence des questions d'ordre environnemental.

Nous avertissons nos lecteurs que la liste susmentionnée de facteurs de risque n'est pas exhaustive et que d'autres facteurs pourraient également avoir une incidence défavorable sur nos résultats. Les investisseurs et autres personnes qui se fient à nos déclarations prospectives pour prendre des décisions ayant trait à la Banque doivent bien tenir compte de ces facteurs et d'autres incertitudes et événements potentiels. Sauf si la loi l'exige, nous ne nous engageons pas à mettre à jour quelque déclaration prospective que ce soit, verbale ou écrite, que nous pouvons faire ou qui peut être faite pour notre compte à l'occasion.

Des renseignements supplémentaires sur ces facteurs et sur d'autres facteurs sont fournis aux rubriques Gestion du risque et Aperçu d'autres risques de notre rapport annuel 2011 et à la rubrique Gestion du risque de notre rapport aux actionnaires du deuxième trimestre de 2012.

L'information fournie dans les sites Web susmentionnés ou pouvant être obtenue par l'intermédiaire de ces sites ne fait pas partie du présent rapport. Tous les renvois à des sites Web contenus dans le présent rapport sont inactifs et ne sont indiqués qu'à titre informatif.

Vue d'ensemble

Aperçu de la Banque Royale du Canada

La Banque Royale du Canada (RY sur TSX et NYSE) et ses filiales exercent leurs activités sous la marque RBC. Elle est la plus importante banque au Canada au chapitre de l'actif et de la capitalisation boursière et l'une des plus importantes banques à l'échelle mondiale au chapitre de la capitalisation boursière. Elle est l'une des principales sociétés de services financiers diversifiés en Amérique du Nord et offre, à l'échelle mondiale, des services bancaires aux particuliers et aux entreprises, des services de gestion de patrimoine, des services d'assurance, des services à la grande entreprise et services de banque d'investissement et des services de traitement des opérations. Nous comptons environ 74 000 employés à temps plein et à temps partiel au service de plus de 15 millions de particuliers, d'entreprises, de clients du secteur public et de clients institutionnels au Canada, aux États-Unis et dans 51 autres pays. Pour de plus amples renseignements, visitez le site rbc.com.

Faits saillants financiers et autres

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action, les nombres et les pourcentages)	En date du et pour le trimestre clos le			En date du et pour le semestre clos le	
	30 avril 2012	31 janvier 2012	30 avril 2011	30 avril 2012	30 avril 2011
Activités poursuivies					
Total des revenus	6 924 \$	7 574 \$	6 831 \$	14 498 \$	14 049 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	348	267	273	615	537
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	640	1 211	843	1 851	1 410
Frais autres que d'intérêt	3 857	3 671	3 551	7 528	7 220
Bénéfice net avant impôt	2 079	2 425	2 164	4 504	4 882
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	1 563	1 876	1 682	3 439	3 678
Perte nette liée aux activités abandonnées	(30)	(21)	(51)	(51)	(99)
Bénéfice net	1 533 \$	1 855 \$	1 631 \$	3 388 \$	3 579 \$
Secteurs – bénéfice net lié aux activités poursuivies					
Services bancaires canadiens	937 \$	994 \$	895 \$	1 931 \$	1 828 \$
Gestion de patrimoine	212	188	227	400	440
Assurances	151	190	123	341	259
Services bancaires internationaux	(196)	24	46	(172)	114
Marchés des Capitaux	449	448	406	897	1 043
Services de soutien généraux	10	32	(15)	42	(6)
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	1 563 \$	1 876 \$	1 682 \$	3 439 \$	3 678 \$
Données financières sommaires					
Bénéfice par action – de base	1,00 \$	1,23 \$	1,08 \$	2,23 \$	2,38 \$
– dilué	0,99 \$	1,22 \$	1,06 \$	2,21 \$	2,34 \$
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1), (2)	16,1 %	19,7 %	19,9 %	17,9 %	21,8 %
Données financières sommaires liées aux activités poursuivies					
Bénéfice par action – de base	1,02 \$	1,24 \$	1,12 \$	2,26 \$	2,45 \$
– dilué	1,01 \$	1,23 \$	1,10 \$	2,24 \$	2,40 \$
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1), (2)	16,5 %	20,0 %	20,5 %	18,2 %	22,5 %
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et des acceptations (3)	0,39 %	0,30 %	0,34 %	0,34 %	0,33 %
Montant brut des prêts douteux en pourcentage des prêts et des acceptations (3)	0,63 %	0,64 %	0,66 %	0,63 %	0,66 %
Ratios de capital et coefficients (4)					
Ratio du capital de première catégorie	13,2 %	12,2 %	13,6 %	13,2 %	13,6 %
Ratio du capital total	15,2 %	14,5 %	15,7 %	15,2 %	15,7 %
Coefficient actif-capital	16,8 X	16,6 X	16,3 X	16,8 X	16,3 X
Ratio du capital-actions ordinaire de première catégorie (2)	10,4 %	9,6 %	10,3 %	10,4 %	10,3 %
Principales données figurant au bilan et autres renseignements					
Total de l'actif	800 371 \$	815 016 \$	768 249 \$	800 371 \$	768 249 \$
Valeurs mobilières	164 442	165 186	199 243	164 442	199 243
Prêts (déduction faite de la provision pour pertes sur prêts) (3)	362 719	353 938	343 515	362 719	343 515
Actifs liés aux dérivés	87 863	103 341	82 494	87 863	82 494
Dépôts (3)	495 875	489 827	478 508	495 875	478 508
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1)	36 400	35 600	31 850	36 000	31 400
Moyenne du capital de risque (1)	24 300	25 500	20 200	24 900	19 900
Actif pondéré en fonction du risque	267 138	285 508	253 235	267 138	253 235
Biens sous gestion	325 400	316 300	311 200	325 400	311 200
Biens administrés – RBC (5)	739 200	709 900	712 300	739 200	712 300
– RBC Dexia IS (5)	2 808 800	2 709 800	2 892 700	2 808 800	2 892 700
Information sur les actions ordinaires					
Actions en circulation (en milliers) – moyenne (de base)	1 441 761	1 439 252	1 426 504	1 440 493	1 425 279
– moyenne (diluée)	1 467 063	1 467 527	1 472 344	1 467 182	1 473 122
– à la fin	1 442 843	1 440 857	1 428 830	1 442 843	1 428 830
Dividendes déclarés par action	0,57 \$	0,54 \$	0,50 \$	1,11 \$	1,00 \$
Rendement de l'action (6)	4,1 %	4,4 %	3,5 %	4,3 %	3,6 %
Cours de clôture de l'action ordinaire (RY sur TSX)	57,09 \$	52,37 \$	59,60 \$	57,09 \$	59,60 \$
Capitalisation boursière (TSX)	82 372	75 458	85 158	82 372	85 158
Renseignements généraux liés aux activités poursuivies					
Nombre d'employés (équivalent de travail à plein temps)	68 201	68 337	68 240	68 201	68 240
Nombre de succursales	1 351	1 345	1 336	1 351	1 336
Nombre de guichets automatiques bancaires (GAB)	4 819	4 704	4 591	4 819	4 591
Moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains pour la période (7)	1,008 \$	0,987 \$	1,039 \$	0,998 \$	1,015 \$
Équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains à la fin de la période	1,012 \$	0,997 \$	1,057 \$	1,012 \$	1,057 \$

- (1) Les moyennes sont calculées à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période. Elles ont trait au rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et à la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. Pour une analyse plus détaillée, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation.
- (2) Ces mesures pourraient ne pas avoir de définition normalisée en vertu des PCGR et elles pourraient ne pas être comparables aux mesures analogues présentées par d'autres institutions financières. Pour une analyse plus détaillée, se reporter aux rubriques Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation et Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR de notre rapport annuel 2011.
- (3) Tel qu'il est présenté aux notes 10 et 12, au cours du trimestre, nous avons reclassé de façon rétrospective les garanties en espèces versées des postes Dépôts productifs d'intérêts à des banques et Prêts – prêts de gros au poste Autres actifs, ainsi que les garanties en espèces reçues du poste Dépôts au poste Autres passifs. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 2 de nos états financiers consolidés intermédiaires non audités.
- (4) Les chiffres correspondants de 2011 ont été établis selon les PCGR du Canada.
- (5) Les biens administrés par RBC comprennent un montant de 36,5 milliards de dollars (35,7 milliards au 31 janvier 2012; 34,6 milliards au 30 avril 2011) en prêts hypothécaires résidentiels et prêts sur cartes de crédit titrisés. Les biens administrés par RBC Dexia représentent le total des biens administrés de la coentreprise dans laquelle nous détenons une participation de 50 %, présenté avec un décalage de un mois.
- (6) Dividende par action ordinaire divisé par la moyenne des cours extrêmes pour la période visée.
- (7) Les moyennes sont calculées à l'aide des cours du change au comptant à la fin du mois pour la période.

Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives – Données en date du 23 mai 2012

Canada

Le taux de croissance estimatif de l'économie canadienne au premier trimestre civil de 2012 s'est établi à 1,8 % et découle de la hausse des dépenses de consommation et des investissements effectués par les entreprises. Le taux de chômage s'est établi à 7,3 % en avril, en raison de l'amélioration des marchés du travail par rapport à la fin de l'exercice précédent. Nous prévoyons un taux de croissance de l'économie de 2,6 % en 2012, soit un taux supérieur à la croissance estimative de 2,3 % que nous avons prévue précédemment, ce qui reflète la confiance accrue des consommateurs et des entreprises tenant à l'accroissement de l'activité économique prévue aux États-Unis. Nous prévoyons également une hausse des taux d'intérêt d'ici la fin de 2012, soit plus tôt que ce que nous avons prévu précédemment, en raison de la suppression graduelle des mesures de relance de l'économie découlant de l'amélioration de la conjoncture.

États-Unis

Le taux de croissance estimatif de l'économie américaine au premier trimestre civil de 2012 s'est établi à 2,2 %. Ce résultat reflète l'accroissement des activités des consommateurs découlant de la hausse des dépenses liées aux biens durables, particulièrement les ventes d'automobiles. Nous prévoyons un taux de croissance économique de 2,5 % en 2012, soit un taux supérieur à la croissance estimée de 2,4 % que nous avons prévue précédemment, en raison du raffermissement de la demande intérieure tenant à l'amélioration des conditions sur les marchés du travail. Nous nous attendons à ce que la Réserve fédérale maintienne ses taux d'intérêt à des planchers historiques jusqu'en 2014; cette dernière a d'ailleurs indiqué qu'elle était prête à mettre en œuvre d'autres mesures de relance, au besoin, sous forme de programmes d'assouplissement quantitatif.

Europe

Le taux de croissance de l'économie dans la zone euro au premier trimestre civil de 2012 a été nul, la modeste croissance de l'économie en Allemagne ayant été contrebalancée par la faiblesse des dépenses de consommation et des dépenses publiques dans les pays périphériques, en raison des mesures d'austérité fiscale. De façon générale, nous prévoyons une contraction de -0,1 % des économies de la zone euro en 2012, en raison de la contraction prévue au cours du premier semestre et d'un retour de la croissance au second semestre, pour autant que les activités des entreprises s'améliorent et que les préoccupations liées à l'endettement d'États souverains s'estompent. Les mesures de liquidité mises en place par les banques centrales mondiales ont continué d'assurer la stabilité des marchés du financement, particulièrement en ce qui a trait aux institutions financières européennes. Nous nous attendons à ce que les taux d'intérêt demeurent faibles et s'établissent à 1,0 % jusqu'en 2013, afin de stimuler l'économie.

Marchés financiers

Les marchés financiers mondiaux ont reflété l'amélioration des conditions du marché au début de 2012, et ce, jusqu'au mois d'avril, la hausse de la confiance des investisseurs relativement à l'endettement d'États souverains en Europe ayant donné lieu à un resserrement des écarts de taux, à un accroissement des volumes de transactions des clients et à une volatilité réduite des marchés. Les volumes d'activités de montage sont demeurés élevés, situation qui tient à l'accroissement des nouvelles émissions de titres de participation, principalement au Canada, et à la hausse des volumes d'émission de titres d'emprunt aux États-Unis reflétant l'amélioration des conditions du marché. Cependant, les conditions du marché se sont détériorées en avril, en raison du regain des inquiétudes concernant l'économie en Europe par suite de la récente instabilité politique en Grèce.

Contexte réglementaire

Nous continuons de surveiller les faits nouveaux en matière de réglementation à l'échelle mondiale et de nous y préparer, notamment les modifications touchant les exigences concernant le capital et les liquidités posées par les normes mondiales élaborées par le Comité de Bâle sur la supervision bancaire (accord de Bâle III), les révisions proposées concernant le cadre de gestion du risque de l'accord de Bâle II, la réforme concernant les dérivés hors cote, et les modifications apportées aux mesures de protection des consommateurs. Les autres réformes du secteur financier comprennent la loi intitulée Dodd-Frank Wall Street Reform and Consumer Protection Act des États-Unis, la loi intitulée Foreign Account Tax Compliance Act des États-Unis et la possibilité que le gouvernement du Royaume-Uni procède à une réforme de la structure du secteur bancaire. Au Canada, le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF) a récemment publié la version provisoire d'une ligne directrice proposée ayant trait aux principes de souscription de prêts hypothécaires résidentiels, laquelle prévoit des exigences plus strictes telles que des périodes d'amortissement obligatoires et un ratio prêt-valeur maximal de 65 % en ce qui a trait aux marges de crédit adossées à un bien immobilier résidentiel. Les autres propositions comprennent des exigences de gouvernance accrues pour les normes de souscription. Nous prenons des mesures visant ces faits nouveaux et d'autres éléments récents, et nous nous efforçons de faire en sorte que toute répercussion possible d'ordre commercial ou économique soit réduite au minimum.

Pour une analyse plus détaillée des facteurs de risque découlant des faits nouveaux en matière de réglementation à l'échelle mondiale qui pourraient se répercuter sur nos activités et sur nos résultats financiers, se reporter à la rubrique Aperçu d'autres risques de notre rapport annuel 2011. Pour une analyse plus détaillée de notre cadre et de nos activités de gestion du risque, se reporter aux rubriques Gestion du risque et Gestion du capital de notre rapport annuel 2011.

Principaux événements de 2012

Acquisition de la participation résiduelle de 50 % dans RBC Dexia Investor Services Limited (RBC Dexia) : Le 3 avril 2012, nous avons annoncé la signature d'un accord définitif visant l'acquisition de la participation résiduelle de 50 % dans la coentreprise RBC Dexia détenue par Banque Internationale à Luxembourg S.A. (auparavant, Dexia Banque Internationale à Luxembourg S.A.), pour une contrepartie en espèces totale de 837,5 millions d'euros (1,1 milliard de dollars). Par suite de la conclusion de cette transaction, nous détiendrons une participation de 100 % dans RBC Dexia. Parallèlement à la conclusion de l'accord, RBC Dexia a revendu 1,4 milliard d'euros (1,9 milliard de dollars) de titres émis par le groupe Dexia à ce dernier et a acquis un montant à peu près équivalent en titres libellés en dollars américains. La vente des titres et les pertes de négociation subséquentes sur les titres acquis ont entraîné une perte pour RBC Dexia. Notre quote-part de la perte s'élève à 36 millions de dollars (26 millions après impôt). En raison de cet accord, nous avons effectué un test de dépréciation de notre participation dans RBC Dexia. Selon les résultats de ce test, notre participation a subi une dépréciation, et nous avons comptabilisé une perte de valeur de 161 millions de dollars (avant et après impôt), laquelle se compose d'une réduction de valeur de 142 millions de goodwill et de 19 millions des immobilisations incorporelles. De plus, nous avons comptabilisé d'autres coûts liés à l'acquisition annoncée précédemment, qui s'élevaient à 15 millions de dollars (avant et après impôt). La perte a totalisé 212 millions de dollars (202 millions après impôt). La transaction est assujettie aux approbations réglementaires et autres conditions de clôture habituelles, et elle devrait être conclue au troisième trimestre de 2012.

Activités de banque privée de Coutts en Amérique latine, dans les Antilles et en Afrique (Coutts) : Le 20 mars 2012, nous avons annoncé notre intention d'acquérir les activités de banque privée en Amérique latine, dans les Antilles et en Afrique de Coutts, la division de gestion de patrimoine

du groupe Royal Bank of Scotland, qui gère des actifs de clients d'environ 2 milliards de dollars US. Les actifs visés par l'acquisition comprennent les comptes de clients qui résident en Amérique latine, dans les Antilles et en Afrique, ainsi que le personnel clé des services bancaires situé principalement à Genève, en Suisse, et une équipe située aux îles Caïmans. La transaction est assujettie aux approbations réglementaires et aux autres conditions de clôture habituelles, et elle devrait être conclue au troisième trimestre de 2012.

Pour une analyse plus détaillée des acquisitions décrites ci-dessus, se reporter à la note 8 de nos états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités.

Services bancaires de détail régionaux aux États-Unis : Le 2 mars 2012, nous avons conclu la cession à PNC Financial Services Group, Inc. de nos services bancaires de détail régionaux aux États-Unis. Pour une analyse plus détaillée, se reporter à la note 8 de nos états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités.

Rendement financier

Adoption des IFRS

Nos états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) et sont présentés conformément à la Norme comptable internationale (IAS) 34, *Information financière intermédiaire*. Pour une analyse plus détaillée de l'incidence de l'adoption des IFRS, y compris une description des méthodes comptables choisies, se reporter à la rubrique Questions en matière de comptabilité et de contrôle, aux notes 2, 3 et 21 de nos états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités, ainsi qu'à la section Adoption des Normes internationales d'information financière de notre rapport annuel 2011.

Vue générale

Deuxième trimestre de 2012 par rapport au deuxième trimestre de 2011

Nous avons déclaré un bénéfice net de 1 533 millions de dollars, en baisse de 98 millions, ou 6 %, par rapport à l'exercice précédent. Le bénéfice dilué par action s'est établi à 0,99 \$, en baisse de 0,07 \$, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'est établi à 16,1 %, en baisse de 380 points de base. Notre ratio du capital de première catégorie s'est établi à 13,2 %, en baisse de 40 points de base par rapport à l'exercice précédent. Pour en savoir davantage sur notre ratio du capital de première catégorie, se reporter à la rubrique Gestion du capital.

Activités poursuivies

Deuxième trimestre de 2012 par rapport au deuxième trimestre de 2011

Le bénéfice net lié aux activités poursuivies s'est élevé à 1 563 millions de dollars, en baisse de 119 millions, ou 7 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui reflète la perte de 212 millions (202 millions après impôt) liée à l'acquisition annoncée précédemment de RBC Dexia dont il est fait mention ci-dessus. Le bénéfice dilué par action lié aux activités poursuivies s'est établi à 1,01 \$, en baisse de 0,09 \$, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires lié aux activités poursuivies s'est élevé à 16,5 %, en baisse de 400 points de base par rapport à l'exercice précédent.

En excluant la perte liée à l'acquisition annoncée, le bénéfice net lié aux activités poursuivies s'est chiffré à 1 765 millions de dollars, en hausse de 83 millions, ou 5 %, le bénéfice dilué par action s'est établi à 1,15 \$, en hausse de 0,05 \$, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'est élevé à 18,7 %, en baisse de 180 points de base par rapport à l'exercice précédent. Nos résultats reflètent la forte croissance des volumes du secteur Services bancaires canadiens, la solide croissance des activités du secteur Assurances, les résultats à la hausse tirés des activités de négociation et des services à la grande entreprise et services de banque d'investissement du secteur Marchés des Capitaux, ainsi que la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients du secteur Gestion de patrimoine. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances ayant trait principalement à quelques comptes des secteurs Marchés des Capitaux et Services bancaires internationaux, par la diminution des volumes de transactions du secteur Gestion de patrimoine, par la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités et par l'augmentation du taux d'imposition effectif.

Pour une analyse plus détaillée de nos résultats par secteur d'exploitation, se reporter à la rubrique Résultats des secteurs d'exploitation.

Deuxième trimestre de 2012 par rapport au premier trimestre de 2012

Par rapport au trimestre précédent, le bénéfice net lié aux activités poursuivies a diminué de 313 millions de dollars, ou 17 %.

En excluant la perte liée à l'acquisition annoncée dont il est fait mention ci-dessus, le bénéfice net lié aux activités poursuivies a diminué de 111 millions de dollars, ou 6 %. Nos résultats ont été touchés de façon défavorable par des facteurs saisonniers, principalement en ce qui a trait à nos services bancaires, le trimestre considéré comptant quelques jours de moins et par les résultats à la baisse du secteur Assurances en raison de la diminution des profits sur placements. La hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances, laquelle a principalement trait à quelques comptes de notre portefeuille des secteurs des Services bancaires dans les Antilles, des Services bancaires canadiens et des Marchés des Capitaux, a aussi contribué à la baisse. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la forte croissance des activités de montage et les résultats à la hausse tirés des activités de négociation de titres de participation du secteur Marchés des Capitaux et par l'accroissement des volumes de transactions et la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients du secteur Gestion de patrimoine, reflétant l'amélioration des conditions du marché au début du trimestre.

Deuxième trimestre de 2012 par rapport au deuxième trimestre de 2011 (résultats semestriels)

Le bénéfice net lié aux activités poursuivies s'est établi à 3 439 millions de dollars, en baisse de 239 millions, ou 6 %, par rapport à l'exercice précédent. Le bénéfice dilué par action semestriel lié aux activités poursuivies s'est élevé à 2,24 \$, en baisse de 0,16 \$ par rapport à l'exercice précédent, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires lié aux activités poursuivies s'est établi à 18,2 %, par rapport à 22,5 % à l'exercice précédent.

En excluant la perte liée à l'acquisition annoncée dont il est fait mention ci-dessus, le bénéfice net lié aux activités poursuivies s'est établi à 3 641 millions de dollars, en baisse de 37 millions, le bénéfice dilué par action s'est chiffré à 2,38 \$, en baisse de 0,02 \$, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'est établi à 19,3 %, en baisse de 320 points de base par rapport à l'exercice précédent. Nos résultats sont demeurés dans l'ensemble inchangés, et ils reflètent la forte croissance des volumes du secteur Services bancaires canadiens, la croissance des activités du secteur Assurances et la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients du secteur Gestion de patrimoine. Ces facteurs ont été largement neutralisés par la réduction des activités de montage et des résultats tirés des activités de négociation du secteur Marchés des Capitaux, par l'augmentation des coûts liés aux activités, par la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée à quelques comptes ainsi que par la baisse des volumes de transactions du secteur Gestion de patrimoine.

Les résultats du trimestre et du semestre clos le 30 avril 2012 excluant la perte liée à l'acquisition annoncée constituent des mesures hors PCGR. Pour une analyse détaillée et un rapprochement des données liées à cette perte, se reporter à la rubrique Mesures hors PCGR. Pour une analyse plus détaillée de la perte liée à l'acquisition annoncée, se reporter à la rubrique Principaux événements de 2012.

Activités abandonnées

Deuxième trimestre de 2012 par rapport au deuxième trimestre de 2011 et au premier trimestre de 2012

La perte nette liée aux activités abandonnées s'est élevée à 30 millions de dollars, par rapport à une perte nette de 51 millions à l'exercice précédent. Ce résultat tient au fait que le trimestre considéré tient compte des résultats pour un mois liés à nos services bancaires de détail régionaux aux États-Unis, par rapport aux résultats pour le trimestre complet à l'exercice précédent. La réduction des radiations liées à notre portefeuille de biens immobiliers commerciaux et à nos activités de financement de constructeurs aux États-Unis a contribué à la diminution.

Par rapport au trimestre précédent, la perte nette a augmenté de 9 millions de dollars, en raison essentiellement de la baisse des résultats opérationnels.

Deuxième trimestre de 2012 par rapport au deuxième trimestre de 2011 (résultats semestriels)

La perte nette liée aux activités abandonnées s'est établie à 51 millions de dollars, par rapport à une perte nette de 99 millions à l'exercice précédent, situation qui tient au fait que les résultats de la période considérée tiennent compte des résultats pour quatre mois liés à nos services bancaires de détail régionaux aux États-Unis, par rapport aux résultats pour six mois à l'exercice précédent. La réduction des radiations liées à notre portefeuille de biens immobiliers commerciaux et à nos activités de financement de constructeurs aux États-Unis a contribué à la diminution.

Incidence estimée du change sur nos résultats financiers consolidés

Les fluctuations des taux de change influent sur nos résultats libellés en devises. Les revenus, la dotation à la provision pour pertes sur créances, les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, les frais autres que d'intérêt ainsi que le bénéfice net libellés en devises sont convertis à l'aide du taux de change moyen pour la période.

Pour le deuxième trimestre de 2012 par rapport au deuxième trimestre de 2011 et au premier trimestre de 2012, de même que pour le premier semestre de 2012 par rapport au premier semestre de 2011, l'incidence estimative des écarts de change n'est pas significative.

Le tableau suivant illustre les variations des taux de change moyens pertinents qui influent sur nos activités :

(Moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en devises) (1)	Pour les trimestres clos			Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2012	le 31 janvier 2012	le 30 avril 2011	le 30 avril 2012	le 30 avril 2011
Dollar américain	1,008	0,987	1,039	0,998	1,015
Livre sterling	0,629	0,630	0,636	0,629	0,634
Euro	0,758	0,750	0,729	0,754	0,736

(1) Les moyennes sont calculées à l'aide du cours au comptant à la fin du mois pour la période.

Les fluctuations des taux de change illustrées dans le tableau ci-dessus influent sur les résultats de certains de nos secteurs d'exploitation. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Résultats des secteurs d'exploitation.

Résultats liés aux activités poursuivies

Le tableau suivant présente nos résultats liés aux activités poursuivies déclarés.

Total des revenus

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos			Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2012	le 31 janvier 2012	le 30 avril 2011	le 30 avril 2012	le 30 avril 2011
Revenu d'intérêt	5 100 \$	5 171 \$	5 098 \$	10 271 \$	10 348 \$
Frais d'intérêt	2 069	2 168	2 382	4 237	4 837
Revenu net d'intérêt	3 031	3 003	2 716	6 034	5 511
Services de placement (1)	1 306	1 283	1 344	2 589	2 639
Activités d'assurance (1)	926	1 550	1 086	2 476	1 911
Activités de négociation	349	396	285	745	1 006
Services bancaires (1)	889	905	849	1 794	1 767
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils	386	294	352	680	847
Autres (1)	37	143	199	180	368
Revenus autres que d'intérêt	3 893 \$	4 571 \$	4 115 \$	8 464 \$	8 538 \$
Total des revenus	6 924 \$	7 574 \$	6 831 \$	14 498 \$	14 049 \$
Renseignements supplémentaires					
Total des revenus tirés des activités de négociation					
Revenu net d'intérêt	412 \$	388 \$	317 \$	800 \$	600 \$
Revenus autres que d'intérêt	349	396	285	745	1 006
Total des revenus tirés des activités de négociation	761 \$	784 \$	602 \$	1 545 \$	1 606 \$
Total des revenus tirés des activités de négociation par produit					
Taux d'intérêt et crédit	495 \$	536 \$	433 \$	1 031 \$	1 138 \$
Titres de participation	180	110	93	290	292
Opérations de change et contrats de négociation de marchandises	86	138	76	224	176
Total des revenus tirés des activités de négociation	761 \$	784 \$	602 \$	1 545 \$	1 606 \$
Revenus tirés des activités de négociation (majorés au montant imposable) par produit					
Taux d'intérêt et crédit	495 \$	536 \$	433 \$	1 031 \$	1 138 \$
Titres de participation	298	231	238	529	581
Opérations de change et contrats de négociation de marchandises	86	138	76	224	176
Total des revenus tirés des activités de négociation (majorés au montant imposable équivalent)	879 \$	905 \$	747 \$	1 784 \$	1 895 \$
Revenus tirés des activités de négociation (majorés au montant imposable équivalent) par produit – Marchés des Capitaux					
Taux d'intérêt et crédit	444 \$	495 \$	389 \$	939 \$	1 045 \$
Titres de participation	294	216	235	510	571
Opérations de change et contrats de négociation de marchandises	85	136	75	221	175
Total des revenus tirés des activités de négociation (majorés au montant imposable équivalent) – Marchés des Capitaux	823 \$	847 \$	699 \$	1 670 \$	1 791 \$

(1) Se reporter à la rubrique Rendement financier de notre rapport annuel 2011 pour une définition de ces catégories.

Deuxième trimestre de 2012 par rapport au deuxième trimestre de 2011

Le total des revenus a augmenté de 93 millions de dollars, ou 1 %, par rapport à l'exercice précédent.

Le revenu net d'intérêt s'est accru de 315 millions de dollars, ou 12 %, en raison principalement de la forte croissance des volumes de la plupart des secteurs d'activité du secteur Services bancaires canadiens et de la hausse du revenu net d'intérêt lié aux activités de négociation dont il est fait mention ci-dessous. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la compression des écarts liés à nos services bancaires.

Les revenus tirés des activités d'investissement ont diminué de 38 millions de dollars, ou 3 %, en raison principalement des volumes de transactions à la baisse et de la réduction des frais de distribution liés aux fonds communs de placement reflétant l'incertitude dont les investisseurs continuent de faire preuve, ainsi que de la baisse des commissions liées aux activités de financement des infrastructures. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients découlant de l'appréciation du capital et des ventes nettes.

Les revenus tirés des activités d'assurance ont reculé de 160 millions de dollars, ou 15 %. La croissance des volumes liés à la plupart des produits a été largement neutralisée par la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui est en grande partie compensée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.

Les revenus tirés des activités de négociation inscrits dans les revenus autres que d'intérêt ont augmenté de 64 millions de dollars, ou 22 %. Le total des revenus tirés des activités de négociation, qui se compose des revenus tirés des activités de négociation comptabilisés dans le revenu net d'intérêt et dans les revenus autres que d'intérêt, s'est chiffré à 761 millions de dollars, en hausse de 159 millions, ou 26 %. Ce résultat découle principalement des conditions favorables sur les marchés des titres à revenu fixe et des titres de participation pendant la majeure partie du trimestre, lesquelles reflètent le resserrement des écarts de taux, l'accroissement des volumes de transactions des clients et l'amélioration des liquidités sur le marché. Ces conditions se sont toutefois détériorées vers la fin du trimestre, en raison du regain des préoccupations concernant l'économie en Europe.

Les revenus tirés des services bancaires ont augmenté de 40 millions de dollars, ou 5 %, résultat qui découle essentiellement de la forte croissance des activités de syndication de prêts.

Les commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils se sont accrus de 34 millions de dollars, ou 10 %, résultat qui tient principalement à l'augmentation des activités d'émission de titres d'emprunt et de titres de participation, facteur neutralisé en partie par la réduction des activités de fusion et d'acquisition.

Les autres revenus ont reculé de 162 millions de dollars, ou 81 %, en raison principalement de la comptabilisation de pertes, par rapport à des profits à l'exercice précédent, liées à certains titres disponibles à la vente, et de notre quote-part de la perte comptabilisée par RBC Dexia par suite de l'échange de titres avec Banque Internationale à Luxembourg S.A.

Deuxième trimestre de 2012 par rapport au premier trimestre de 2012

Le total des revenus a diminué de 650 millions de dollars, ou 9 %, en raison essentiellement de la réduction des revenus tirés des activités d'assurance reflétant la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui est en grande partie compensée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance. La diminution est aussi imputable à l'incidence défavorable de facteurs saisonniers, y compris le fait que le trimestre considéré compte quelques jours de moins, particulièrement en ce qui a trait à nos services bancaires, à notre quote-part de la perte comptabilisée par RBC Dexia découlant de l'échange de titres dont il est fait mention ci-dessus, et à la réduction des activités de syndication de prêts. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la forte croissance des activités de montage de titres de participation et de prêts, par les résultats à la hausse tirés des activités de négociation de titres de participation du secteur Marchés des Capitaux, par l'accroissement des volumes de transactions, et par la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients du secteur Gestion de patrimoine.

Deuxième trimestre de 2012 par rapport au deuxième trimestre de 2011 (résultats semestriels)

Le total des revenus a augmenté de 449 millions de dollars, ou 3 %, en raison principalement de la hausse des revenus tirés des activités d'assurance reflétant la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui est en grande partie compensée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, ainsi que de la croissance des volumes liés à la plupart des produits d'assurance et des profits nets sur placements. La forte croissance des volumes de la plupart des activités du secteur Services bancaires canadiens et la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients ont également contribué à l'augmentation. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la réduction des volumes de montage, par rapport au niveau élevé d'activités enregistré au début de l'exercice précédent, par les revenus à la baisse tirés des activités de négociation, ainsi que par la réduction des volumes de transactions du secteur Gestion de patrimoine.

Dotation à la provision pour pertes sur créances

Deuxième trimestre de 2012 par rapport au deuxième trimestre de 2011

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances, de 348 millions de dollars, a augmenté de 75 millions, ou 27 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui reflète la hausse des dotations liées principalement à quelques comptes du portefeuille du secteur Marchés des Capitaux, du portefeuille de prêts de gros dans les Antilles et du portefeuille de prêts aux entreprises au Canada. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la réduction des radiations liées à notre portefeuille de prêts sur cartes de crédit au Canada.

Deuxième trimestre de 2012 par rapport au premier trimestre de 2012

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances s'est accru de 81 millions de dollars, ou 30 %, par rapport au trimestre précédent, en raison de l'augmentation des dotations liées principalement à quelques prêts des portefeuilles de prêts de gros dans les Antilles, de prêts aux entreprises au Canada, et du secteur Marchés des Capitaux.

Deuxième trimestre de 2012 par rapport au deuxième trimestre de 2011 (résultats semestriels)

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances s'est établi à 615 millions de dollars, en hausse de 78 millions, ou 15 %, par rapport à l'exercice précédent. Ce résultat reflète la hausse des dotations liées principalement à quelques comptes du portefeuille du secteur Marchés des Capitaux et du portefeuille de prêts de gros dans les Antilles, facteur neutralisé en partie par la réduction des radiations liées à notre portefeuille de prêts sur cartes de crédit au Canada.

Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance

Pour le trimestre clos le 30 avril 2012, les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont diminué de 203 millions de dollars, ou 24 %, par rapport à l'exercice précédent, et ils ont reculé de 571 millions, ou 47 %, par rapport au trimestre précédent. Pour le semestre clos le 30 avril 2012, les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance se sont accrus de 441 millions de dollars, ou 31 %, par rapport à l'exercice précédent. Pour une analyse plus détaillée, se reporter à la rubrique Assurances.

Frais autres que d'intérêt

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos			Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2012	le 31 janvier 2012	le 30 avril 2011	le 30 avril 2012	le 30 avril 2011
Salaires	1 044 \$	1 060 \$	990 \$	2 104 \$	1 989 \$
Rémunération variable	948	911	872	1 859	1 917
Avantages du personnel et conservation du personnel	297	311	275	608	566
Rémunération fondée sur des actions	24	47	46	71	128
Ressources humaines	2 313 \$	2 329 \$	2 183 \$	4 642 \$	4 600 \$
Dépréciation du goodwill et des autres immobilisations incorporelles	161	–	–	161	–
Autres charges	1 383	1 342	1 368	2 725	2 620
Frais autres que d'intérêt	3 857 \$	3 671 \$	3 551 \$	7 528 \$	7 220 \$

Deuxième trimestre de 2012 par rapport au deuxième trimestre de 2011

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 306 millions de dollars, ou 9 %, en raison principalement de la perte de valeur liée à notre participation dans la coentreprise RBC Dexia, laquelle se compose d'une réduction de valeur du goodwill et des autres immobilisations incorporelles de 161 millions, ainsi que de coûts de 15 millions liés à l'acquisition annoncée⁽¹⁾. En excluant la perte de valeur et les coûts liés à l'acquisition annoncée, les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 130 millions de dollars, ou 4 %, résultat qui tient essentiellement à l'accroissement de la rémunération variable découlant des résultats à la hausse du secteur Marchés des Capitaux et à l'augmentation des coûts à l'appui de la croissance des activités. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les réductions de coûts découlant de nos programmes de gestion des coûts et par la diminution des pertes diverses.

Deuxième trimestre de 2012 par rapport au premier trimestre de 2012

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 186 millions de dollars, ou 5 %, en raison essentiellement de la perte de valeur et des coûts liés à l'acquisition annoncée dont il est fait mention ci-dessus. En excluant ces éléments⁽¹⁾, les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 10 millions de dollars, la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités ayant été en grande partie neutralisée par l'incidence de facteurs saisonniers, y compris le fait que le trimestre considéré compte quelques jours de moins, ainsi que par les réductions de coûts découlant de nos programmes de gestion des coûts.

Deuxième trimestre de 2012 par rapport au deuxième trimestre de 2011 (résultats semestriels)

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 308 millions de dollars, ou 4 %, résultat qui tient principalement à la perte de valeur et aux coûts liés à l'acquisition annoncée dont il est fait mention ci-dessus. En excluant ces éléments⁽¹⁾, les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 132 millions de dollars, en raison essentiellement de la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités, facteur neutralisé en partie par la réduction de la rémunération variable découlant des résultats à la baisse du secteur Marchés des Capitaux, ainsi que par les réductions de coûts découlant de nos programmes de gestion des coûts.

Pour plus de détails sur la perte de valeur et sur les coûts liés à l'acquisition annoncée, se reporter à la rubrique Principaux événements de 2012.

(1) Les frais autres que d'intérêt excluant la perte de valeur et les coûts liés à l'acquisition annoncée précédemment constituent une mesure hors PCGR. Nous sommes d'avis que le fait de ne pas tenir compte de ces éléments donne une mesure plus représentative des résultats opérationnels courants; cette mesure permet aux lecteurs de mieux comprendre le point de vue de la direction à l'égard de notre performance et devrait accroître la comparabilité de la performance financière pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2012. Les mesures hors PCGR n'ont pas de définition normalisée en vertu des PCGR et ne sont pas nécessairement comparables à des mesures semblables présentées par d'autres institutions financières.

Impôt sur le résultat

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos			Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2012	le 31 janvier 2012	le 30 avril 2011	le 30 avril 2012	le 30 avril 2011
Bénéfice net avant impôt lié aux activités poursuivies	2 079 \$	2 425 \$	2 164 \$	4 504 \$	4 882 \$
Impôt sur le résultat	516	549	482	1 065	1 204
Taux d'imposition effectif sur le résultat lié aux activités poursuivies (1)	24,8 %	22,6 %	22,3 %	23,6 %	24,7 %

(1) Impôt sur le résultat en pourcentage du bénéfice net avant impôt sur le résultat.

Deuxième trimestre de 2012 par rapport au deuxième trimestre de 2011

La charge d'impôt a augmenté de 34 millions de dollars, ou 7 %, par rapport à l'exercice précédent, malgré la baisse du bénéfice avant impôt. Le taux d'imposition effectif s'est établi à 24,8 %, en hausse de 2,5 % par rapport à l'exercice précédent, résultat qui s'explique principalement par la perte de valeur liée à l'acquisition annoncée de RBC Dexia, qui n'est pas déductible aux fins de l'impôt. En excluant cette perte, le taux d'imposition effectif a augmenté de 0,7 % par rapport à 22,3 % à l'exercice précédent, en raison principalement de la hausse du bénéfice dans les territoires où le taux d'imposition est plus élevé, facteur neutralisé en partie par la réduction des taux d'imposition des sociétés canadiennes prévus par la loi.

Deuxième trimestre de 2012 par rapport au premier trimestre de 2012

La charge d'impôt a reculé de 33 millions de dollars, ou 6 %, par rapport au trimestre précédent, en raison essentiellement de la baisse du bénéfice avant impôt. Le taux d'imposition effectif a augmenté de 2,2 % par rapport au trimestre précédent, résultat qui tient principalement à la perte de valeur. En excluant cette perte, le taux d'imposition effectif a augmenté de 0,4 %, en raison principalement de la hausse du bénéfice dans les territoires où le taux d'imposition est plus élevé.

Deuxième trimestre de 2012 par rapport au deuxième trimestre de 2011 (résultats semestriels)

La charge d'impôt a diminué de 139 millions de dollars, ou 12 %, en raison principalement de la baisse du bénéfice avant impôt. Le taux d'imposition effectif s'est établi à 23,6 %, en baisse de 1,1 %, résultat qui s'explique en grande partie par la réduction des taux d'imposition des sociétés canadiennes prévus par la loi, facteur neutralisé en partie par la perte de valeur dont il est fait mention ci-dessus.

Les résultats excluant cette perte constituent une mesure hors PCGR. Pour une analyse plus détaillée des mesures excluant la perte liée à l'acquisition annoncée de RBC Dexia, se reporter à la rubrique Mesures hors PCGR.

Résultats des secteurs d'exploitation**Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation**

Les principales méthodes et hypothèses que nous utilisons aux fins de notre cadre d'information de gestion n'ont pas changé depuis le 31 octobre 2011, à l'exception de ce qui est expliqué ci-après. La direction revoit régulièrement ces méthodes et ces hypothèses afin de s'assurer de leur validité. Pour plus de détails à ce sujet, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2011.

Premier trimestre de 2012

Avec prise d'effet au premier trimestre de 2012, nous avons modifié notre méthode d'attribution du capital sur une base prospective, afin que nos processus d'attribution concordent davantage avec les exigences accrues en matière de capital réglementaire, lesquelles continuent d'évoluer. La méthode modifiée remplace la méthode d'attribution au prorata du capital non attribué utilisée en 2011, et l'incidence de cette modification sera prise en compte graduellement au cours de l'exercice 2012, en prévision de la mise en œuvre des exigences de l'accord de Bâle III en 2013. Cette modification a donné lieu à une réduction du capital attribué du secteur Services bancaires canadiens et à une augmentation du capital attribué du secteur Marchés des Capitaux.

Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires

Nous mesurons et évaluons le rendement de nos activités consolidées et de chacun de nos secteurs d'exploitation en fonction d'un certain nombre de paramètres, y compris le bénéfice net et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. Nous utilisons le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, tant sur une base consolidée que par secteur, à titre de mesure du rendement du total du capital investi dans nos secteurs. La mesure du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires par secteur est considérée comme une mesure utile pour appuyer les prises de décisions relatives aux investissements et à l'attribution des ressources puisqu'elle permet d'effectuer des ajustements en fonction de certains éléments qui pourraient avoir une incidence sur la comparabilité entre nos secteurs d'exploitation et certains de nos concurrents. Pour une analyse plus détaillée, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR de notre rapport annuel 2011.

Le tableau suivant présente un sommaire des calculs du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires :

	Pour les trimestres clos							le 31 janvier 2012	le 30 avril 2011
	le 30 avril 2012								
	Services bancaires canadiens	Gestion de patrimoine	Assurances	Services bancaires internationaux	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total	Total	Total
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages) (1)									
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires lié aux activités poursuivies	918 \$	203 \$	148 \$	(201)\$	426 \$	(21)\$	1 473 \$	1 787 \$	1 593 \$
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires lié aux activités abandonnées							(30)	(21)	(51)
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires							1 443	1 766	1 542
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires liés aux activités poursuivies (2)	10 400 \$	5 150 \$	1 500 \$	3 050 \$	11 600 \$	4 300 \$	36 000 \$	34 350 \$	28 350 \$
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires liés aux activités abandonnées							400	1 250	3 500
Total de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (3)	10 400 \$	5 150 \$	1 500 \$	3 050 \$	11 600 \$	4 300 \$	36 400 \$	35 600 \$	31 850 \$
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires lié aux activités poursuivies	36,0 %	16,1 %	40,6 %	(26,9)%	14,9 %	n.s.	16,5 %	20,0 %	20,5 %
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires							16,1 %	19,7 %	19,9 %

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages) (1)	Pour les semestres clos							le 30 avril	le 30 avril
								2012	2011
	Services bancaires canadiens	Gestion de patrimoine	Assurances	Services bancaires internationaux	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total	Total	
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires lié aux activités poursuivies	1 893 \$	382 \$	335 \$	(185) \$	854 \$	(19) \$	3 260 \$	3 498 \$	
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires lié aux activités abandonnées							(51)	(99)	
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires							3 209	3 399	
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires liés aux activités poursuivies (2)	10 500 \$	5 150 \$	1 500 \$	3 100 \$	11 550 \$	3 400 \$	35 200 \$	27 800 \$	
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires liés aux activités abandonnées							800	3 600	
Total de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (3)	10 500 \$	5 150 \$	1 500 \$	3 100 \$	11 550 \$	3 400 \$	36 000 \$	31 400 \$	
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires lié aux activités poursuivies	36,3 %	14,9 %	44,6 %	(11,9) %	14,9 %	n.s.	18,2 %	22,5 %	
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires							17,9 %	21,8 %	

(1) Les chiffres ayant trait au goodwill et au capital incorporel ainsi qu'à la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sont arrondis. Les calculs du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sont fondés sur les soldes réels avant leur arrondissement. Ces montants sont calculés à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période.

(2) Les montants se rapportant aux différents secteurs d'exploitation sont désignés à titre de capital attribué ou de capital économique.

n.s. non significatif

Mesures hors PCGR

Bénéfice économique lié aux activités poursuivies

Le bénéfice économique représente le bénéfice net lié aux activités poursuivies à l'exclusion de l'incidence après impôt de l'amortissement des autres immobilisations incorporelles, moins une charge de capital liée à l'utilisation du capital attribué. Il permet d'évaluer le rendement généré par nos secteurs d'exploitation en sus de notre coût des capitaux, ce qui permet ainsi aux utilisateurs de l'information financière de connaître les contributions relatives de chaque secteur d'exploitation à la valeur pour l'actionnaire. Le bénéfice économique est une mesure hors PCGR qui n'a pas de définition normalisée en vertu des PCGR et n'est pas nécessairement comparable à des mesures semblables présentées par d'autres institutions financières.

La charge de capital comprend une charge au titre des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et des actions privilégiées. Nous avons révisé le coût des capitaux propres sur une base prospective au premier trimestre de 2012; ce coût, qui était de 10 % en 2011, a été ramené à 9,5 %.

Le tableau suivant présente un sommaire de notre bénéfice économique sur la base des activités poursuivies :

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos							le 31 janvier	le 30 avril
								2012	2011
	Services bancaires canadiens	Gestion de patrimoine	Assurances	Services bancaires internationaux	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total	Total	Total
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	937 \$	212 \$	151 \$	(196) \$	449 \$	10 \$	1 563 \$	1 876 \$	1 682 \$
Ajouter : Participations ne donnant pas le contrôle	–	–	–	–	(2)	(23)	(25)	(25)	(25)
Incidence après impôt de l'amortissement des autres immobilisations incorporelles	–	16	–	173	1	(1)	189	29	31
Bénéfice net ajusté	937 \$	228 \$	151 \$	(23) \$	448 \$	(14) \$	1 727 \$	1 880 \$	1 688 \$
Moins : Charge de capital	263	130	37	77	294	103	904	882	749
Bénéfice économique lié aux activités poursuivies	674 \$	98 \$	114 \$	(100) \$	154 \$	(117) \$	823 \$	998 \$	939 \$

Pour les semestres clos

(en millions de dollars canadiens)	le 30 avril 2012							le 30 avril 2011
	Services bancaires canadiens	Gestion de patrimoine	Assurances	Services bancaires internationaux	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total	Total
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	1 931 \$	400 \$	341 \$	(172) \$	897 \$	42 \$	3 439 \$	3 678 \$
Ajouter : Participations ne donnant pas le contrôle	–	–	–	(2)	(1)	(47)	(50)	(51)
Incidence après impôt de l'amortissement des autres immobilisations incorporelles	–	31	–	185	2	–	218	60
Bénéfice net ajusté	1 931 \$	431 \$	341 \$	11 \$	898 \$	(5) \$	3 607 \$	3 687 \$
Moins : Charge de capital	538	263	77	159	591	158	1 786	1 496
Bénéfice économique lié aux activités poursuivies	1 393 \$	168 \$	264 \$	(148) \$	307 \$	(163) \$	1 821 \$	2 191 \$

Résultats excluant la perte liée à l'acquisition annoncée précédemment de RBC Dexia

Nos résultats ont été touchés par la perte liée à l'acquisition annoncée de la participation résiduelle de 50 % dans RBC Dexia, comme l'illustre le tableau ci-dessous. Selon nous, le fait de ne pas tenir compte de la perte donne une mesure plus représentative des résultats opérationnels courants des activités, ce qui permettra au lecteur de mieux comprendre le point de vue de la direction à l'égard de notre performance, et devrait accroître la comparabilité de notre performance financière pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2012. Ces mesures sont hors PCGR, elles n'ont pas de définition normalisée en vertu des PCGR, et elles pourraient ne pas être comparables à des mesures semblables présentées par d'autres institutions financières. Pour une analyse plus détaillée de l'acquisition annoncée de RBC Dexia, se reporter à la rubrique Principaux événements de 2012, ainsi qu'à la note 8 de nos états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités.

Le tableau suivant illustre le calcul de nos mesures excluant la perte liée à l'acquisition annoncée :

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages)	Pour le trimestre clos le 30 avril 2012			Pour le semestre clos le 30 avril 2012		
	Données présentées	Perte liée à l'acquisition annoncée (1)	Données ajustées	Données présentées	Perte liée à l'acquisition annoncée (1)	Données ajustées
Bénéfice avant impôt lié aux activités poursuivies	2 079 \$	212 \$	2 291 \$	4 504 \$	212 \$	4 716 \$
Impôt sur le résultat	516	10	526	1 065	10	1 075
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	1 563	202	1 765	3 439	202	3 641
Perte nette liée aux activités abandonnées	(30)	–	(30)	(51)	–	(51)
Bénéfice net	1 533 \$	202 \$	1 735 \$	3 388 \$	202 \$	3 590 \$
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires lié aux activités poursuivies	1 473	202	1 675	3 260	202	3 462
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	1 441 761		1 441 761	1 440 493		1 440 493
Bénéfice de base par action (en dollars)	1,00 \$	0,14 \$	1,14 \$	2,23 \$	0,14 \$	2,37 \$
Bénéfice de base par action lié aux activités poursuivies (en dollars)	1,02 \$	0,14 \$	1,16 \$	2,26 \$	0,14 \$	2,40 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires diluées (en milliers)	1 467 063		1 467 063	1 467 182		1 467 182
Bénéfice dilué par action (en dollars)	0,99 \$	0,14 \$	1,13 \$	2,21 \$	0,14 \$	2,35 \$
Bénéfice dilué par action lié aux activités poursuivies (en dollars)	1,01 \$	0,14 \$	1,15 \$	2,24 \$	0,14 \$	2,38 \$
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	36 400 \$		36 400 \$	36 000 \$		36 000 \$
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires lié aux activités poursuivies (2)	16,5 %		18,7 %	18,2 %		19,3 %
Taux d'imposition effectif lié aux activités poursuivies	24,8 %		23,0 %	23,6 %		22,8 %

(1) La perte liée à l'acquisition annoncée se compose d'une perte de valeur de 161 millions de dollars (avant et après impôt), comptabilisée dans les frais autres que d'intérêt, laquelle comprend une réduction de valeur du goodwill et des autres immobilisations incorporelles, d'une perte à la vente des titres échangés et de pertes de négociation subséquentes de 36 millions (26 millions après impôt), et d'autres coûts de 15 millions (avant et après impôt).

(2) Fondé sur les soldes réels avant leur arrondissement.

Services bancaires canadiens

(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres et les pourcentages et sauf indication contraire)	En date du et pour le trimestre clos le			Pour les semestres clos	
	30 avril 2012	31 janvier 2012	30 avril 2011	le 30 avril 2012	le 30 avril 2011
Revenu net d'intérêt	2 017 \$	2 064 \$	1 933 \$	4 081 \$	3 924 \$
Revenus autres que d'intérêt	800	821	812	1 621	1 623
Total des revenus	2 817	2 885	2 745	5 702	5 547
Dotation à la provision pour pertes sur créances	271	243	260	514	532
Frais autres que d'intérêt	1 277	1 294	1 244	2 571	2 481
Bénéfice net avant impôt	1 269	1 348	1 241	2 617	2 534
Bénéfice net	937	994	895	1 931	1 828
Revenus par division					
Particuliers clients	1 568	1 575	1 522	3 143	3 074
Services financiers à l'entreprise	695	721	663	1 416	1 346
Solutions cartes et paiements	554	589	560	1 143	1 127
Principales données moyennes et autres renseignements					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	36,0 %	36,6 %	40,6 %	36,3 %	42,1 %
Marge nette d'intérêt (1)	2,72 %	2,75 %	2,79 %	2,73 %	2,80 %
Ratio d'efficacité (2)	45,3 %	44,9 %	45,3 %	45,1 %	44,7 %
Levier d'exploitation	0,0 %	(1,6) %	s.o.	(0,8) %	s.o.
Taux d'imposition effectif	26,2 %	26,3 %	27,9 %	26,2 %	27,9 %
Moyenne du total des actifs productifs (3)	301 700	298 600	283 800	300 100	283 100
Moyenne des prêts et des acceptations (3)	304 200	300 600	283 600	302 400	282 000
Moyenne des dépôts	227 100	225 500	202 400	226 300	201 800
Biens administrés (3)	164 500 \$	161 500 \$	161 200 \$	164 500 \$	161 200 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et des acceptations	0,36 %	0,32 %	0,38 %	0,34 %	0,38 %

(1) La marge nette d'intérêt représente le revenu net d'intérêt divisé par la moyenne des actifs productifs.

(2) Le ratio d'efficacité représente les frais autres que d'intérêt divisés par le total des revenus.

(3) Comprend la moyenne des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts sur cartes de crédit titrisés pour le trimestre clos le 30 avril 2012, laquelle s'est établie à 43 milliards de dollars et à 5 milliards, respectivement (42 milliards et 4 milliards au 31 janvier 2012; 40 milliards et 3 milliards au 30 avril 2011). Les biens administrés comprennent des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts sur cartes de crédit titrisés de 31 milliards de dollars et de 5 milliards, respectivement, au 30 avril 2012 (32 milliards et 4 milliards au 31 janvier 2012; 32 milliards et 3 milliards au 30 avril 2011).

Deuxième trimestre de 2012 par rapport au deuxième trimestre de 2011

Le bénéfice net a augmenté de 42 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent. En excluant le profit de 29 millions de dollars (21 millions après impôt)⁽⁴⁾ à la vente de la tranche restante des actions de Visa comptabilisé dans le secteur Services bancaires canadiens à l'exercice précédent, le bénéfice net s'est accru de 63 millions, ou 7 %, résultat qui reflète la forte croissance des volumes de la plupart des secteurs d'activité et la réduction du taux d'imposition effectif. Ces facteurs ont été neutralisés en grande partie par la compression des écarts et par la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités.

Le total des revenus s'est accru de 72 millions de dollars, ou 3 %, par rapport à l'exercice précédent.

Les revenus tirés des Particuliers clients ont augmenté de 46 millions de dollars, ou 3 %, résultat qui reflète la forte croissance des volumes liés aux prêts hypothécaires résidentiels, aux dépôts des particuliers et aux prêts aux particuliers, facteur neutralisé en partie par la réduction des écarts liés aux dépôts et par la diminution des volumes d'activités de courtage.

Les revenus tirés des Services financiers à l'entreprise se sont accrus de 32 millions de dollars, ou 5 %, résultat qui reflète la forte croissance des volumes liés aux dépôts des entreprises et aux prêts aux entreprises, facteur neutralisé en partie par la réduction des écarts.

Les revenus tirés des Solutions cartes et paiements ont diminué de 6 millions de dollars, ou 1 %. L'augmentation des écarts liés aux prêts sur cartes de crédit et la forte croissance des volumes d'achats ont été plus que neutralisées par le profit lié à Visa comptabilisé à l'exercice précédent ainsi que par la réduction des soldes des prêts.

La marge nette d'intérêt a diminué de 7 points de base, en raison principalement de la compression des écarts reflétant le maintien de faibles taux d'intérêt.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 11 millions de dollars, ou 4 %, résultat qui tient essentiellement à la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée au portefeuille de prêts aux entreprises, qui reflète principalement les dotations liées à quelques comptes, facteur neutralisé en partie par la réduction des radiations liées à notre portefeuille de prêts sur cartes de crédit. Pour une analyse plus détaillée, se reporter à la rubrique Rendement au chapitre de la qualité du crédit.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 33 millions de dollars, ou 3 %, en raison principalement de la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités. L'augmentation a été neutralisée en partie par l'attention que nous continuons de prêter à la gestion des coûts.

Deuxième trimestre de 2012 par rapport au premier trimestre de 2012

Le bénéfice net a diminué de 57 millions de dollars, ou 6 %, par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de l'incidence défavorable de facteurs saisonniers, y compris le fait que le trimestre considéré compte quelques jours de moins. La diminution est aussi imputable à la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée à quelques comptes de notre portefeuille de prêts aux entreprises. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la forte croissance des volumes de la plupart des secteurs d'activité et par la réduction de la rémunération liée au rendement.

La marge nette d'intérêt a diminué de 3 points de base, en raison principalement de l'incidence du maintien de faibles taux d'intérêt.

(4) Les résultats excluant le profit lié à Visa constituent une mesure hors PCGR qui pourrait ne pas être comparable à des mesures semblables présentées par d'autres institutions financières. Nous sommes d'avis que le fait de ne pas tenir compte du profit lié à Visa donne une mesure plus représentative des résultats opérationnels courants; cette mesure devrait permettre aux lecteurs de mieux comprendre le point de vue de la direction et accroître la comparabilité de la performance financière pour le trimestre clos le 30 avril 2012.

Deuxième trimestre de 2012 par rapport au deuxième trimestre de 2011 (résultats semestriels)

Le bénéfice net s'est accru de 103 millions de dollars, ou 6 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui reflète en grande partie la forte croissance des volumes de la plupart des secteurs d'activité, la réduction du taux d'imposition effectif et la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la compression des écarts et par la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités.

Le total des revenus a augmenté de 155 millions de dollars, ou 3 %, résultat qui reflète la forte croissance des volumes de la plupart des secteurs d'activité, facteur neutralisé en partie par la compression des écarts et par le profit lié à Visa comptabilisé à l'exercice précédent.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 18 millions de dollars, ou 3 %, en raison principalement de la réduction des radiations liées à notre portefeuille de prêts sur cartes de crédit.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 90 millions de dollars, ou 4 %, résultat qui tient essentiellement à la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités, facteur neutralisé en partie par l'attention que nous continuons de prêter à la gestion des coûts.

Gestion de patrimoine

	En date du et pour le trimestre clos le			Pour les semestres clos	
	30 avril 2012	31 janvier 2012	30 avril 2011	le 30 avril 2012	le 30 avril 2011
(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres et les pourcentages et sauf indication contraire)					
Revenu net d'intérêt	98 \$	102 \$	88 \$	200 \$	178 \$
Revenus autres que d'intérêt					
Revenus tirés des services tarifés	732	721	702	1 453	1 361
Revenus tirés des transactions et autres revenus	389	365	426	754	862
Total des revenus	1 219 \$	1 188 \$	1 216 \$	2 407 \$	2 401 \$
Frais autres que d'intérêt	940	939	914	1 879	1 798
Bénéfice net avant impôt	279 \$	249 \$	302 \$	528 \$	603 \$
Bénéfice net	212 \$	188 \$	227 \$	400 \$	440 \$
Revenus par division					
Gestion de patrimoine – Canada	434 \$	422 \$	444 \$	856 \$	877 \$
Gestion de patrimoine – États-Unis et International	508	486	512	994	1 031
Gestion de patrimoine – États-Unis et International (en millions de dollars américains)	512	480	532	992	1 048
Gestion mondiale d'actifs (1)	277	280	260	557	493
Principales données moyennes et autres renseignements					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	16,1 %	13,8 %	17,8 %	14,9 %	18,6 %
Marge avant impôt (2)	22,9 %	21,0 %	24,8 %	21,9 %	25,1 %
Nombre de conseillers (3)	4 306	4 220	4 233	4 306	4 233
Total des biens administrés	560 100 \$	534 200 \$	537 900 \$	560 100 \$	537 900 \$
– Gestion de patrimoine – États-Unis et International	335 000	318 000	322 900	335 000	322 900
– Gestion de patrimoine – États-Unis et International (en millions de dollars américains)	339 200	317 158	341 200	339 200	341 200
Biens sous gestion	322 300	313 200	308 300	322 300	308 300
Moyenne des biens administrés	557 100	531 800	540 400	544 500	534 000
Moyenne des biens sous gestion	321 500	311 800	308 400	316 600	293 500

(1) Comprend les résultats de BlueBay, présentés avec un décalage de un mois.

(2) La marge avant impôt s'entend du bénéfice net avant impôt, divisé par le total des revenus.

(3) Comprend les conseillers ayant un contact direct avec les clients au sein de tous nos services de gestion de patrimoine.

Deuxième trimestre de 2012 par rapport au deuxième trimestre de 2011

Le bénéfice net a diminué de 15 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent. Compte non tenu des ajustements comptables et fiscaux favorables de 26 millions de dollars après impôt⁽⁴⁾, le bénéfice net a augmenté de 11 millions, ou 5 %, la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients ayant été neutralisée en partie par la baisse des volumes de transactions reflétant l'incertitude dont les investisseurs continuent de faire preuve.

Le total des revenus est demeuré relativement inchangé par rapport à l'exercice précédent.

Les revenus tirés de la Gestion de patrimoine – Canada ont diminué de 10 millions de dollars, ou 2 %, en raison principalement de la baisse des volumes de transactions, facteur neutralisé en partie par la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients découlant de l'appréciation du capital et des ventes nettes.

Les revenus tirés de la Gestion de patrimoine – États-Unis et International ont diminué de 4 millions de dollars, ou 1 %. Libellés en dollars américains, les revenus ont reculé de 20 millions de dollars, ou 4 %, résultat qui tient essentiellement à la baisse des volumes de transactions.

Les revenus tirés de la Gestion mondiale d'actifs ont augmenté de 17 millions de dollars, ou 7 %, résultat qui reflète principalement la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients découlant de l'appréciation du capital et des ventes nettes.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrues de 26 millions de dollars, ou 3 %, situation qui tient au fait que les résultats de l'exercice précédent tenaient compte d'ajustements comptables favorables liés au passif au titre de la rémunération différée. L'augmentation est aussi imputable à la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la réduction de la rémunération variable reflétant la baisse des revenus basés sur les commissions et la diminution de la juste valeur du passif au titre de notre régime de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis.

Deuxième trimestre de 2012 par rapport au premier trimestre de 2012

Le bénéfice net a augmenté de 24 millions de dollars, ou 13 %, en raison principalement des volumes de transactions plus élevés reflétant l'amélioration des conditions du marché au début du trimestre, ainsi que la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients découlant de l'appréciation du capital et des ventes nettes.

(4) Les résultats excluant les ajustements comptables et fiscaux favorables de l'exercice précédent constituent une mesure hors PCGR qui pourrait ne pas être comparable à des mesures semblables présentées par d'autres institutions financières. Nous sommes d'avis que le fait de ne pas tenir compte des ajustements comptables et fiscaux de l'exercice précédent donne une mesure plus représentative des résultats opérationnels courants; cette mesure devrait permettre aux lecteurs de mieux comprendre le point de vue de la direction et accroître la comparabilité de la performance financière pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2012.

Deuxième trimestre de 2012 par rapport au deuxième trimestre de 2011 (résultats semestriels)

Le bénéfice net a diminué de 40 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent. Compte non tenu des ajustements comptables et fiscaux favorables de 23 millions de dollars après impôt⁽⁴⁾, le bénéfice net a diminué de 17 millions, ou 4 %, la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients et la réduction du taux d'imposition effectif ayant été plus que neutralisées par la baisse des volumes de transactions reflétant l'incertitude dont les investisseurs continuent de faire preuve et par la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités.

Le total des revenus est demeuré inchangé, résultat qui tient au fait que la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients découlant de l'appréciation du capital et des ventes nettes a été neutralisée en grande partie par la baisse des volumes de transactions.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 81 millions de dollars, ou 5 %, en raison principalement de la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités.

Assurances

(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres et les pourcentages et sauf indication contraire)	En date du et pour le trimestre clos le			Pour les semestres clos	
	30 avril 2012	31 janvier 2012	30 avril 2011	le 30 avril 2012	le 30 avril 2011
Revenus autres que d'intérêt					
Primes acquises, montant net	932 \$	957 \$	864 \$	1 889 \$	1 745 \$
Revenu de placement (1)	(59)	532	166	473	50
Honoraires	53	61	56	114	116
Total des revenus	926	1 550	1 086	2 476	1 911
Indemnités et sinistres liés aux polices d'assurance (1)	495	1 065	695	1 560	1 104
Coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	145	146	148	291	306
Frais autres que d'intérêt	126	129	121	255	243
Bénéfice net avant impôt	160 \$	210 \$	122 \$	370 \$	258 \$
Bénéfice net	151 \$	190 \$	123 \$	341 \$	259 \$
Revenus par division					
Assurances – Canada	449 \$	1 054 \$	652 \$	1 503 \$	1 044 \$
Assurances et autres activités – International	477 \$	496 \$	434 \$	973 \$	867 \$
Principales données moyennes et autres renseignements					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	40,6 %	48,5 %	34,8 %	44,6 %	37,6 %
Primes et dépôts (2)	1 189 \$	1 232 \$	1 138 \$	2 421 \$	2 285 \$
Variations de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance (1)	(196)	385	54	189	(189)

- (1) Le revenu de placement peut être assujéti à la volatilité découlant des fluctuations de la juste valeur des actifs évalués à la juste valeur par le biais du résultat net. Les placements à l'appui des provisions techniques sont principalement des actifs à revenu fixe désignés comme évalués à la juste valeur par le biais du résultat net; par conséquent, les variations de la juste valeur de ces actifs sont comptabilisées dans le poste Revenu de placement des comptes consolidés de résultat. Les variations de la juste valeur de ces actifs sont en grande partie neutralisées par les variations de la juste valeur des provisions techniques, dont l'incidence est reflétée dans les indemnités et sinistres liés aux polices d'assurance.
- (2) Le poste Primes et dépôts comprend les primes liées aux produits d'assurance et de rente fondés sur le risque, ainsi que les dépôts des fonds distincts individuels et collectifs, conformément aux pratiques du secteur de l'assurance.

Deuxième trimestre de 2012 par rapport au deuxième trimestre de 2011

Le bénéfice net a augmenté de 28 millions de dollars, ou 23 %, en raison principalement de la croissance des volumes liés à la plupart des produits et de la diminution des coûts liés aux sinistres au titre des polices d'assurance au Canada. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les ajustements défavorables des provisions techniques et par la hausse des coûts liés aux sinistres au titre des activités de réassurance.

Le total des revenus a diminué de 160 millions de dollars, ou 15 %, par rapport à l'exercice précédent.

Les revenus tirés du secteur Assurance – Canada ont diminué de 203 millions de dollars, ou 31 %. La croissance des volumes liés à la plupart des produits a été largement neutralisée par la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui est en grande partie compensée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.

Les revenus tirés du secteur Assurances et autres activités – International se sont accrus de 43 millions de dollars, ou 10 %, en raison principalement de la croissance des volumes de polices d'assurance vie en Europe et de la croissance continue de nos contrats de rentes au Royaume-Uni.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont diminué de 203 millions de dollars, ou 24 %, en raison principalement de la variation de la juste valeur des placements dont il est fait mention ci-dessus. La réduction des coûts liés aux sinistres au titre des polices d'assurance au Canada a été neutralisée en partie par la hausse des coûts tenant à la croissance des volumes et par les ajustements défavorables des provisions techniques reflétant les mesures prises par la direction et les modifications apportées aux hypothèses.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 5 millions de dollars, ou 4 %, en raison principalement de la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités, facteur neutralisé en partie par l'attention que nous continuons de prêter à la gestion des coûts.

Deuxième trimestre de 2012 par rapport au premier trimestre de 2012

Le bénéfice net a diminué de 39 millions de dollars, ou 21 %, situation qui tient au fait que les résultats du trimestre précédent tenaient compte de profits nets sur placements. La diminution est également imputable aux résultats à la baisse liés aux contrats de rentes au Royaume-Uni et aux ajustements défavorables des provisions techniques. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la croissance des volumes liés aux polices d'assurance vie au Canada et en Europe.

(4) Les résultats excluant les ajustements comptables et fiscaux favorables de l'exercice précédent constituent une mesure hors PCGR qui pourrait ne pas être comparable à des mesures semblables présentées par d'autres institutions financières. Nous sommes d'avis que le fait de ne pas tenir compte des ajustements comptables et fiscaux de l'exercice précédent donne une mesure plus représentative des résultats opérationnels courants; cette mesure devrait permettre aux lecteurs de mieux comprendre le point de vue de la direction et accroître la comparabilité de la performance financière pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2012.

Deuxième trimestre de 2012 par rapport au deuxième trimestre de 2011 (résultats semestriels)

Le bénéfice net a augmenté de 82 millions de dollars, ou 32 %, en raison principalement de la croissance des volumes liés à la plupart des produits, de la réduction des coûts liés aux sinistres au titre des polices d'assurance au Canada et des profits nets sur placements comptabilisés ce trimestre, par rapport aux pertes nettes comptabilisées à l'exercice précédent. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des coûts liés aux sinistres au titre des activités de réassurance, par les ajustements défavorables des provisions techniques et par les résultats techniques défavorables au chapitre des polices d'assurance vie.

Le total des revenus a augmenté de 565 millions de dollars, ou 30 %, résultat qui tient essentiellement à la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui est en grande partie compensée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance. La croissance des volumes liés à la plupart des produits et les profits nets sur placements comptabilisés ce trimestre, par rapport à des pertes nettes à l'exercice précédent, ont également contribué à l'augmentation.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance se sont accrus de 441 millions de dollars, ou 31 %, en raison principalement de la variation de la juste valeur des placements dont il est fait mention ci-dessus. L'augmentation est aussi imputable à la hausse des coûts découlant de la croissance des volumes liés à la plupart des produits, aux ajustements défavorables des provisions techniques et à la hausse des coûts liés aux sinistres au titre des activités de réassurance. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la réduction des coûts liés aux sinistres au titre des polices d'assurance au Canada.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 12 millions de dollars, ou 5 %, en raison essentiellement de la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités, facteur neutralisé en partie par l'attention que nous continuons de prêter à la gestion des coûts.

Services bancaires internationaux

(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres et les pourcentages et sauf indication contraire)	En date du et pour le trimestre clos le			En date du et pour le semestre clos le	
	30 avril 2012	31 janvier 2012	30 avril 2011	30 avril 2012	30 avril 2011
Revenu net d'intérêt	166 \$	159 \$	157 \$	325 \$	328 \$
Revenus autres que d'intérêt	173	214	226	387	462
Total des revenus	339 \$	373 \$	383 \$	712 \$	790 \$
Dotations à la provision pour pertes sur créances	47	8	15	55	29
Frais autres que d'intérêt	499	326	311	825	603
(Perte nette) bénéfice net avant impôt	(207) \$	39 \$	57 \$	(168) \$	158 \$
(Perte nette) bénéfice net	(196) \$	24 \$	46 \$	(172) \$	114 \$
Revenus par division					
Services bancaires (1)	211 \$	201 \$	198 \$	412 \$	431 \$
RBC Dexia (1)	128	172	185	300	359
Principales données moyennes et autres renseignements					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	(26,9) %	2,0 %	5,1 %	(11,9) %	6,4 %
Moyenne des prêts et acceptations	8 300 \$	8 400 \$	8 000 \$	8 400 \$	8 200 \$
Moyenne des dépôts	28 600	28 000	26 200	28 300	25 500
Biens administrés (2)	2 816 600	2 717 700	2 899 800	2 816 600	2 899 800
Biens sous gestion (2)	2 700	2 800	2 600	2 700	2 600
Moyenne des biens administrés	2 823 600	2 706 100	2 850 500	2 764 800	2 813 400
Moyenne des biens sous gestion	2 700	2 800	2 600	2 800	2 600
Dotations à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	2,31 %	0,36 %	0,75 %	1,32 %	0,71 %

- (1) Il existe un décalage de un mois dans la présentation des résultats des activités bancaires aux Antilles auparavant menées sous le nom de RBTT Financial Group (RBTT) et des résultats de RBC Dexia IS.
(2) Représentent les biens administrés et les biens sous gestion de RBTT et le total des biens administrés de RBC Dexia IS, présentés avec un décalage de un mois.

Deuxième trimestre de 2012 par rapport au deuxième trimestre de 2011

La perte nette s'est élevée à 196 millions de dollars, par rapport à un bénéfice net de 46 millions à l'exercice précédent. La perte nette est principalement imputable à une perte annoncée précédemment de 212 millions de dollars (202 millions après impôt) liée à l'acquisition de la participation résiduelle de 50 % dans RBC Dexia. La diminution est aussi imputable à hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux services bancaires dans les Antilles, laquelle reflète la faiblesse de la conjoncture économique.

Le total des revenus a diminué de 44 millions de dollars, ou 11 %, en raison de notre quote-part de la perte comptabilisée par RBC Dexia par suite de l'échange de titres avec Banque Internationale à Luxembourg S.A. et des pertes de négociation découlant de la vente de la majorité des titres reçus dans le cadre de l'échange, laquelle est de 36 millions (26 millions après impôt).

Les revenus tirés des Services bancaires ont augmenté de 13 millions de dollars, ou 7 %, résultat qui tient essentiellement à l'amélioration du revenu net d'intérêt et à l'incidence favorable de l'affaiblissement du dollar canadien.

Les revenus de RBC Dexia ont diminué de 57 millions de dollars, ou 31 %, en raison principalement de la perte à l'échange de titres et des pertes de négociation. La diminution est aussi imputable à la réduction des revenus tirés des fonds communs de placement et à la baisse des revenus de change.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 32 millions de dollars, résultat qui reflète en grande partie la hausse des dotations liées à quelques comptes de notre portefeuille de prêts de gros dans les Antilles, ainsi que la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée à notre portefeuille de prêts de détail dans les Antilles. Pour de plus amples détails, se reporter à la rubrique Rendement au chapitre de la qualité du crédit.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 188 millions de dollars, ou 60 %, en raison principalement de la perte de valeur liée à notre participation dans RBC Dexia, laquelle se compose d'une réduction de valeur du goodwill et des autres immobilisations incorporelles de 161 millions (avant et après impôt) ainsi que des autres coûts de 15 millions (avant et après impôt) liés à l'acquisition. L'augmentation est aussi imputable aux frais d'établissement liés à nos services bancaires transfrontaliers aux États-Unis et à la hausse des coûts liés à l'effectif.

Pour une analyse plus détaillée de l'acquisition annoncée, se reporter à la rubrique Principaux événements de 2012 ainsi qu'à la note 8 de nos états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités.

Deuxième trimestre de 2012 par rapport au premier trimestre de 2012

La perte nette s'est établie à 196 millions de dollars, par rapport à un bénéfice net de 24 millions au trimestre précédent, résultat qui tient à la perte liée à RBC Dexia. La hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée principalement à quelques comptes du portefeuille de prêts de gros dans les Antilles a également eu une incidence défavorable sur les résultats.

Deuxième trimestre de 2012 par rapport au deuxième trimestre de 2011 (résultats semestriels)

La perte nette s'est établie à 172 millions de dollars, par rapport à un bénéfice net de 114 millions à l'exercice précédent, situation qui tient principalement à la perte liée à RBC Dexia. La hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux services bancaires dans les Antilles, laquelle reflète la faiblesse de la conjoncture économique, a également eu une incidence défavorable sur les résultats.

Le total des revenus a diminué de 78 millions de dollars, ou 10 %, en raison essentiellement de la perte liée à l'échange de titres et des pertes de négociation. La diminution est aussi imputable à la réduction des revenus de change et à la baisse des revenus tirés des fonds communs de placement.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 26 millions de dollars, résultat qui reflète principalement la hausse des dotations liées principalement à quelques comptes de notre portefeuille de prêts de gros dans les Antilles. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Rendement au chapitre de la qualité du crédit.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 222 millions de dollars, ou 37 %, en raison principalement de la perte de valeur et des autres coûts liés à l'acquisition. L'augmentation est aussi imputable aux frais d'établissement liés à nos services bancaires transfrontaliers aux États-Unis et à la hausse des coûts liés à l'effectif.

Marchés des Capitaux

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	En date du et pour le trimestre clos le			Pour les semestres clos	
	30 avril 2012	31 janvier 2012	30 avril 2011	le 30 avril 2012	le 30 avril 2011
Revenu net d'intérêt (1)	807 \$	764 \$	664 \$	1 571 \$	1 319 \$
Revenus autres que d'intérêt	903	852	835	1 755	2 231
Total des revenus (1)	1 710 \$	1 616 \$	1 499 \$	3 326 \$	3 550 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	31	17	(3)	48	(28)
Frais autres que d'intérêt	1 014	978	928	1 992	2 049
Bénéfice net avant impôt	665 \$	621 \$	574 \$	1 286 \$	1 529 \$
Bénéfice net	449 \$	448 \$	406 \$	897 \$	1 043 \$
Revenus par division					
Marchés Mondiaux	1 072 \$	1 090 \$	915 \$	2 162 \$	2 218 \$
Services à la grande entreprise et services de banque d'investissement	638	566	574	1 204	1 286
Autres	–	(40)	10	(40)	46
Principales données moyennes et autres renseignements					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	14,9 %	14,9 %	20,3 %	14,9 %	25,6 %
Moyenne des titres détenus à des fins de transactions	118 100 \$	120 600 \$	146 700 \$	119 400 \$	142 000 \$
Moyenne des prêts et acceptations	46 400	43 100	34 700	44 700	35 100
Moyenne des dépôts	117 300	117 900	114 200	117 600	116 500
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,27 %	0,16 %	(0,04)%	0,21 %	(0,16)%

Incidence estimative, sur les principaux postes du compte de résultat, de la conversion de certaines opérations libellées en dollars américains, en livres sterling et en euros	Pour le trimestre clos le		Pour le semestre clos le
	Deuxième trimestre de 2012 par rapport au premier trimestre de 2012	Deuxième trimestre de 2012 par rapport au deuxième trimestre de 2011	Deuxième trimestre de 2012 par rapport au deuxième trimestre de 2011
<i>Augmentation (diminution) :</i>			
Total des revenus (avant impôt)	(15)\$	10 \$	20 \$
Frais autres que d'intérêt (avant impôt)	(5)	10	15
Bénéfice net	(10)	–	–
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains	2 %	(3)%	(2)%
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en livres sterling	0 %	(1)%	(1)%
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en euros	1 %	4 %	2 %

(1) Majoration au montant imposable équivalent. La majoration au montant imposable équivalent pour le trimestre clos le 30 avril 2012 s'élève à 118 millions de dollars (121 millions au 31 janvier 2012; 146 millions au 30 avril 2011). Une analyse plus détaillée est présentée à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2011.

Deuxième trimestre de 2012 par rapport au deuxième trimestre de 2011

Le bénéfice net a augmenté de 43 millions de dollars, ou 11 %, en raison principalement des résultats à la hausse tirés des activités de négociation ainsi que des services à la grande entreprise et services de banque d'investissement découlant de l'accroissement des activités des clients et des conditions de marché favorables. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée ce trimestre, une reprise à ce titre ayant été comptabilisée à l'exercice précédent.

Le total des revenus a augmenté de 211 millions de dollars, ou 14 %.

Les revenus du secteur Marchés Mondiaux se sont accrus de 157 millions de dollars, ou 17 %, en raison principalement des revenus à la hausse tirés des activités de négociation de titres de participation et de titres à revenu fixe. Les conditions du marché ont été favorables pendant la majeure partie du trimestre, situation qui reflète le resserrement des écarts de taux, l'accroissement des volumes de transactions des clients et l'amélioration des liquidités sur le marché, mais les conditions se sont détériorées vers la fin du trimestre, en raison du regain des inquiétudes concernant l'économie en Europe. La croissance de nos activités de montage reflète essentiellement les activités élevées d'émission de titres d'emprunt aux États-Unis.

Les revenus tirés du secteur Services à la grande entreprise et services de banque d'investissement ont augmenté de 64 millions de dollars, ou 11 %, résultat qui concerne principalement les États-Unis et qui tient à la forte croissance des activités de prêts et de syndication de prêts, ainsi qu'à l'accroissement des activités de montage de prêts reflétant les importantes activités d'émission. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la réduction des activités de fusion et d'acquisition au Canada.

Les autres revenus se sont établis à néant, par rapport à des revenus de 10 millions de dollars à l'exercice précédent.

La dotation à la provision pour pertes sur créances s'est établie à 31 millions de dollars, par rapport à une reprise de 3 millions à l'exercice précédent, résultat qui a principalement trait à quelques comptes. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Rendement au chapitre de la qualité du crédit.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 86 millions de dollars, ou 9 %, résultat qui reflète principalement la hausse de la rémunération variable découlant des résultats à la hausse enregistrés.

Deuxième trimestre de 2012 par rapport au premier trimestre de 2012

Le bénéfice net est demeuré inchangé. La forte croissance des nouvelles activités d'émission de titres de participation au Canada, l'accroissement des activités d'émission de titres d'emprunt aux États-Unis et les résultats à la hausse tirés des activités de négociation de titres de participation ont largement neutralisé la baisse des activités de syndication de prêts. L'augmentation du taux d'imposition effectif reflétant la hausse du bénéfice dans les territoires où le taux d'imposition est plus élevé a eu une incidence défavorable sur le bénéfice net ce trimestre. Les conditions sur les marchés des titres à revenu fixe et des titres de participation ont été favorables pendant la majeure partie du trimestre, mais elles se sont détériorées vers la fin du trimestre, en raison du regain des inquiétudes concernant l'économie en Europe.

Deuxième trimestre de 2012 par rapport au deuxième trimestre de 2011 (résultats semestriels)

Le bénéfice net s'est élevé à 897 millions de dollars, en baisse de 146 millions, ou 14 %, par rapport aux résultats très solides comptabilisés à l'exercice précédent, en raison essentiellement de la réduction des volumes de montage par rapport aux niveaux d'activités élevés enregistrés au début de l'exercice précédent, ainsi que des résultats à la baisse tirés des activités de négociation. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la forte croissance de notre portefeuille de prêts, principalement aux États-Unis. La baisse est aussi imputable à la dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée ce trimestre, une reprise ayant été comptabilisée à l'exercice précédent.

Le total des revenus a diminué de 224 millions de dollars, ou 6 %, résultat qui reflète essentiellement la réduction des activités de montage et les revenus à la baisse tirés des activités de négociation découlant du fait que les résultats de l'exercice précédent tenaient compte d'un profit de 102 millions (49 millions après impôt et écritures de compensation) lié principalement à la résiliation des swaps sur défaillance assurés par MBIA Inc. (MBIA), à un profit comptabilisé à l'exercice précédent lié à une entité ad hoc consolidée à l'égard de laquelle nous avons mis fin à toutes les transactions, ainsi qu'aux revenus à la baisse tirés des activités de négociation de titres de participation. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la forte croissance des revenus tirés des activités de prêts, principalement aux États-Unis.

La dotation à la provision pour pertes sur créances s'est établie à 48 millions de dollars, par rapport à une reprise de 28 millions à l'exercice précédent, résultat qui tient aux dotations liées à quelques comptes comptabilisées pour l'exercice considéré, des reprises ayant été comptabilisées à l'exercice précédent.

Les frais autres que d'intérêt ont reculé de 57 millions de dollars, ou 3 %, résultat qui reflète principalement la diminution de la charge de rémunération.

Services de soutien généraux

(en millions de dollars canadiens)	En date du et pour le trimestre clos le			Pour les semestres clos	
	30 avril 2012	31 janvier 2012	30 avril 2011	le 30 avril 2012	le 30 avril 2011
(Perte nette) d'intérêt (1)	(57) \$	(86) \$	(126) \$	(143) \$	(238) \$
(Pertès) revenus autres que d'intérêt	(30)	48	28	18	88
Total des revenus (1)	(87) \$	(38) \$	(98) \$	(125) \$	(150) \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	- \$	(1) \$	1 \$	(1) \$	4 \$
Frais autres que d'intérêt	-	5	33	5	46
Perte nette avant impôt	(87) \$	(42) \$	(132) \$	(129) \$	(200) \$
Bénéfice net (perte nette) (2)	10 \$	32 \$	(15) \$	42 \$	(6) \$

(1) Majoration au montant imposable équivalent.

(2) Le bénéfice net reflète le bénéfice attribuable aux actionnaires et aux participations ne donnant pas le contrôle. Le bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle pour le trimestre clos le 30 avril 2012 s'est établi à 23 millions de dollars (24 millions au 31 janvier 2012; 23 millions au 30 avril 2011). Pour le semestre clos le 30 avril 2012, le bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle s'est élevé à 47 millions de dollars (45 millions au 30 avril 2011).

Compte tenu de la nature des activités et des ajustements de consolidation présentés dans ce secteur, nous sommes d'avis qu'une analyse d'une période à l'autre n'est pas pertinente. Les renseignements qui suivent portent sur les éléments importants qui ont eu une incidence sur les résultats présentés pour chaque période.

La perte nette d'intérêt et la charge (l'économie) d'impôt de chaque trimestre comptabilisées dans le secteur Services de soutien généraux tiennent compte de la déduction des ajustements liés à la majoration des revenus provenant des dividendes imposables de sociétés canadiennes comptabilisés dans le secteur Marchés des Capitaux. Le montant porté en déduction de la perte nette d'intérêt a été compensé par une augmentation équivalente de la charge (l'économie) d'impôt. Le montant lié à la majoration pour le trimestre clos le 30 avril 2012 s'est établi à 118 millions de dollars, par rapport à 121 millions au trimestre précédent et à 146 millions à l'exercice précédent. Pour le semestre clos le 30 avril 2012, le montant s'est élevé à 239 millions de dollars, par rapport à 290 millions à l'exercice précédent. Une analyse plus détaillée est présentée à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2011 aux actionnaires.

Outre l'incidence de la majoration au montant imposable équivalent dont il est fait mention ci-dessus, les renseignements qui suivent portent sur les autres éléments importants qui ont eu une incidence sur les résultats présentés pour chaque trimestre.

Deuxième trimestre de 2012

Le bénéfice net s'est établi à 10 millions de dollars, en raison principalement des mesures de gestion de l'actif et du passif mises en œuvre par la Trésorerie générale, facteur neutralisé en partie par un ajustement fiscal défavorable.

Premier trimestre de 2012

Le bénéfice net s'est établi à 32 millions de dollars, résultat qui tient en grande partie aux mesures de gestion de l'actif et du passif mises en œuvre par la Trésorerie générale, facteur neutralisé en partie par un ajustement fiscal défavorable.

Deuxième trimestre de 2011

La perte nette de 15 millions de dollars tient compte de pertes liées à la variation de la juste valeur de certains dérivés qui servent de couverture économique à nos activités de financement, et d'un ajustement fiscal défavorable. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les mesures de gestion de l'actif et du passif mises en œuvre par la Trésorerie générale.

Deuxième trimestre de 2012 (résultats semestriels)

Le bénéfice net s'est élevé à 42 millions de dollars, résultat qui tient en grande partie aux mesures de gestion de l'actif et du passif mises en œuvre par la Trésorerie générale, facteur neutralisé en partie par un ajustement fiscal défavorable.

Deuxième trimestre de 2011 (résultats semestriels)

La perte nette de 6 millions de dollars reflète en grande partie les ajustements fiscaux défavorables, facteur neutralisé en partie par les mesures de gestion de l'actif et du passif mises en œuvre par la Trésorerie générale.

Analyse des résultats trimestriels et des tendances

Notre bénéfice, nos revenus et nos charges trimestriels sont touchés par un certain nombre de tendances et de facteurs récurrents, qui comprennent les fluctuations saisonnières, la conjoncture générale et les conditions du marché, de même que les fluctuations des taux de change. Le tableau suivant présente un sommaire de nos résultats pour les huit derniers trimestres (la période) :

	2012		2011				2010	
	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)								
Activités poursuivies								
Revenu net d'intérêt	3 031 \$	3 003 \$	2 957 \$	2 889 \$	2 716 \$	2 795 \$	2 610 \$	2 588 \$
Revenus autres que d'intérêt	3 893	4 571	3 735	4 008	4 115	4 423	4 168	3 562
Total de revenus	6 924 \$	7 574 \$	6 692 \$	6 897 \$	6 831 \$	7 218 \$	6 778 \$	6 150 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	348	267	276	320	273	264	283	277
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	640	1 211	867	1 081	843	567	1 047	978
Frais autres que d'intérêt	3 857	3 671	3 530	3 417	3 551	3 669	3 582	3 146
Bénéfice net avant impôt	2 079 \$	2 425 \$	2 019 \$	2 079 \$	2 164 \$	2 718 \$	1 866 \$	1 749 \$
Impôt sur le résultat	516	549	410	396	482	722	467	344
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	1 563 \$	1 876 \$	1 609 \$	1 683 \$	1 682 \$	1 996 \$	1 399 \$	1 405 \$
Participations ne donnant pas le contrôle dans le bénéfice net des filiales	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	27	26
Bénéfice net lié aux activités poursuivies – PCGR du Canada	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	1 372	1 379
Perte nette liée aux activités abandonnées	(30)\$	(21)\$	(38)\$	(389)\$	(51)\$	(48)\$	(251)\$	(103)\$
Bénéfice net (1)	1 533 \$	1 855 \$	1 571 \$	1 294 \$	1 631 \$	1 948 \$	1 121 \$	1 276 \$
Bénéfice par action – de base	1,00 \$	1,23 \$	1,03 \$	0,84 \$	1,08 \$	1,30 \$	0,74 \$	0,85 \$
– dilué	0,99 \$	1,22 \$	1,02 \$	0,83 \$	1,06 \$	1,27 \$	0,74 \$	0,84 \$
Bénéfice par action lié aux activités poursuivies – de base	1,02 \$	1,24 \$	1,06 \$	1,11 \$	1,12 \$	1,34 \$	0,92 \$	0,93 \$
– dilué	1,01 \$	1,23 \$	1,05 \$	1,10 \$	1,10 \$	1,31 \$	0,91 \$	0,92 \$
Bénéfice net (perte nette) par secteur lié aux activités poursuivies								
Services bancaires canadiens	937 \$	994 \$	948 \$	888 \$	895 \$	933 \$	765 \$	766 \$
Gestion de patrimoine	212	188	179	192	227	213	175	185
Assurances	151	190	200	141	123	136	124	148
Services bancaires internationaux	(196)	24	10	18	46	68	(7)	36
Marchés des Capitaux	449	448	154	259	406	637	373	201
Services de soutien généraux	10	32	118	185	(15)	9	(58)	43
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	1 563 \$	1 876 \$	1 609 \$	1 683 \$	1 682 \$	1 996 \$	1 372 \$	1 379 \$
Total du bénéfice net	1 533 \$	1 855 \$	1 571 \$	1 294 \$	1 631 \$	1 948 \$	1 121 \$	1 276 \$
Taux d'imposition effectif	24,8 %	22,6 %	20,3 %	19,0 %	22,3 %	26,6 %	25,0 %	19,7 %
Moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains pour la période	1,012 \$	0,987 \$	0,992 \$	1,039 \$	1,039 \$	0,992 \$	0,963 \$	0,957 \$

(1) Le bénéfice net lié aux activités poursuivies reflète le bénéfice attribuable aux actionnaires et aux participations ne donnant pas le contrôle. Le bénéfice net en vertu des IFRS est réparti entre les actionnaires et les participations ne donnant pas le contrôle, après que l'incidence de toutes les activités poursuivies et de toutes les activités abandonnées a été présentée.

- Au deuxième trimestre de 2012, nous avons comptabilisé une perte de 212 millions de dollars (202 millions après impôt) liée à l'acquisition annoncée précédemment de la participation résiduelle de 50 % dans la coentreprise RBC Dexia. Pour une analyse plus détaillée, se reporter aux rubriques Principaux événements de 2012, Mesures hors PCGR et Services bancaires internationaux.
- Au troisième trimestre de 2011, nous avons comptabilisé une perte nette liée aux activités abandonnées de 389 millions de dollars, qui découle de la vente annoncée de nos services bancaires de détail régionaux aux États-Unis. Cette perte se composait d'une perte à la vente de 310 millions de dollars et d'une perte opérationnelle nette de 79 millions. La vente a été conclue le 2 mars 2012.
- Au premier trimestre de 2011, nous avons comptabilisé un profit de 102 millions de dollars (49 millions après impôt et écritures de compensation), qui découle d'un règlement intervenu avec MBIA relativement à la résiliation de notre police d'assurance souscrite directement auprès de cet assureur spécialisé.
- Au quatrième trimestre de 2010, nous avons comptabilisé une perte de 116 millions de dollars liée à la vente de Liberty Life.
- Certains éléments liés au marché et au crédit ont eu une incidence défavorable sur nos résultats, principalement au troisième trimestre de 2010.
- Les fluctuations du taux de change du dollar canadien par rapport aux autres devises ont eu une incidence sur nos résultats consolidés au cours de la période.

Activités poursuivies Analyse des tendances

La conjoncture économique s'est de façon générale améliorée au cours de la période, mais les conditions sur les marchés financiers sont demeurées incertaines. Les marchés financiers mondiaux, qui s'étaient améliorés au début du trimestre considéré, se sont détériorés vers la fin du trimestre, en raison du regain des préoccupations liées à l'économie en Europe qui découle de l'instabilité politique en Grèce.

Le bénéfice net a de façon générale affiché une tendance à la hausse au cours de la période. La diminution ce trimestre reflète principalement la perte liée à RBC Dexia dont il est fait mention ci-dessus. En excluant cette perte, la tendance à la hausse d'un exercice à l'autre se serait maintenue. La forte croissance continue des volumes du secteur Services bancaires canadiens a eu une incidence favorable sur les tendances au cours de la période. Les résultats du secteur Marchés des Capitaux ont fluctué au cours de la période, de solides résultats ayant été enregistrés au premier semestre de 2012 et de 2011. Les résultats du secteur Gestion de patrimoine ont été touchés par les conditions des marchés financiers et par l'incertitude des investisseurs au cours des huit derniers trimestres.

Les revenus ont, de façon générale, affiché une tendance à la hausse au cours de la période, mais ils ont varié. Les revenus tirés des activités de négociation ont fluctué au cours de la période, et de solides résultats ont été enregistrés au premier semestre de 2012. Les revenus au cours de la période ont été touchés de façon favorable par la forte croissance des volumes du secteur Services bancaires canadiens, par la croissance de nos services à la grande entreprise et de banque d'investissement et par les revenus à la hausse du secteur Gestion de patrimoine tenant à la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients. Les variations de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui sont en grande partie compensées dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, ont contribué aux fluctuations. Le revenu net d'intérêt a, de façon générale, affiché une tendance à la hausse au cours de la période, mais il a été touché de façon défavorable par la compression des écarts liés à nos services bancaires et à nos services de gestion de patrimoine, laquelle découle du maintien de faibles taux d'intérêt.

La dotation à la provision pour pertes sur créances est, de façon générale, demeurée stable au cours de la période, et elle a augmenté au dernier trimestre, en raison principalement de quelques comptes.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont subi des fluctuations trimestrielles. De façon générale, au cours de la période, la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance a affiché des variations, qui sont en grande partie compensées dans les revenus, ce qui peut entraîner une volatilité d'un trimestre à l'autre. Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont aussi été touchés par la hausse des coûts découlant de la croissance des volumes, par les ajustements apportés aux provisions techniques, et par la diminution générale des coûts liés aux sinistres.

Les frais autres que d'intérêt ont affiché de façon générale une tendance à la hausse, en raison principalement de la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités et de l'augmentation générale de la rémunération variable des secteurs Marchés des Capitaux et Gestion de patrimoine découlant des résultats à la hausse, bien que le taux de croissance des frais autres que d'intérêt ait été touché de façon favorable par nos programmes de gestion des coûts. Les résultats ce trimestre tiennent compte d'une perte de valeur se composant d'une réduction de valeur du goodwill et des autres immobilisations incorporelles liée à l'acquisition annoncée de RBC Dexia. La charge de retraite, principalement en ce qui concerne le secteur Services bancaires canadiens, a diminué en vertu des IFRS. Pour plus de détails sur les coûts liés aux avantages du personnel, se reporter à la note 3 de nos états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités.

Notre taux d'imposition effectif a, de façon générale, fluctué au cours de la période, reflétant une proportion variable du bénéfice présenté par nos filiales qui exercent leurs activités dans des territoires où les taux d'imposition sont différents, un bénéfice variable provenant de sources présentant des avantages fiscaux (dividendes imposables de sociétés canadiennes) et les ajustements fiscaux. La réduction des taux d'imposition des sociétés canadiennes prévus par la loi, qui a donné lieu à une diminution de notre taux d'imposition au cours de la période, a été largement neutralisée ce trimestre par la hausse du bénéfice dans les territoires où le taux d'imposition est plus élevé, ainsi que par la perte nette liée à RBC Dexia, qui a entraîné une hausse de notre taux d'imposition effectif.

Les résultats excluant la perte liée à l'acquisition annoncée de RBC Dexia constituent des mesures hors PCGR. Pour une analyse plus détaillée des mesures excluant cette perte, se reporter à la rubrique Mesures hors PCGR.

Résultats par secteur géographique ⁽¹⁾

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos									Pour les semestres clos					
	le 30 avril 2012			le 31 janvier 2012			le 30 avril 2011			le 30 avril 2012			le 30 avril 2011		
	Canada	États-Unis	Autres pays	Canada	États-Unis	Autres pays	Canada	États-Unis	Autres pays	Canada	États-Unis	Autres pays	Canada	États-Unis	Autres pays
Total des revenus	4 464	\$ 1 198	\$ 1 262	\$ 5 185	\$ 1 096	\$ 1 293	\$ 4 641	\$ 981	\$ 1 209	\$ 9 649	\$ 2 294	\$ 2 555	\$ 9 260	\$ 2 250	\$ 2 539
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	1 230	\$ 194	\$ 139	\$ 1 493	\$ 174	\$ 209	\$ 1 365	\$ 112	\$ 205	\$ 2 723	\$ 368	\$ 348	\$ 2 753	\$ 341	\$ 584
Perte nette liée aux activités abandonnées	–	(30)	–	–	(21)	–	–	(51)	–	–	(51)	–	–	(99)	–
Total du bénéfice net	1 230	\$ 164	\$ 139	\$ 1 493	\$ 153	\$ 209	\$ 1 365	\$ 61	\$ 205	\$ 2 723	\$ 317	\$ 348	\$ 2 753	\$ 242	\$ 584

(1) Aux fins de la présentation des résultats par secteur géographique, nos activités sont regroupées dans les colonnes Canada, États-Unis et Autres pays. Pour plus de détails, se reporter à la note 28 de nos états financiers consolidés annuels de 2011.

Activités poursuivies

Deuxième trimestre de 2012 par rapport au deuxième trimestre de 2011

Le bénéfice net au Canada a reculé de 135 millions de dollars, ou 10 %, par rapport à l'exercice précédent, principalement en raison de la perte de valeur liée à notre participation dans RBC Dexia, laquelle se compose d'une réduction de valeur du goodwill et des immobilisations incorporelles, dont une tranche de 100 millions après impôt a été comptabilisée dans nos activités canadiennes, et des coûts liés à l'acquisition. Le recul s'explique également par le ralentissement des activités de fusion et d'acquisition du secteur Marchés des Capitaux, la compression des écarts dans nos services bancaires et la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités. Par ailleurs, les résultats de l'exercice précédent tenaient compte d'un profit à la vente de la tranche restante des actions de Visa comptabilisé dans le secteur Services bancaires canadiens, qui a eu une incidence favorable sur les résultats de cet exercice. Ces facteurs ont été neutralisés en grande partie par la forte croissance des volumes du secteur Services bancaires canadiens et par la réduction du taux d'imposition effectif tenant à la diminution des taux d'imposition des sociétés canadiennes prévus par la loi.

Le bénéfice net aux États-Unis a augmenté de 103 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent, résultat qui tient essentiellement à la hausse des résultats tirés des activités de négociation ainsi que des activités de montage et des activités de fusion et d'acquisition du secteur Marchés des Capitaux découlant de l'augmentation des activités des clients, de même qu'aux conditions du marché favorables. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances du secteur Marchés des Capitaux.

Le bénéfice net dans les autres pays a diminué de 66 millions de dollars, ou 32 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui reflète principalement la perte de valeur liée à RBC Dexia, dont une tranche de 61 millions après impôt a été constatée dans nos activités dans les autres pays, notre perte liée à l'échange de titres et les pertes de négociation liées à RBC Dexia ainsi que la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée à quelques prêts douteux dans les Antilles. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les résultats à la hausse tirés des activités de négociation du secteur Marchés des Capitaux.

Deuxième trimestre de 2012 par rapport au premier trimestre de 2012

Le bénéfice net au Canada a reculé de 263 millions de dollars, ou 18 %, par rapport au dernier trimestre, en raison principalement de la perte de valeur et des coûts liés à l'acquisition dont il est fait mention ci-dessus, de l'incidence défavorable de facteurs saisonniers, y compris le fait que le trimestre considéré compte quelques jours de moins, de l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée à quelques comptes importants, ainsi que de la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités. En outre, le fait que les profits nets sur placements comptabilisés dans le secteur Assurances étaient pris en compte pour ce trimestre a eu une incidence favorable sur les résultats.

Le bénéfice net aux États-Unis a augmenté de 11 millions de dollars par rapport au dernier trimestre, en raison essentiellement de l'accroissement des activités de montage et des activités de fusion et d'acquisition tenant aux volumes plus élevés d'émissions de titres d'emprunt, et des résultats à la hausse tirés des activités de négociation de titres de participation du secteur Marchés des Capitaux. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances du secteur Marchés des Capitaux.

Le bénéfice net dans les autres pays a reculé de 70 millions de dollars, ou 33 %, par rapport au dernier trimestre, résultat qui s'explique en grande partie par la perte de valeur, notre perte liée à l'échange de titres et par les pertes de négociation dont il est fait mention ci-dessus, ainsi que par la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée à quelques prêts douteux dans les Antilles. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'accroissement des activités de montage et des activités de fusion et d'acquisition ainsi que par les résultats à la hausse tirés des activités de négociation découlant des conditions du marché favorables et par la réduction de la dotation à la provision pour pertes sur créances dans le secteur Marchés des Capitaux.

Deuxième trimestre de 2012 par rapport au deuxième trimestre de 2011 (résultats semestriels)

Le bénéfice net au Canada a diminué de 30 millions de dollars, ou 1 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de la perte de valeur dont il est fait mention ci-dessus, de la réduction des activités de montage et des activités de fusion et d'acquisition, des résultats à la baisse tirés des activités de négociation, ainsi que de la compression des écarts dans nos services bancaires. Ces facteurs ont été neutralisés en grande partie par la forte croissance des volumes du secteur Services bancaires canadiens, par la réduction des coûts liés aux sinistres du secteur Assurances et par la baisse du taux d'imposition effectif. De plus, les résultats de l'exercice précédent tenaient compte d'un profit à la vente de la tranche restante des actions de Visa comptabilisé dans le secteur Services bancaires canadiens, qui a eu une incidence favorable sur les résultats de cet exercice.

Le bénéfice net aux États-Unis a augmenté de 75 millions de dollars, ou 31 %, situation qui tient essentiellement à la hausse des résultats du secteur Marchés des Capitaux découlant de l'accroissement des activités de prêt. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances du secteur Marchés des Capitaux et par la baisse des volumes de transactions du secteur Gestion de patrimoine.

Le bénéfice net dans les autres pays a reculé de 236 millions de dollars, ou 40 %, en raison principalement de la perte de valeur, de notre perte liée à l'échange de titres et des pertes de négociation dont il est fait mention ci-dessus. La réduction des activités de montage et des activités de fusion et d'acquisition du secteur Marchés des Capitaux, la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée à quelques prêts douteux, ainsi que l'accroissement des coûts liés à l'effectif ont également contribué à cette diminution.

Perte nette liée aux activités abandonnées aux États-Unis

Deuxième trimestre de 2012 par rapport au deuxième trimestre de 2011 et au premier trimestre de 2012

La perte nette liée aux activités abandonnées s'est élevée à 30 millions de dollars, par rapport à une perte nette de 51 millions à l'exercice précédent, situation qui tient au fait que les résultats de la période considérée tenaient compte des résultats pour un mois liés à nos services bancaires de détail régionaux aux États-Unis, par rapport aux résultats pour le trimestre complet à l'exercice précédent. La réduction des radiations liées à notre portefeuille de biens immobiliers commerciaux et à nos activités de financement de constructeurs aux États-Unis a également contribué à la diminution.

La perte nette a augmenté de 9 millions de dollars par rapport au trimestre précédent, principalement en raison de la baisse des résultats opérationnels.

Deuxième trimestre de 2012 par rapport au deuxième trimestre de 2011 (résultats semestriels)

La perte nette liée aux activités abandonnées s'est établie à 51 millions de dollars, comparativement à une perte nette de 99 millions pour le semestre de l'exercice précédent. Cette diminution de la perte nette tient au fait que les résultats de la période considérée tenaient compte des résultats pour quatre mois de nos services bancaires de détail régionaux aux États-Unis, par rapport à des résultats pour six mois à l'exercice précédent. La réduction des radiations liées à notre portefeuille de biens immobiliers commerciaux et à nos activités de financement de constructeurs aux États-Unis a également contribué à la diminution.

Situation financière

Bilans résumés (1)

(en millions de dollars canadiens)	Au		
	30 avril 2012	31 janvier 2012	30 avril 2011
Actif			
Trésorerie et montants à recevoir de banques	8 828 \$	12 005 \$	8 264 \$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	11 925	5 844	8 026
Valeurs mobilières	164 442	165 186	199 243
Biens acquis en vertu de conventions de revente et titres empruntés	108 600	96 212	79 830
Prêts			
Prêts de détail	291 751	287 164	277 442
Prêts de gros	72 987	68 739	68 731
Provision pour pertes sur prêts	(2 019)	(1 965)	(2 658)
Placements au nom des détenteurs de fonds distincts	351	343	304
Autres – Dérivés	87 863	103 341	82 494
– Actifs liés aux activités abandonnées (2)	277	26 324	–
– Autres	55 366	51 823	46 573
Total de l'actif	800 371 \$	815 016 \$	768 249 \$
Passif			
Dépôts	495 875 \$	489 827 \$	478 508 \$
Contrats d'assurance et de placement pour le compte des détenteurs de fonds distincts	351	343	304
Autres – Dérivés	92 104	106 763	85 200
– Passifs liés aux activités abandonnées (2)	34	19 488	–
– Autres	160 349	146 221	154 930
Débitures subordonnées	7 553	8 744	8 577
Titres de fiducie de capital	895	900	1 641
Total du passif	757 161	772 286	729 160
Capitaux propres attribuables aux actionnaires	41 437	40 972	37 001
Participations ne donnant pas le contrôle	1 773	1 758	2 088
Total des capitaux propres	43 210	42 730	39 089
Total du passif et des capitaux propres	800 371 \$	815 016 \$	768 249 \$

(1) L'actif et le passif exprimés en devises sont convertis en dollars canadiens. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 2 de nos états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités.

(2) Les ajustements liés aux activités abandonnées figurant au bilan sont présentés sur une base prospective à partir de la date de classement à titre d'activités abandonnées. Avec prise d'effet au troisième trimestre clos le 31 juillet 2011, nos services bancaires de détail régionaux aux États-Unis sont classés dans les activités abandonnées.

Deuxième trimestre de 2012 par rapport au deuxième trimestre de 2011

Le total de l'actif a augmenté de 32 milliards de dollars, ou 4 %, par rapport à l'exercice précédent.

Les dépôts productifs d'intérêts à des banques se sont accrus de 4 milliards de dollars, ou 49 %, résultat qui reflète essentiellement la hausse des dépôts à un jour.

Les valeurs mobilières ont diminué de 35 milliards de dollars, ou 17 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui est principalement attribuable à la réduction des positions liées aux instruments de créance émis par de grandes entreprises effectuée dans le cadre de nos mesures de gestion du risque de marché et du risque de taux d'intérêt, ainsi qu'à la réduction des volumes de négociation de titres de participation. La diminution tient également à la vente de valeurs mobilières d'un montant de 6 milliards de dollars dans le cadre de la vente de nos services bancaires de détail régionaux aux États-Unis conclue le 2 mars 2012.

Les biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés ont progressé de 29 milliards de dollars, ou 36 %, résultat qui tient essentiellement aux nouvelles activités et à l'augmentation des activités des clients.

Les prêts ont augmenté de 19 milliards de dollars, ou 5 %, en raison principalement de la forte croissance des volumes d'activités de financement aux fins d'accession à la propriété au Canada et de la croissance des prêts de gros. La vente de prêts de 17 milliards de dollars dans le cadre de la vente de nos services bancaires de détail régionaux aux États-Unis a neutralisé en partie l'augmentation.

Les actifs dérivés ont augmenté de 5 milliards de dollars, ou 7 %, résultat qui s'explique en grande partie par l'augmentation de la juste valeur des swaps de taux d'intérêt découlant du maintien de faibles taux d'intérêt. Ce facteur a été neutralisé en partie par l'augmentation du nombre d'accords de compensation concernant les actifs et les passifs au titre des swaps de taux d'intérêt conclus avec une contrepartie de compensation centrale, par l'incidence de la dépréciation du dollar canadien sur les actifs libellés en devises et par la réduction de la juste valeur des contrats de change tenant à l'appréciation du dollar américain par rapport aux autres principales devises.

Les autres actifs ont augmenté de 9 milliards de dollars, ou 19 %; ce résultat tient essentiellement à l'augmentation des exigences relatives aux garanties en espèces.

Le total du passif s'est accru de 28 milliards de dollars, ou 4 %, par rapport à l'exercice précédent.

Les dépôts ont augmenté de 17 milliards de dollars, ou 4 %, résultat qui reflète principalement l'accroissement des dépôts remboursables à vue liés à nos comptes d'épargne et autres produits générant des rendements élevés offerts dans le cadre de nos services de détail. La vente de dépôts de 18 milliards de dollars dans le cadre de la vente de nos services bancaires de détail régionaux aux États-Unis a neutralisé en partie l'augmentation.

Les passifs dérivés ont augmenté de 7 milliards de dollars, ou 8 %, résultat qui est principalement imputable à la hausse de la juste valeur des swaps de taux d'intérêt tenant au maintien de faibles taux d'intérêt, facteur neutralisé en partie par l'augmentation du nombre d'accords de compensation concernant les actifs et les passifs au titre des swaps de taux d'intérêt conclus avec une contrepartie de compensation centrale et par l'incidence de la dépréciation du dollar canadien sur les passifs libellés en devises.

Les autres passifs se sont accrus de 5 milliards de dollars, ou 3 %, en raison essentiellement de l'augmentation des conventions de revente tenant en partie à la hausse des volumes et des activités sur le marché. Cette augmentation a été neutralisée par la diminution des obligations liées à des titres vendus à découvert dans le cadre de nos activités de gestion du risque de marché.

Le total des capitaux propres a augmenté de 4 milliards de dollars, ou 11 %, résultat qui reflète principalement le bénéfice, déduction faite des dividendes.

Deuxième trimestre de 2012 par rapport au premier trimestre de 2012

Le total de l'actif a diminué de 15 milliards de dollars, ou 2 %, par rapport au trimestre précédent, en raison essentiellement de la diminution des actifs liés aux activités abandonnées reflétant la vente de nos services bancaires de détail aux États-Unis conclue le 2 mars 2012. La diminution des actifs dérivés, principalement attribuable à la baisse de la juste valeur des swaps de taux d'intérêt, a été largement neutralisée par la hausse des biens acquis en vertu de conventions de revente qui découle de l'augmentation des activités des clients.

Le total du passif a reculé de 15 milliards de dollars, ou 2 %, par rapport au trimestre précédent, résultat qui tient principalement à la diminution des passifs liés aux activités abandonnées tenant à la vente conclue le 2 mars 2012. La diminution des passifs dérivés, qui s'explique essentiellement par la diminution de la juste valeur des swaps de taux d'intérêt découlant du maintien de faibles taux d'intérêt et la diminution du nombre de contrats de change, a été neutralisée en partie par la hausse des autres passifs attribuable en grande partie à l'augmentation des obligations liées à des titres vendus à découvert, laquelle est imputable à l'accroissement des volumes de négociation découlant de l'augmentation des activités sur le marché.

Arrangements hors bilan

Nous nous livrons, dans le cours normal de nos affaires, à diverses transactions financières qui, aux fins comptables, ne sont pas comptabilisées dans nos bilans consolidés. Les transactions hors bilan sont généralement effectuées aux fins de gestion des risques, du capital et du financement, à la fois pour notre propre compte et pour celui des clients. Ces transactions comprennent les transactions avec des entités ad hoc et peuvent comprendre l'émission de garanties, et elles entraînent divers risques tels que les risques de marché et de crédit et le risque de liquidité et de financement, à l'égard desquels une analyse est présentée à la rubrique Gestion du risque.

Nous avons recours à des entités ad hoc pour titriser nos actifs financiers ainsi que pour aider nos clients à titriser leurs actifs financiers. Ces entités ne sont pas des entités en exploitation et n'ont généralement aucun effectif; elles peuvent être inscrites ou non à nos bilans.

Titrisation de nos actifs financiers

Les transactions de titrisation peuvent être utilisées comme un moyen économique de réunir des fonds, par rapport aux coûts relatifs liés à l'émission de titres d'emprunt de gros non garantis.

Nous procédons périodiquement à la titrisation de nos créances sur cartes de crédit et de prêts hypothécaires résidentiels et commerciaux, et nous participons à des activités de titrisation d'obligations, principalement afin de diversifier nos sources de financement, d'améliorer notre position de liquidité et aux fins du capital. Nous procédons aussi à la titrisation de prêts hypothécaires résidentiels et commerciaux dans le cadre de nos activités de vente et de négociation. Se reporter aux notes 21C et 21D de nos états financiers consolidés résumés intermédiaires pour une description complète de nos transactions de titrisation et de notre participation ayant trait aux actifs transférés.

Nous titrisons nos créances sur cartes de crédit par l'entremise d'une entité ad hoc, sur une base renouvelable, et nous sommes tenus de consolider cette entité en vertu des IFRS. Par conséquent, les actifs et les passifs de l'entité ad hoc sont comptabilisés dans nos bilans consolidés.

Nous titrisons également des prêts hypothécaires résidentiels dans le cadre du Programme des titres hypothécaires en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* (Programme des titres hypothécaires) et nous les vendons principalement à la Fiducie du Canada pour l'habitation (FCH), une entité ad hoc parrainée par le gouvernement, en vertu du Programme des Obligations hypothécaires du Canada. Nous ne contrôlons pas cette entité ad hoc et, en conséquence, nous ne la consolidons pas. Nous ne détenons aucune participation importante dans l'entité ad hoc et, par conséquent, celle-ci n'est pas incluse dans le tableau des entités ad hoc non consolidées présenté ci-dessous. Les prêts hypothécaires résidentiels titrisés cédés à l'entité ad hoc ne sont pas admissibles aux critères de décomptabilisation des IFRS, et ces prêts ont par conséquent été comptabilisés à titre d'emprunts garantis dans nos bilans consolidés. Nous vendons également des prêts hypothécaires résidentiels titrisés à des tiers investisseurs dans le cadre du programme d'habitation sociale du Canada.

Les prêts hypothécaires dans le cadre du programme d'habitation sociale du Canada et les prêts hypothécaires commerciaux titrisés de même que nos transactions de titrisation d'obligations continuent d'être décomptabilisés en vertu des IFRS, car nous avons transféré la quasi-totalité des risques et des avantages liés à la détention des actifs titrisés. Nous n'avons pas titrisé de prêts hypothécaires dans le cadre du programme d'habitation sociale du Canada, de prêts hypothécaires commerciaux ni de certificats de participation liés à des obligations au cours du trimestre.

Participations dans des entités ad hoc non consolidées

Nous nous livrons, dans le cours normal des activités, à diverses transactions financières par l'entremise d'entités ad hoc, afin de soutenir les besoins de nos clients en matière de financement et d'investissement. Nous procédons notamment à la titrisation des actifs financiers des clients, et nous créons des produits d'investissement et d'autres types de financement structuré. Le tableau suivant fournit des renseignements sur les entités ad hoc dans lesquelles nous détenons des participations financières significatives, mais que nous n'avons pas consolidées.

(en millions de dollars canadiens)	Au					
	30 avril 2012		31 janvier 2012		30 avril 2011	
	Total de l'actif (1)	Risque maximal (1), (2)	Total de l'actif	Risque maximal (2)	Total de l'actif (1)	Risque maximal (1), (2)
Entités ad hoc non consolidées						
Conduits multicédants (3)	26 649 \$	27 132 \$	25 623 \$	25 992 \$	21 007 \$	21 294 \$
Entités ad hoc de financement structuré	5 615	1 719	5 288	1 541	4 839	1 452
Fonds de placement	1 146	926	1 196	1 023	1 486	1 166
Entités ad hoc de création de produits de crédit	227	16	240	16	249	18
Entités de titrisation de tiers	4 237	1 330	3 683	786	—	—
Autres	400	113	376	125	196	51
	38 274 \$	31 236 \$	36 406 \$	29 483 \$	27 777 \$	23 981 \$

- (1) Le total de l'actif et le risque de perte maximal correspondent aux informations que nous fournissons à la note 21C de nos états financiers consolidés résumés intermédiaires. Les montants présentés à titre de total de l'actif pourraient différer de ceux fournis à la note 21C en raison de certaines entités, principalement des fonds communs de placement et des organismes de placement collectif, dont nous sommes le promoteur mais au sein desquelles nous ne détenons pas une participation financière importante.
- (2) Le risque de perte maximal découlant des participations financières significatives détenues dans ces entités ad hoc est principalement lié aux placements, aux prêts, aux facilités de liquidités et de rehaussement de crédit, et à la juste valeur des dérivés. Le risque de perte maximal découlant de nos conduits multicédants pourrait excéder le total de l'actif de ces conduits, car les facilités de liquidités que nous consentons peuvent parfois être élargies jusqu'à concurrence de 102 % du total de la valeur des actifs compris dans ces conduits.
- (3) Représente les conduits multicédants que nous gérons.

Nous pouvons avoir recours à des mesures d'atténuation du risque de crédit telles que des garanties offertes par des tiers, des swaps sur défaillance et des biens affectés en garantie, qui nous permettent d'atténuer les risques pris en charge dans le cadre des transactions de titrisation et de retitrisation. Le processus mis en œuvre pour surveiller la qualité du crédit liée à nos transactions de titrisation et de retitrisation nécessite l'examen des données concernant le rendement des actifs sous-jacents. Nous confirmons nos notes à chaque trimestre et nous confirmons officiellement ou attribuons une nouvelle note sur une base annuelle. Pour plus de détails sur nos activités de gestion du risque, se reporter à la rubrique Gestion du risque.

Une tranche d'environ 82 % des actifs dans des entités ad hoc non consolidées dans lesquelles nous détenons des participations financières significatives est assortie d'une note supérieure ou égale à A attribuée sur une base interne, comparativement à 89 % à l'exercice précédent et à 84 % au trimestre précédent. Dans le cas des conduits multicédants, 99 % des actifs sont assortis d'une note supérieure ou égale à A attribuée sur une base interne, comparativement à 97 % à l'exercice précédent et à 99 % au trimestre précédent. Toutes les transactions financées par les conduits multicédants non consolidés sont assorties d'une note attribuée sur une base interne au moyen d'un système qui est, dans l'ensemble, conforme aux systèmes utilisés par les agences de notation externes.

Les actifs dans les entités ad hoc non consolidées au 30 avril 2012 ont différentes dates d'échéance, et leur durée de vie moyenne pondérée restante prévue est d'environ 3,7 ans.

Conduits multicédants gérés par RBC

Nous administrons des conduits multicédants qui servent principalement à titriser des actifs financiers de nos clients. Les conduits multicédants au Canada ne comprennent aucun titre adossé à des actifs, et les conduits multicédants aux États-Unis comprennent 1,6 milliard de dollars de titres adossés à des actifs.

Nous sommes exposés au risque de crédit en raison des facilités de garantie de liquidités et de rehaussements de crédit partiels que nous fournissons aux conduits multicédants. Se reporter à la note 21C de nos états financiers consolidés résumés intermédiaires et aux notes 6 et 31 de nos états financiers consolidés annuels de 2011 pour obtenir des renseignements sur nos facilités de garantie de liquidités et de rehaussement de crédit.

Au 30 avril 2012, la valeur nominale des facilités de garantie de liquidités que nous fournissons a totalisé 27,2 milliards de dollars, soit un résultat en hausse de 5,8 milliards, ou 27 %, par rapport à l'exercice précédent, et en hausse de 1,1 milliard, ou 4 %, par rapport au trimestre précédent. Le total des prêts consentis aux conduits multicédants en vertu des facilités de garantie de liquidités s'est élevé à 1,4 milliard de dollars, en hausse de 17 millions par rapport à l'exercice précédent en raison des fluctuations des taux de change et en baisse de 30 millions par rapport au trimestre précédent, résultat qui tient aux remboursements de capital et aux fluctuations des taux de change. Les rehaussements de crédit partiels que nous fournissons ont totalisé 2,6 milliards de dollars, en hausse de 475 millions par rapport à l'exercice précédent et en hausse de 105 millions par rapport au trimestre précédent. L'augmentation des facilités de garantie de liquidités et de rehaussements de crédit partiels fournis aux conduits multicédants par rapport à l'exercice précédent et au trimestre précédent reflète en grande partie une augmentation des actifs titrisés en cours des conduits multicédants.

Plusieurs agences de notation de crédit indépendantes évaluent l'ensemble des transactions effectuées par les conduits multicédants. Les agences de notation Moody's Investors Service (Moody's), Standard & Poor's (S&P) et Fitch Ratings (Fitch) évaluent les transactions financées par nos conduits multicédants aux États-Unis. Les transactions effectuées par nos conduits multicédants au Canada sont également évaluées par Dominion Bond Rating Services (DBRS). Chaque agence de notation qui évalue ces transactions examine également le rendement continu des transactions sur une base mensuelle et peut publier des rapports présentant de l'information détaillée sur le portefeuille et le programme liés aux conduits.

Au 30 avril 2012, le total du papier commercial adossé à des actifs (PCAA) émis par des conduits s'est élevé à 17,4 milliards de dollars, en hausse de 3 milliards, ou 21 %, par rapport à l'exercice précédent, et en hausse de 677 millions, ou 4 %, par rapport au trimestre précédent. Une tranche de 70 % de l'ensemble de ce PCAA a obtenu une note parmi les plus élevées octroyées par les agences de notation qui évaluent le PCAA et la tranche restante du papier commercial a obtenu une note se situant dans la deuxième catégorie en importance prévue par ces agences de notation, comparativement à 70 % à l'exercice précédent et à 66 % au trimestre précédent. L'augmentation du PCAA émis par les conduits multicédants par rapport à l'exercice précédent et au trimestre précédent reflète principalement le plus grand recours au papier commercial par les clients.

Nous achetons à l'occasion le PCAA émis par les conduits multicédants, en notre qualité d'agent des placements, afin de faciliter la liquidité générale du programme. La juste valeur de nos placements s'élève à 35 millions de dollars, en hausse de 17 millions par rapport à l'exercice précédent et de 29 millions par rapport au trimestre précédent. La variation des placements reflète des niveaux normaux d'activités de négociation. Ces placements sont classés au poste Valeurs mobilières – Titres détenus à des fins de transaction de nos bilans consolidés.

Entités ad hoc de financement structuré

Nous investissons dans des titres à enchères américains d'entités qui financent leurs placements à long terme dans des prêts aux étudiants au moyen de l'émission de billets de premier rang et de billets secondaires à court terme. Au 30 avril 2012, le total des actifs des fiducies de titres à enchères non consolidées dans lesquelles nous avons des placements significatifs s'établissait à 5 milliards de dollars (4,9 milliards au 31 janvier 2012; 4,8 milliards au 30 avril 2011). Le risque de perte maximal lié à ces fiducies de titres à enchères s'élevait à 1,4 milliard de dollars au 30 avril 2012 (1,3 milliard au 31 janvier 2012; 1,5 milliard au 30 avril 2011). Au 30 avril 2012, environ 70 % de ces placements présentaient une note AAA.

Fonds de placement

En contrepartie de commissions, nous concluons des dérivés sur actions avec des tiers, y compris des fonds communs de placement, des sociétés de placement de parts et d'autres fonds de placement. Ces dérivés offrent aux investisseurs de ces entités le degré de risque qu'ils souhaitent relativement aux fonds visés, et nous couvrons économiquement notre risque lié à ces produits dérivés en investissant dans ces fonds référencés visés par des tiers. La diminution du total de l'actif de ces fonds et le risque de perte maximal auquel nous sommes exposés par rapport au trimestre précédent et à l'exercice précédent reflètent le rendement négatif des fonds référencés et les rachats de capitaux effectués par RBC et par des tiers investisseurs dans les fonds.

Structures de titrisation mises en place par des tiers

Nous détenons des participations significatives dans certaines structures de titrisation mises en place par des tiers non consolidées, qui constituent des entités ad hoc. Tout comme d'autres institutions financières, nous sommes tenus de fournir à ces entités ad hoc un financement n'excédant pas notre engagement maximal, et nous sommes exposés aux pertes sur créances à l'égard des actifs sous-jacents, compte tenu des divers rehaussements de crédit. L'augmentation du total de l'actif de ces fonds et le risque de perte maximal auquel nous sommes exposés par rapport au trimestre précédent et à l'exercice précédent reflètent les nouveaux placements effectués au quatrième trimestre de 2011 et au cours des deux premiers trimestres de 2012.

Entités ad hoc de création de produits de crédit et autres structures

Nous avons recours à des entités ad hoc dans le but de créer des produits de crédit faits sur mesure qui répondent aux exigences précises des investisseurs, et nous avons créé des fonds liés aux crédits d'impôt. Pour plus de détails sur ces entités ad hoc, se reporter à la note 21C de nos états financiers consolidés résumés intermédiaires.

Garanties

Le montant maximal potentiel des paiements futurs relatifs à nos garanties s'est établi à 74,9 milliards de dollars au 30 avril 2012, comparativement à 67,3 milliards à l'exercice précédent et à 72,6 milliards au trimestre précédent. L'augmentation par rapport à l'exercice précédent tient principalement à l'accroissement des facilités de garantie de liquidités. Pour plus de détails sur les garanties, se reporter à la note 18 de nos états financiers consolidés résumés intermédiaires.

Gestion du risque

Risque de crédit

Risque de crédit (compte non tenu de la provision pour pertes sur prêts) par portefeuille et par secteur, montant brut

(en millions de dollars canadiens)	Au							
	30 avril 2012						31 janvier 2012	31 octobre 2011
	Risques liés aux prêts et autres risques			Risques liés aux activités de négociation			Risque total (2)	Risque total (2)
	Prêts et acceptations			Mise en pension de titres	Dérivés hors cote (1)	Risque total (2)		
En cours	Engagements inutilisés	Autres	Risque total (2)				Risque total (2)	
Prêts hypothécaires résidentiels	193 231 \$	35 \$	– \$	– \$	– \$	193 266 \$	191 791 \$	190 325 \$
Prêts aux particuliers (3)	83 008	67 227	44	–	–	150 279	153 601	160 590
Prêts sur cartes de crédit	13 035	20 790	–	–	–	33 825	38 002	40 230
Prêts aux petites entreprises (4)	2 477	3 769	40	–	–	6 286	6 186	6 691
Prêts de détail	291 751 \$	91 821 \$	84 \$	– \$	– \$	383 656 \$	389 580 \$	397 836 \$
Prêts aux entreprises (4)								
Exploitations agricoles	5 085 \$	661 \$	32 \$	– \$	12 \$	5 790 \$	5 831 \$	5 644 \$
Industrie automobile	3 587	2 520	181	–	473	6 761	6 760	6 400
Biens de consommation	5 208	3 220	439	–	190	9 057	9 666	9 800
Énergie	7 689	15 279	2 295	35	2 044	27 342	25 538	25 058
Services financiers autres que ceux fournis par des banques	2 234	6 634	7 772	114 361	6 061	137 062	139 735	114 857
Industrie forestière	895	385	69	–	7	1 356	1 427	1 333
Produits industriels	3 639	2 865	289	–	185	6 978	7 452	6 800
Mines et métaux	892	2 396	667	110	87	4 152	4 072	3 922
Secteur immobilier et secteurs connexes	18 400	4 336	1 157	–	308	24 201	26 932	24 602
Technologie et médias	3 357	4 091	227	–	333	8 008	8 019	7 263
Transport et environnement	5 174	2 251	899	–	811	9 135	9 320	9 040
Autres	20 154	6 619	6 683	25 171	3 519	62 146	51 893	54 490
Organismes souverains (4)	4 027	4 940	29 371	20 036	8 677	67 051	62 145	55 997
Banques (4)	1 302	285	48 693	78 177	27 305	155 762	172 524	162 003
Prêts de gros	81 643 \$	56 482 \$	98 774 \$	237 890 \$	50 012 \$	524 801 \$	531 314 \$	487 209 \$
Risque total	373 394 \$	148 303 \$	98 858 \$	237 890 \$	50 012 \$	908 457 \$	920 894 \$	885 045 \$

(1) Montant en équivalent-crédit, compte tenu des accords généraux de compensation. Le risque de crédit lié aux dérivés est mesuré à la juste valeur.

(2) Le risque de crédit brut est présenté compte non tenu de la provision pour pertes sur prêts et il représente les activités consolidées (activités poursuivies conjuguées aux activités abandonnées). Les risques liés aux catégories d'actifs Expositions renouvelables sur la clientèle de détail admissibles et Autres expositions sur la clientèle de détail prévues par l'accord de Bâle II sont en grande partie inclus dans les risques liés aux prêts aux particuliers et aux prêts sur cartes de crédit, tandis que les risques liés aux marges de crédit aux fins d'accession à la propriété sont inclus dans les risques liés aux prêts aux particuliers.

(3) Les marges de crédit aux fins d'accession à la propriété, qui sont présentées principalement dans les résultats du secteur Services bancaires canadiens, composaient une tranche de 42 milliards de dollars, ou 51 %, de notre portefeuille de prêts aux particuliers en cours au 30 avril 2012 (42 milliards, ou 48 %, au 31 janvier 2012; 41 milliards, ou 48 %, au 31 octobre 2011). Plus de 96 % de ces marges de crédit (95 % au 31 janvier 2012; 95 % au 31 octobre 2011) sont garanties à l'aide d'un privilège de premier rang grevant la propriété. Une tranche de moins de 7 % (7 % au 31 janvier 2012; 7 % au 31 octobre 2011) des clients qui utilisent une marge de crédit aux fins d'accession à la propriété acquittent uniquement les paiements d'intérêt prévus.

(4) Se reporter à la note 4 de nos états financiers consolidés annuels de 2011 pour obtenir la définition de ces termes.

Le risque de crédit brut auquel nous sommes exposés est calculé en fonction des définitions présentées dans l'accord de Bâle II. En vertu de cette méthode, le risque est calculé compte non tenu de tout bien donné en garantie, mais compte tenu d'une estimation des variations futures possibles de ce risque de crédit. Le risque de crédit brut est classé dans les risques liés aux prêts et autres risques ainsi que dans les risques liés aux activités de négociation.

Deuxième trimestre de 2012 par rapport au premier trimestre de 2012

Le risque de crédit brut total auquel nous sommes exposés a diminué de 12 milliards de dollars, ou 1 %, par rapport au trimestre précédent, résultat qui reflète la baisse enregistrée relativement aux portefeuilles de prêts de gros et de prêts de détail, laquelle tient principalement à la vente de nos services bancaires de détail régionaux aux États-Unis conclue le 2 mars 2012.

Les risques liés aux prêts de détail ont diminué de 5,9 milliards de dollars, ou 2 %, résultat qui tient en grande partie à la réduction des risques liés à la vente dont il est fait mention ci-dessus et des risques liés aux prêts sur cartes de crédit inutilisés tenant à l'accroissement des activités de titrisation ce trimestre. La diminution a été neutralisée en partie par l'augmentation des risques liés aux prêts hypothécaires résidentiels, qui reflète une forte croissance des prêts dans le secteur des Services bancaires canadiens. Le recours à des garanties et à des biens donnés en garantie fait

partie intégrante de notre processus d'atténuation des risques liés à notre portefeuille de prêts de détail. Les prêts hypothécaires assurés représentaient 43 % de notre portefeuille de prêts hypothécaires résidentiels au 30 avril 2012, par rapport à 41 % au trimestre précédent. Les prêts aux particuliers garantis représentaient 55 % du total des prêts aux particuliers en cours au 30 avril 2012, en baisse de 1 % par rapport au trimestre précédent.

Le risque de crédit lié aux prêts de gros a diminué de 6,5 milliards de dollars, ou 1 %, en raison de la réduction des autres risques, des risques liés aux dérivés hors cote et des risques liés aux prêts et aux acceptations en cours, facteur neutralisé en partie par l'augmentation des risques liés aux transactions de mise en pension de titres et aux engagements inutilisés. Les autres risques ont diminué de 10 milliards de dollars, ou 9 %, résultat qui reflète essentiellement les titres disponibles à la vente vendus dans le cadre de la vente susmentionnée et la réduction des risques liés aux garanties. Les dérivés hors cote ont diminué de 6 milliards de dollars, ou 11 %, principalement dans le secteur Banques, en raison de la baisse de la juste valeur des swaps de taux d'intérêt découlant des faibles taux d'intérêt et des contrats de change. Les prêts en cours ont reculé de 6 milliards de dollars, ou 6 %, situation qui tient au fait que la réduction de 10 milliards liée à la vente susmentionnée a été neutralisée en partie par l'augmentation de 4 milliards ayant trait principalement au secteur des produits de financement compris dans le secteur Autres, ainsi qu'aux secteurs Immobilier et secteurs connexes et Énergie. Les transactions de mise en pension de titres ont augmenté de 12 milliards de dollars, ou 5 %, principalement en ce qui a trait aux prêts aux grandes entreprises et aux États souverains; ce résultat tient aux nouvelles activités et à l'augmentation de certaines activités des clients. Les engagements inutilisés ont augmenté de 3 milliards de dollars, ou 6 %, résultat qui a trait en grande partie au secteur Énergie et au risque lié aux organismes souverains, ce qui s'est traduit par une baisse de 3 % du taux d'utilisation des prêts, lequel s'est établi à 37 %, par rapport au trimestre précédent.

Risque de crédit brut (compte non tenu de la provision pour pertes sur prêts) par région géographique

(en millions de dollars canadiens)	Au							31 janvier 2012	31 octobre 2011
	30 avril 2012								
	Risques liés aux prêts et autres risques			Risques liés aux activités de négociation					
	Prêts et acceptations			Mise en pension de titres	Dérivés hors cote (1)	Risque total (2)	Risque total (2)	Risque total (2)	
	En cours	Engagements inutilisés	Autres						
Canada	334 897 \$	116 196 \$	39 468 \$	75 723 \$	9 944 \$	576 228 \$	559 347 \$	561 269 \$	
États-Unis	17 144	23 318	17 543	73 165	11 345	142 515	165 276	147 324	
Europe	8 933	7 125	25 947	73 523	23 552	139 080	142 191	129 212	
Autres pays	12 420	1 664	15 900	15 479	5 171	50 634	54 080	47 240	
Risque total (3)	373 394 \$	148 303 \$	98 858 \$	237 890 \$	50 012 \$	908 457 \$	920 894 \$	885 045 \$	

(1) Montant en équivalent-crédit, compte tenu des accords généraux de compensation. Le risque de crédit lié aux dérivés est mesuré à la juste valeur.

(2) Le risque de crédit brut est présenté compte non tenu de la provision pour pertes sur prêts et il représente les activités consolidées (activités poursuivies conjuguées aux activités abandonnées). Les risques liés aux catégories d'actifs Expositions renouvelables sur la clientèle de détail admissibles et Autres expositions sur la clientèle de détail prévues par l'accord de Bâle II sont en grande partie inclus dans les risques liés aux prêts aux particuliers et aux prêts sur cartes de crédit, tandis que les risques liés aux marges de crédit aux fins d'accession à la propriété sont inclus dans les risques liés aux prêts aux particuliers.

(3) Le profil géographique est basé sur le pays de résidence.

Deuxième trimestre de 2012 par rapport au premier trimestre de 2012

La composition géographique du risque de crédit brut auquel nous sommes exposés n'a pas varié de façon importante par rapport au trimestre précédent au Canada, aux États-Unis, en Europe et dans les autres pays, les pourcentages enregistrés correspondant à 63 %, à 16 %, à 15 % et à 6 %, respectivement, du risque auquel nous sommes exposés. La diminution de 12 milliards de dollars de notre risque de crédit brut reflète la baisse des risques chiffrée à 23 milliards aux États-Unis, à 3 milliards en Europe et à 3 milliards dans les autres pays, résultats neutralisés en partie par l'augmentation de 17 milliards au Canada. La diminution enregistrée aux États-Unis, principalement au chapitre des autres risques liés aux prêts et aux acceptations en cours et aux titres, reflète en grande partie la vente de nos services bancaires de détail régionaux aux États-Unis. La baisse enregistrée en Europe découle principalement de la réduction des risques liés aux dérivés hors cote et des autres risques liés au recul des titres disponibles à la vente et des dépôts, compensée en partie par l'augmentation des garanties. La diminution enregistrée dans le secteur Autres pays est liée à tous les types de risques. L'augmentation enregistrée au Canada tient en grande partie à l'accroissement des transactions de mise en pension de titres et des prêts en cours, compensé en partie par la diminution des autres risques liés aux garanties.

Risque lié à l'Europe

(en millions de dollars canadiens)	Au							31 janvier 2012	31 octobre 2011
	30 avril 2012								
	Prêts et acceptations		Autres						
En cours	Engagements inutilisés (1)	Valeurs mobilières (2)	Lettres de crédit et garanties	Mise en pension de titres	Dérivés hors cote (3)	Risque total lié à l'Europe	Risque total lié à l'Europe	Risque total lié à l'Europe	
Risque brut lié à l'Europe	8 933 \$	7 125 \$	14 654 \$	11 293 \$	73 523 \$	23 552 \$	139 080 \$	142 191 \$	129 212 \$
Moins : Biens donnés en garantie à l'égard des mises en pension de titres	–	–	–	–	71 775	–	71 775	71 353	58 379
Montant additionnel au titre du risque de crédit éventuel	–	–	–	–	–	13 908	13 908	14 664	18 329
Engagements inutilisés	–	7 125	–	11 293	–	–	18 418	16 267	15 616
Risque de crédit utilisé brut lié à l'Europe (4)	8 933 \$	– \$	14 654 \$	– \$	1 748 \$	9 644 \$	34 979 \$	39 907 \$	36 888 \$
Moins : Biens donnés en garantie à l'égard des dérivés	–	–	–	–	–	7 025	7 025	7 879	5 461
Ajouter : Titres détenus à des fins de transaction	–	–	11 519	–	–	–	11 519	9 127	11 826
Risque net lié à l'Europe (5)	8 933 \$	– \$	26 173 \$	– \$	1 748 \$	2 619 \$	39 473 \$	41 155 \$	43 253 \$

- (1) Se compose d'engagements inutilisés de 5,2 milliards de dollars à des entreprises, de 1,7 milliard à des institutions financières et de 0,2 milliard à des organismes souverains. En ce qui concerne les pays, le risque se compose d'engagements inutilisés de 3,3 milliards de dollars au Royaume-Uni, de 1,5 milliard en France, de 0,5 milliard en Allemagne, de 134 millions en Irlande, de 88 millions en Espagne et de 17 millions en Italie. Plus de 90 % des engagements inutilisés ont trait à des entités jouissant d'une note de première qualité.
- (2) Les valeurs mobilières comprennent des titres disponibles à la vente de 7,4 milliards de dollars (9,0 milliards au 31 janvier 2012; 9,5 milliards au 31 octobre 2011), des titres détenus à des fins de transaction de 11,5 milliards (9,1 milliards au 31 janvier 2012; 11,8 milliards au 31 octobre 2011) et des dépôts de 7,3 milliards (9,2 milliards au 31 janvier 2012; 10,4 milliards au 31 octobre 2011).
- (3) Le risque de crédit lié aux dérivés est mesuré à la juste valeur.
- (4) Selon notre interprétation des risques liés aux engagements capitalisés bruts présentés par certaines banques américaines, qui ne tiennent pas compte des engagements inutilisés, du montant au titre du risque de crédit éventuel et des biens donnés en garantie.
- (5) Exclut un risque de 0,4 milliard de dollars (0,6 milliard au 31 janvier 2012; 1,5 milliard au 31 octobre 2011) lié aux organismes supranationaux.

Comme il est fait mention ci-dessus, le risque de crédit brut auquel nous sommes exposés est calculé en fonction des définitions présentées dans l'accord de Bâle II. En vertu de cette méthode, le risque est calculé compte non tenu de tout bien donné en garantie, mais compte tenu d'une estimation des variations futures possibles de ce risque. Conformément à cette définition, le total du risque de crédit lié à l'Europe auquel nous sommes exposés se chiffrait à 139 milliards de dollars au 30 avril 2012. Le risque de crédit utilisé brut lié à l'Europe se chiffrait à 35 milliards de dollars, compte tenu des biens donnés en garantie à l'égard des mises en pension de titres de 72 milliards, des engagements inutilisés relatifs aux prêts et aux lettres de crédit de 18 milliards et du montant de 14 milliards lié au risque de crédit éventuel au titre des dérivés hors cote. Le risque net auquel nous sommes exposés en Europe se chiffrait à 39 milliards de dollars, compte tenu des biens donnés en garantie (principalement des liquidités) de 7 milliards au titre des dérivés hors cote et de l'ajout de titres détenus à des fins de transaction de 12 milliards détenus dans notre portefeuille de négociation. Le risque net auquel nous sommes exposés en Europe reflète aussi une tranche de 0,6 milliard de dollars de l'atténuation des risques au moyen de swaps sur défaillance, qui sont régulièrement utilisés pour couvrir les risques liés à une seule entreprise et le risque de marché. Ce risque net comprend également notre quote-part des risques auxquels est exposée RBC Dexia IS.

Risque net lié à l'Europe (1)

(en millions de dollars canadiens)	Au						31 janvier 2012	31 octobre 2011
	30 avril 2012							
	Prêts en cours	Valeurs mobilières (2)	Mise en pension de titres	Dérivés hors cote (3)	Total	Total		
Royaume-Uni	5 749 \$	5 970 \$	1 506 \$	968 \$	14 193 \$	15 148 \$	15 339 \$	
Allemagne	126	5 035	–	488	5 649	6 434	6 918	
France	452	3 225	123	223	4 023	4 383	4 189	
Total – Royaume-Uni, Allemagne et France	6 327 \$	14 230 \$	1 629 \$	1 679 \$	23 865 \$	25 965 \$	26 446 \$	
Grèce	– \$	13 \$	– \$	– \$	13 \$	14 \$	13 \$	
Irlande	176	95	12	66	349	354	456	
Italie	10	76	–	25	111	176	241	
Portugal	–	–	–	1	1	13	28	
Espagne	475	203	–	14	692	688	701	
Total – pays périphériques	661 \$	387 \$	12 \$	106 \$	1 166 \$	1 245 \$	1 439 \$	
Luxembourg	170	3 325	–	57	3 552	1 956	2 086	
Pays-Bas	40	2 599	5	364	3 008	3 804	3 789	
Norvège	246	1 066	–	6	1 318	1 262	921	
Suède	–	1 802	65	46	1 913	2 346	2 260	
Suisse	470	1 820	37	31	2 358	2 531	2 787	
Autres	1 019	944	–	330	2 293	2 046	3 525	
Total – autres pays d'Europe	1 945 \$	11 556 \$	107 \$	834 \$	14 442 \$	13 945 \$	15 368 \$	
Total du risque lié à l'Europe (4), (5)	8 933 \$	26 173 \$	1 748 \$	2 619 \$	39 473 \$	41 155 \$	43 253 \$	

- (1) Tous les montants présentés tiennent compte de notre quote-part du risque auquel RBC Dexia IS est exposée.
- (2) Les valeurs mobilières comprennent des titres disponibles à la vente de 7,4 milliards de dollars (9,0 milliards au 31 janvier 2012; 9,5 milliards au 31 octobre 2011), des titres détenus à des fins de transaction de 11,5 milliards (9,1 milliards au 31 janvier 2012; 11,8 milliards au 31 octobre 2011) et des dépôts de 7,3 milliards (9,2 milliards au 31 janvier 2012; 10,4 milliards au 31 octobre 2011).
- (3) Le risque de crédit lié aux dérivés est mesuré à la juste valeur.
- (4) Exclut un risque de 0,4 milliard de dollars (0,6 milliard au 31 janvier 2012; 1,5 milliard au 31 octobre 2011) lié aux organismes supranationaux.
- (5) Le profil géographique est basé sur le pays où survient le risque, ce qui reflète notre évaluation du risque géographique associé à un risque donné. Il s'agit en général du lieu de résidence de l'emprunteur.

Deuxième trimestre de 2012 par rapport au premier trimestre de 2012

Le risque de crédit net total a diminué de 2 milliards de dollars, ou 4 %, par rapport au trimestre précédent, résultat qui reflète principalement une diminution des dérivés hors cote et des valeurs mobilières, contrebalancée en partie par une augmentation des prêts en cours et de la mise en pension de titres.

Pour ce qui est des risques liés aux pays, le risque net auquel nous sommes exposés relativement aux plus grands pays européens, y compris le Royaume-Uni, l'Allemagne et la France, a représenté 60 % du risque net auquel nous sommes exposés en Europe et il a trait principalement à nos secteurs Marchés des Capitaux et Gestion de patrimoine; il concerne particulièrement les titres à revenu fixe, les services de trésorerie, les dérivés et les prêts aux grandes entreprises et aux particuliers. Dans le cadre de ces activités, qui sont axées sur la clientèle, nous effectuons des transactions avec divers particuliers, institutions financières et grandes entreprises européens. Nous menons également des activités de courtier principal dans un certain nombre de pays, y compris le Royaume-Uni, l'Allemagne et la France, dans le cadre desquelles nous participons aux séances d'adjudication de titres d'emprunt gouvernementaux; et nous exerçons des activités de teneur de marché et fournissons des liquidités à nos clients. Les risques auxquels nous sommes exposés relativement aux banques européennes sont, en règle générale, à court terme, et peuvent être étayés à l'aide de conventions accessoires.

Le risque net auquel nous sommes exposés relativement à la Grèce, à l'Irlande, à l'Italie, au Portugal et à l'Espagne est demeuré faible, le risque de crédit total en cours s'élevant à 1 milliard de dollars au 30 avril 2012, soit une baisse de 79 millions par rapport au trimestre précédent. Ce risque concerne principalement des titres de première qualité, les risques directs liés à des États souverains étant limités.

Le risque net le plus important auquel nous sommes exposés relativement à d'autres pays européens est principalement lié au Luxembourg, aux Pays-Bas, à la Suisse, à la Suède et à la Norvège, aucun autre pays ne comptant pour plus de 3 % du risque net total lié à l'Europe.

Les prêts en cours, chiffrés à 9 milliards de dollars, concernent principalement les entités de première qualité, notamment les grandes multinationales, et la majorité de ces prêts aux grandes entreprises ont été consentis au Royaume-Uni. Notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises en Europe est géré à l'échelle mondiale, et les normes en matière de commissions de prise ferme appliquées à ce portefeuille de prêts s'inscrivent dans la foulée de l'approche prudente adoptée au Canada et aux États-Unis pour ce qui est de l'utilisation de notre bilan. La qualité de ce portefeuille de prêts demeure élevée; la dotation à la provision de 11 millions de dollars comptabilisée ce trimestre a trait uniquement à un prêt du secteur Transport au Royaume-Uni. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux exprimée en pourcentage de la moyenne des prêts nets et des acceptations et le ratio du montant brut des prêts douteux de ce portefeuille de prêts se sont établis à 0,51 % et à 0,86 %, respectivement.

Les valeurs mobilières comprennent des titres disponibles à la vente de 7 milliards de dollars, qui reflètent principalement nos placements dans des titres de pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) aux fins des exigences réglementaires et de la gestion des liquidités, ainsi que nos titres détenus à des fins de transaction liés à nos activités de tenue de marché pour nos clients et à nos besoins en matière de gestion des liquidités et du financement. Les dépôts comprenaient principalement les dépôts auprès de banques centrales ou d'institutions financières, et comprennent aussi les dépôts relatifs à notre secteur Gestion de patrimoine dans les îles Anglo-Normandes. Toutes nos valeurs mobilières sont évaluées à la valeur de marché sur une base quotidienne.

Les transactions de mise en pension de titres, qui s'élèvent à 2 milliards de dollars, sont principalement des transactions de financement garanties qui facilitent les activités des clients. Nous gérons notre risque en assurant une gestion active des biens reçus en garantie des clients, ce qui nécessite une évaluation quotidienne de la juste valeur des biens donnés en garantie et, au besoin, l'obtention de garanties supplémentaires afin de nous assurer que ces transactions sont assorties de garanties suffisantes. Le niveau des garanties est déterminé par la garantie sous-jacente, qui est principalement constituée de liquidités et de titres de gouvernement. De plus, nous assurons un suivi actif des biens donnés en garantie afin de relever les concentrations excédentaires et de modifier les garanties que nous détenons, au besoin.

Dans le cadre de nos activités de tenue de marché, nous offrons également à nos clients des produits dérivés hors cote, comme des dérivés sur taux d'intérêt, de change et autres, afin de fournir des liquidités et de faciliter le transfert et la couverture du risque. À cette fin, nous agissons habituellement à titre de contrepartiste et nous devons par conséquent fournir des capitaux pour que les transactions soient exécutées. Pour gérer le risque de crédit de contrepartie, nous avons recours à des biens donnés en garantie et à des accords généraux de compensation, qui permettent un règlement net unique de toutes les obligations financières en cas de défaut. Nos contreparties aux fins de ces transactions comprennent des institutions financières bénéficiant de bonnes notations, dont la plupart se trouvent au Royaume-Uni, en Allemagne et en France. Plus de 90 % des garanties dans le cadre de ces transactions sont sous forme de liquidités. Le risque net lié à l'Europe évalué à la valeur de marché se chiffre à 3 milliards de dollars et est principalement constitué des risques liés au Royaume-Uni, à l'Allemagne et à la France, où nous exerçons nos activités avec des banques, des organismes souverains et des grandes entreprises hautement cotés.

Risque net lié à l'Europe par type de client

(en millions de dollars canadiens)	Au												31 janvier 2012	31 octobre 2011
	30 avril 2012													
	R.-U.	Allemagne	France	Total – R.-U., Allemagne et France	Grèce	Irlande	Italie	Portugal	Espagne	Total – pays périphériques	Autres pays d'Europe	Total – Europe		
Institutions financières	7 999 \$	4 184 \$	2 511 \$	14 694 \$	– \$	94 \$	63 \$	1 \$	166 \$	324 \$	9 608 \$	24 626 \$	25 768 \$	27 256 \$
Organismes souverains	920	1 107	951	2 978	–	96	27	–	41	164	2 928	6 070	5 962	7 150
Grandes entreprises	5 274	358	561	6 193	13	159	21	–	485	678	1 906	8 777	9 425	8 847
Total (1)	14 193 \$	5 649 \$	4 023 \$	23 865 \$	13 \$	349 \$	111 \$	1 \$	692 \$	1 166 \$	14 442 \$	39 473 \$	41 155 \$	43 253 \$

(1) Le profil géographique est basé sur le pays où survient le risque, ce qui reflète notre évaluation du risque géographique associé à un risque donné. Il s'agit en général du lieu de résidence de l'emprunteur.

Deuxième trimestre de 2012 par rapport au premier trimestre de 2012

Le risque net auquel nous sommes exposés relativement aux institutions financières a diminué de 1,1 milliard de dollars, diminution qui touche principalement le Royaume-Uni, la France, l'Espagne et les autres pays d'Europe et qui a été neutralisée en partie par l'augmentation du risque touchant l'Allemagne. Le risque net auquel nous sommes exposés relativement aux grandes entreprises a diminué de 0,6 milliard de dollars, résultat qui reflète en grande partie la réduction du risque lié aux autres pays d'Europe. Le risque net auquel nous sommes exposés relativement aux organismes souverains est demeuré relativement stable, car la réduction du risque lié à l'Allemagne et au Royaume-Uni a été en grande partie neutralisée par l'augmentation du risque lié aux autres pays d'Europe.

Rendement au chapitre de la qualité du crédit

Dotation à la (reprise sur) provision pour pertes sur créances

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos			Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2012	le 31 janvier 2012	le 30 avril 2011	le 30 avril 2012	le 30 avril 2011
Services bancaires canadiens	271 \$	243 \$	260 \$	514 \$	532 \$
Services bancaires internationaux	47	8	15	55	29
Marchés des Capitaux	31	17	(3)	48	(28)
Services de soutien généraux et autres (1)	(1)	(1)	1	(2)	4
Canada (2)					
Prêts hypothécaires résidentiels	6 \$	11 \$	5 \$	17 \$	17 \$
Prêts aux particuliers	106	107	97	213	205
Prêts sur cartes de crédit	104	104	118	208	233
Prêts aux petites entreprises	15	8	12	23	21
Prêts de détail	231	230	232	461	476
Prêts de gros	37	10	26	47	51
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux	268	240	258	508	527
États-Unis (2)					
Prêts de détail	1	–	–	1	–
Prêts de gros	21	(2)	–	19	(21)
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux	22	(2)	–	20	(21)
Autres pays (2)					
Prêts de détail	17	6	7	23	18
Prêts de gros	41	24	8	65	11
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux	58	30	15	88	29
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux	348	268	273	616	535
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts non encore désignés comme douteux	–	(1)	–	(1)	2
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances	348 \$	267 \$	273 \$	615 \$	537 \$
Évaluées sur une base individuelle	75	20	11	95	(5)
Évaluées sur une base collective	273	247	262	520	542
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances	348 \$	267 \$	273 \$	615 \$	537 \$

(1) La dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée dans le secteur Services de soutien généraux se compose principalement de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux activités poursuivies relative aux prêts qui n'ont pas encore été classés à titre de prêts douteux et de la dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée dans le secteur Gestion de patrimoine. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2011.

(2) Les données d'ordre géographique s'appuient sur le lieu de résidence de l'emprunteur.

Deuxième trimestre de 2012 par rapport au deuxième trimestre de 2011

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances s'est établi à 348 millions de dollars, en hausse de 75 millions, ou 27 %, par rapport à l'exercice précédent.

La dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée dans le secteur Services bancaires canadiens a augmenté de 11 millions de dollars, ou 4 %, en raison principalement de la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée à notre portefeuille de prêts aux entreprises, laquelle reflète essentiellement les dotations liées à quelques comptes, facteur neutralisé en partie par la réduction des radiations liées à notre portefeuille de prêts sur cartes de crédit tenant au nombre moins élevé de faillites.

La dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée dans le secteur Services bancaires internationaux s'est accrue de 32 millions de dollars, résultat qui reflète en grande partie la hausse des dotations liées à notre portefeuille de prêts de gros dans les Antilles, qui a principalement trait à quelques comptes, ainsi que la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée à nos portefeuilles de prêts de détail dans les Antilles.

La dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée dans le secteur Marchés des Capitaux s'est établie à 31 millions de dollars, par rapport à une reprise de 3 millions à l'exercice précédent, et elle a principalement trait à quelques comptes liés en grande partie au secteur Produits industriels et au secteur Transport et environnement.

Deuxième trimestre de 2012 par rapport au premier trimestre de 2012

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 81 millions de dollars, ou 30 %, par rapport au dernier trimestre.

La dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée dans le secteur Services bancaires canadiens s'est accrue de 28 millions de dollars, ou 12 %, résultat qui tient essentiellement à la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée à notre portefeuille de prêts aux entreprises, laquelle reflète la hausse des dotations liées à quelques comptes, facteur neutralisé en partie par la réduction des dotations liées à notre portefeuille de prêts hypothécaires résidentiels.

La dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée dans le secteur Services bancaires internationaux a augmenté de 39 millions de dollars, en raison principalement de la hausse des dotations liées à notre portefeuille de prêts de gros dans les Antilles, qui a principalement trait à quelques comptes, ainsi que de la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée à nos portefeuilles de prêts de détail dans les Antilles.

La dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée dans le secteur Marchés des Capitaux s'est accrue de 14 millions de dollars, résultat qui reflète essentiellement les dotations liées à quelques comptes, comme il a déjà été mentionné, comparativement à la perte comptabilisée relative à un seul compte au dernier trimestre.

Deuxième trimestre de 2012 par rapport au deuxième trimestre de 2011 (résultats semestriels)

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances s'est élevé à 615 millions de dollars, en hausse de 78 millions, ou 15 %, par rapport à l'exercice précédent.

La dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée dans le secteur Services bancaires canadiens a diminué de 18 millions de dollars, ou 3 %, en raison essentiellement de la réduction des radiations liées à notre portefeuille de prêts sur cartes de crédit reflétant le nombre moins élevé de faillites.

La dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée dans le secteur Services bancaires internationaux a augmenté de 26 millions de dollars, résultat qui reflète en grande partie la hausse des dotations liées à notre portefeuille de prêts de gros dans les Antilles, laquelle a principalement trait à quelques comptes.

La dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée dans le secteur Marchés des Capitaux s'est chiffrée à 48 millions de dollars, par rapport à une reprise de 28 millions à l'exercice précédent. Ce résultat tient aux dotations liées à quelques comptes comptabilisées au cours de l'exercice considéré, comme il a déjà été mentionné, des reprises ayant été comptabilisées à l'exercice précédent.

Montant brut des prêts douteux

(en millions de dollars canadiens)	Au		
	30 avril 2012	31 janvier 2012	30 avril 2011(1)
Services bancaires canadiens	1 283 \$	1 294 \$	1 388 \$
Services bancaires internationaux	761	800	2 067
Marchés des Capitaux	316	227	194
Services de soutien généraux et autres	3	2	10
Total du montant brut des prêts douteux	2 363 \$	2 323 \$	3 659 \$
Canada			
Prêts de détail	785 \$	828 \$	835 \$
Prêts de gros	579	483	611
États-Unis			
Prêts de détail	8	6	205
Prêts de gros	128	106	1 331
Autres pays			
Prêts de détail	253	263	250
Prêts de gros	610	637	427
Total du montant brut des prêts douteux	2 363 \$	2 323 \$	3 659 \$

(1) Nos services bancaires de détail régionaux aux États-Unis sont classés dans les activités abandonnées avec prise d'effet au trimestre clos le 31 juillet 2011.

Deuxième trimestre de 2012 par rapport au deuxième trimestre de 2011

Le total du montant brut des prêts douteux a diminué de 1 296 millions de dollars, ou 35 %, par rapport à l'exercice précédent.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Services bancaires canadiens a reculé de 105 millions de dollars, ou 8 %, résultat qui reflète principalement le nombre moins élevé de prêts douteux liés à notre portefeuille de prêts aux entreprises et à notre portefeuille de prêts hypothécaires résidentiels.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Services bancaires internationaux a diminué de 1 306 millions de dollars, ou 63 %, résultat qui tient principalement à la réduction du montant brut des prêts douteux, par suite de la vente de nos services bancaires de détail régionaux aux États-Unis conclue le 2 mars 2012.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Marchés des Capitaux a augmenté de 122 millions de dollars, ou 63 %, en raison principalement du nombre plus élevé de prêts douteux liés aux secteurs Transport et environnement et Technologie et médias.

Deuxième trimestre de 2012 par rapport au premier trimestre de 2012

Le total du montant brut des prêts douteux a augmenté de 40 millions de dollars par rapport au trimestre précédent.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Services bancaires canadiens a reculé de 11 millions de dollars, ou 1 %, résultat qui reflète principalement le nombre moins élevé de prêts douteux liés à notre portefeuille de prêts hypothécaires résidentiels, facteur neutralisé en partie par le nombre plus élevé de prêts douteux liés à notre portefeuille de prêts aux entreprises.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Services bancaires internationaux a diminué de 39 millions de dollars, ou 5 %, résultat qui tient principalement au nombre moins élevé de prêts douteux liés à nos portefeuilles de prêts de gros et de prêts de détail dans les Antilles.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Marchés des Capitaux a augmenté de 89 millions de dollars, ou 39 %, en raison principalement du nombre plus élevé de prêts douteux liés aux secteurs Technologie et médias et Produits industriels.

Provision pour pertes sur créances

(en millions de dollars canadiens)	Au		
	30 avril 2012	31 janvier 2012	30 avril 2011(1)
Provision pour prêts douteux			
Canada	330 \$	325 \$	358 \$
États-Unis	39	21	220
Autres pays	290	259	205
Total de la provision pour prêts douteux	659	605	783
Provision pour prêts douteux			
Prêts de détail	241	241	271
Prêts de gros	418	364	512
Total de la provision pour prêts douteux	659	605	783
Provision au titre des prêts non encore désignés comme douteux	1 451	1 451	1 978
Total de la provision pour pertes sur créances	2 110 \$	2 056 \$	2 761 \$
Évaluées sur une base individuelle	313	253	298
Évaluées sur une base collective	1 797	1 803	2 463
Total de la provision pour pertes sur créances	2 110 \$	2 056 \$	2 761 \$

(1) Nos services bancaires de détail régionaux aux États-Unis sont classés dans les activités abandonnées avec prise d'effet au trimestre clos le 31 juillet 2011.

Deuxième trimestre de 2012 par rapport au deuxième trimestre de 2011

Le total de la provision pour pertes sur créances a diminué de 651 millions de dollars, ou 24 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison de la réduction de 124 millions de la provision pour prêts douteux et de la réduction de 527 millions de la provision au titre des prêts qui n'ont pas encore été désignés comme douteux. La diminution reflète principalement la réduction de la provision pour pertes sur créances, par suite de la vente de nos services bancaires de détail régionaux aux États-Unis conclue le 2 mars 2012.

Deuxième trimestre de 2012 par rapport au premier trimestre de 2012

Le total de la provision pour pertes sur créances a augmenté légèrement par rapport au trimestre précédent, résultat qui a principalement trait à quelques comptes du secteur Marchés des Capitaux et qui reflète les facteurs dont il est fait mention ci-dessus à la section Dotation à la provision pour pertes sur créances.

Risque de marché**VAR liée à la gestion du risque de marché**

Le tableau ci-après illustre la VAR et la VAR en période de tensions liées à nos activités de négociation, y compris celles auxquelles s'applique l'approche standardisée d'attribution du capital préconisée par le BSIF. Les produits auxquels s'applique cette approche et qui sont pris en compte dans la VAR liée à la gestion comprennent les titres adossés à des créances hypothécaires garantis par une agence et ceux non garantis par une agence, les contrats à valeur stable visant des polices d'assurance détenues par des banques, certaines positions sur les marchés des marchandises et certains dérivés sur actions structurés et dérivés de taux d'intérêt. La VAR relative à ces positions et l'effet de diversification du reste du portefeuille pourraient être assujettis à des limitations additionnelles et pourraient ne pas être calculés au moyen des mêmes techniques que celles appliquées aux positions établies selon l'approche des modèles internes concernant le capital réglementaire. Par conséquent, la VAR liée à la gestion tient compte de toutes nos activités de négociation, peu importe le traitement du capital. Elle est présentée de manière à assurer la concordance de l'information financière présentée et des mesures de gestion internes qui tiennent compte de toutes les activités de négociation.

La VAR en période de tensions est calculée au moyen de la méthode utilisée pour calculer la VAR de négociation normale, sauf que les données historiques utilisées pour calculer la VAR en période de tensions sont établies en fonction d'une période d'observation de forte volatilité des marchés de un an. À l'heure actuelle, nous nous basons sur un horizon historique s'échelonnant de septembre 2008 à août 2009, qui reflète la volatilité de la crise financière. La VAR de négociation normale est calculée en fonction de la plus récente période d'observation de deux ans. Pour de plus amples renseignements sur notre approche en matière de gestion du risque de marché lié aux activités de négociation, se reporter aux pages 49 à 52 de notre rapport annuel 2011.

Le tableau illustre également l'effet de diversification, lequel représente l'écart entre la VAR et la somme des VAR individuelles par facteur de risque.

La VAR liée aux ajustements de l'évaluation du crédit et aux produits qui ne sont pas considérés comme faisant partie du portefeuille de négociation n'est pas prise en compte dans la VAR liée à la gestion.

(en millions de dollars canadiens)	30 avril 2012				31 janvier 2012		30 avril 2011	
	Au 30 avril	Pour le trimestre clos à cette date			Au 31 janvier	Pour le trimestre clos à cette date	Au 30 avril	Pour le trimestre clos à cette date
		Moyenne	Haut	Bas		Moyenne		Moyenne
Actions	12 \$	10 \$	14 \$	7 \$	9 \$	10 \$	11 \$	11 \$
Change	3	3	5	1	3	4	2	2
Marchandises	2	2	4	1	4	3	3	4
Taux d'intérêt	33	36	45	30	34	34	45	47
Risque spécifique de crédit	8	8	9	7	8	9	21	21
Effet de diversification	(22)	(22)	(33)	(13)	(21)	(20)	(28)	(30)
VAR	36 \$	37 \$	48 \$	33 \$	37 \$	40 \$	54 \$	55 \$
VAR en période de tensions	60 \$	58 \$	65 \$	48 \$	55 \$	64 \$	s.o.	s.o.

(en millions de dollars canadiens)	30 avril 2012				30 avril 2011	
	Au 30 avril	Pour le semestre clos à cette date			Au 30 avril	Pour le semestre clos à cette date
		Moyenne	Haut	Bas		Moyenne
Actions	12 \$	10 \$	21 \$	5 \$	11 \$	11 \$
Change	3	4	6	1	2	2
Marchandises	2	3	4	1	3	4
Taux d'intérêt	33	35	45	30	45	50
Risque spécifique de crédit	8	8	10	7	21	21
Effet de diversification	(22)	(21)	(33)	(13)	(28)	(31)
VAR	36 \$	39 \$	48 \$	33 \$	54 \$	57 \$
VAR en période de tensions	60 \$	61 \$	77 \$	48 \$	S.O.	S.O.

VAR liée à la gestion

Deuxième trimestre de 2012 par rapport au deuxième trimestre de 2011

La moyenne de la VAR liée à la gestion a diminué essentiellement en raison de nos mesures de réduction des risques en cours, lesquelles ont été amorcées à l'exercice précédent. Cette réduction des risques touche surtout les portefeuilles de négociation liés au crédit, plusieurs divisions du secteur Marchés des Capitaux procédant à des réductions des positions de négociation pour se tourner vers des titres à revenu fixe qui comportent moins de risque. La diminution de la moyenne de la VAR découle également de la baisse du risque spécifique de crédit, qui s'explique surtout par le changement de méthode lié à Bâle 2.5 mis en œuvre au premier trimestre de 2012. Le changement de méthode tient compte de la volatilité particulière aux écarts de taux liée aux obligations et aux swaps sur défaillance. Avant ce changement, le risque spécifique de crédit comprenait le risque de changement de notation et le risque de défaillance, lesquels sont maintenant pris en compte dans l'exigence de fonds propres supplémentaire tel qu'il est expliqué à la rubrique ci-dessous qui traite de cette exigence.

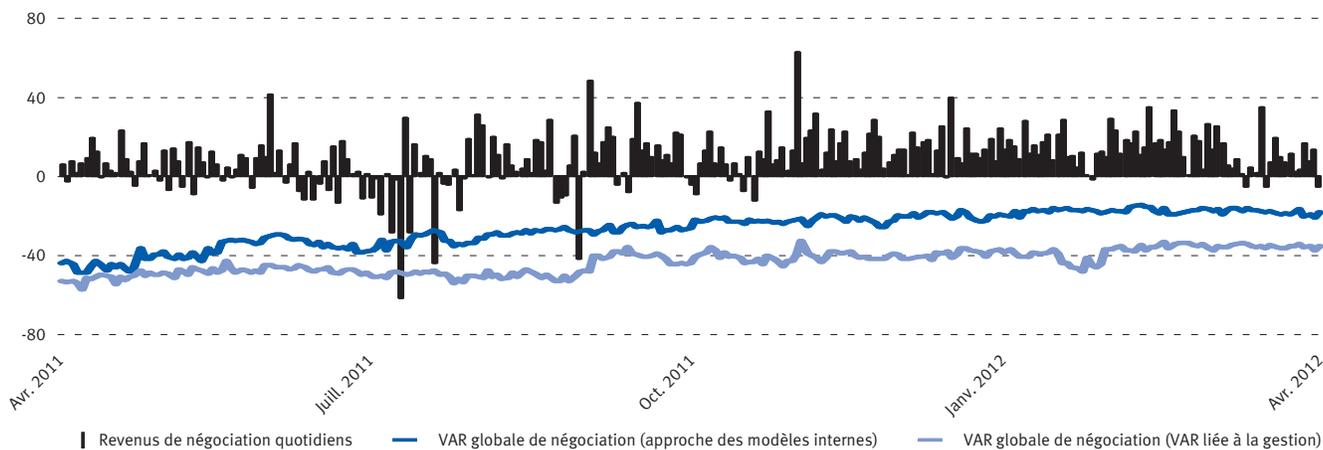
Deuxième trimestre de 2012 par rapport au premier trimestre de 2012

La moyenne de la VAR liée à la gestion et la VAR en période de tensions ont diminué, résultat qui tient principalement à nos mesures de réduction des risques en cours, tel qu'il est expliqué ci-dessus.

Deuxième trimestre de 2012 par rapport au deuxième trimestre de 2011 (résultats semestriels)

La moyenne de la VAR liée à la gestion a diminué de 18 millions de dollars, par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de nos mesures de réduction des risques en cours et du changement de méthode aux fins du calcul de la VAR liée au risque spécifique de crédit, tel qu'il est expliqué ci-dessus.

Revenus de négociation et VAR (1) (en millions de dollars canadiens)



(1) Revenus de négociation majorés au montant imposable équivalent, à l'exception des revenus liés aux EDDV consolidées.

Au cours du trimestre, nous avons connu quatre séances marquées par des pertes de négociation nettes, et aucune perte subie n'a excédé la VAR. Les conditions sur les marchés des titres à revenu fixe et des titres de participation ont été favorables pendant la majeure partie du trimestre, mais elles se sont détériorées vers la fin du trimestre, en raison du regain des préoccupations liées à l'économie en Europe. La perte la plus marquée est survenue le 30 avril 2012, totalisant 6 millions de dollars, et elle était due principalement au resserrement de nos écarts de taux, aux fluctuations des taux d'intérêt et aux ajustements de l'évaluation du crédit effectués à la fin du mois.

Approche des modèles internes

Le tableau ci-après illustre la VAR et la VAR en période de tensions liées à nos activités de négociation, calculées selon l'approche des modèles internes pour laquelle nous avons obtenu une approbation du BSIF. Le capital réglementaire aux fins du risque de marché est attribué en fonction de la VAR et de la VAR en période de tensions uniquement dans le cas des positions détenues aux fins de négociation pour lesquelles l'approche des modèles internes a été approuvée.

La VAR liée aux ajustements de l'évaluation du crédit et aux produits qui ne sont pas considérés comme faisant partie du portefeuille de négociation n'est pas prise en compte selon l'approche des modèles internes.

Approche des modèles internes

(en millions de dollars canadiens)	30 avril 2012				31 janvier 2012		30 avril 2011	
	Au 30 avril	Pour le trimestre clos à cette date			Au 31 janvier	Pour le trimestre clos à cette date	Au 30 avril	Pour le trimestre clos à cette date
		Moyenne	Haut	Bas		Moyenne		Moyenne
Actions	13 \$	8 \$	15 \$	4 \$	4 \$	6 \$	24 \$	21 \$
Change	3	3	5	1	3	4	2	2
Marchandises	2	2	2	–	2	2	3	3
Taux d'intérêt	17	17	23	14	18	20	25	27
Risque spécifique de crédit	8	8	9	7	8	9	22	22
Effet de diversification	(25)	(20)	(28)	(14)	(15)	(20)	(31)	(38)
VAR	18 \$	18 \$	21 \$	15 \$	20 \$	21 \$	45 \$	37 \$
VAR en période de tensions	32 \$	33 \$	36 \$	30 \$	32 \$	38 \$	s.o.	s.o.

(en millions de dollars canadiens)	30 avril 2012				30 avril 2011	
	Au 30 avril	Pour le semestre clos à cette date			Au 30 avril	Pour le semestre clos à cette date
		Moyenne	Haut	Bas		Moyenne
Actions	13 \$	7 \$	15 \$	4 \$	24 \$	19 \$
Change	3	4	6	1	2	2
Marchandises	2	2	3	–	3	2
Taux d'intérêt	17	19	24	14	25	30
Risque spécifique de crédit	8	8	10	7	22	21
Effet de diversification	(25)	(21)	(28)	(14)	(31)	(36)
VAR	18 \$	19 \$	26 \$	15 \$	45 \$	38 \$
VAR en période de tensions	32 \$	36 \$	45 \$	30 \$	s.o.	s.o.

Deuxième trimestre de 2012 par rapport au deuxième trimestre de 2011

Comme c'est le cas pour la VAR liée à la gestion, la moyenne de la VAR selon l'approche des modèles internes a diminué, en raison principalement des mesures de réduction des risques en cours qui ont été mises en œuvre à l'exercice précédent. La diminution tient aussi à la réduction du risque spécifique de crédit découlant en grande partie d'un changement de méthode aux fins du calcul de la VAR liée au risque spécifique de crédit dont il est fait mention ci-dessus.

Deuxième trimestre de 2012 par rapport au premier trimestre de 2012

La moyenne de la VAR et la VAR en période de tensions selon l'approche des modèles internes ont diminué, en raison principalement des mesures de réduction des risques actuellement à l'œuvre. La moyenne de la VAR liée aux actions a augmenté, résultat qui découle de l'accroissement des activités s'inscrivant dans le cadre des stratégies de négociation d'actions.

Deuxième trimestre de 2012 par rapport au deuxième trimestre de 2011 (résultats semestriels)

La moyenne de la VAR s'est établie à 19 millions de dollars, en baisse de 19 millions par rapport à l'exercice précédent. Ce résultat s'explique par nos mesures de réduction des risques en cours et par le changement de méthode aux fins du calcul de la VAR liée au risque spécifique de crédit dont il est fait mention ci-dessus.

Exigence de fonds propres supplémentaire

Avec prise d'effet au premier trimestre de 2012 et dans le cadre des révisions apportées à l'accord de Bâle, nous avons appliqué une exigence concernant les risques de marché basée sur l'exigence de fonds propres supplémentaire. L'exigence de fonds propres supplémentaire constitue une exigence supplémentaire concernant les risques de marché qui a pour but de prendre en compte les changements de notation et le risque de défaillance liés aux positions détenues aux fins de négociation. Nous calculons l'exigence de fonds propres supplémentaire pour toutes les positions de trésorerie et positions liées aux dérivés de crédit nécessitant du capital réglementaire dont le calcul est fondé sur des modèles, y compris en ce qui concerne les titres émis par des organismes souverains. La mise en œuvre de l'exigence de fonds propres supplémentaire a donné lieu à une augmentation de l'actif pondéré en fonction des risques et à une diminution des ratios du capital par rapport à l'exercice précédent. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Gestion du capital.

Évaluations du risque de marché – activités bancaires autres que de négociation

Le tableau suivant présente l'incidence potentielle avant impôt d'une augmentation ou d'une diminution immédiate et soutenue de 100 points de base des taux d'intérêt sur le revenu net d'intérêt et sur la valeur économique des capitaux propres de notre portefeuille autre que de négociation, en présumant qu'aucune opération de couverture supplémentaire n'est effectuée. Ces mesures sont fondées sur des hypothèses formulées par la haute direction et elles sont validées par des recherches empiriques. Toutes les mesures du risque de taux d'intérêt sont fondées sur nos positions de taux d'intérêt à un moment donné et elles changent continuellement en raison de nos activités commerciales et de nos mesures liées à la gestion des risques. Au cours du deuxième trimestre de 2012, notre exposition au risque de taux d'intérêt s'est située dans les limites de notre objectif.

(en millions de dollars canadiens)	30 avril 2012						31 janvier 2011		30 avril 2011	
	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres			Risque lié au revenu net d'intérêt (2)			Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt (2)	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt (2)
	Incidence du dollar canadien	Incidence du dollar américain (1)	Total	Incidence du dollar canadien	Incidence du dollar américain (1)	Total				
Avant l'incidence fiscale d'une : augmentation des taux de 100 p.b. diminution des taux de 100 p.b.	(459) \$	(4) \$	(463) \$	331 \$	9 \$	340 \$	(383) \$	331 \$	(290) \$	204 \$
	374	-	374 \$	(211)	(1)	(212) \$	351	(173)	211	(203)

(1) Représente l'incidence sur les portefeuilles autres que de négociation détenus par nos Services bancaires aux États-Unis.

(2) Représente le risque lié au revenu net d'intérêt sur 12 mois découlant d'une variation instantanée et soutenue des taux d'intérêt.

Gestion des liquidités et du financement

Il n'y a eu aucun changement important à notre cadre de gestion des liquidités et du financement depuis celui qui est décrit dans notre rapport annuel 2011. Nous continuons de surveiller et, le cas échéant, de modifier nos pratiques aux fins de la gestion des risques en fonction des faits nouveaux en matière de réglementation locale, de manière à nous positionner pour composer avec les normes de liquidités proposées dans l'accord de Bâle III, dont la mise en œuvre devrait avoir lieu entre 2015 et 2018.

Nos dépôts de base, qui tiennent compte de nos estimations statistiques des tranches très stables du total des soldes relationnels, des soldes des dépôts des particuliers et des dépôts des clients commerciaux et institutionnels (dépôts à vue, dépôts sur préavis et dépôts à terme fixe), ainsi que des fonds de gros venant à échéance dans plus de un an, se sont accrus de 15 % par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de l'incidence de l'adoption des IFRS, qui a donné lieu à la comptabilisation au bilan d'actifs titrisés et de passifs connexes qui étaient auparavant considérés comme des éléments hors bilan. En conséquence, les dépôts de base exprimés en pourcentage du total des dépôts ont augmenté et représentaient 65 % du total de nos dépôts, par rapport à 62 % au dernier trimestre. En excluant l'incidence des IFRS, les dépôts de base exprimés en pourcentage du total des dépôts sont demeurés inchangés.

Notations

Notre capacité à accéder aux marchés du financement non garanti et à effectuer certaines activités de titrisation efficaces dépend principalement du maintien de notations concurrentielles. Une révision à la baisse de nos notations pourrait avoir une incidence négative sur notre capacité de financement ou sur notre accès aux marchés financiers. Elle pourrait aussi influencer sur notre capacité à effectuer des opérations sur dérivés ou des opérations de couverture dans le cours normal des activités et sur les coûts liés à ces opérations et pourrait faire en sorte que nous devions fournir des garanties additionnelles aux termes de certains contrats. Toutefois, en nous basant sur les examens périodiques des éléments susceptibles de déclencher une révision des notations qui sont intégrés dans nos activités actuelles, ainsi que sur notre sensibilité à l'égard de la capacité de financement, nous estimons qu'une légère révision à la baisse n'aurait pas de répercussions importantes sur la composition de notre dette, sur notre accès à du financement, sur le recours à des biens donnés en garantie ni sur les coûts connexes.

Le 15 février 2012, nos notations à long terme, de même que celles de 16 autres institutions financières, ont été placées sous examen et pourraient être révisées à la baisse par Moody's. Moody's a également reconfirmé nos notations à court terme. Au cours de son examen, Moody's cherchera à obtenir une meilleure compréhension de nos activités du secteur des marchés des capitaux, de nos plans visant la croissance de nos activités et de l'incidence des exigences réglementaires accrues. Le 13 avril 2012, Moody's a annoncé qu'elle avait reporté la date de conclusion de son examen, lequel devrait maintenant se terminer d'ici la fin de juin 2012. Nos notations et perspectives demeurent autrement inchangées par rapport à celles du 1^{er} décembre 2011.

Le tableau suivant présente nos principales notations et perspectives au 23 mai 2012.

	Au 23 mai 2012 (1)		
	Dette à court terme	Dette à long terme de premier rang	Perspective
Moody's	P-1	Aa1	en examen
Standard & Poor's	A-1+	AA-	stable
Fitch Ratings	F1+	AA	stable
Dominion Bond Rating Services	R-1(élevé)	AA	stable

(1) Les notations ne constituent pas des recommandations visant l'achat, la vente ni la détention d'une obligation financière, car elles ne fournissent pas de commentaires sur le cours du marché ni sur la pertinence pour un investisseur en particulier. Les notations sont déterminées par les agences de notation en fonction des critères que celles-ci établissent à l'occasion et elles peuvent faire l'objet d'une révision ou d'un retrait par une agence de notation en tout temps.

Obligations contractuelles

Dans le cours normal de nos affaires, nous concluons des contrats qui entraînent des engagements à l'égard des paiements minimaux futurs ayant une incidence sur nos liquidités. Selon la nature de ces engagements, l'obligation peut être constatée au bilan ou hors bilan. Le tableau ci-dessous présente un sommaire de nos engagements de financement contractuels futurs.

(en millions de dollars canadiens) (1), (2)	Au 30 avril 2012				Total	Au 31 janvier 2012	Au 30 avril 2011
	Moins de 1 an	De 1 an à 3 ans	De 3 ans à 5 ans	Plus de 5 ans		Total	Total
Financement à long terme non garanti	20 268 \$	16 836 \$	20 314 \$	6 284 \$	63 702 \$	65 281 \$	59 419 \$
Financement à long terme garanti	5 115	16 164	11 175	5 861	38 315	36 075	36 131
Obligations couvertes	2 615	3 082	–	3 279	8 976	9 011	8 894
Débitures subordonnées	–	200	–	7 143	7 343	8 441	8 389
	27 998 \$	36 282 \$	31 489 \$	22 567 \$	118 336 \$	118 808 \$	112 833 \$

(1) Les montants comparatifs ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment.

(2) Les obligations au titre des contrats de location sont présentées uniquement sur une base annuelle.

Gestion du capital

Le tableau qui suit présente notre capital réglementaire, notre actif pondéré en fonction des risques et nos ratios de capital sur une base consolidée.

Capital réglementaire, actif pondéré en fonction des risques et ratios de capital

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et les coefficients)	IFRS		PCGR du Canada
	Au 30 avril 2012	Au 31 janvier 2012	Au 30 avril 2011
Capital			
Capital de première catégorie	35 151 \$	34 727 \$	34 551 \$
Capital total	40 599	41 462	39 824
Actif pondéré en fonction des risques			
Risque de crédit	197 075 \$	211 604 \$	188 683 \$
Risque de marché	28 960	33 549	24 382
Risque opérationnel	39 699	40 355	40 170
Risque lié à l'ajustement transitoire prescrit par le BSIF (1)	1 404	–	–
Total de l'actif pondéré en fonction des risques	267 138 \$	285 508 \$	253 235 \$
Ratios de capital et coefficients			
Ratio du capital de première catégorie	13,2 %	12,2 %	13,6 %
Ratio du capital total	15,2 %	14,5 %	15,7 %
Coefficient actif-capital (2)	16,8 X	16,6 X	16,3 X
Montant brut de l'actif ajusté (en milliards de dollars) (2)	714,6	717,5	673,4
Ratio du capital-actions ordinaire de première catégorie (3)	10,4 %	9,6 %	10,3 %

(1) Ajustement transitoire prévu à la section 1.7 des lignes directrices du BSIF concernant l'adéquation des fonds propres.

(2) Dans le cadre de la transition aux IFRS et tel que le BSIF l'a approuvé, aux fins du calcul du coefficient actif-capital, le montant brut de l'actif ajusté ne tient pas compte des prêts hypothécaires titrisés jusqu'au 31 mars 2010 inclusivement en vertu du programme de la SCHL.

(3) Le ratio du capital-actions ordinaire de première catégorie n'a pas de définition normalisée en vertu des PCGR et n'est pas nécessairement comparable à des mesures semblables présentées par d'autres institutions financières. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR de notre rapport annuel 2011.

Notre position de capital est demeurée solide ce trimestre, les ratios de capital étant bien supérieurs aux cibles réglementaires établies par le BSIF.

Changements concernant le capital réglementaire

Avec prise d'effet au premier trimestre de l'exercice 2012, le BSIF a mis en œuvre les changements au cadre de gestion des risques de marché énoncés dans le document intitulé Revisions to the Basel II market risk framework (July 2009) du Comité de Bâle sur la supervision bancaire. Le BSIF a également mis en œuvre les changements aux exigences en matière de capital relatifs aux transactions de titrisation tels qu'ils sont présentés dans le document intitulé Enhancements to the Basel II framework (July 2009) du même Comité. Ces changements concernant le capital réglementaire sont communément appelés Bâle 2.5 et ont contribué à une augmentation de l'actif pondéré en fonction des risques et à une diminution des ratios du capital ce trimestre, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Est également entrée en vigueur au premier trimestre de l'exercice 2012 la règle relative à la déduction du capital au titre des placements dans des compagnies d'assurances détenus depuis avant le 1^{er} janvier 2007 contenue dans l'accord de Bâle II, selon laquelle les placements doivent être déduits du capital de première catégorie dans une proportion de 50 % et du capital de deuxième catégorie dans une proportion de 50 %. Comme il s'agit d'une mesure transitoire dans le cadre de l'accord de Bâle II, le BSIF a reporté l'application de ce changement de réglementation jusqu'à l'exercice 2012 et a permis aux banques de déduire les placements dans des compagnies d'assurances du capital de deuxième catégorie seulement avant l'entrée en vigueur de la règle.

Deuxième trimestre de 2012 par rapport au deuxième trimestre de 2011

Au 30 avril 2012, notre ratio du capital de première catégorie était de 13,2 %, et notre ratio du capital total, de 15,2 %.

Notre ratio du capital de première catégorie a diminué de 40 points de base par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de la hausse de l'actif pondéré en fonction des risques, facteur neutralisé en partie par l'augmentation du capital de première catégorie.

L'actif pondéré en fonction des risques s'est accru de 13,9 milliards de dollars, essentiellement en raison de l'augmentation des risques liés aux prêts de gros et aux prêts de détail, de l'incidence de la mise en œuvre de Bâle 2.5 et de la modification des paramètres d'évaluation du risque de crédit ayant pris effet au premier trimestre de 2012, facteurs qui ont été neutralisés en partie par la vente de nos services bancaires de détail régionaux aux États-Unis.

Le capital de première catégorie a augmenté de 600 millions de dollars, en raison principalement des capitaux autogénérés, facteur neutralisé en partie par l'augmentation des placements dans des compagnies d'assurances déduits du capital de première catégorie, par l'application progressive de l'incidence de la transition aux IFRS, et par le rachat d'instruments de capital innovateurs de première catégorie effectué en 2011.

Le ratio du capital total a diminué de 50 points de base, en raison essentiellement des facteurs mentionnés ci-dessus, sauf en ce qui concerne la modification de la réglementation visant les placements dans des compagnies d'assurances, qui n'a eu aucune incidence sur le ratio du capital total, ainsi qu'en raison du rachat de 1 milliard de dollars d'instruments de capital innovateurs de deuxième catégorie (billets secondaires de fiducie de série A) au premier trimestre de 2012.

Au 30 avril 2012, notre coefficient actif-capital était de 16,8 fois, par rapport à 16,3 fois à l'exercice précédent, résultat qui tient en grande partie à la hausse du montant brut de l'actif ajusté attribuable à la croissance des activités, facteur neutralisé en partie par la vente de nos services bancaires de détail régionaux aux États-Unis et par l'augmentation du capital total.

Deuxième trimestre de 2012 par rapport au premier trimestre de 2012

Notre ratio du capital de première catégorie a augmenté de 100 points de base par rapport au dernier trimestre, en raison de la réduction de l'actif pondéré en fonction des risques et de l'augmentation du capital de première catégorie.

L'actif pondéré en fonction des risques a diminué de 18,4 milliards de dollars, résultat qui tient essentiellement à la vente de nos services bancaires de détail régionaux aux États-Unis et à la réduction du risque de marché tenant à la diminution des positions de négociation, facteurs neutralisés en partie par l'accroissement des risques liés aux prêts de gros.

Le capital de première catégorie a augmenté de 424 millions de dollars, en raison principalement des capitaux autogénérés, facteur neutralisé en partie par l'application progressive de l'incidence de la transition aux IFRS.

Le ratio du capital total a augmenté de 70 points de base par rapport au dernier trimestre, en raison essentiellement des facteurs dont il est fait mention ci-dessus, qui ont été neutralisés en partie par le rachat de 1 milliard de dollars d'instruments de capital innovateurs de deuxième catégorie (billets secondaires de fiducie de série A).

Notre coefficient actif-capital était de 16,8 fois, par rapport à 16,6 fois au dernier trimestre, résultat qui tient en grande partie au rachat d'instruments de capital innovateurs de deuxième catégorie et à l'application progressive de l'incidence de la transition aux IFRS, laquelle a donné lieu à une diminution du capital total, facteurs neutralisés en partie par la réduction du montant brut de l'actif ajusté tenant essentiellement à la vente de nos services bancaires de détail régionaux aux États-Unis.

Principales activités de gestion du capital

	Pour le trimestre clos le 30 avril 2012		Pour le semestre clos le 30 avril 2012	
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions)				
Capital de première catégorie				
Actions ordinaires émises				
Régime de réinvestissement de dividendes (1)	1 153	62 \$	2 482	121 \$
Options sur actions exercées (2)	832	31	1 984	75
Capital de deuxième catégorie				
Rachat de billets secondaires de fiducie de série A de RBC échéant le 30 avril 2017 (3)		1 000		1 000

(1) Notre régime de réinvestissement de dividendes a été financé au moyen d'actions propres pour le semestre clos le 30 avril 2012.

(2) Les montants comprennent les espèces reçues au titre des options sur actions exercées au cours de la période et les ajustements de la juste valeur des options sur actions.

(3) Pour plus de détails, se reporter à la note 14 de nos états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités.

Principales données concernant les actions (1)

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions)	Au 30 avril 2012	
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
Actions ordinaires en circulation	1 442 843	14 206 \$
Actions privilégiées de premier rang en circulation		
À dividende non cumulatif, série W (2)	12 000	300
À dividende non cumulatif, série AA	12 000	300
À dividende non cumulatif, série AB	12 000	300
À dividende non cumulatif, série AC	8 000	200
À dividende non cumulatif, série AD	10 000	250
À dividende non cumulatif, série AE	10 000	250
À dividende non cumulatif, série AF	8 000	200
À dividende non cumulatif, série AG	10 000	250
À dividende non cumulatif, série AH	8 500	213
À dividende non cumulatif, série AJ (3)	16 000	400
À dividende non cumulatif, série AL (3)	12 000	300
À dividende non cumulatif, série AN (3)	9 000	225
À dividende non cumulatif, série AP (3)	11 000	275
À dividende non cumulatif, série AR (3)	14 000	350
À dividende non cumulatif, série AT (3)	11 000	275
À dividende non cumulatif, série AV (3)	16 000	400
À dividende non cumulatif, série AX (3)	13 000	325
Actions propres – privilégiées	(31)	(1)
Actions propres – ordinaires	(382)	(21)
Options sur actions		
En cours	13 531	
Pouvant être exercées	7 734	
Dividendes		
Actions ordinaires		822
Actions privilégiées		65

(1) Pour plus de détails au sujet de nos activités de gestion du capital, se reporter à la note 14 de nos états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités.

(2) Avec prise d'effet le 24 février 2010, nous avons le droit de convertir ces actions en actions ordinaires, à notre gré et sous réserve de certaines restrictions.

(3) Le taux de dividende sera révisé tous les cinq ans.

Au 18 mai 2012, le nombre d'actions ordinaires en circulation et d'options sur actions en cours se chiffrait à 1 442 880 009 et à 13 471 499, respectivement. Au 18 mai 2012, le nombre de nos actions propres privilégiées et ordinaires s'établissait à 19 345 et à 60 805, respectivement.

Capital attribué

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre clos		
	le 30 avril 2012	le 31 janvier 2012	le 30 avril 2011
Risque de crédit	9 000 \$	8 750 \$	7 500 \$
Risque de marché (activités de négociation et autres que de négociation)	3 900	3 850	3 150
Risque opérationnel	3 750	3 650	3 400
Risque commercial et risque lié aux immobilisations corporelles	2 750	2 600	2 400
Risque d'assurance	450	450	400
Goodwill et immobilisations incorporelles	9 700	9 700	9 550
Attribution du capital réglementaire	4 050	4 950	1 400
Capital attribué	33 600 \$	33 950 \$	27 800 \$
Sous-attribution de capital	2 400	400	550
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires liés aux activités abandonnées	400	1 250	3 500
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	36 400 \$	35 600 \$	31 850 \$

Avec prise d'effet au premier trimestre de 2012, nous avons révisé notre méthode d'attribution du capital sur une base prospective, afin que nos processus d'attribution concordent davantage avec les exigences accrues en matière de capital réglementaire, lesquelles continuent d'évoluer. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation.

L'information qui suit comporte une analyse de notre capital attribué lié aux activités poursuivies.

Deuxième trimestre de 2012 par rapport au deuxième trimestre de 2011

Le capital attribué a augmenté de 5,8 milliards de dollars, en raison principalement de la plus importante attribution du capital en fonction des exigences en matière de capital réglementaire, de l'augmentation du risque de crédit découlant de la croissance des activités, de la hausse du risque de marché lié aux activités de négociation découlant des modifications apportées au cadre de gestion du risque de marché ainsi que de l'augmentation du risque opérationnel et du risque commercial découlant de la croissance des revenus.

Deuxième trimestre de 2012 par rapport au premier trimestre de 2012

Le capital attribué a diminué de 350 millions de dollars, en raison principalement de la plus faible attribution du capital découlant de la réduction de la moyenne des exigences en matière de capital liées aux titres à revenu fixe et aux opérations de change, facteur neutralisé en partie par l'accroissement du risque opérationnel et du risque commercial découlant principalement de la croissance des revenus, ainsi que par la hausse du risque de crédit tenant à la croissance des activités.

Information financière supplémentaire**Risques liés à certains instruments financiers auxquels nous sommes exposés****Risques nets liés aux prêts à risque et aux prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain découlant des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles, des TGC et des prêts hypothécaires**

	Au 30 avril 2012			Total
	Titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque	Titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles de catégorie Alt-A	TGC pouvant comprendre des prêts hypothécaires à risque ou de catégorie Alt-A	
(en millions de dollars canadiens)				
Juste valeur des titres, compte non tenu des opérations de couverture	292 \$	257 \$	16 \$	565 \$
Juste valeur des titres, déduction faite des opérations de couverture, selon la note				
AAA	1 \$	9 \$	-\$	
AA	53	16	-	
A	25	16	-	
BBB	8	1	-	
Inférieure à BBB-	205	215	16	
Total	292 \$	257 \$	16 \$	565 \$
Juste valeur des titres, déduction faite des opérations de couverture, par année de montage				
2003 (ou avant)	3 \$	3 \$	-\$	
2004	33	23	-	
2005	97	121	16	
2006	66	42	-	
2007 et par la suite	93	68	-	
Total	292 \$	257 \$	16 \$	565 \$
Coût amorti des prêts hypothécaires à risque et de catégorie Alt-A (prêts entiers)	8 \$	33 \$	-\$	41 \$
Risque total lié aux prêts à risque et de catégorie Alt-A, déduction faite des opérations de couverture	300 \$	290 \$	16 \$	606 \$

Sensibilité de la juste valeur des titres, déduction faite des opérations de couverture, aux modifications des hypothèses :

Augmentation de 100 points de base de l'écart de taux	(4) \$	(6) \$
Augmentation de 100 points de base des taux d'intérêt	(4)	(4)
Augmentation de 20 % des taux de défaillance	(3)	(4)
Diminution de 25 % des taux de paiement anticipé	(4)	(2)

Risques liés aux titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque et de catégorie Alt-A sur le marché américain, aux titres garantis par des créances (TGC) et aux prêts hypothécaires

Certaines activités et transactions que nous effectuons nous exposent au risque de crédit lié aux créances hypothécaires résidentielles à risque et de catégorie Alt-A sur le marché américain. Notre exposition nette aux prêts à risque et aux prêts hypothécaires résidentiels de catégorie Alt-A sur le marché américain représente 0,1 % du total de notre actif au 30 avril 2012, soit un résultat relativement inchangé par rapport à l'exercice précédent.

Deuxième trimestre de 2012 par rapport au deuxième trimestre de 2011

Du total de nos placements dans des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles, des placements ayant une juste valeur de 292 millions de dollars, comparativement à 469 millions à l'exercice précédent, pourraient être exposés aux risques liés aux prêts à risque sur le marché américain. L'exposition aux risques liés aux titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque sur le marché américain était auparavant couverte au moyen de swaps sur défaillance assurés par MBIA. La diminution de 177 millions de dollars de l'exposition aux titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque sur le marché américain par rapport à l'exercice précédent tient principalement à la vente de certains de nos placements en 2011. Relativement à ces risques potentiels, plus de 27 % de nos placements connexes présentaient au moins une note A, soit un résultat relativement inchangé comparativement à plus de 24 % à l'exercice précédent. Au 30 avril 2012, nous détenons un montant négligeable de placements dans des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque sur le marché américain présentant une note AAA. L'exposition aux prêts à risque aux États-Unis s'établissait à 8 millions de dollars au 30 avril 2012, comparativement à 163 millions à l'exercice précédent, soit moins de 0,01 % du total de l'actif. La diminution de 155 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent découle en grande partie de la vente de nos services bancaires de détail régionaux aux États-Unis conclue le 2 mars 2012.

Du total de nos placements dans des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles, des placements ayant une juste valeur de 257 millions de dollars pourraient être exposés aux risques liés aux prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain. L'exposition aux risques liés aux prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain a diminué de 239 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de la vente de certains de nos placements au cours de 2011. Moins de 43 % de ces titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles ont été émis en 2006 et par la suite. Notre exposition aux prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain se chiffrait à 33 millions de dollars au 30 avril 2012, comparativement à 650 millions à l'exercice précédent, ce qui représente moins de 0,01 % du total de l'actif. La diminution de 617 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent découle en grande partie de la vente de nos services bancaires de détail régionaux aux États-Unis.

Du total de nos placements dans des TGC, des placements de 16 millions de dollars pourraient être exposés aux risques liés aux prêts à risque ou aux prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain. Notre exposition reflète une diminution de 3 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent, la juste valeur étant présentée déduction faite des opérations de couverture. La juste valeur des TGC de sociétés, déduction faite des opérations de couverture, se chiffrait à 2,2 milliards de dollars au 30 avril 2012, soit un résultat inchangé.

Arrangements hors bilan

Pour de plus amples renseignements sur nos arrangements hors bilan, y compris les conduits multicédants, les instruments de placement structurés et les autres entités à détenteurs de droits variables au 30 avril 2012, se reporter à la rubrique Arrangements hors bilan.

Financement avec endettement

Nos services de financement avec endettement comprennent les activités de financement des infrastructures, des services essentiels et d'autres types de financement. Ils ne comprennent ni le financement de première qualité, ni le financement de qualité inférieure pour lequel il n'y a pas de commandite liée aux placements privés. Au 30 avril 2012, le total de nos engagements de financement capitalisés et non capitalisés s'établissait à 8 181 millions de dollars, ce qui représente 1 % du total de notre actif.

Informations sur les titres adossés à des créances hypothécaires commerciales

La juste valeur de nos placements directs dans des titres adossés à des créances hypothécaires commerciales s'élevait à 164 millions de dollars au 30 avril 2012.

Actifs et passifs évalués à la juste valeur

D'importants transferts d'instruments entre les niveaux 1, 2 et 3 et d'importantes sorties d'instruments de ces niveaux ont eu lieu ce trimestre, selon la hiérarchie de la juste valeur définie dans IFRS 7, *Instruments financiers – informations à fournir*. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 4 de nos états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Au 30 avril 2012				
	Juste valeur (1)	Niveau 1 (1)	Niveau 2 (1)	Niveau 3 (1)	Total
Actifs financiers					
Valeurs mobilières évaluées à la juste valeur par le biais du résultat net	125 046 \$	49 %	50 %	1 %	100 %
Disponibles à la vente	38 858	16 %	63 %	21 %	100 %
Prêts de gros	1 305	0 %	68 %	32 %	100 %
Dérivés	111 078	1 %	98 %	1 %	100 %
Autres actifs	568	70 %	30 %	0 %	100 %
Passifs financiers					
Dépôts	58 499 \$	0 %	87 %	13 %	100 %
Dérivés	115 284	1 %	97 %	2 %	100 %

(1) Juste valeur des actifs et des passifs en pourcentage du total de l'actif et du passif évalués à la juste valeur sur une base récurrente pour les catégories présentées dans le tableau ci-dessus; ne reflète pas l'incidence de la compensation.

Questions en matière de comptabilité et de contrôle

Méthodes comptables critiques et estimations

Nos états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités ont été dressés conformément aux IFRS publiées par l'IASB et ils sont présentés conformément à la Norme comptable internationale (IAS) 34, *Information financière intermédiaire*. Les états financiers consolidés ci-joints sont libellés en dollars canadiens et ont été préparés selon l'ensemble des IFRS publiées et en vigueur au 30 avril 2012. Nous avons adopté les IFRS avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2011, et la date de transition est le 1^{er} novembre 2010. Précédemment, nos états financiers consolidés étaient dressés conformément aux PCGR du Canada.

Les principales méthodes comptables sont présentées à la note 2 de nos états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités. L'information qui suit résume nos méthodes comptables critiques et nos estimations.

Juste valeur des instruments financiers

Les instruments financiers classés ou désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net et comme étant disponibles à la vente sont évalués à la juste valeur, laquelle correspond à la contrepartie pour laquelle l'instrument financier serait échangé dans le cadre d'une transaction conclue dans des conditions de concurrence normale entre des parties compétentes agissant en toute liberté. Ce qui atteste le mieux la juste valeur d'un instrument financier est le cours du marché dans le marché actif le plus avantageux pour cet instrument ou, lorsqu'il n'y a pas de marché actif, les cours du marché pour des instruments financiers présentant des caractéristiques et des profils de risque semblables.

Un degré de subjectivité minimal est lié au calcul de la juste valeur des instruments financiers qui sont activement négociés, y compris les instruments dérivés, pour lesquels un cours du marché ou des paramètres d'entrée des modèles facilement observables sont disponibles. La direction doit exercer un jugement si un cours du marché observable n'est pas disponible, et elle doit exercer un jugement lorsqu'elle détermine la valeur des dérivés hors cote, au moyen de modèles d'évaluation standards utilisés dans le secteur ou au moyen de modèles d'évaluation élaborés à l'interne. La direction est également responsable de l'élaboration des méthodes et politiques que nous utilisons à des fins d'évaluation, et ces politiques et méthodes traitent de l'utilisation et du calcul des ajustements de l'évaluation. La direction revoit régulièrement nos méthodes d'évaluation et le calcul des ajustements de l'évaluation, y compris l'ajustement des liquidités pour tenir compte des instruments financiers dans des

marchés inactifs et l'ajustement pour tenir compte du risque de crédit lié à nos portefeuilles d'instruments dérivés, de manière à assurer leur caractère approprié. La surveillance qu'exerce la direction dans le cadre du processus d'évaluation vise également à garantir que tous les modèles d'évaluation financière importants font l'objet de contrôles rigoureux et de révisions régulières, de manière à fournir un point de vue indépendant.

À chaque date de clôture, ou plus fréquemment lorsque les conditions l'exigent, nous évaluons nos titres disponibles à la vente afin de déterminer s'il existe une indication objective de dépréciation, telle qu'une baisse importante ou prolongée de la juste valeur du titre en deçà de son coût, ou lorsqu'une incidence négative sur les flux de trésorerie futurs provenant du titre peut être estimée de façon fiable. Si un titre disponible à la vente a subi une perte de valeur, la perte cumulée latente qui a antérieurement été comptabilisée dans les autres composantes des capitaux propres est comptabilisée directement en résultat, dans les revenus autres que d'intérêt.

Pour de plus amples renseignements sur la juste valeur de nos instruments financiers et sur le test de dépréciation, se reporter aux notes 2 et 4 de nos états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités.

Activités de titrisation

Nous procédons périodiquement à la titrisation de prêts ou de titres adossés à des créances hypothécaires structurés, qui sont transférés à des entités ad hoc ou à des fiducies, lesquelles émettent des titres aux investisseurs. Nous décomptabilisons les actifs lorsque nos droits contractuels de recevoir les flux de trésorerie de l'actif ont pris fin, lorsque nous conservons le droit de recevoir les flux de trésorerie, mais que nous avons une obligation de payer ces flux de trésorerie à un tiers sous réserve de certaines exigences de transfert, ou lorsque nous transférons nos droits contractuels de recevoir les flux de trésorerie ainsi que la quasi-totalité des risques et des avantages liés aux actifs transférés. Lorsque nous conservons la quasi-totalité des risques et des avantages liés aux actifs transférés, les transactions de titrisation sont comptabilisées comme des transactions de financement garanti dans nos bilans consolidés. Lorsque nous ne conservons ni ne transférons la quasi-totalité des risques et des avantages liés au droit de propriété d'un actif financier, nous décomptabilisons les actifs si le contrôle de l'actif est abandonné. Lorsque nous conservons le contrôle sur les actifs transférés, nous continuons de comptabiliser les actifs transférés dans la mesure où nous conservons des liens. La direction doit exercer un jugement pour déterminer si nous avons transféré ou conservé la quasi-totalité des risques et des avantages liés au droit de propriété de l'actif financier transféré.

La plupart de nos activités de titrisation ne sont pas admissibles à la décomptabilisation; en conséquence, nous continuons de comptabiliser les actifs transférés connexes dans nos bilans consolidés, et aucun profit ni aucune perte lié à ces activités de titrisation n'est comptabilisé. Autrement, un profit ou une perte lié à la transaction de titrisation est comptabilisé en comparant la valeur comptable de l'actif transféré et sa juste valeur à la date du transfert.

Provision pour pertes sur créances

La provision pour pertes sur créances liée aux risques figurant au bilan, tels que les prêts et les acceptations, ainsi qu'aux éléments hors bilan tels que les lettres de crédit, les garanties et les engagements non capitalisés, est maintenue à un niveau que la direction estime approprié pour couvrir les pertes sur créances à la date de clôture.

Les provisions sont calculées individuellement pour les prêts qui sont considérés individuellement significatifs, et elles sont calculées collectivement pour les prêts qui ne sont pas individuellement significatifs et pour les prêts qui sont significatifs mais pour lesquels il n'existe pas d'indications objectives de dépréciation, au moyen d'évaluations quantitatives et qualitatives fondées sur des informations actuelles et historiques sur les créances. Le processus nécessite fortement la formulation de certaines hypothèses et de certains jugements, y compris : i) l'évaluation du classement des prêts à titre de prêts douteux ou des notations de crédit liées aux prêts; ii) l'estimation des flux de trésorerie et de la valeur des biens affectés en garantie; iii) l'établissement de taux de défaillance et de pertes basés sur les données historiques et sur les données de l'industrie; iv) l'ajustement des taux de perte et des paramètres de risque en fonction de la pertinence des données historiques compte tenu des changements apportés aux stratégies, aux processus et aux politiques en matière de crédit; v) l'évaluation de la qualité actuelle du crédit du portefeuille selon les tendances en matière de qualité du crédit ayant trait aux prêts douteux, aux sorties du bilan et aux recouvrements, ainsi qu'aux caractéristiques et à la composition du portefeuille; vi) l'établissement de la position actuelle relativement au cycle économique et au cycle de crédit. Des modifications de ces hypothèses ou le recours à d'autres paramètres d'entrée pourraient avoir une incidence importante sur le niveau de la provision et, par conséquent, sur notre bénéfice net.

Des informations supplémentaires sur notre politique et sur notre démarche aux fins de l'évaluation de la provision pour pertes sur créances et de la sortie du bilan des prêts sont fournies à la note 2 de nos états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités.

Entités ad hoc

Une entité ad hoc est définie comme une entité créée dans un but précis et bien défini, qui a des pouvoirs de décision limités et dont les activités sont préétablies ou limitées. Nous consolidons les entités ad hoc si l'évaluation des facteurs pertinents indique que nous contrôlons l'entité ad hoc, y compris ce qui suit; i) à savoir si les activités de l'entité ad hoc sont menées pour notre compte selon nos besoins opérationnels spécifiques de façon à ce que nous obtenions des avantages de l'entité ad hoc; ii) à savoir si nous avons les pouvoirs de décision pour obtenir la majorité des avantages; iii) à savoir si nous obtenons la majorité des avantages des activités de l'entité ad hoc; iv) à savoir si nous conservons la majorité des risques résiduels relatifs à l'entité ad hoc ou à ses actifs afin d'obtenir des avantages de ses activités. La direction doit exercer un jugement pour déterminer si une entité ad hoc doit être consolidée.

Goodwill et autres immobilisations incorporelles

Nous affectons le goodwill aux groupes d'unités génératrices de trésorerie. Le goodwill n'est pas amorti; il est soumis à un test de dépréciation annuellement, ou plus souvent s'il y a un indice d'une possible perte de valeur, dans le cadre duquel la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie est comparée à sa valeur comptable. La valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie correspond à la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de la vente et la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs attendus (la valeur d'utilité). La direction doit exercer un jugement pour estimer la valeur recouvrable de nos unités génératrices de trésorerie, ainsi que pour calculer les flux de trésorerie futurs et le taux d'actualisation, de même que le taux de croissance définitif des unités génératrices de trésorerie. La valeur recouvrable d'une unité génératrice de trésorerie se compose de la valeur comptable de ses actifs nets, y compris le goodwill. Lorsque la valeur comptable d'une unité génératrice de trésorerie excède sa valeur recouvrable, la perte de valeur est d'abord portée en diminution de la valeur comptable de tout goodwill attribué à l'unité génératrice de trésorerie, puis aux autres actifs de l'unité génératrice de trésorerie, au prorata de la valeur comptable de chaque actif. Toute perte de valeur est comptabilisée en résultat dans la période au cours de laquelle elle est mise en évidence. Les reprises ultérieures de pertes de valeur du goodwill sont interdites.

Les autres immobilisations incorporelles ayant une durée d'utilité déterminée sont amorties selon le mode linéaire sur leur durée d'utilité estimative, laquelle n'excède généralement pas 20 ans, et sont soumises à un test visant à déterminer s'il existe des indices de dépréciation à chaque date de clôture.

Si des indices suggèrent qu'une immobilisation incorporelle à durée d'utilité déterminée pourrait avoir subi une perte de valeur, un test de dépréciation est effectué en comparant la valeur comptable de l'immobilisation incorporelle et sa valeur recouvrable. Lorsque la valeur recouvrable

d'un actif isolé ne peut pas être estimée, nous estimons la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle l'actif appartient. Si la valeur recouvrable de l'actif (ou de l'unité génératrice de trésorerie) est inférieure à sa valeur comptable, la valeur comptable de l'immobilisation incorporelle est réduite à sa valeur recouvrable, sous forme de perte de valeur.

Une perte de valeur comptabilisée précédemment est reprise lorsqu'une modification est apportée aux estimations utilisées pour déterminer la valeur recouvrable de l'actif (ou de l'unité génératrice de trésorerie) depuis que la dernière perte de valeur a été comptabilisée. Si une perte de valeur est subséquemment reprise, la valeur comptable de l'actif (ou de l'unité génératrice de trésorerie) est révisée et établie soit au montant recouvrable, soit à la valeur comptable qui aurait été déterminée (déduction faite de l'amortissement) s'il n'y avait pas eu de perte de valeur antérieure. Un jugement important doit être exercé pour estimer la durée d'utilité et la valeur recouvrable de nos immobilisations incorporelles, ainsi que pour évaluer si certains événements ou certaines circonstances constituent une indication objective de perte de valeur. Nous ne détenons pas d'immobilisations incorporelles ayant une durée d'utilité indéterminée.

Avantages du personnel

Nous parrainons un certain nombre de régimes d'avantages offerts aux employés admissibles, y compris des régimes de retraite enregistrés, des régimes de retraite complémentaires et des assurances maladie, dentaire, invalidité et vie. Les régimes de retraite prévoient des prestations établies en fonction du nombre d'années de service, des cotisations et du salaire moyen à la retraite.

Le calcul de la charge et des obligations au titre des prestations constituées repose sur diverses hypothèses telles que les taux d'actualisation, les taux de rendement attendus des actifs, les taux tendanciels en matière de coûts des soins de santé, les augmentations salariales prévues, l'âge de la retraite, ainsi que les taux de mortalité et de cessation d'emploi. Les hypothèses à l'égard des taux d'actualisation sont déterminées à partir d'une courbe de rendement de titres d'emprunt de sociétés ayant une note AA. La direction formule toutes les autres hypothèses, et les actuaires procèdent à leur examen. Tout écart entre les résultats réels et les hypothèses actuarielles influera sur les montants des obligations et de la charge au titre des prestations constituées.

Impôt sur le résultat

Nous sommes assujettis aux lois fiscales des divers territoires où nous exerçons nos activités. Ces lois fiscales complexes peuvent faire l'objet d'interprétations différentes de notre part et de celle des autorités fiscales visées. La direction exerce un jugement pour interpréter les lois fiscales pertinentes et pour estimer la charge d'impôt exigible et la charge d'impôt différé. Un actif ou un passif d'impôt différé est déterminé pour chaque différence temporelle en fonction des taux d'imposition qui devraient être en vigueur pour la période au cours de laquelle l'actif sera réalisé ou le passif réglé. Lorsque les différences temporelles ne se résorberont pas dans un avenir prévisible, aucun impôt différé n'est comptabilisé.

Chaque trimestre, nous effectuons une évaluation afin de déterminer si la réalisation des avantages liés à nos actifs d'impôt différé est probable; notre évaluation tient compte des indications tant positives que négatives.

Contrôles et procédures de présentation de l'information

Au 30 avril 2012, la direction a évalué l'efficacité des contrôles et processus liés à la présentation de l'information, conformément aux règles adoptées par la Securities and Exchange Commission des États-Unis. Cette évaluation a été faite sous la supervision et avec le concours du président et chef de la direction et du chef de l'administration et chef des finances. Selon cette évaluation, le président et chef de la direction ainsi que le chef de l'administration et chef des finances ont conclu que nos contrôles et processus liés à la présentation de l'information étaient efficaces au 30 avril 2012.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Au cours du trimestre clos le 30 avril 2012, nous n'avons effectué aucune modification du contrôle interne à l'égard de l'information financière ayant eu une incidence importante ou raisonnablement susceptible d'avoir une incidence significative sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Transactions entre parties liées

Nos politiques et procédures liées aux transactions entre parties liées n'ont pas changé de façon significative depuis le 31 octobre 2011. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 27 de nos états financiers consolidés annuels de 2011.

États financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Bilans consolidés résumés (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	30 avril 2012	31 janvier 2012	31 octobre 2011	30 avril 2011	1 ^{er} novembre 2010
Actif					
Trésorerie et montants à recevoir de banques	8 828 \$	12 005 \$	12 428 \$	8 264 \$	8 536 \$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	11 925	5 844	6 460	8 026	7 241
Valeurs mobilières (note 5)					
Titres détenus à des fins de transaction	125 046	123 565	128 128	155 141	129 839
Titres disponibles à la vente	39 396	41 621	38 894	44 102	49 244
	164 442	165 186	167 022	199 243	179 083
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	108 600	96 212	84 947	79 830	72 698
Prêts					
Prêts de détail	291 751	287 164	284 745	277 442	271 927
Prêts de gros	72 987	68 739	64 752	68 731	67 597
	364 738	355 903	349 497	346 173	339 524
Provision pour pertes sur prêts (note 6)	(2 019)	(1 965)	(1 967)	(2 658)	(2 867)
	362 719	353 938	347 530	343 515	336 657
Placements au nom des détenteurs de fonds distincts	351	343	320	304	257
Autres					
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	8 656	7 980	7 689	7 203	7 371
Dérivés (note 7)	87 863	103 341	99 650	82 494	106 109
Locaux et matériel, montant net	2 753	2 614	2 490	2 657	2 501
Goodwill (note 9)	7 440	7 608	7 610	7 519	6 553
Autres immobilisations incorporelles (note 9)	2 132	2 124	2 115	2 059	1 925
Actifs liés aux activités abandonnées (note 8)	277	26 324	27 152	—	5 723
Participations dans des entreprises associées	162	153	142	139	131
Coût des prestations de retraite payé d'avance	1 051	302	311	265	266
Autres actifs (note 10)	33 172	31 042	27 967	26 731	30 321
	143 506	181 488	175 126	129 067	160 900
Total de l'actif	800 371 \$	815 016 \$	793 833 \$	768 249 \$	765 372 \$
Passif					
Dépôts (note 11)					
Particuliers	173 351 \$	172 104 \$	166 030 \$	164 155 \$	161 693 \$
Entreprises et gouvernements	302 947	300 100	297 511	298 628	287 535
Banques	19 577	17 623	15 561	15 725	19 285
	495 875	489 827	479 102	478 508	468 513
Contrats d'assurance et de placement pour le compte des détenteurs de fonds distincts	351	343	320	304	257
Autres					
Acceptations	8 656	7 980	7 689	7 203	7 371
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	50 150	37 358	44 284	62 042	46 597
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	55 169	53 562	42 735	39 901	36 006
Dérivés (note 7)	92 104	106 763	100 522	85 200	108 077
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	7 621	7 681	7 119	6 896	6 867
Passifs liés aux activités abandonnées (note 8)	34	19 488	20 076	—	5 012
Charge à payer au titre des prestations et des autres avantages postérieurs à l'emploi constitués	1 667	1 609	1 639	1 588	1 576
Autres passifs (note 12)	37 086	38 031	39 241	37 300	38 318
	252 487	272 472	263 305	240 130	249 824
Débitures subordonnées	7 553	8 744	8 749	8 577	7 676
Titres de fiducie de capital	895	900	894	1 641	1 627
Total du passif	757 161 \$	772 286 \$	752 370 \$	729 160 \$	727 897 \$
Capitaux propres attribuables aux actionnaires					
Actions privilégiées	4 813	4 813	4 813	4 813	4 813
Actions ordinaires (émises – 1 442 842 649, 1 440 856 913, 1 438 376 317, 1 428 829 650 et 1 424 921 817) (note 14)	14 206	14 113	14 010	13 550	13 378
Actions propres – privilégiées (détenues – 30 601, (3 793), 6 341, 67 484 et 86 400)	(1)	—	—	(2)	(2)
– ordinaires (détenues – 381 990, (295 128), (146 075), 229 576 et 1 719 092)	(21)	15	8	5	(81)
Bénéfices non distribués	21 983	21 364	20 381	19 203	17 287
Autres composantes des capitaux propres	457	667	490	(568)	(14)
	41 437	40 972	39 702	37 001	35 381
Participations ne donnant pas le contrôle	1 773	1 758	1 761	2 088	2 094
Total des capitaux propres	43 210	42 730	41 463	39 089	37 475
Total du passif et des capitaux propres	800 371 \$	815 016 \$	793 833 \$	768 249 \$	765 372 \$

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

Comptes consolidés résumés de résultat (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos			Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2012	le 31 janvier 2012	le 30 avril 2011	le 30 avril 2012	le 30 avril 2011
Revenu d'intérêt					
Prêts	3 869 \$	3 907 \$	3 694 \$	7 776 \$	7 583 \$
Valeurs mobilières	984	1 031	1 205	2 015	2 367
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	230	217	173	447	344
Dépôts à des banques	17	16	26	33	54
	5 100	5 171	5 098	10 271	10 348
Frais d'intérêt					
Dépôts	1 503	1 544	1 588	3 047	3 270
Autres passifs	470	527	692	997	1 362
Débitures subordonnées	96	97	102	193	205
	2 069	2 168	2 382	4 237	4 837
Revenu net d'intérêt	3 031	3 003	2 716	6 034	5 511
Revenus autres que d'intérêt					
Primes d'assurance, revenus de placement et honoraires	926	1 550	1 086	2 476	1 911
Revenus tirés des activités de négociation (note 15)	349	396	285	745	1 006
Commissions de gestion de placements et de services de garde	496	497	490	993	995
Revenus tirés des fonds communs de placement	506	499	510	1 005	951
Commissions de courtage en valeurs mobilières	304	287	344	591	693
Frais bancaires	333	334	324	667	651
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés de services-conseils	386	294	352	680	847
Revenus de change, autres que ceux tirés des activités de négociation	177	146	173	323	342
Revenus sur cartes	206	237	202	443	436
Commissions de crédit	173	188	150	361	338
Revenus tirés de la titrisation	–	(1)	2	(1)	2
(Perte nette) profit net sur les titres disponibles à la vente (note 5)	(17)	15	58	(2)	42
Quote-part des bénéfices des entreprises associées	6	10	2	16	2
Autres	48	119	137	167	322
Revenus autres que d'intérêt	3 893	4 571	4 115	8 464	8 538
Total des revenus	6 924	7 574	6 831	14 498	14 049
Dotation à la provision pour pertes sur créances (note 6)	348	267	273	615	537
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	640	1 211	843	1 851	1 410
Frais autres que d'intérêt					
Ressources humaines	2 313	2 329	2 183	4 642	4 600
Matériel	261	258	254	519	497
Frais d'occupation	274	264	257	538	497
Communications	185	177	188	362	349
Honoraires	158	154	157	312	320
Impartition de services de traitement	70	65	73	135	139
Amortissement des autres immobilisations incorporelles	127	129	120	256	232
Dépréciation du goodwill et des autres immobilisations incorporelles (notes 8 et 9)	161	–	–	161	–
Autres	308	295	319	603	586
	3 857	3 671	3 551	7 528	7 220
Bénéfice avant impôt lié aux activités poursuivies	2 079	2 425	2 164	4 504	4 882
Impôt sur le résultat (note 16)	516	549	482	1 065	1 204
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	1 563	1 876	1 682	3 439	3 678
Perte nette liée aux activités abandonnées (note 8)	(30)	(21)	(51)	(51)	(99)
Bénéfice net	1 533 \$	1 855 \$	1 631 \$	3 388 \$	3 579 \$
Bénéfice net attribuable aux :					
Actionnaires	1 508 \$	1 830 \$	1 606 \$	3 338 \$	3 528 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	25	25	25	50	51
	1 533 \$	1 855 \$	1 631 \$	3 388 \$	3 579 \$
Bénéfice de base par action (en dollars) (note 17)	1,00 \$	1,23 \$	1,08 \$	2,23 \$	2,38 \$
Bénéfice de base par action lié aux activités poursuivies (en dollars)	1,02	1,24	1,12	2,26	2,45
Perte de base par action liée aux activités abandonnées (en dollars)	(0,02)	(0,01)	(0,04)	(0,03)	(0,07)
Bénéfice dilué par action (en dollars) (note 17)	0,99	1,22	1,06	2,21	2,34
Bénéfice dilué par action lié aux activités poursuivies (en dollars)	1,01	1,23	1,10	2,24	2,40
Perte diluée par action liée aux activités abandonnées (en dollars)	(0,02)	(0,01)	(0,04)	(0,03)	(0,06)
Dividendes par action ordinaire (en dollars)	0,57	0,54	0,50	1,11	1,00

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

États consolidés résumés du résultat global (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos			Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2012	le 31 janvier 2012	le 30 avril 2011	le 30 avril 2012	le 30 avril 2011
Bénéfice net	1 533 \$	1 855 \$	1 631 \$	3 388 \$	3 579 \$
Autres éléments (de la perte globale) du bénéfice global, déduction faite de l'impôt (note 16)					
Variation nette des (pertes) profits latents sur les titres disponibles à la vente (Pertes nettes) profits nets latents sur les titres disponibles à la vente	(68)	57	29	(11)	(169)
Reclassement en résultat de pertes nettes (profits nets) sur les titres disponibles à la vente	25	(14)	(49)	11	(16)
	(43)	43	(20)	–	(185)
Écarts de change					
(Pertes) profits de change latents	(326)	51	(1 402)	(275)	(1 898)
Profits nets (pertes nettes) de change découlant des activités de couverture	216	(3)	943	213	1 427
Reclassement en résultat de (profits) pertes de change	(1)	1	–	–	–
	(111)	49	(459)	(62)	(471)
Variation nette des couvertures de flux de trésorerie					
(Pertes nettes) profits nets liés aux dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	(64)	67	16	3	58
Reclassement en résultat de pertes (profits) liés aux dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	8	19	19	27	44
	(56)	86	35	30	102
Total des autres éléments (de la perte globale) du bénéfice global, déduction faite de l'impôt	(210)	178	(444)	(32)	(554)
Total du bénéfice global	1 323 \$	2 033 \$	1 187 \$	3 356 \$	3 025 \$
Total du bénéfice global attribuable aux :					
Actionnaires	1 298 \$	2 007 \$	1 161 \$	3 305 \$	2 974 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	25	26	26	51	51
	1 323 \$	2 033 \$	1 187 \$	3 356 \$	3 025 \$

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

États consolidés résumés des variations des capitaux propres (non audité)

	Autres composantes des capitaux propres										Total des capitaux propres	
	Actions privilégiées	Actions ordinaires	Actions propres – privilégiées	Actions propres – ordinaires	Bénéfices non distribués	Titres disponibles à la vente	Écarts de change	Couvertures de trésorerie	Participations ne donnant pas le contrôle	Total		
(en millions de dollars canadiens)												
Solde au 31 janvier 2011	4 813 \$	13 419 \$	(2) \$	(59) \$	18 415 \$	111 \$	(32) \$	(203) \$	2 053 \$	36 462 \$	38 515 \$	
Variations des capitaux propres												
Capital social émis		131								131	131	
Actions propres – ventes			20	1 778						1 798	1 798	
Actions propres – achats			(20)	(1 714)						(1 734)	(1 734)	
Attributions de rémunération fondée sur des actions					(2)					(2)	(2)	
Dividendes					(777)					(777)	(777)	
Autres					(39)					(39)	(39)	
Bénéfice net					1 606					1 606	1 631	
Autres composantes des capitaux propres												
Variation nette des profits (pertes) latents sur les titres disponibles à la vente						(19)				(19)	(21)	
Écarts de change							(459)			(459)	(461)	
Variation nette des couvertures de flux de trésorerie								34		34	34	
Solde au 30 avril 2011	4 813 \$	13 550 \$	(2) \$	5 \$	19 203 \$	92 \$	(491) \$	(169) \$	2 088 \$	37 001 \$	39 089 \$	
Solde au 31 octobre 2011	4 813 \$	14 010 \$	– \$	8 \$	20 381 \$	259 \$	71 \$	160 \$	1 761 \$	39 702 \$	41 463 \$	
Variations des capitaux propres												
Capital social émis		103								103	103	
Actions propres – ventes			29	1 795						1 824	1 824	
Actions propres – achats			(29)	(1 788)						(1 817)	(1 817)	
Attributions de rémunération fondée sur des actions					(1)					(1)	(1)	
Dividendes					(842)					(842)	(888)	
Autres					(4)					(4)	12	
Bénéfice net					1 830					1 830	1 855	
Autres composantes des capitaux propres												
Variation nette des profits (pertes) latents sur les titres disponibles à la vente						43				43	44	
Écarts de change							48			48	49	
Variation nette des couvertures de flux de trésorerie								86		86	86	
Solde au 31 janvier 2012	4 813 \$	14 113 \$	– \$	15 \$	21 364 \$	302 \$	119 \$	246 \$	1 758 \$	40 972 \$	42 730 \$	
Variations des capitaux propres												
Capital social émis		93								93	93	
Actions propres – ventes			24	1 444						1 468	1 468	
Actions propres – achats			(25)	(1 480)						(1 505)	(1 505)	
Attributions de rémunération fondée sur des actions					(887)					(887)	(887)	
Dividendes					(2)					(2)	(11)	
Autres					1 508					1 508	1 533	
Bénéfice net												
Autres composantes des capitaux propres												
Variation nette des profits (pertes) latents sur les titres disponibles à la vente						(44)				(44)	(44)	
Écarts de change							(110)			(110)	(111)	
Variation nette des couvertures de flux de trésorerie								(56)		(56)	(56)	
Solde au 30 avril 2012	4 813 \$	14 206 \$	(1) \$	(21) \$	21 983 \$	258 \$	9 \$	190 \$	1 773 \$	41 437 \$	43 210 \$	

États consolidés résumés des variations des capitaux propres (non audité)

	Autres composantes des capitaux propres										Total des capitaux propres	
	Actions privilégiées	Actions ordinaires	Actions propres – privilégiées	Actions propres – ordinaires	Bénéfices non distribués	Titres disponibles à la vente	Écarts de change	Couvertures de flux de trésorerie	Participations ne donnant pas le contrôle	Total		
(en millions de dollars canadiens)												
Solde au 1^{er} novembre 2010	4 813 \$	13 378 \$	(2) \$	(81) \$	17 287 \$	277 \$	(20) \$	(271) \$	35 381 \$	2 094 \$	37 475 \$	
Variations des capitaux propres												
Capital social émis	-	172	-	-	-	-	-	-	172	-	172	
Actions propres – ventes	-	-	50	2 930	-	-	-	-	2 980	-	2 980	
Actions propres – achats	-	-	(50)	(2 844)	-	-	-	-	(2 894)	-	(2 894)	
Attributions de rémunération fondée sur des actions	-	-	-	-	(16)	-	-	-	(16)	-	(16)	
Dividendes	-	-	-	-	(1 555)	-	-	-	(1 555)	(46)	(1 601)	
Autres	-	-	-	-	(41)	-	-	-	(41)	(6)	(47)	
Bénéfice net	-	-	-	-	3 528	-	-	-	3 528	51	3 579	
Autres composantes des capitaux propres												
Variation nette des profits (pertes) latents sur les titres disponibles à la vente	-	-	-	-	-	(185)	-	-	(185)	(2)	(187)	
Écarts de change	-	-	-	-	-	-	(471)	-	(471)	(3)	(474)	
Variation nette des couvertures de flux de trésorerie	-	-	-	-	-	-	-	102	102	-	102	
Solde au 30 avril 2011	4 813 \$	13 550 \$	(2) \$	5 \$	19 203 \$	92 \$	(491) \$	(169) \$	37 001 \$	2 088 \$	39 089 \$	
Solde au 31 octobre 2011	4 813 \$	14 010 \$	- \$	8 \$	20 381 \$	259 \$	71 \$	160 \$	39 702 \$	1 761 \$	41 463 \$	
Variations des capitaux propres												
Capital social émis	-	196	-	-	-	-	-	-	196	-	196	
Actions propres – ventes	-	-	53	3 239	-	-	-	-	3 292	-	3 292	
Actions propres – achats	-	-	(54)	(3 268)	-	-	-	-	(3 322)	-	(3 322)	
Attributions de rémunération fondée sur des actions	-	-	-	-	(1)	-	-	-	(1)	-	(1)	
Dividendes	-	-	-	-	(1 729)	-	-	-	(1 729)	(46)	(1 775)	
Autres	-	-	-	-	(6)	-	-	-	(6)	7	1	
Bénéfice net	-	-	-	-	3 338	-	-	-	3 338	50	3 388	
Autres composantes des capitaux propres												
Variation nette des profits (pertes) latents sur les titres disponibles à la vente	-	-	-	-	-	(1)	-	-	(1)	1	-	
Écarts de change	-	-	-	-	-	-	(62)	-	(62)	-	(62)	
Variation nette des couvertures de flux de trésorerie	-	-	-	-	-	-	-	30	30	-	30	
Solde au 30 avril 2012	4 813 \$	14 206 \$	(1) \$	(21) \$	21 983 \$	258 \$	9 \$	190 \$	41 437 \$	1 773 \$	43 210 \$	

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

Tableaux consolidés résumés des flux de trésorerie (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos			Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2012	le 31 janvier 2012	le 30 avril 2011	le 30 avril 2012	le 30 avril 2011
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles					
Bénéfice net	1 533 \$	1 855 \$	1 631 \$	3 388 \$	3 579 \$
Ajustements liés aux éléments sans effet de trésorerie et autres					
Dotation à la provision pour pertes sur créances	382	350	381	732	756
Amortissement	102	108	103	210	201
Impôt différé	115	178	101	293	148
Perte de valeur et amortissement du goodwill et des autres immobilisations incorporelles	293	144	136	437	267
Perte à la vente de locaux et de matériel	14	7	25	21	52
Profit sur la titrisation	(2)	(7)	(2)	(9)	(8)
Perte (profit) sur les titres disponibles à la vente	9	(50)	(90)	(41)	(156)
Réduction de valeur de titres disponibles à la vente	10	16	25	26	105
Quote-part des bénéficiaires des entreprises associées	(6)	(9)	(3)	(15)	(4)
Ajustements liés à la variation nette des actifs et passifs opérationnels					
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	(60)	562	(55)	502	(362)
Variation nette des intérêts courus à recevoir et à payer	291	(429)	241	(138)	(122)
Impôt exigible	(64)	(814)	287	(878)	805
Actifs dérivés	15 483	(3 694)	(9 046)	11 789	23 582
Passifs dérivés	(14 660)	6 241	8 411	(8 419)	(22 875)
Titres détenus à des fins de transaction	(1 550)	4 079	(4 597)	2 529	(25 420)
Produit de la titrisation	72	264	238	336	676
Variation des prêts, déduction faite de la titrisation	(8 441)	(6 058)	(3 022)	(14 499)	(6 682)
Variation des biens achetés en vertu de conventions de revente et des titres empruntés	(12 388)	(11 265)	(571)	(23 653)	(7 132)
Variation des dépôts	6 012	10 247	719	16 259	9 995
Variation des engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	1 511	10 781	(7 325)	12 292	3 895
Variation des engagements afférents à des titres vendus à découvert	12 792	(6 926)	5 602	5 866	15 445
Variation nette des montants à payer aux courtiers ou à recevoir de courtiers	(1 631)	883	826	(748)	1 236
Autres	(2 470)	(4 805)	1 800	(7 275)	1 825
Flux de trésorerie nets (affectés aux) provenant des activités opérationnelles	(2 653)	1 658	(4 185)	(995)	(194)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement					
Variation des dépôts productifs d'intérêts à des banques	(6 081)	616	(1 143)	(5 465)	(785)
Produits des titres disponibles à la vente	5 077	1 856	6 005	6 933	8 681
Produit de l'arrivée à échéance de titres disponibles à la vente	12 095	11 990	11 776	24 085	18 348
Produit de l'arrivée à échéance de titres détenus jusqu'à leur échéance	–	131	1 088	131	1 091
Acquisitions de titres disponibles à la vente	(14 879)	(15 169)	(11 470)	(30 048)	(23 892)
Acquisitions de titres détenus jusqu'à leur échéance	(47)	(155)	(54)	(202)	(861)
Acquisitions nettes de locaux, de matériel et d'autres immobilisations incorporelles	(391)	(371)	(323)	(762)	(644)
Flux de trésorerie nets provenant des cessions (affectés aux acquisitions)	2 671	–	440	2 671	(860)
Flux de trésorerie nets (affectés aux) provenant des activités d'investissement	(1 555)	(1 102)	6 319	(2 657)	1 078
Flux de trésorerie liés aux activités de financement					
Émission de débentures subordonnées	–	–	–	–	1 500
Remboursement de débentures subordonnées	(1 000)	–	(400)	(1 000)	(404)
Émission d'actions ordinaires	31	44	79	75	119
Actions propres – ventes	1 468	1 824	1 798	3 292	2 980
Actions propres – achats	(1 505)	(1 817)	(1 734)	(3 322)	(2 894)
Dividendes versés	(780)	(783)	(746)	(1 563)	(1 522)
Dividendes/distributions versés aux détenteurs de participations n'ayant pas le contrôle	–	(46)	–	(46)	(46)
Variation des emprunts à court terme des filiales	(16)	(13)	(569)	(29)	(703)
Flux de trésorerie nets affectés aux activités de financement	(1 802)	(791)	(1 572)	(2 593)	(970)
Incidence de la variation des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(118)	51	(144)	(67)	(188)
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(6 128)	(184)	418	(6 312)	(274)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début ⁽¹⁾	14 960	15 144	7 846	15 144	8 538
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin ⁽¹⁾	8 832 \$	14 960 \$	8 264 \$	8 832 \$	8 264 \$
Trésorerie et montants à recevoir de banques	8 828 \$	12 005 \$	8 264 \$	8 828 \$	8 264 \$
Trésorerie et montants à recevoir de banques compris dans les actifs liés aux activités abandonnées	4	2 955	–	4	–
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin ⁽¹⁾	8 832 \$	14 960 \$	8 264 \$	8 832 \$	8 264 \$
Les flux de trésorerie nets (affectés aux) provenant des activités opérationnelles comprennent les éléments suivants :					
Intérêts versés	1 572 \$	2 599 \$	1 827 \$	4 171 \$	4 714 \$
Intérêts reçus	4 789	5 184	4 791	9 973	10 118
Dividendes reçus	324	317	301	641	682
Impôt sur le résultat payé	549	1 326	551	1 875	990

(1) Nous sommes tenus de maintenir des soldes auprès des banques centrales et d'autres organismes de réglementation. Le total des soldes était de 1 943 millions de dollars au 30 avril 2012 (2 074 millions de dollars au 31 janvier 2012; 1 716 millions au 31 octobre 2011; 1 955 millions au 30 avril 2011; 2 035 millions au 31 janvier 2011).

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

Note 1 Informations générales

La Banque Royale du Canada et ses filiales exercent leurs activités sous la marque RBC. Nous offrons, à l'échelle mondiale, des services financiers diversifiés, dont des services bancaires aux particuliers et aux entreprises, des services de gestion de patrimoine, des services d'assurance, des services à la grande entreprise et de banque d'investissement et des services de traitement des opérations. Se reporter à la note 19 pour en savoir davantage sur nos secteurs d'exploitation.

La société mère, la Banque Royale du Canada, est une banque de l'annexe I en vertu de la *Loi sur les banques* (Canada), constituée et établie au Canada. Notre bureau central est situé au Royal Bank Plaza, 200 Bay Street, Toronto (Ontario), Canada, et notre siège social, au 1, Place Ville Marie, à Montréal (Québec), Canada. Nous sommes inscrits à la Bourse de Toronto et à la Bourse de New York sous le symbole RY.

Nos états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités (états financiers consolidés) ont été préparés selon les Normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) et sont présentés conformément à la Norme comptable internationale (IAS) 34, *Information financière intermédiaire*. Les états financiers consolidés ci-joints sont libellés en dollars canadiens et ont été préparés conformément à l'ensemble des IFRS publiées et en vigueur au 30 avril 2012. L'information présentée dans les tableaux est en millions de dollars, sauf les montants par action et les pourcentages. Les présents états financiers résumés ne comprennent pas toutes les informations requises par l'IASB pour nos états financiers consolidés annuels.

Les présents états financiers consolidés ont été préparés selon les méthodes comptables, décrites à la note 2, que nous prévoyons adopter dans nos états financiers consolidés annuels de 2012, qui seront nos premiers états financiers annuels préparés selon IFRS. Auparavant, nos états financiers consolidés étaient préparés selon les principes comptables généralement reconnus du Canada (PCGR du Canada). Nous avons appliqué IFRS 1, *Première application des Normes internationales d'information financière* (IFRS 1). Les méthodes comptables décrites ci-après ont été appliquées de façon uniforme à toutes les périodes présentées, y compris à nos bilans consolidés en IFRS au 1^{er} novembre 2010 (la date de transition) aux fins de la transition aux IFRS, comme l'exige IFRS 1. Les principales différences entre les méthodes comptables selon les IFRS et celles selon les PCGR du Canada, les exceptions et exemptions pertinentes, ainsi que des rapprochements illustrant l'incidence de la transition des PCGR du Canada aux IFRS sur nos actifs, nos passifs, nos capitaux propres, notre résultat global et nos flux de trésorerie sont présentés à la note 3.

Le 23 mai 2012, le conseil d'administration a autorisé la publication de ces états financiers consolidés.

Note 2 Sommaire des principales méthodes comptables

Les principales méthodes comptables utilisées dans la préparation des présents états financiers consolidés sont résumées ci-après.

Informations générales

Principes de consolidation

Nos états financiers consolidés comprennent l'actif et le passif ainsi que les résultats opérationnels de la société mère, la Banque Royale du Canada, et de ses filiales, y compris certaines entités ad hoc, compte tenu de l'élimination des transactions et des soldes interentreprises.

Activités poursuivies

Comme il est décrit à la note 8, nous avons conclu la vente de Liberty Life Insurance Company (Liberty Life), notre unité d'assurance-vie aux États-Unis, au cours du deuxième trimestre de 2011 et avons annoncé la vente de la quasi-totalité de nos services bancaires régionaux aux États-Unis au cours du troisième trimestre de 2011. Nous avons conclu cette vente au cours du trimestre considéré.

La vente de Liberty Life a été comptabilisée à titre d'activités abandonnées dans nos bilans consolidés et nos comptes consolidés de résultat pour toutes les périodes présentées. La vente de nos activités bancaires de détail régionales aux États-Unis et celle d'autres actifs ont été comptabilisées à titre d'activités abandonnées dans nos bilans consolidés à compter du troisième trimestre de 2011 et dans nos comptes consolidés de résultat pour toutes les périodes présentées.

Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées

Les actifs non courants (et les groupes destinés à être cédés) sont classés comme détenus en vue de la vente si leur valeur comptable sera recouvrée principalement par le biais d'une transaction de vente plutôt que par l'utilisation continue. Pour que tel soit le cas, l'actif doit être disponible en vue de la vente immédiate dans son état actuel, la direction doit s'être engagée à l'égard de la vente et il doit être hautement probable que la vente aura lieu d'ici un an. Les actifs non courants (et les groupes destinés à être cédés) classés comme détenus en vue de la vente sont évalués au plus faible de leur valeur comptable précédente et de la juste valeur diminuée des coûts de la vente, et sont présentés séparément des autres actifs non courants dans les bilans consolidés.

Un groupe destiné à être cédé est classé à titre d'activités abandonnées s'il respecte les conditions suivantes : i) il s'agit d'une composante distincte du reste de nos activités, tant du point de vue opérationnel que financier et ii) soit il représente une ligne d'activité principale et distincte, soit il fait partie d'un plan coordonné pour céder une ligne d'activité ou une région géographique principale et distincte. Les groupes destinés à être cédés classés dans les activités abandonnées sont présentés séparément de nos activités poursuivies dans nos comptes consolidés de résultat.

Filiales et entités ad hoc

Les filiales sont des entités sur lesquelles nous exerçons un contrôle, le contrôle étant défini comme le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entité afin d'obtenir des avantages de ses activités. Nous consolidons nos filiales à partir de la date à laquelle le contrôle nous a été transféré, et cessons de les consolider lorsqu'elles ne sont plus contrôlées par nous.

Nous consolidons également les entités ad hoc sur lesquelles nous exerçons un contrôle. Les entités ad hoc comprennent les entités commanditées pour diverses raisons, y compris les entités constituées afin de permettre aux clients d'investir dans des actifs non traditionnels, ainsi que celles constituées aux fins des opérations de titrisation d'actifs ou aux fins de l'achat ou de la vente d'une protection de crédit. Afin de déterminer si nous contrôlons une entité ad hoc, nous examinons les facteurs suivants : i) si les activités de l'entité ad hoc sont menées selon nos besoins opérationnels spécifiques de façon à ce que nous obtenions des avantages des activités de l'entité ad hoc; ii) si nous avons les pouvoirs de décision pour obtenir la majorité des avantages; iii) si nous obtiendrons la majorité des avantages liés aux activités de l'entité ad hoc; et iv) si nous conservons la majorité des risques résiduels ou inhérents à la propriété relatifs à l'entité ad hoc ou à ses actifs afin d'obtenir des avantages de ses activités. Nous devons exercer notre jugement pour déterminer si nous contrôlons une entité selon ces facteurs. Nous consolidons une entité ad hoc si, selon l'évaluation des facteurs pertinents et le jugement de la direction, nous déterminons que nous contrôlons cette entité.

Les participations ne donnant pas le contrôle dans les filiales et les entités ad hoc que nous consolidons sont présentées dans nos bilans consolidés à titre de composante distincte des capitaux propres, séparément des capitaux propres attribuables aux actionnaires. Le bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle est présenté séparément dans les comptes consolidés de résultat.

Participations dans des entreprises associées

La méthode de la mise en équivalence est utilisée pour comptabiliser les placements dans des sociétés en commandite et des sociétés liées sur lesquelles nous exerçons une influence notable. Selon la méthode de la mise en équivalence, les placements sont initialement comptabilisés au coût et la valeur comptable est augmentée ou diminuée pour comptabiliser notre quote-part dans le résultat net de l'entreprise détenue (y compris le résultat net comptabilisé directement dans les capitaux propres) après la date d'acquisition.

Participations dans des coentreprises

La méthode de la consolidation proportionnelle est utilisée pour comptabiliser nos participations dans des entités contrôlées conjointement; selon cette méthode, nous consolidons la quote-part qui nous revient des actifs, des passifs, des revenus et des charges.

Utilisation d'estimations et d'hypothèses

La préparation d'états financiers consolidés exige que la direction établisse des estimations subjectives et des hypothèses qui influent sur les montants présentés concernant les actifs, les passifs, le résultat net et l'information connexe. Les estimations faites par la direction se fondent sur l'expérience passée et des hypothèses qui sont considérées comme étant raisonnables. Les principales sources d'incertitude liée aux estimations comprennent : la provision pour pertes sur créances, la détermination de la juste valeur des instruments financiers, les provisions pour litiges, les sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance, les prestations de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi, la valeur comptable du goodwill et des immobilisations incorporelles ayant une durée de vie limitée, les produits différés au titre du programme de fidélisation des clients détenteurs d'une carte de crédit, l'impôt sur le résultat, la consolidation d'entités ad hoc et la décomptabilisation d'actifs financiers. Par conséquent, les résultats réels pourraient être différents de ces estimations, ce qui pourrait avoir une incidence sur nos futurs états financiers consolidés. Se reporter aux méthodes comptables pertinentes décrites dans cette note pour plus de détails sur notre utilisation d'estimations et d'hypothèses.

Jugements critiques

Lors de la préparation des présents états financiers consolidés, la direction a dû faire des jugements critiques qui ont une incidence sur la valeur comptable de certains actifs et passifs et sur les montants présentés des revenus et des charges comptabilisés au cours de la période. Les éléments suivants ont nécessité des jugements critiques : les entités ad hoc, la dépréciation des valeurs mobilières, la juste valeur des instruments financiers, la titrisation, la provision pour pertes sur créances, les avantages du personnel, l'impôt sur le résultat et le goodwill. Se reporter aux méthodes comptables pertinentes présentées dans cette note pour en savoir davantage sur nos jugements critiques.

Modification de la présentation des états financiers

Comme il est mentionné aux notes 10 et 12, au cours de ce trimestre, nous avons reclassé rétrospectivement les garanties en espèces versées des postes Dépôts productifs d'intérêts à des banques et Prêts – prêts de gros au poste Autres actifs et les garanties en espèces reçues du poste Dépôts au poste Autres passifs, afin de mieux refléter la nature des soldes. Le reclassement ne concerne pas les garanties en espèces reçues ou payées relativement aux titres empruntés et aux titres prêtés, qui sont actuellement présentées dans les postes Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés et Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés, respectivement.

Instruments financiers – comptabilisation et évaluation

Valeurs mobilières

Les titres sont classés initialement, selon l'intention de la direction, comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net, disponibles à la vente ou détenus jusqu'à leur échéance. Certains titres d'emprunt à paiements déterminés ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif peuvent être classés au titre des prêts et créances.

Les titres détenus à des fins de transaction comprennent les titres acquis aux fins de vente à court terme qui sont classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net en raison de leur nature, ainsi que les titres désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net selon l'option de la juste valeur. Les obligations découlant de la livraison des titres détenus à des fins de transaction vendus mais non encore acquis sont comptabilisées à titre de passif et inscrites à leur juste valeur. Les profits et les pertes réalisés et latents relativement à ces titres sont inclus dans le poste Revenus tirés des activités de négociation, sous la rubrique Revenus autres que d'intérêt. Les dividendes et les revenus d'intérêt afférents aux titres détenus à des fins de transaction sont comptabilisés dans le revenu d'intérêt. Les intérêts et les dividendes sur les titres portant intérêt et les titres de participation vendus à découvert sont comptabilisés dans les frais d'intérêt.

Les titres disponibles à la vente comprennent : i) les titres qui peuvent être vendus par suite ou en prévision de variations des taux d'intérêt et du risque connexe de paiement anticipé, de variations du risque de change, de changements des sources ou des modalités de financement, ou encore pour répondre aux besoins de liquidités; et ii) les titres de substitut de prêt, qui consistent en des instruments de financement de clients, structurés comme des placements après impôt plutôt que comme des prêts ordinaires afin d'offrir aux clients un taux d'emprunt avantageux. Les titres disponibles à la vente sont évalués à la juste valeur. Les profits et les pertes latents découlant des variations de la juste valeur sont comptabilisés dans les autres composantes des capitaux propres. Les variations des taux de change liés aux titres de participation disponibles à la vente sont comptabilisées dans les autres composantes des capitaux propres, alors que les variations des taux de change liés aux titres d'emprunt disponibles à la vente sont comptabilisées au poste Revenus de change, autres que ceux tirés des activités de négociation, dans les revenus autres que d'intérêt. Lorsque le titre est vendu, tout profit ou perte cumulé comptabilisé dans les autres composantes des capitaux propres est inclus au poste Profit net (perte nette) sur les titres disponibles à la vente, dans les revenus autres que d'intérêt. Les primes ou les escomptes à l'achat de titres d'emprunt disponibles à la vente sont amortis sur la durée de vie du titre selon la méthode du taux d'intérêt effectif et sont comptabilisés dans le revenu net d'intérêt.

Chaque date de clôture, ou plus fréquemment lorsque les conditions l'exigent, nous évaluons nos titres disponibles à la vente afin de déterminer s'il existe une indication objective de dépréciation. Une telle indication existe notamment lorsqu'il y a une baisse importante ou prolongée de la juste valeur d'un placement en deçà de son coût, ou lorsqu'une incidence négative sur les flux de trésorerie futurs provenant d'un actif ou d'un groupe d'actifs peut être estimée de façon fiable. Nous devons faire largement appel au jugement pour évaluer si certains événements ou circonstances sont des indications objectives de dépréciation, y compris si une diminution importante ou prolongée de la juste valeur constitue une dépréciation ainsi que l'estimation et le moment de la réalisation des flux de trésorerie futurs. Si un titre disponible à la vente a subi une perte de valeur, la perte cumulée latente qui a antérieurement été comptabilisée dans les autres composantes des capitaux propres est sortie des capitaux propres et comptabilisée au poste Profit net (perte nette) sur les titres disponibles à la vente, dans les revenus autres que d'intérêt. Le montant de la perte cumulée est égal à la différence entre le coût amorti et la juste valeur actuelle du titre, diminuée de toute perte de valeur antérieurement comptabilisée. À la suite d'une dépréciation, les diminutions additionnelles de la juste valeur sont comptabilisées dans les revenus autres que d'intérêt, sauf si la diminution est liée à des variations du taux d'intérêt sans risque, et les augmentations de la juste valeur sont comptabilisées dans les autres composantes des capitaux propres jusqu'à la vente. En ce qui a trait aux titres d'emprunt disponibles à la vente, le montant de la reprise des pertes de valeur antérieurement comptabilisées est inscrit dans nos comptes consolidés de résultat si la reprise peut être objectivement reliée à un événement survenant après la comptabilisation de la perte de valeur.

Les titres détenus jusqu'à leur échéance sont des titres d'emprunt que nous avons l'intention et la capacité de détenir jusqu'à la date d'échéance. Ces titres sont initialement comptabilisés à la juste valeur et par la suite évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, diminué de toute perte de valeur que nous évaluons au moyen du même modèle de dépréciation que celui utilisé pour les prêts. Les revenus d'intérêt et l'amortissement des primes et des escomptes sur les titres d'emprunt sont comptabilisés dans le revenu net d'intérêt. Nous détenons une quantité peu importante de titres détenus jusqu'à leur échéance. Tous les titres détenus jusqu'à leur échéance ont été inclus dans les titres disponibles à la vente de nos bilans consolidés.

Note 2 Sommaire des principales méthodes comptables (suite)

Nous comptabilisons la totalité de nos titres selon la méthode de comptabilisation à la date de règlement. Les variations de la juste valeur entre la date de transaction et la date de règlement sont inscrites dans le résultat en ce qui a trait aux titres classés ou désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net, et les variations de la juste valeur des titres disponibles à la vente entre la date de transaction et la date de règlement sont comptabilisées dans les autres éléments du bénéfice global, à l'exception des variations des taux de change sur les titres d'emprunt, lesquelles sont comptabilisées dans les revenus autres que d'intérêt.

Option de la juste valeur

Un instrument financier peut être désigné comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net (option de la juste valeur) au moment de la constatation initiale, et ce, même si cet instrument n'a pas été acquis ou pris en charge principalement en vue de sa revente ou de son rachat à court terme. Un instrument qui est désigné comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net en vertu de l'option de la juste valeur doit avoir une juste valeur mesurable de façon fiable et satisfaisante à l'un des critères suivants : i) il en résulte l'élimination ou la réduction importante d'une disparité de traitement en matière d'évaluation ou de comptabilisation qui résulterait autrement du fait que les actifs ou les passifs sont évalués sur une base différente, ou que les profits et les pertes sur ces éléments sont comptabilisés sur une base différente; ii) la gestion et l'évaluation du groupe d'actifs financiers ou de passifs financiers auquel appartient l'instrument se font en fonction de la juste valeur conformément à notre stratégie en matière de gestion des risques, et l'information est communiquée sur cette base à la haute direction, et nous pouvons démontrer que les risques financiers importants sont éliminés ou réduits de manière importante ou iii) un dérivé est incorporé au contrat hôte financier ou non financier et le dérivé n'est pas étroitement lié au contrat hôte.

Les instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net sont comptabilisés à la juste valeur et tout profit ou toute perte latent découlant des variations de la juste valeur est inscrit en tant que revenu tiré des activités de négociation ou au poste Autres. Ces instruments ne peuvent pas être sortis de la catégorie « à la juste valeur par le biais du résultat net » pendant qu'ils sont détenus ou une fois qu'ils ont été émis.

Pour déterminer les ajustements à la juste valeur de nos titres d'emprunt désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net, nous calculons la valeur actualisée de ces instruments en fonction des flux de trésorerie contractuels sur la durée du contrat, selon notre taux de financement effectif au début et à la fin de la période, et comptabilisons dans les revenus tirés des activités de négociation ou au poste Autres la variation de la valeur actualisée.

Détermination de la juste valeur

La juste valeur d'un instrument financier correspond à la contrepartie pour laquelle ce dernier serait échangé dans le cadre d'une transaction conclue dans des conditions de concurrence normale entre des parties compétentes agissant en toute liberté. La juste valeur des instruments identiques négociés sur un marché actif est fondée sur les plus récents cours de clôture dans le marché actif le plus avantageux pour cet instrument. Lorsqu'il n'y a pas de marché actif, nous déterminons la juste valeur selon les cours du marché pour des instruments financiers présentant des caractéristiques et des profils de risque semblables.

La juste valeur des instruments financiers qui ne sont pas négociés sur un marché actif est déterminée selon l'information fournie par des services d'établissement des prix ou au moyen de modèles d'évaluation reposant sur des données d'entrée. Les données des modèles d'évaluation sont soit observables, soit non observables. Nous nous basons principalement sur des facteurs de marché externes facilement observables et disponibles. Les données observables prises en compte dans les modèles d'évaluation des instruments financiers comprennent certains prix et taux sur les courbes de rendement des taux d'intérêt pour des instruments à plus court terme des pays du G7 (le Canada, les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Italie, la France, l'Allemagne et le Japon), et des pays non membres du G7, les taux de change et la volatilité des prix et des taux. Les données non observables comprennent certains prix et taux sur les courbes de rendement des taux d'intérêt pour des instruments à plus long terme des pays du G7 et des pays non membres du G7, les taux de remboursement anticipé, les écarts de taux, la probabilité d'une défaillance, les taux de recouvrement, la volatilité du cours des actions et les corrélations avec la probabilité d'une défaillance ou les paniers d'actions ordinaires. Dans certaines circonstances, nous pouvons ajuster les données prises en compte dans le modèle afin de refléter l'incertitude de l'évaluation (ajustements de l'évaluation liés au modèle et aux paramètres) de façon à déterminer la juste valeur en fonction des hypothèses qui seraient prises en compte par les participants du marché dans le cadre de l'établissement du prix des instruments financiers.

La plupart de nos instruments financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net (autres que les dérivés) et comme disponibles à la vente comportent des titres d'emprunt et des titres de participation négociés activement et sont comptabilisés à la juste valeur selon les cours du marché disponibles. Toutes nos opérations sur dérivés sont comptabilisées à la juste valeur. La juste valeur des dérivés négociés en Bourse est établie en fonction des cours de clôture. Les dérivés hors cote sont évalués soit au moyen de modèles d'évaluation standards utilisés dans le secteur ou au moyen de modèles d'évaluation élaborés à l'interne. Les données des modèles d'évaluation sont soit observables, soit non observables. Lorsque nous déterminons qu'il y a une différence entre le prix de transaction et la juste valeur à la date de transaction, le profit ou la perte latent est différé et comptabilisé seulement lorsque les données du marché non observables deviennent observables, ou lorsque l'instrument financier est décomptabilisé.

Dans le cas de certains titres non cotés sur un marché actif, des ajustements de l'évaluation peuvent être apportés à l'égard de la liquidité, si nous croyons que ces instruments pourraient être cédés pour un montant moindre que leur juste valeur estimative par suite d'un manque de liquidité du marché sur une période raisonnable. Nous apportons également des ajustements à l'évaluation lorsque les cours du marché ne sont pas observables en raison d'un volume de transactions insuffisant ou d'un manque de transactions récentes sur un marché inactif.

Nous apportons également des ajustements à l'évaluation relativement au risque de crédit lié à nos portefeuilles de dérivés afin d'établir la juste valeur de ceux-ci. Ces ajustements tiennent compte de notre solvabilité et de celle de nos contreparties, de l'évaluation à la valeur de marché actuelle ou future éventuelle des opérations ainsi que de l'incidence des mesures d'atténuation du risque de crédit, telles que les accords généraux de compensation et les conventions accessoires. Nous mettons à jour régulièrement les ajustements de l'évaluation du crédit afin de tenir compte de la variation de la valeur des dérivés et du risque lié au rendement des contreparties. Des changements apportés aux ajustements de l'évaluation du crédit sont comptabilisés dans le résultat de la période considérée.

En ce qui a trait aux passifs financiers, y compris les dépôts désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net, la juste valeur est établie en fonction de la valeur actualisée des flux de trésorerie contractuels de l'instrument selon les taux d'intérêt du marché appropriés. Les taux d'intérêt du marché appropriés comprennent les taux d'intérêt de référence observables et les écarts de taux, qui sont soit observables ou non observables.

Nous disposons de politiques internes documentées qui détaillent nos processus d'évaluation de la juste valeur, y compris les méthodes utilisées pour déterminer les ajustements de l'évaluation. Ces méthodes sont appliquées de façon uniforme et font périodiquement l'objet d'un examen par la Gestion des risques du Groupe et par le groupe Finance. L'application de données non observables aux modèles d'évaluation et les ajustements de l'évaluation sont deux éléments faisant largement appel à l'exercice du jugement. La note 4 présente une répartition des justes valeurs des instruments financiers évalués au moyen des cours du marché sur les marchés actifs (niveau 1), au moyen de techniques d'évaluation reposant sur des données de marché observables (niveau 2) et au moyen de techniques d'évaluation reposant sur des données importantes qui ne

sont pas observables sur le marché (niveau 3). Une discussion sur les éléments de l'évaluation ayant nécessité le plus de jugement, ce qui comprend les modifications à notre hiérarchie de la juste valeur, l'élaboration d'autres hypothèses raisonnablement possibles et les profits et les pertes latents sur les titres disponibles à la vente est présentée aux notes 4 et 5.

Coûts de transaction

En ce qui concerne les instruments financiers classés ou désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net, les coûts de transaction sont passés en charges au fur et à mesure qu'ils sont engagés. Les coûts de transaction liés aux autres instruments financiers sont inscrits au bilan au moment de la comptabilisation initiale. Pour les actifs et passifs financiers évalués au coût amorti, les coûts de transaction inscrits au bilan sont amortis par le biais du résultat net sur la durée de vie estimée de l'instrument selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Pour les actifs financiers disponibles à la vente évalués à la juste valeur qui n'ont pas de paiements déterminés ou déterminables ni d'échéance fixe, les coûts de transaction inscrits à l'actif sont comptabilisés en résultat net lorsque l'actif est décomptabilisé ou subit une dépréciation.

Biens achetés en vertu de conventions de revente et biens vendus en vertu de conventions de rachat

Nous achetons des valeurs mobilières dans le cadre de conventions de revente et nous prenons possession de ces valeurs mobilières. Les conventions de revente sont traitées comme des transactions de prêts assortis de garanties, c'est-à-dire que nous suivons de près la valeur de marché des valeurs mobilières acquises et que des garanties supplémentaires sont obtenues, au besoin. Nous avons le droit de liquider les garanties en cas de défaillance de la part de la contrepartie. Nous vendons également des valeurs mobilières en vertu de conventions de rachat, lesquelles sont traitées comme des transactions d'emprunts assortis de garanties. Les titres reçus en vertu de conventions de revente et les titres livrés en vertu de conventions de rachat ne sont pas comptabilisés dans nos bilans consolidés ou décomptabilisés de ceux-ci, respectivement, à moins que les risques et avantages liés au droit de propriété aient été obtenus ou abandonnés.

Les conventions de revente et de rachat sont inscrites aux bilans consolidés aux montants d'achat ou de vente initiaux des valeurs mobilières, sauf lorsqu'elles sont désignées comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net et qu'elles sont comptabilisées à la juste valeur. Les intérêts gagnés sur les conventions de revente sont présentés à titre de revenu d'intérêt, et les intérêts engagés sur les conventions de rachat sont présentés à titre de frais d'intérêt dans nos comptes consolidés de résultat. Les variations de la juste valeur liées aux conventions de revente et de rachat désignées comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net sont incluses dans le poste Revenus tirés des activités de négociation ou dans le poste Autres, sous la rubrique Revenus autres que d'intérêt.

Titrisation et décomptabilisation d'actifs financiers

Nos diverses activités de titrisation consistent généralement en un transfert d'actifs financiers, tels que des prêts ou des titres adossés à des créances hypothécaires structurés, à des entités ad hoc ou à des fiducies indépendantes, lesquelles émettent ensuite des titres aux investisseurs.

Les actifs financiers sont décomptabilisés de nos bilans consolidés lorsque nos droits contractuels aux flux de trésorerie des actifs expirent, lorsque nous conservons les droits de recevoir les flux de trésorerie des actifs mais avons l'obligation de verser ces flux de trésorerie à un tiers sous réserve de certaines exigences de transfert ou lorsque nous transférons nos droits contractuels de recevoir les flux de trésorerie et que la quasi-totalité des risques et avantages des actifs ont été transférés. Lorsque nous conservons la quasi-totalité des risques et des avantages liés au droit de propriété des actifs transférés, ceux-ci ne sont pas décomptabilisés de nos bilans consolidés et sont comptabilisés comme des transactions de financement garanti. Lorsque nous ne conservons ni ne transférons la quasi-totalité des risques et des avantages liés au droit de propriété des actifs, nous décomptabilisons les actifs si le contrôle de l'actif est abandonné. Si nous conservons le contrôle des actifs transférés, nous continuons de comptabiliser les actifs transférés dans la mesure où nous conservons des liens.

Nous devons faire largement appel au jugement lorsque nous déterminons si nous avons transféré ou conservé la quasi-totalité des risques et avantages liés au droit de propriété de l'actif financier transféré. Les droits et les obligations conservés dans le transfert, comme la gestion des actifs et des passifs, sont comptabilisés séparément à titre d'actifs ou de passifs, selon le cas.

Décomptabilisation des passifs financiers

Nous sortons un passif financier de nos bilans consolidés lorsque l'obligation précisée au contrat est acquittée ou annulée ou a expiré. Nous comptabilisons l'écart entre la valeur comptable d'un passif financier transféré et la contrepartie payée dans nos comptes consolidés de résultat.

Acceptations

Les acceptations sont des instruments négociables à court terme émis par nos clients à des tiers et que nous garantissons. Le passif éventuel au titre des acceptations est comptabilisé au poste Autres – Acceptations dans nos bilans consolidés. Le recours contre nos clients, dans le cas où ces engagements devraient être acquittés, est comptabilisé comme un actif de valeur équivalente au poste Autres – Engagements de clients en contrepartie d'acceptations. Les commissions gagnées sont comptabilisées à la rubrique Revenus autres que d'intérêt.

Dérivés

Les dérivés sont utilisés principalement dans les activités de vente et de négociation. Les dérivés sont également utilisés pour gérer les risques de taux d'intérêt, de change, de crédit et les autres risques de marché. Les dérivés les plus souvent utilisés sont les swaps de taux d'intérêt, les contrats à terme standardisés sur taux d'intérêt, les contrats de garantie de taux d'intérêt, les options sur taux d'intérêt, les contrats de change à terme de gré à gré, les swaps de devises, les contrats à terme standardisés sur devises, les options sur devises, les swaps sur actions et les produits dérivés de crédit. Tous les dérivés sont comptabilisés dans nos bilans consolidés à la juste valeur, y compris les dérivés incorporés à des contrats financiers et non financiers qui ne sont pas étroitement liés aux contrats hôtes.

Lorsque des dérivés sont incorporés dans d'autres instruments financiers ou contrats hôtes, de tels regroupements sont appelés instruments hybrides et font en sorte que certains des flux de trésorerie de l'instrument hybride varient d'une façon semblable à celle d'un dérivé autonome. Si le contrat hôte n'est pas comptabilisé à la juste valeur, et que les variations de la juste valeur ne sont pas prises en compte dans nos comptes consolidés de résultat, le dérivé incorporé doit habituellement être séparé du contrat hôte et comptabilisé de façon distincte à la juste valeur par le biais du résultat net si les caractéristiques économiques et les risques du dérivé incorporé ne sont pas étroitement liés à ceux du contrat hôte. Tous les dérivés incorporés sont présentés sur une base combinée avec les contrats hôtes, bien qu'ils soient séparés aux fins de l'évaluation lorsque les conditions nécessaires à la séparation sont remplies.

Lorsque des dérivés sont utilisés dans le cadre des activités de vente et de négociation, les profits et les pertes réalisés et latents sur ces dérivés sont constatés au poste Revenus autres que d'intérêt – Revenus tirés des activités de négociation. Les dérivés ayant une juste valeur positive sont présentés à titre d'actifs dérivés, alors que les dérivés ayant une juste valeur négative sont présentés à titre de passifs dérivés. Conformément à notre politique pour la compensation des actifs et des passifs financiers, décrite ci-dessous, la juste valeur nette de certains actifs et passifs dérivés est présentée à titre d'actif ou de passif, selon le cas. Les ajustements de l'évaluation à l'égard des risques de marché et de crédit et les primes versées sont également inclus dans les actifs dérivés, tandis que les primes reçues sont présentées dans les passifs dérivés.

Lorsque les dérivés sont utilisés pour gérer nos propres risques, nous déterminons pour chaque dérivé si la comptabilité de couverture est appropriée, comme il est expliqué à la rubrique Comptabilité de couverture ci-après.

Note 2 Sommaire des principales méthodes comptables (suite)*Comptabilité de couverture*

Nous utilisons des dérivés et des produits non dérivés dans le cadre de nos stratégies de couverture afin de gérer notre exposition aux risques de taux d'intérêt, de change et de crédit ainsi qu'aux autres risques de marché. Si la comptabilité de couverture est appropriée, la relation de couverture est désignée et documentée dès sa mise en place pour déterminer l'objectif précis de gestion du risque ainsi que la stratégie de couverture. La documentation précise l'actif, le passif ou les flux de trésorerie prévisionnels couverts, le risque géré par l'opération de couverture, le type d'instrument de couverture utilisé et la méthode d'évaluation de l'efficacité qui sera appliquée. Nous évaluons, aussi bien lors de la mise en place de la couverture que sur une base continue, si les instruments de couverture ont été hautement efficaces pour compenser les variations de la juste valeur ou des flux de trésorerie des éléments couverts. Une couverture est considérée comme hautement efficace seulement si les deux conditions suivantes sont réunies : i) à la mise en place de la couverture et au cours des périodes ultérieures, on s'attend à ce que la couverture soit hautement efficace pour compenser les variations de juste valeur ou des flux de trésorerie attribuables au risque couvert; ii) les résultats réels de l'opération de couverture se situent dans un intervalle prédéterminé. Dans le cas d'une couverture de transaction prévue, il doit être hautement probable que la transaction se concrétise et cette dernière doit présenter un risque de variation des flux de trésorerie qui pourrait au bout du compte avoir une incidence sur le profit net ou la perte nette présentée. On cesse d'appliquer la comptabilité de couverture sur une base prospective lorsqu'il est établi que l'instrument de couverture n'est plus une couverture efficace, lorsque l'instrument de couverture est liquidé ou vendu, lorsque l'élément couvert est vendu ou liquidé avant l'échéance prévue ou lorsque la transaction prévue a cessé d'être hautement probable. Veuillez vous reporter à la note 7 pour obtenir des renseignements sur la juste valeur des instruments dérivés et non dérivés en fonction de leur relation de couverture, ainsi que sur les dérivés qui ne sont pas désignés comme des instruments de couverture.

Couvertures de la juste valeur

Dans une relation de couverture de la juste valeur, la valeur comptable de l'élément couvert est ajustée en fonction des variations de la juste valeur attribuables au risque couvert et est constatée dans les revenus autres que d'intérêt. Les variations de la juste valeur de l'élément couvert, dans la mesure où la relation de couverture est efficace, sont compensées par les variations de la juste valeur du dérivé de couverture, lesquelles sont également constatées dans les revenus autres que d'intérêt. Lorsqu'on cesse d'appliquer la comptabilité de couverture, la valeur comptable de l'élément couvert n'est plus ajustée et les ajustements cumulatifs à la juste valeur de la valeur comptable de l'élément couvert sont amortis dans le résultat net sur la durée de vie restante de l'élément couvert.

Nous utilisons principalement des swaps de taux d'intérêt pour couvrir notre risque lié aux variations de la juste valeur des instruments à taux fixe découlant des fluctuations des taux d'intérêt.

Couvertures de flux de trésorerie

Dans une relation de couverture de flux de trésorerie, la tranche efficace de la variation de la juste valeur du dérivé de couverture, déduction faite de l'impôt, est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global, et la tranche inefficace est comptabilisée dans les revenus autres que d'intérêt. Lorsque la comptabilité de couverture cesse d'être appliquée, les montants accumulés auparavant comptabilisés dans les autres composantes des capitaux propres sont reclassés dans le revenu net d'intérêt au cours des périodes où la variabilité des flux de trésorerie de l'élément couvert influe sur le revenu net d'intérêt. Les profits et les pertes sur les dérivés sont reclassés immédiatement dans le résultat net lorsque l'élément couvert est vendu ou liquidé avant l'échéance prévue. Nous utilisons principalement des swaps de taux d'intérêt pour couvrir la variabilité des flux de trésorerie liés à un actif ou à un passif à taux variable.

Couvertures de l'investissement net

Dans le cas de la couverture du risque de change lié à un investissement net dans un établissement à l'étranger, la tranche efficace des profits et des pertes de change sur les instruments de couverture, déduction faite de l'impôt applicable, est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global, alors que la tranche inefficace est comptabilisée dans les revenus autres que d'intérêt. La totalité ou une partie des montants précédemment inclus dans les autres composantes des capitaux propres sont comptabilisés dans le résultat net à la cession totale ou partielle de l'établissement étranger.

Nous utilisons des contrats de change et des passifs libellés en devises pour gérer le risque de change lié aux investissements nets dans des établissements à l'étranger qui ont une monnaie fonctionnelle autre que le dollar canadien.

Prêts

Les prêts sont des actifs financiers non dérivés à paiements déterminés ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif et qui ne sont pas classés comme disponibles à la vente. Les prêts sont initialement comptabilisés à la juste valeur. Lorsque des prêts sont accordés au taux du marché, la juste valeur correspond au montant versé aux emprunteurs auquel s'ajoutent les coûts directs et marginaux. Les prêts sont par la suite évalués au coût amorti à l'aide de la méthode du taux d'intérêt effectif, duquel la dépréciation est retranchée, à moins que nous entendions les vendre dans un avenir proche au moment de leur création ou qu'ils aient été désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net; auquel cas, ils sont constatés à la juste valeur.

Nous évaluons à chaque date de clôture s'il y a une indication objective qu'un prêt est douteux. Les indications qu'un prêt est douteux comprennent les indices que l'emprunteur connaît des difficultés financières importantes, la probabilité de faillite ou d'autre réorganisation financière et la diminution mesurable des flux de trésorerie futurs estimés attestés par les changements défavorables de la solvabilité de l'emprunteur ou la conjoncture économique corrélée avec les défauts de paiement. Lorsqu'un paiement est en souffrance depuis 90 jours, les prêts, à l'exception des soldes de cartes de crédit et des prêts garantis ou assurés par un gouvernement canadien (fédéral ou provincial) ou par un organisme gouvernemental canadien (collectivement, entités gouvernementales canadiennes), sont classés à titre de prêts douteux, sauf s'ils sont entièrement garantis et qu'il est raisonnable de s'attendre à ce que les efforts de recouvrement donnent lieu à un remboursement de la dette à l'intérieur d'un délai de 180 jours après la date d'échéance. Les soldes de cartes de crédit sont sortis du bilan lorsqu'un paiement est en souffrance depuis 180 jours. Les prêts garantis par une entité gouvernementale canadienne sont classés à titre de prêts douteux lorsqu'ils sont en souffrance depuis 365 jours.

Les actifs acquis en règlement d'un prêt problème sont inscrits à leur juste valeur moins les coûts de la vente. La juste valeur est évaluée soit en fonction de la valeur de marché du moment si elle est disponible, soit en fonction de la valeur actualisée des flux de trésorerie. Tout excédent de la valeur comptable du prêt sur la juste valeur inscrite des actifs acquis est porté au débit des pertes de valeur sur les prêts et les autres éléments hors bilan.

Les intérêts sur les prêts sont inclus au poste Revenu d'intérêt – Prêts et sont comptabilisés au fur et à mesure qu'ils sont gagnés. Les commissions perçues à l'égard des nouveaux prêts et des prêts restructurés ou renégociés et les intérêts estimatifs sur les pénalités de prépaiement que nous prévoyons recevoir si un prêt est remboursé avant l'échéance sont différés et comptabilisés sous la rubrique Revenu d'intérêt sur la durée estimée de ces prêts selon la méthode du taux d'intérêt effectif. S'il est probable qu'un prêt en résulte, les commissions d'engagement et de

mobilisation sont également comptabilisées dans le poste Revenu d'intérêt sur la durée prévue de ce prêt selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Sinon, les commissions sont comptabilisées au poste Autres passifs et amorties dans les revenus autres que d'intérêt sur la période d'engagement ou de confirmation du prêt.

Provision pour pertes sur créances

Une provision pour pertes sur créances est constituée s'il y a une indication objective que nous ne serons pas en mesure de recouvrer tous les montants à recevoir sur notre portefeuille de prêts aux termes des modalités initiales du contrat, ou la valeur équivalente. Ce portefeuille comprend des risques figurant au bilan, tels que les prêts et les acceptations, ainsi que des éléments hors bilan tels que les lettres de crédit, les garanties et les engagements non capitalisés.

La provision est augmentée par les pertes de valeur comptabilisées et réduite par les sorties du bilan, déduction faite des recouvrements. La provision pour pertes sur créances touchant les postes du bilan est portée en réduction des actifs et la provision touchant les éléments hors bilan est comptabilisée au poste Autres passifs.

Nous évaluons si des indications objectives de dépréciation existent individuellement pour des prêts individuellement significatifs, de même que collectivement pour des prêts qui ne sont pas individuellement significatifs. Si nous déterminons qu'il n'existe pas d'indications objectives de dépréciation pour un prêt considéré individuellement, significatif ou non, nous incluons ce prêt dans un groupe de prêts présentant des caractéristiques de risque de crédit similaires et procédons à un test de dépréciation collectif. Les prêts soumis à un test de dépréciation individuel et pour lesquels une perte de valeur est comptabilisée ne sont pas pris en compte dans un test de dépréciation collectif.

Prêts soumis à un test de dépréciation individuel

Les prêts qui sont significatifs pris individuellement sont soumis à un test de dépréciation individuel afin de déceler des indices objectifs de dépréciation. Un prêt est considéré comme ayant subi une dépréciation lorsque la direction détermine qu'elle ne sera pas en mesure de recouvrer tous les montants à recevoir aux termes des modalités initiales du contrat, ou la valeur équivalente.

L'exposition au risque de crédit des prêts individuellement significatifs est évaluée en fonction de facteurs comme l'ensemble de la situation financière, des ressources et de l'historique de paiement de l'emprunteur et, le cas échéant, la valeur réalisable de tout bien affecté en garantie. S'il existe une indication de dépréciation donnant lieu à une perte de valeur, le montant de la perte correspond à la différence entre la valeur comptable du prêt, y compris les intérêts courus, et le montant recouvrable estimé. Le montant recouvrable estimé correspond à la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs prévus, déterminé au taux d'intérêt effectif original du prêt, y compris les flux de trésorerie qui résulteraient de la réalisation de la garantie, moins les coûts de la vente. Nous devons faire largement appel au jugement lorsque nous évaluons les indications de dépréciation et, lorsqu'un prêt est considéré comme ayant subi une dépréciation, le moment de la réalisation et le montant des flux de trésorerie futurs liés au prêt et aux garanties. La valeur comptable du prêt est réduite par le recours à un compte de correction de valeur et le montant de la perte est comptabilisé au poste Dotation à la provision pour pertes sur créances dans nos comptes consolidés de résultat. Après la dépréciation, le revenu d'intérêt est constaté à la désactualisation résultant de la constatation initiale de la dépréciation.

Prêts soumis à un test de dépréciation collectif

Les prêts qui ne sont pas significatifs pris individuellement, ou qui ont été soumis à un test de dépréciation individuel et n'ont pas montré d'indice de dépréciation, sont soumis à un test de dépréciation collectif. Pour réaliser une évaluation collective de la dépréciation, les prêts sont groupés selon des caractéristiques de risque similaires qui tiennent compte du type de prêt, du secteur d'activité, de la situation géographique, du type d'instrument de garantie, de l'éventuel retard de paiement observé et d'autres facteurs pertinents.

La provision relative au test de dépréciation collectif est déterminée en fonction de facteurs tels que : i) les pertes antérieures des portefeuilles comportant des caractéristiques semblables en matière de risque de crédit; ii) le jugement de la direction à l'égard de l'ampleur de la perte de valeur en fonction de la comparaison de l'historique de pertes et de la perte réelle présentée à la date de clôture, compte tenu des tendances actuelles en matière de qualité du crédit du portefeuille, de la conjoncture économique, de l'incidence des modifications des politiques et des processus, ainsi que d'autres facteurs. Les flux de trésorerie futurs d'un groupe de prêts sont soumis collectivement à un test de dépréciation sur la base des flux de trésorerie contractuels des actifs compris dans le groupe et d'un historique de pertes enregistrées sur des actifs présentant des caractéristiques de risque de crédit similaires à celles du groupe. L'historique de pertes est ajusté sur la base des données observables actuelles afin de refléter les effets des circonstances actuelles qui n'avaient pas la période sur laquelle est basé l'historique de pertes et de supprimer les effets des circonstances comprises dans la période historique qui n'existent pas actuellement. La méthodologie et les hypothèses utilisées pour estimer les flux de trésorerie futurs sont régulièrement revues afin de réduire les différences éventuelles entre les estimations de perte et la perte réelle. Nous devons faire largement appel au jugement pour évaluer l'historique de pertes, ainsi que sa relation avec les portefeuilles actuels (y compris la délinquance, les soldes des prêts et l'évaluation du crédit) et les activités, la conjoncture économique et les conditions liées au crédit courantes (y compris le rendement sectoriel, le taux de chômage et les risques liés aux pays).

La provision découlant du test de dépréciation collectif est comptabilisée en diminution du montant global des prêts ainsi que comme une dotation à la provision pour pertes sur créances.

Sortie de prêts

Les prêts et les comptes de correction de valeur pour dépréciation connexes sont sortis du bilan, intégralement ou partiellement, lorsque la possibilité de recouvrement est à peu près inexistante. Les prêts garantis sont généralement sortis du bilan après la réception de tout produit de la réalisation d'une garantie. Lorsque la valeur nette de réalisation d'une garantie a été déterminée et qu'il n'est pas raisonnable de prévoir un recouvrement additionnel, la sortie anticipée est possible. En ce qui concerne les cartes de crédit, les soldes et les provisions connexes sont sortis du bilan lorsque le paiement est en souffrance depuis 180 jours. Les prêts aux particuliers sont généralement sortis lorsqu'ils sont en souffrance depuis 150 jours.

Garanties

Les contrats de garantie financière sont des contrats qui peuvent éventuellement nous obliger à faire un paiement (sous forme de trésorerie, d'autres actifs, de nos propres actions ou de la prestation de services) pour rembourser le titulaire d'une perte qu'il subit en raison de la défaillance d'un débiteur spécifié à effectuer un paiement à l'échéance en vertu des dispositions initiales ou modifiées d'un instrument d'emprunt. Nous comptabilisons un passif dans nos bilans consolidés au début d'une garantie, lequel représente la juste valeur de l'engagement découlant de l'émission de la garantie. Les garanties financières sont par la suite réévaluées en retenant le plus élevé de deux montants : i) le montant initialement comptabilisé et ii) notre meilleure estimation de la valeur actualisée de la dépense nécessaire au règlement de l'obligation actualisée à la fin de la période de présentation de l'information financière.

Si elle satisfait à la définition de dérivé, la garantie financière est évaluée à la juste valeur à chaque date de clôture et présentée au poste Dérivés de nos bilans consolidés.

Compensation des actifs financiers et des passifs financiers

Nous présentons le solde net des actifs financiers et des passifs financiers lorsque nous avons un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et que nous avons l'intention soit de procéder à un règlement net, soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

Note 2 Sommaire des principales méthodes comptables (suite)**Assurances**

Les primes découlant de contrats de longue durée, principalement des contrats d'assurance vie, sont inscrites au poste Revenus autres que d'intérêt – Primes d'assurance, revenu de placement et honoraires au moment où elles deviennent exigibles. Les primes découlant de contrats de courte durée, principalement l'assurance IARD, et les frais liés aux services administratifs sont constatés au poste Primes d'assurance, revenu de placement et honoraires sur la durée du contrat connexe. Les primes non acquises découlant des contrats de courte durée, qui représentent la tranche non échue des primes, sont constatées au poste Autres passifs. Les placements effectués par nos services d'assurances sont classés comme disponibles à la vente ou comme prêts et créances, à l'exception des placements soutenant les obligations liées aux indemnités au titre des contrats d'assurances vie et maladie de même qu'au titre d'une partie des contrats d'assurance IARD. Ces placements sont désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net et les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans le poste Primes d'assurance, revenu de placement et honoraires.

Les sinistres et les obligations liées aux indemnités d'assurance représentent les sinistres actuels et les estimations au titre des indemnités d'assurance futures. Les obligations liées aux contrats d'assurance vie sont déterminées au moyen de la méthode canadienne axée sur le bilan, laquelle repose sur des hypothèses relatives à la mortalité, à la morbidité, aux polices tombées en déchéance, aux rachats, au rendement des placements, à la participation aux excédents, aux charges d'exploitation, aux frais d'administration des polices et aux provisions pour détérioration des résultats. Ces hypothèses sont revues au moins annuellement en fonction des résultats réels et des conditions du marché. Les obligations liées aux contrats d'assurance IARD représentent les provisions estimatives au titre des sinistres déclarés et non déclarés. Les obligations liées aux contrats d'assurance vie et d'assurance IARD sont constatées au poste Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance. Les modifications des sinistres et des obligations liées aux indemnités d'assurance sont reflétées dans le poste Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance de nos comptes consolidés de résultat au cours de la période où les estimations ont subi des variations.

Les primes cédées au titre de la réassurance et les recouvrements de réassurance relativement aux indemnités et sinistres sont prises en compte dans les revenus et charges, selon le cas. Les montants à recouvrer, qui se rapportent aux montants au titre des prestations versées et des réclamations non versées, sont inclus dans les Autres actifs.

Les coûts d'acquisition relatifs aux nouvelles activités d'assurance comprennent les commissions, les taxes sur les primes, certains coûts liés à la souscription et d'autres coûts variables liés à l'acquisition de nouvelles activités. Les coûts d'acquisition différés liés aux produits d'assurance vie sont constatés implicitement dans les sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance conformément à la méthode canadienne axée sur le bilan. Dans le cas de l'assurance IARD, ces frais sont constatés au poste Autres actifs et amortis sur la durée des contrats.

Les fonds distincts représentent les activités dans lesquelles un contrat d'assurance est conclu aux termes duquel le montant de la prestation est directement lié à la valeur de marché des placements détenus dans un fonds sous-jacent. L'entente contractuelle est telle que les actifs liés aux fonds distincts sous-jacents sont inscrits à notre nom, mais les titulaires d'une police liée à un fonds distinct prennent en charge le risque et conservent les avantages découlant du rendement du placement du fonds. Le passif lié à ces contrats est calculé en fonction des obligations contractuelles au moyen d'hypothèses actuarielles et est au moins équivalent à la valeur de rachat ou de transfert calculée par référence à la valeur des fonds ou indices sous-jacents appropriés. Les actifs et les passifs des fonds distincts sont présentés séparément dans nos bilans consolidés. Les honoraires des fonds distincts comprennent les honoraires de gestion et les frais liés à la mortalité, aux polices, à l'administration et au rachat. Nous offrons des garanties minimales relatives aux prestations consécutives au décès et à la valeur à l'échéance pour ce qui est des fonds distincts. Le passif lié à ces garanties minimales est inscrit au poste Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance.

Des tests de suffisance du passif sont effectués sur tous les portefeuilles de contrats d'assurance à chaque date de clôture pour assurer la suffisance des passifs liés aux contrats d'assurance. Les meilleures estimations actuelles des flux de trésorerie contractuels futurs, des coûts de gestion et d'administration des sinistres et des rendements des actifs qui supportent les passifs sont prises en compte dans les tests. Lorsque les résultats du test mettent en évidence une insuffisance dans les passifs, celle-ci est immédiatement comptabilisée dans nos comptes consolidés de résultat par le biais d'une réduction des coûts d'acquisition différés inclus dans les Autres actifs ou d'une augmentation des Sinistres et réclamations liées aux indemnités d'assurance.

Avantages du personnel – prestations de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi

Nous offrons un certain nombre de régimes de prestations qui fournissent des prestations de retraite et certains autres avantages aux employés admissibles. Ces régimes comprennent les régimes de retraite enregistrés à prestations définies, les régimes de retraite complémentaires, les régimes à cotisations définies et les régimes d'assurance maladie, d'assurance soins dentaires, d'assurance invalidité et d'assurance vie.

Les placements détenus par les caisses de retraite consistent principalement en des titres de participation et en des titres à revenu fixe et sont évalués à la juste valeur. Les coûts des régimes de retraite à prestations définies et la valeur actualisée des obligations au titre des prestations et des autres avantages postérieurs à l'emploi sont calculés par les actuaires du régime au moyen de la méthode des unités de crédit projetées. Notre charge au titre des régimes de retraite à prestations définies, comprise dans le poste Frais autres que d'intérêt – Ressources humaines, correspond au coût des prestations des employés au titre des services de l'année en cours, aux charges d'intérêts sur l'obligation et au rendement des placements prévu sur l'actif des régimes. Les écarts actuariels sont comptabilisés en résultat net au moyen de la méthode du report (l'approche du corridor). Les coûts des services passés sont immédiatement passés en charges dans la mesure où des droits à prestations ont été acquis, et sont autrement comptabilisés de façon linéaire sur la période moyenne d'acquisition des droits. Les profits et les pertes sur la réduction ou la liquidation des régimes à prestations définies sont comptabilisés en résultat au moment où se produit la réduction ou la liquidation.

Pour chaque régime de retraite à prestations définies, nous comptabilisons la valeur actualisée de nos obligations au titre des prestations définies, déduction faite de la juste valeur du régime, de même que les ajustements relatifs à tout écart actuariel non comptabilisé et aux coûts des services passés non comptabilisés, comme un passif au titre des prestations définies et nous le constatons au poste Charge à payer au titre des prestations et des autres avantages postérieurs à l'emploi constitués dans nos bilans consolidés. Dans le cas des régimes pour lesquels le passif au titre des prestations définies est négatif (c.-à-d. qu'il s'agit d'un actif au titre des prestations définies), le montant est comptabilisé comme un actif au poste Coût des prestations payé d'avance. L'évaluation de l'actif se limite au moins élevé de i) l'actif au titre des prestations définies et de ii) la somme des pertes actuarielles et des coûts des services passés non comptabilisés et de la valeur actualisée de tout remboursement du régime ou diminution dans les cotisations futures au régime.

Le calcul de la charge et de l'obligation au titre des prestations définies repose sur diverses hypothèses telles que les taux d'actualisation, les taux de rendement prévu des actifs, les taux tendanciels en matière de coûts des soins de santé, les augmentations salariales prévues, l'âge de la retraite, ainsi que les taux de mortalité et de cessation d'emploi. Les hypothèses à l'égard des taux d'actualisation sont déterminées à partir d'une courbe de rendement de titres d'emprunt de sociétés ayant une note AA. La direction formule toutes les autres hypothèses, en faisant largement appel à l'exercice du jugement, et les actuaires procèdent à leur examen. En raison de la nature à long terme de ces régimes, de telles estimations et hypothèses comportent un degré important d'incertitude. Tout écart entre les résultats réels et les hypothèses actuarielles influera sur les montants de l'obligation et de la charge au titre des prestations que nous comptabilisons.

Nos cotisations aux régimes à cotisations définies sont passées en charges lorsque les employés ont rendu des services en échange de telles cotisations, soit habituellement dans l'année de la cotisation. La charge au titre des régimes à cotisations définies est inscrite dans le poste Frais autres que d'intérêt – Ressources humaines.

Rémunération fondée sur des actions

Nous offrons des régimes de rémunération fondée sur des actions à certains employés clés ainsi qu'aux administrateurs qui ne sont pas nos employés.

Pour comptabiliser les options sur actions attribuées aux employés, une charge de rémunération est constatée sur la période d'acquisition des droits applicable, ainsi qu'une augmentation correspondante des capitaux propres. La juste valeur est déterminée à l'aide de modèles d'évaluation des options, qui tiennent compte du prix d'exercice de l'option, du prix actuel de l'action, du taux d'intérêt sans risque, de la volatilité attendue du prix de l'action sur la durée de vie de l'option et d'autres facteurs pertinents. Lorsque les options sont exercées, le produit de l'exercice ainsi que le montant initial comptabilisé au titre des capitaux propres sont portés au crédit du poste Actions ordinaires.

Nos autres régimes de rémunération comprennent notamment les régimes d'attribution d'actions différées en fonction du rendement et les régimes d'unités d'actions différées à l'intention des employés clés (régimes). Les régimes sont réglés en espèces. Les obligations en vertu des régimes sont comptabilisées sur leur période d'acquisition des droits. Pour les attributions réglées en actions, nos obligations à payer sont fondées sur la juste valeur de nos actions ordinaires à la date de l'attribution. Pour les attributions réglées en espèces, nos obligations à payer sont ajustées à leur juste valeur à chaque date de bilan. Les variations de nos obligations au titre de ces régimes, compte non tenu des couvertures connexes, sont comptabilisées sous la rubrique Frais autres que d'intérêt – Ressources humaines dans nos comptes consolidés de résultat, et une hausse correspondante est constatée dans les autres passifs ou les attributions de rémunération fondée sur des actions, dans les bénéfices non distribués de nos bilans consolidés.

Le coût de rémunération associé aux options et aux attributions octroyées aux employés admissibles au départ à la retraite ou qui le seront au cours de la période d'acquisition des droits est constaté immédiatement si l'employé est admissible au départ à la retraite à la date d'attribution ou durant la période allant de la date d'attribution à la date où l'employé devient admissible au départ à la retraite.

Nos cotisations aux régimes d'épargne et d'actionnariat des employés sont passées en charges lorsqu'elles sont engagées.

Impôt sur le résultat

L'impôt sur le résultat comprend l'impôt exigible et l'impôt différé et est comptabilisé dans nos comptes consolidés de résultat, sauf dans la mesure où il a trait à des éléments comptabilisés directement dans les capitaux propres, auquel cas il est comptabilisé dans les capitaux propres.

L'impôt sur le résultat exigible est passé en charges selon les lois fiscales applicables dans chaque territoire dans la période au cours de laquelle le bénéfice se produit et est calculé selon les taux adoptés ou quasi adoptés à la date du bilan. L'impôt différé est comptabilisé sur les différences temporelles entre la valeur comptable des actifs et des passifs et leur valeur fiscale. Un actif ou un passif d'impôt différé est déterminé pour chaque différence temporelle, sauf dans le cas des bénéfices liés à nos établissements à l'étranger et à nos entreprises associées ainsi que des participations dans des coentreprises et des entreprises associées dont les différences temporelles ne devraient pas s'inverser dans un avenir prévisible et dont nous avons la capacité de contrôler le moment auquel la résorption aura lieu. Les actifs et les passifs d'impôt différé sont déterminés en fonction des taux d'imposition qui devraient être en vigueur pour la période au cours de laquelle l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'imposition et des réglementations fiscales qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date du bilan. Les actifs et les passifs d'impôt exigible et différé sont compensés lorsqu'ils sont prélevés par la même administration fiscale sur la même entité imposable ou sur des entités imposables différentes faisant partie du même groupe de déclaration fiscale (lequel a l'intention de procéder à un règlement net), et lorsqu'il existe un droit juridique de compenser les montants comptabilisés. Nos comptes consolidés de résultat comprennent des éléments qui sont non imposables ou non déductibles à des fins fiscales et, en conséquence, la charge d'impôt diffère de celle qui serait constituée selon les taux prévus par la loi.

L'impôt différé cumulé en raison des différences temporelles et des reports en avant de perte fiscale est inclus dans les Autres actifs et les Autres passifs. Chaque trimestre, nous évaluons nos actifs d'impôt différé afin de déterminer si la réalisation des avantages liés à ces actifs est probable; notre évaluation tient compte des indications tant positives que négatives.

Nous sommes assujettis aux lois fiscales des divers territoires où nous exerçons nos activités. Ces lois fiscales complexes peuvent faire l'objet d'interprétations différentes de notre part et de celle des autorités fiscales visées. Un jugement important doit être exercé pour interpréter les lois fiscales pertinentes et pour estimer la charge d'impôt exigible et la charge d'impôt différé, en raison de l'incertitude quant au moment où le bénéfice sera imposable et au montant de ce bénéfice et quant à l'établissement de stratégies en matière de planification fiscale et à la capacité à les mettre en œuvre.

Regroupements d'entreprises, goodwill et autres immobilisations incorporelles

Tous les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Les immobilisations incorporelles identifiables sont constatées séparément du goodwill et sont incluses dans le poste Autres immobilisations incorporelles. Le goodwill correspond à l'excédent du coût d'acquisition de l'entreprise sur la juste valeur des actifs nets identifiables acquis à la date d'acquisition.

Goodwill

Le goodwill est affecté aux unités génératrices de trésorerie ou aux groupes d'unités génératrices de trésorerie aux fins du test de dépréciation, lequel est appliqué sur le niveau le plus bas auquel le goodwill fait l'objet d'un suivi aux fins de la gestion interne. Le test de dépréciation est effectué annuellement, au 1^{er} août, ou plus souvent s'il y a un indice d'une possible perte de valeur, en comparant la valeur recouvrable d'une unité génératrice de trésorerie à sa valeur comptable. La valeur recouvrable d'une unité génératrice de trésorerie correspond à la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de la vente et sa valeur d'utilité. La valeur d'utilité est la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs attendus d'une unité génératrice de trésorerie. Un jugement important doit être exercé pour estimer la juste valeur et la valeur d'utilité de nos unités génératrices de trésorerie, y compris en ce qui a trait au calcul des flux de trésorerie futurs (incertitude liée au moment de la réalisation et au montant), aux taux d'actualisation (fondés sur les risques propres aux unités génératrices de trésorerie) et aux taux de croissance finaux. Les risques propres aux unités génératrices de trésorerie comprennent le risque souverain, le risque commercial/opérationnel, le risque géographique (y compris le risque politique, le risque de dévaluation et la réglementation gouvernementale), le risque de change et le risque de prix (y compris le risque lié à l'établissement des prix et l'inflation). La valeur comptable d'une unité génératrice de trésorerie comprend la valeur comptable des actifs et du goodwill attribué à l'unité génératrice de trésorerie. Si la valeur recouvrable est inférieure à la valeur comptable, la perte de valeur est d'abord portée en diminution de la valeur comptable de tout goodwill attribué à l'unité génératrice de trésorerie, puis elle est attribuée aux autres actifs de l'unité génératrice de trésorerie au prorata de la valeur comptable de chaque actif. Toute perte de valeur est comptabilisée en charges dans la période au cours de laquelle la perte de valeur est identifiée. Le goodwill est présenté au coût après déduction du cumul des pertes de valeur. Les reprises ultérieures de pertes de valeur du goodwill sont interdites.

Note 2 Sommaire des principales méthodes comptables (suite)

À la cession d'une partie d'une unité génératrice de trésorerie, la valeur comptable du goodwill lié à la partie de l'unité génératrice de trésorerie vendue est incluse dans le calcul des profits et des pertes à la cession. La valeur comptable est évaluée sur la base de la juste valeur relative de la partie cédée par rapport à l'intégralité de l'unité génératrice de trésorerie.

Autres immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées séparément du goodwill lorsqu'elles sont séparables ou résultent de droits contractuels ou autres droits et que leur juste valeur peut être évaluée de façon fiable. Les immobilisations incorporelles sont amorties selon le mode linéaire sur leur durée d'utilité estimée, laquelle ne dépasse habituellement pas 20 ans, et sont soumises à un test visant à déterminer s'il existe des indices de dépréciation à chaque date de clôture.

Si des indices suggèrent qu'une immobilisation à durée déterminée pourrait avoir subi une perte de valeur, un test de dépréciation est effectué en comparant la valeur comptable de l'immobilisation incorporelle et sa valeur recouvrable. Lorsqu'il n'est pas possible d'estimer la valeur recouvrable d'un actif pris individuellement, nous estimons la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle l'actif appartient. Si la valeur recouvrable de l'actif (ou de l'unité génératrice de trésorerie) est inférieure à sa valeur comptable, la valeur comptable de l'immobilisation incorporelle est réduite à sa valeur recouvrable, ce qui donne lieu à une perte de valeur.

Une perte de valeur comptabilisée précédemment est reprise si les estimations utilisées pour déterminer la valeur recouvrable de l'actif (ou de l'unité génératrice de trésorerie) ont changé depuis que la dernière perte de valeur a été comptabilisée. Si une perte de valeur est subséquemment reprise, la valeur comptable de l'actif (ou de l'unité génératrice de trésorerie) est révisée et établie soit à son montant recouvrable, soit à la valeur comptable qui aurait été déterminée (déduction faite de l'amortissement) s'il n'y avait pas eu de perte de valeur antérieure, selon le moins élevé des deux montants. Un jugement important doit être exercé pour estimer la durée d'utilité et la valeur recouvrable de nos immobilisations incorporelles, ainsi que pour évaluer si certains événements ou certaines circonstances constituent une indication objective de perte de valeur. Nous ne détenons pas d'immobilisations incorporelles ayant une durée d'utilité indéterminée.

Autres**Conversion des devises**

Les actifs et les passifs monétaires exprimés en devises sont convertis en dollars canadiens aux taux en vigueur à la date du bilan. Les profits et les pertes de change résultant de la conversion et du règlement de ces éléments sont comptabilisés dans les comptes consolidés de résultat au poste Revenus autres que d'intérêt.

Les actifs et les passifs non monétaires qui sont évalués au coût historique sont convertis en dollars canadiens aux taux historiques. Les actifs financiers non monétaires classés comme disponibles à la vente, comme les instruments de capitaux propres, qui sont évalués à la juste valeur sont convertis en dollars canadiens aux taux en vigueur à la date du bilan et les profits et pertes de change qui en découlent sont constatés dans les autres composantes des capitaux propres jusqu'à ce que l'actif soit vendu ou subisse une perte de valeur.

Les actifs et les passifs de nos établissements à l'étranger dont la monnaie fonctionnelle n'est pas le dollar canadien sont convertis en dollars canadiens aux taux en vigueur à la date du bilan, tandis que les revenus et les charges de ces établissements à l'étranger sont convertis aux taux de change moyens pour la période de présentation de l'information financière.

Les profits ou les pertes latents résultant de la conversion de nos établissements à l'étranger de même que la tranche efficace des couvertures connexes sont comptabilisés après impôt dans les autres composantes des capitaux propres. Au moment de la cession ou de la cession partielle d'un établissement à l'étranger, une tranche appropriée du montant net des profits ou des pertes de change cumulés est portée à la rubrique Revenus autres que d'intérêt.

Locaux et matériel

Les locaux et le matériel comprennent les terrains, les bâtiments, les améliorations locatives, le matériel informatique, le mobilier, les agencements et le reste du matériel et ils sont constatés au coût moins l'amortissement cumulé et le cumul des pertes de valeur. L'amortissement est essentiellement comptabilisé selon le mode linéaire sur la durée d'utilité estimée des actifs, soit de 25 à 50 ans pour les bâtiments, de 3 à 10 ans pour le matériel informatique et de 7 à 10 ans pour le mobilier, les agencements et le reste du matériel. La période d'amortissement des améliorations locatives correspond au moindre de la durée d'utilité des améliorations locatives ou de la durée du bail plus la première période de renouvellement, si le renouvellement est raisonnablement assuré, jusqu'à concurrence de 10 ans. Les terrains ne sont pas amortis. Les profits et les pertes à la cession sont inscrits au poste Revenus autres que d'intérêt.

Les locaux et le matériel sont évalués pour déterminer s'il y a des indicateurs de dépréciation à chaque période de présentation de l'information financière. Si des indices suggèrent qu'un actif pourrait avoir subi une perte de valeur, un test de dépréciation est effectué en comparant la valeur comptable de l'actif et sa valeur recouvrable. Lorsqu'il n'est pas possible d'estimer la valeur recouvrable d'un actif individuel, nous estimons la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle l'actif appartient et effectuons un test de dépréciation au niveau de l'unité génératrice de trésorerie. Une perte de valeur est constatée, dans la mesure où le montant recouvrable d'un actif (ou de l'unité génératrice de trésorerie), lequel correspond à la valeur la plus élevée entre la juste valeur d'un actif diminuée des coûts de la vente et sa valeur d'utilité, est inférieur à sa valeur comptable. La valeur d'utilité est la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs attendus de l'actif (ou de l'unité génératrice de trésorerie).

Après la constatation de la perte de valeur, la perte de valeur est ajustée pour les périodes futures afin de refléter la valeur comptable révisée de l'actif. Si, par la suite, une perte de valeur est reprise, la valeur comptable de l'actif est révisée pour correspondre à la valeur la moins élevée entre la valeur recouvrable de l'actif et sa valeur comptable (diminuée de l'amortissement) qui aurait été déterminée si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée. La perte de valeur pour les périodes futures est ajustée pour refléter la valeur comptable révisée.

Provisions

Une provision est un passif dont l'échéance ou le montant est incertain. Une provision est comptabilisée lorsque nous avons une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé, qu'il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour éteindre l'obligation et que le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Les provisions sont comprises dans le poste Autres passifs de nos bilans consolidés.

S'il est prévu qu'une partie ou la totalité des avantages économiques nécessaires à l'extinction d'une provision sera recouvrée d'un tiers, un assureur par exemple, un actif distinct est comptabilisé si on a la quasi-certitude que le remboursement sera reçu.

Intérêts, commissions et honoraires*Intérêts*

Les intérêts sont comptabilisés dans le revenu d'intérêt et les frais d'intérêt, dans les comptes consolidés de résultat en ce qui concerne tous les instruments financiers productifs d'intérêts selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Commissions et honoraires

Les honoraires et les commissions relatifs à l'acquisition de prêts ou de titres sont inclus dans le calcul de leur taux d'intérêt effectif. Toutefois, si l'instrument financier est désigné comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net, les honoraires connexes sont comptabilisés en résultat

lorsque l'instrument est initialement comptabilisé, dans la mesure où aucune donnée non observable importante n'a été utilisée aux fins de l'évaluation de la juste valeur, auquel cas les honoraires sont inclus dans le coût de l'instrument. Les honoraires de gestion de portefeuille et les autres honoraires tirés de services-conseils et d'autres services de gestion sont comptabilisés sur la base des contrats de service applicables. Les honoraires liés à la prestation de services, y compris la gestion d'actifs, la gestion de patrimoine, la planification financière et les services de garde de titres qui couvrent une période de service précise, sont comptabilisés sur la période au cours de laquelle le service est offert. Les honoraires comme les commissions de prise ferme et les commissions de courtage qui sont liées à la prestation de services liés à des transactions précises sont comptabilisés lorsque le service a été rendu.

Revenu de dividendes

Le revenu de dividendes est comptabilisé lorsque le droit de percevoir le paiement est établi, soit à la date ex-dividende pour les titres de capitaux propres cotés et, habituellement, à la date à laquelle les actionnaires ont approuvé le dividende pour les titres de capitaux propres qui ne sont pas cotés. Le revenu de dividendes est comptabilisé lorsque le droit de percevoir le paiement est établi, soit à la date ex-dividende pour les titres de capitaux propres cotés et, habituellement, à la date à laquelle les actionnaires ont approuvé le dividende pour les titres de capitaux propres qui ne sont pas cotés.

Contrats de location

Un contrat de location est un accord par lequel le bailleur cède au preneur, pour une période déterminée, le droit d'utilisation d'un actif en échange d'un paiement ou d'une série de paiements. Un contrat de location-financement est un contrat de location ayant pour effet de transférer au preneur la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété d'un actif loué. Le transfert de propriété peut intervenir ou non. Un contrat de location simple désigne tout contrat de location autre qu'un contrat de location-financement.

Contrats de location simple

Lorsque nous sommes preneurs dans le cadre d'un contrat de location simple, nous comptabilisons les loyers sur une base linéaire au poste Frais autres que d'intérêt sur la durée du contrat de location.

Contrat de location-financement

Lorsque nous sommes preneurs dans le cadre d'un contrat de location-financement, nous comptabilisons initialement dans nos bilans consolidés l'actif loué et l'obligation liée au contrat connexe pour un montant égal à la juste valeur de l'actif loué, ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location, chacune étant déterminée au commencement du contrat de location. Les coûts directs initiaux directement attribuables au contrat de location sont comptabilisés comme un actif aux termes du contrat de location-financement.

Bénéfice par action

Le bénéfice par action est calculé au moyen de la division du bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation pour la période, déduction faite des actions propres. Le bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires est établi après déduction des droits aux dividendes des actionnaires privilégiés, de tout profit (perte) au rachat d'actions privilégiées, déduction faite de l'impôt connexe et du bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle.

Le bénéfice dilué par action reflète la dilution potentielle qui pourrait survenir si des actions ordinaires additionnelles étaient présumées avoir été émises en vertu de titres ou de contrats qui confèrent à leur détenteur le droit d'obtenir des actions ordinaires dans l'avenir, dans la mesure où ce droit n'est pas assujéti à des éventualités non dénouées. Pour les contrats qui pourraient être réglés en espèces ou en actions ordinaires à notre gré, le bénéfice dilué par action est calculé en supposant que ces contrats seront réglés en actions. Le bénéfice et les charges liés à ces types de contrat ne sont pas inclus dans le bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires, et les actions supplémentaires qui seraient émises sont incluses dans le calcul du bénéfice dilué par action. Ces contrats comprennent nos actions privilégiées convertibles et les titres de fiducie de capital. Pour ce qui est des options sur actions dont le prix d'exercice est inférieur au cours moyen du marché de nos actions ordinaires, elles sont présumées être exercées, et le produit de l'exercice est utilisé pour racheter des actions ordinaires au cours moyen du marché pour l'exercice. Le nombre d'actions ordinaires additionnelles émises en vertu d'options sur actions et rachetées au moyen du produit de l'exercice des options est inclus dans le calcul du bénéfice dilué par action.

Capital social

Nous classons un instrument financier que nous émettons comme un actif financier, un passif financier ou un instrument de capitaux propres, selon la nature de l'accord contractuel.

Nos actions ordinaires que nous détenons sont classées comme des actions propres dans les capitaux propres et sont comptabilisées au coût moyen pondéré. Au moment de la vente d'actions propres, l'écart entre le produit de la vente et le coût des actions est constaté au poste Bénéfices non distribués. Les instruments financiers que nous émettons sont classés comme des instruments de capitaux propres lorsqu'il n'y a aucune obligation contractuelle de transférer de la trésorerie ou d'autres actifs financiers. Les coûts marginaux directement attribuables à l'émission d'instruments de capitaux propres sont inclus dans les capitaux propres à titre de déduction du produit, moins l'impôt. Les instruments financiers qui seront réglés par un nombre variable de nos actions ordinaires au moment de la conversion par les détenteurs ainsi que les distributions à verser connexes sont classés à titre de passifs dans nos bilans consolidés. Les dividendes et les distributions du rendement relatifs à ces instruments sont classés dans la rubrique Frais d'intérêt de nos comptes consolidés de résultat.

Changements futurs de méthodes comptables

Nous évaluons actuellement l'incidence de l'adoption des normes suivantes sur nos états financiers consolidés.

IFRS 9, Instruments financiers (IFRS 9)

En novembre 2009, l'IASB a publié IFRS 9 dans le cadre de son plan visant à remplacer IAS 39, *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation* (IAS 39). IFRS 9 exige que les actifs financiers, y compris les contrats hybrides, soient évalués soit à la juste valeur, soit au coût amorti, sur la base du modèle d'affaires de l'entité en matière de gestion de l'actif financier et des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de l'actif financier. Un actif financier détenu par une entité dans le but de percevoir les flux de trésorerie contractuels à des dates spécifiées aux termes des conditions contractuelles doit être évalué au coût amorti. Tous les autres actifs financiers doivent être évalués à la juste valeur. Lorsque l'entité modifie son modèle d'affaires, ce qui devrait rarement se produire, elle est tenue de reclasser prospectivement les actifs financiers concernés. En ce qui concerne les instruments de capitaux propres, la direction peut, lors de la comptabilisation initiale, décider irrévocablement, instrument par instrument, de présenter les variations de la juste valeur directement dans les capitaux propres. Il n'y a pas de recyclage subséquent des profits et pertes sur la juste valeur liée aux capitaux propres dans nos comptes consolidés de résultat; toutefois, les dividendes de tels placements dans des instruments de capitaux propres continueront d'être comptabilisés en résultat net.

En octobre 2010, l'IASB a ajouté à IFRS 9 les exigences en matière de classement et d'évaluation des passifs financiers auparavant inclus dans IAS 39. IFRS 9 a également éliminé l'exception relative à l'évaluation à la juste valeur des passifs dérivés liés à un instrument de capitaux propres non coté qui doivent être réglés au moyen d'un tel instrument, et exige que les variations du risque de crédit propre à l'entité en matière de passifs

Note 2 Sommaire des principales méthodes comptables (suite)

financiers désignées comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net soient incluses dans les autres éléments du résultat global. En décembre 2011, l'IASB a modifié la date d'entrée en vigueur d'IFRS 9, qui est maintenant pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2015. Par conséquent, en ce qui nous concerne, IFRS 9 devrait entrer en vigueur le 1^{er} novembre 2015.

IFRS 7, Instruments financiers : Informations à fournir (IFRS 7)

En octobre 2010, l'IASB a publié des modifications à IFRS 7, lesquelles accroissent les exigences relatives aux informations à fournir dans le cas de transactions impliquant le transfert d'actifs financiers. Grâce aux modifications, les utilisateurs auront accès à plus d'information sur les liens que nous avons conservés avec les actifs financiers qui ont été transférés. Les modifications entreront en vigueur pour nos états financiers consolidés annuels de l'exercice clos le 31 octobre 2012.

En décembre 2011, l'IASB a publié des modifications additionnelles à IFRS 7 relativement aux informations à fournir sur la compensation des actifs financiers et des passifs financiers. L'objectif de ces modifications est d'aider les investisseurs et les autres utilisateurs à mieux évaluer l'incidence éventuelle des arrangements de compensation sur la situation financière d'une société. En ce qui nous concerne, les modifications entreront en vigueur le 1^{er} novembre 2013.

IAS 12, Impôts sur le résultat (IAS 12)

En décembre 2010, l'IASB a publié des modifications à IAS 12 portant sur les impôts différés et le recouvrement des actifs sous-jacents. En ce qui nous concerne, les modifications entreront en vigueur le 1^{er} novembre 2012.

Normes relatives à la consolidation et aux informations à fournir

En mai 2011, l'IASB a publié IFRS 10, *États financiers consolidés* (IFRS 10), IFRS 11, *Partenariats* (IFRS 11), et IFRS 12, *Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités* (IFRS 12). IFRS 10 remplace les exigences relatives à la consolidation de SIC-12, *Consolidation – Entités ad hoc* (SIC-12), et modifie IAS 27, *États financiers consolidés et individuels* (IAS 27). IFRS 10 s'appuie sur des principes existants en définissant le concept de contrôle comme le facteur déterminant pour inclure ou non une entité dans les états financiers consolidés de la société mère et établit des principes pour la présentation et la préparation des états financiers consolidés lorsqu'une entité contrôle une ou plusieurs autres entités. IFRS 11, dont le point central est le classement des partenariats selon les droits et obligations de l'entente plutôt que selon sa forme juridique, élimine certaines incohérences liées à la présentation en exigeant une méthode unique de comptabilisation (la méthode de mise en équivalence) pour les participations dans des coentreprises. IFRS 12 est une nouvelle norme complète sur les exigences relatives aux informations à fournir pour tous les types de participations dans d'autres entités, ce qui comprend les filiales, les partenariats, les entreprises associées et les entités structurées non consolidées. En raison de ces nouvelles IFRS, l'IASB a également publié les normes suivantes, qui ont été révisées et dont l'intitulé a été modifié : IAS 27, *États financiers individuels*, et IAS 28, *Participations dans des entreprises associées et des coentreprises*. En ce qui nous concerne, les nouvelles normes entreront en vigueur le 1^{er} novembre 2013.

IFRS 13, Évaluation de la juste valeur (IFRS 13)

En mai 2011, l'IASB a publié IFRS 13, qui définit la juste valeur et établit, dans une même norme, un cadre pour l'évaluation de la juste valeur. IFRS 13 prescrit également les informations à fournir sur les évaluations de la juste valeur des actifs non financiers. Les exigences relatives à l'évaluation et aux informations à fournir d'IFRS 13 s'appliquent lorsqu'une autre IFRS impose ou permet que l'élément soit évalué à la juste valeur, sauf quelques exceptions limitées. En ce qui nous concerne, IFRS 13 entrera en vigueur le 1^{er} novembre 2013.

IAS 1, Présentation des états financiers (IAS 1)

En juin 2011, l'IASB a publié des modifications à IAS 1 portant sur la présentation des autres éléments du résultat global. En ce qui nous concerne, les modifications entreront en vigueur le 1^{er} novembre 2012.

IAS 19, Avantages du personnel (IAS 19)

En juin 2011, l'IASB a publié des modifications à IAS 19 touchant la comptabilisation et l'évaluation de la charge au titre des régimes à prestations définies et des indemnités de fin de contrat de travail, ce qui comprend l'élimination du report et de l'amortissement des écarts actuariels nets, ainsi qu'aux informations à fournir sur tous les avantages du personnel. En ce qui nous concerne, les modifications entreront en vigueur le 1^{er} novembre 2013.

IAS 32, Instruments financiers : Présentation (IAS 32)

En décembre 2011, l'IASB a publié des modifications à IAS 32, lesquelles clarifient les exigences actuelles pour la compensation des actifs financiers et des passifs financiers. En ce qui nous concerne, les modifications entreront en vigueur le 1^{er} novembre 2014.

Note 3 Première application des IFRS**Transition aux IFRS**

Le Conseil des normes comptables canadiennes a remplacé les PCGR du Canada par les IFRS pour toutes les entreprises ayant une obligation d'information du public pour les états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011. Nous avons adopté les IFRS avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2011 et la date de transition est le 1^{er} novembre 2010.

Nos méthodes comptables présentées à la note 2 ont été appliquées pour préparer les états financiers consolidés pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2012, l'information comparative pour la période close le 30 avril 2011 et l'exercice clos le 31 octobre 2011 et les états financiers d'ouverture en vertu des IFRS au 1^{er} novembre 2010. Dans le cadre de notre transition des PCGR du Canada aux IFRS, nous avons suivi les dispositions d'IFRS 1. Les incidences de la transition aux IFRS ont été comptabilisées directement dans les bénéfices non distribués, ou dans une autre catégorie de capitaux propres, le cas échéant, tel qu'il est expliqué dans cette note. Les renvois entre parenthèses (renvoi X) concernent la colonne correspondante du tableau ci-dessous illustrant le rapprochement de nos bilans consolidés et de nos comptes consolidés de résultat selon les PCGR du Canada et les IFRS.

Principales exemptions en vertu d'IFRS 1

IFRS 1 fournit des directives pour les nouveaux adoptants des IFRS sur la façon de comptabiliser les éléments lors de la transition aux IFRS. Conformément à IFRS 1, une entité doit, en règle générale, appliquer les IFRS de façon rétrospective au moment de la transition. Elle permet également des exemptions et prévoit certaines exceptions à l'application rétrospective. Les décisions relatives aux exemptions que nous avons prises au moment de la première application sont expliquées ci-dessous. D'autres exemptions possibles en vertu d'IFRS 1, qui ne sont pas expliquées dans les présentes, ne sont ni significatives ni pertinentes pour notre entreprise.

Exceptions obligatoires*Décomptabilisation*

Les dispositions de décomptabilisation d'IAS 39 ont été appliquées de façon prospective aux transactions conclues à compter du 1^{er} janvier 2004.

Comptabilité de couverture

La comptabilité de couverture a été appliquée à compter de la date de transition uniquement aux relations de couverture qui répondaient aux critères de la comptabilité de couverture d'IAS 39, telle qu'elle est décrite à la note 2, à cette date.

Estimations

Les estimations faites conformément aux IFRS à la date de transition correspondent aux estimations faites précédemment en vertu des PCGR du Canada.

Exemptions facultatives*Désignation d'instruments financiers comptabilisés antérieurement* (renvoi 1)

Lors de l'adoption des IFRS, une entité doit appliquer de façon rétrospective IAS 39 et classer ses instruments financiers à la date à laquelle l'instrument financier a été acquis à l'origine. Autrement, une entité peut désigner, à la date de transition, un actif financier ou un passif financier précédemment inscrit en tant qu'actif financier ou que passif financier à la juste valeur par le biais du résultat net ou en tant qu'actif financier disponible à la vente. Les écarts entre la juste valeur et la valeur comptable sont comptabilisés dans le solde d'ouverture des bénéfices non distribués. À la transition, nous avons effectué ce choix et avons désigné les actifs financiers et les passifs financiers suivants.

	Juste valeur à la date de transition	Classement dans les états financiers antérieurs	Valeur comptable présentée dans les états financiers antérieurs
Actifs financiers désignés comme disponibles à la vente	7 297 \$	Détenus à des fins de transaction	7 297 \$
Actifs financiers désignés comme disponibles à la vente	3 232	Détenus à des fins de transaction selon l'option de la juste valeur	3 232
Actifs financiers désignés comme disponibles à la vente	564	Prêts et créances	629
Passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	128	Passifs détenus à des fins autres que de transaction	138

Avantages du personnel (renvoi 2)

IFRS 1 permet de comptabiliser les profits et les pertes actuariels cumulés sur les régimes d'avantages du personnel, qui étaient différés en vertu des PCGR du Canada, dans le solde d'ouverture des bénéfices non distribués à la date de transition. Nous avons effectué ce choix pour tous nos régimes de retraite à prestations définies à l'intention des employés et autres régimes d'avantages complémentaires de retraite à la date de transition, ce qui a entraîné une diminution de 1,36 milliard de dollars du solde d'ouverture de nos bénéfices non distribués. Nos profits et nos pertes actuariels cumulés correspondent à la somme de notre perte actuarielle nette, de (l'actif) l'obligation transitoire et du coût au titre des services passés non comptabilisés.

Écarts de change cumulés (renvoi 3)

IFRS 1 permet de ramener à zéro les profits et les pertes de change cumulés inscrits dans les capitaux propres pour les filiales étrangères à la date de transition. Nous avons choisi de ramener à zéro la totalité des profits et des pertes de change cumulés provenant de la conversion de nos établissements à l'étranger à la date de transition, ce qui a entraîné une diminution de 1,66 milliard de dollars du solde d'ouverture de nos bénéfices non distribués.

Regroupements d'entreprises

IFRS 1 permet d'appliquer IFRS 3, *Regroupements d'entreprises* (IFRS 3), à compter de la date de transition ou d'une date antérieure. L'application d'IFRS 3 à compter d'une date antérieure à la date de transition nécessiterait le retraitement de tous les regroupements d'entreprises qui ont eu lieu entre cette date et la date de transition. Nous avons choisi d'appliquer IFRS 3 de façon prospective à compter de la date de transition. Par conséquent, les regroupements d'entreprises conclus avant la date de transition n'ont pas été retraités. Ce choix n'a eu aucune incidence sur le solde d'ouverture de nos bénéfices non distribués.

Contrats d'assurance

IFRS 1 permet d'appliquer les dispositions transitoires d'IFRS 4, *Contrats d'assurance* (IFRS 4), lesquelles restreignent les changements de méthodes comptables pour les contrats d'assurance, y compris les changements effectués par un nouvel adoptant des IFRS. Nous avons choisi d'appliquer les dispositions transitoires d'IFRS 4, ce qui nous permet de suivre nos méthodes comptables conformes aux PCGR du Canada antérieurs relativement à nos activités liées à l'assurance. Ce choix n'a eu aucune incidence sur le solde d'ouverture de nos bénéfices non distribués.

Note 3 Première application des IFRS (suite)**Incidence de la transition aux IFRS**

Le tableau ci-dessous présente un résumé des différences significatives qui nous concernent.

Poste	PCGR du Canada	IFRS	Incidence à la transition
Renvoi 4	Goodwill IAS 36, <i>Dépréciation d'actifs</i> (IAS 36)		
	<p>Le goodwill est attribué aux unités d'exploitation qui sont censées bénéficier des synergies découlant du regroupement d'entreprises qui a entraîné ledit écart. Une unité d'exploitation correspond soit à un secteur d'exploitation, soit au niveau immédiatement inférieur. Nous avons huit unités d'exploitation en vertu des PCGR du Canada.</p> <p>Aux fins du test de dépréciation, le goodwill est d'abord évalué en comparant la valeur comptable d'une unité d'exploitation à sa juste valeur. Si la valeur comptable de l'unité d'exploitation excède sa juste valeur, le montant de la juste valeur implicite du goodwill de l'unité d'exploitation est obtenu en déterminant la juste valeur de l'actif et du passif de l'unité d'exploitation et en attribuant la juste valeur résiduelle au goodwill. Une perte de valeur est constatée lorsque la valeur comptable du goodwill d'une unité d'exploitation est supérieure à sa juste valeur attribuée. Aucune reprise de perte de valeur n'est possible.</p>	<p>Le goodwill est affecté aux unités génératrices de trésorerie qui sont censées bénéficier des synergies découlant du regroupement d'entreprises qui a entraîné ledit goodwill. Nous avons dix unités génératrices de trésorerie en vertu des IFRS.</p> <p>Le goodwill est considéré comme ayant subi une perte de valeur si la valeur comptable d'une unité génératrice de trésorerie est plus élevée que sa valeur recouvrable. Une perte de valeur ne peut être reprise. Un test de dépréciation doit être effectué à la date de transition aux IFRS.</p>	<p>L'attribution de notre goodwill en vertu des PCGR du Canada, qui était présentée à la note 10 de nos états financiers consolidés annuels de 2011, a été modifiée en fonction des nouvelles unités génératrices de trésorerie que nous avons identifiées. Notre unité d'exploitation Services bancaires internationaux est présentée dans deux unités génératrices de trésorerie, soit les Services bancaires aux États-Unis et les Services bancaires dans les Antilles. Notre unité d'exploitation Gestion mondiale d'actifs est également présentée dans deux unités génératrices de trésorerie, soit la Gestion de patrimoine – Canada et la Gestion mondiale d'actifs.</p> <p>Nous avons effectué un test de dépréciation à la date de transition en fonction des unités génératrices de trésorerie identifiées. Selon les résultats de ce test, la valeur comptable de notre unité génératrice de trésorerie Services bancaires aux États-Unis était plus élevée que sa valeur recouvrable, déterminée selon le modèle de l'actualisation des flux de trésorerie et de la valeur d'utilité. Les principales données utilisées pour l'application du modèle comprenaient un taux d'actualisation de 10,5 % et un taux de croissance final de 3,5 %. Par conséquent, le goodwill de notre unité génératrice de trésorerie Services bancaires aux États-Unis a été réduit à zéro, ce s'est traduit par une diminution du solde d'ouverture des bénéfices non distribués de 1,26 milliard de dollars.</p>
Renvoi 5	Titrisation (décomptabilisation) IAS 39		
	<p>La décomptabilisation des actifs financiers se base principalement sur la forme juridique de la transaction et sur une analyse visant à déterminer si le vendeur conserve le contrôle des actifs et si ceux-ci sont isolés juridiquement du vendeur et de ses créanciers, même en cas de faillite.</p>	<p>La décomptabilisation se base sur le transfert des risques et des avantages; le contrôle est uniquement pris en considération lorsque la quasi-totalité des risques et des avantages n'ont pas été transférés ou conservés.</p>	<p>La plupart des actifs transférés dans le cadre de nos transactions de titrisation ne sont pas admissibles à la décomptabilisation. Par conséquent, les actifs et les passifs connexes sont comptabilisés dans nos bilans consolidés. Les profits comptabilisés antérieurement en vertu des PCGR du Canada ont été comptabilisés à titre d'ajustement transitoire, ce qui a entraîné une réduction du solde d'ouverture des bénéfices non distribués de 415 millions de dollars.</p> <p>Bien que cette modification de méthode ait une incidence importante sur nos bilans d'ouverture en vertu des IFRS et entraîne une réduction du solde d'ouverture des bénéfices non distribués, nous comptabiliserons le bénéfice net tiré des actifs sur leur durée de vie restante.</p>

Poste	PCGR du Canada	IFRS	Incidence à la transition
Renvoi 6	Consolidation des entités ad hoc IAS 27, SIC-12		
	La consolidation se base sur un modèle de participation financière majoritaire. Dans le cas des entités à détenteurs de droits variables (EDDV), la consolidation repose sur une analyse des risques et des avantages économiques, et elle est effectuée par la partie qui absorbe la majorité des pertes prévues de l'entité ou qui a le droit de recevoir la majorité des rendements résiduels prévus.	Les entités ad hoc créées dans un but précis et bien défini sont consolidées selon un modèle de contrôle dont la portée est plus large que celle des notions prévues par les PCGR du Canada. Le contrôle englobe à la fois la capacité à prendre des décisions et les conséquences économiques qui en résultent (c.-à-d. les avantages et les risques). La notion d'EDDV n'existe pas en vertu des IFRS.	Certaines entités que nous ne consolidons pas antérieurement sont consolidées, tandis que d'autres entités qui étaient consolidées ont été déconsolidées. Les actifs et les passifs connexes ont été ajustés dans nos bilans consolidés, et les profits (pertes) comptabilisés ou non comptabilisés antérieurement ont été inscrits comme un ajustement transitoire, ce qui a entraîné une réduction du solde d'ouverture des bénéfices non distribués de 226 millions de dollars.
Renvoi 7	Contrats d'assurance IFRS 4		
	Les états financiers d'une société d'assurance excluent l'actif, le passif, les produits et les charges des fonds distincts, mais ils incluent les honoraires et le coût lié à toutes les garanties ou aux autres avantages dont bénéficie le titulaire du contrat qui reviennent à l'assureur dans le cadre de l'administration de ces fonds. Les sociétés qui offrent des assurances vie et maladie doivent porter les primes de réassurance, les sinistres réglés aux termes des polices de réassurance et les sommes à recouvrer au titre de ces mêmes polices en déduction des rentrées de primes, des sinistres réglés et des provisions techniques.	Les placements détenus dans des fonds distincts sont comptabilisés comme des actifs de la société d'assurance, puisqu'ils en sont la propriété juridique et qu'ils sont conservés dans un fonds distinct. La société d'assurance a également l'obligation envers les titulaires de polices de vendre les actifs sous-jacents et de rembourser les titulaires de polices lorsqu'ils rachètent leurs fonds distincts. Les assureurs ne doivent pas effectuer de compensation entre les actifs de réassurance et les passifs d'assurance connexes et, dans un même ordre d'idées, ils ne doivent pas effectuer de compensation entre les produits/charges liés aux contrats de réassurance et les charges/produits liés aux contrats d'assurance connexes.	Les placements détenus dans des fonds distincts, qui n'étaient pas comptabilisés en vertu des PCGR du Canada, sont comptabilisés dans nos bilans consolidés, et un passif correspondant relatif aux titulaires de polices est également comptabilisé. Les montants à recouvrer au titre des polices de réassurance et les obligations connexes liées aux indemnités, qui étaient compensés en vertu des PCGR du Canada, sont présentés séparément à titre d'actifs et de passifs, respectivement, dans les bilans consolidés. Ces modifications de méthodes comptables ont une incidence sur la présentation de l'actif et du passif dans les bilans consolidés, mais elles n'ont aucune incidence sur le solde d'ouverture des bénéfices non distribués.
Renvoi 8	Activités abandonnées IFRS 5, <i>Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées</i>		
	Les résultats liés aux activités abandonnées sont présentés comme une composante distincte du bénéfice ou de la perte pour la période considérée et les périodes précédentes. L'actif et le passif d'un groupe destiné à être cédé qui sont classés comme détenus en vue de la vente ou qui ont été vendus sont présentés séparément aux rubriques Actif et Passif, respectivement, des bilans de la période considérée et de toutes les périodes comparatives.	Le retraitement des bilans des périodes précédentes découlant des activités abandonnées n'est pas permis. Les ajustements liés aux activités abandonnées figurant au bilan sont présentés sur une base prospective à partir de la date de classement à titre d'activités abandonnées. Les résultats liés aux activités abandonnées sont présentés comme une composante distincte du bénéfice ou de la perte pour la période considérée et pour toutes les périodes comparatives.	Aux fins du rapprochement de nos bilans consolidés en vertu des IFRS et de nos bilans en vertu des PCGR du Canada au 31 janvier 2011 et au 1 ^{er} novembre 2010, nous avons procédé à la contrepassation de l'incidence des activités abandonnées liées à la vente de nos services bancaires de détail régionaux aux États-Unis annoncée au troisième trimestre de 2011, relativement à laquelle les résultats des périodes précédentes ont été ajustés conformément aux PCGR du Canada au moment de l'annonce. En vertu des IFRS, le classement de nos services bancaires de détail régionaux aux États-Unis et autres actifs dans les activités abandonnées est pris en considération dans nos bilans consolidés avec prise d'effet à compter du trimestre se clôturant le 31 juillet 2011. La vente de Liberty Life Insurance Company, annoncée en octobre 2010, continue d'être présentée à titre d'activité abandonnée dans nos bilans consolidés à partir de la date de transition, selon les IFRS.

Note 3 Première application des IFRS (suite)

Poste	PCGR du Canada	IFRS	Incidence à la transition
Renvoi 9	Couvertures et autres IAS 39		
	Dans une relation de couverture admissible, la totalité ou une partie d'un actif ou d'un passif comptabilisé peut être désignée comme l'élément couvert. Une partie de l'élément couvert se définit a) soit comme un pourcentage du total de l'actif ou du passif comptabilisé; b) soit comme la totalité ou un pourcentage d'un ou de plusieurs flux de trésorerie définis; c) soit comme un dérivé incorporé qui n'est pas constaté isolément.	Une partie des flux de trésorerie d'un actif ou d'un passif financier peut être désignée comme élément couvert seulement si les flux de trésorerie définis sont inférieurs au total des flux de trésorerie de l'actif ou du passif. Dans le cas des passifs pour lesquels le taux d'intérêt réel est inférieur au taux d'intérêt de référence, il n'est pas permis de désigner comme élément couvert les flux de trésorerie établis en fonction du taux de référence parce que ces flux de trésorerie seraient supérieurs au total des flux de trésorerie du passif.	La comptabilité de couverture a été appliquée seulement aux relations de couverture satisfaisant aux critères de comptabilité de couverture en vertu d'IAS 39 à la date de transition. Certaines couvertures de flux de trésorerie qui sont admissibles à la comptabilité de couverture en vertu des PCGR du Canada n'y sont pas admissibles en vertu des IFRS parce que les éléments couverts sont des tranches des passifs au titre des dépôts dont les flux de trésorerie sont inférieurs au taux d'intérêt de référence. Les montants cumulés dans les capitaux propres relativement à ces couvertures ont été réduits à zéro, leur incidence étant comptabilisée comme une réduction d'environ 350 millions de dollars du solde d'ouverture de nos bénéfices non distribués. Bien que cette modification de convention ait une incidence considérable sur notre bilan d'ouverture en IFRS et qu'elle fasse diminuer le solde d'ouverture de nos bénéfices non distribués, l'amortissement des pertes, auparavant reporté dans les autres éléments du résultat global, ne sera plus constaté dans le bénéfice net pour les périodes futures.

Autres différences de présentation*Participations ne donnant pas le contrôle*

Selon les PCGR du Canada, le bénéfice net lié aux activités poursuivies était présenté dans le compte consolidé de résultat déduction faite de la quote-part du bénéfice attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle dans les filiales. Selon les IFRS, le bénéfice net lié aux activités poursuivies reflète le bénéfice attribuable tant aux actionnaires qu'aux participations ne donnant pas le contrôle. Le bénéfice net selon les IFRS est réparti entre nos actionnaires et les participations ne donnant pas le contrôle une fois que les incidences de toutes les activités poursuivies et abandonnées ont été présentées.

Rapprochement des PCGR du Canada et des IFRS

Les tableaux suivants présentent le rapprochement entre les PCGR du Canada et les IFRS pour nos bilans consolidés au 31 octobre 2011, au 30 avril 2011, au 31 janvier 2011 et au 1^{er} novembre 2010 et pour nos comptes consolidés de résultat, nos états consolidés du résultat global et nos tableaux consolidés des flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 octobre 2011, le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2011 et le trimestre clos le 31 janvier 2011.

Rapprochement entre les PCGR du Canada et les IFRS – Bilan consolidé et capitaux propres au 31 octobre 2011

	Choix aux termes d'IFRS 1			Autres différences au titre des conventions comptables							IFRS
	PCGR du Canada	Classement des instruments financiers (renvoi 1)	Avantages du personnel (renvoi 2)	Écarts de change cumulés (renvoi 3)	Goodwill (renvoi 4)	Titrisation (décomptabilisation) (renvoi 5)	Entités ad hoc (renvoi 6)	Contrats d'assurance (renvoi 7)	Couverture et autres (renvoi 9) (1)	Incidence totale	
Actif											
Trésorerie et montants à recevoir de banques	13 247 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	(66) \$	– \$	(753) \$	(819) \$	12 428 \$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	12 181	–	–	–	–	–	–	–	(5 721)	(5 721)	6 460
Valeurs mobilières											
Titres détenus à des fins de transaction	145 274	(4 713)	–	–	–	(12 644)	211	–	–	(17 146)	128 128
Titres disponibles à la vente	34 284	4 686	–	–	–	(830)	607	–	147	4 610	38 894
	179 558	(27)	–	–	–	(13 474)	818	–	147	(12 536)	167 022
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	84 947	–	–	–	–	–	–	–	–	–	84 947
Prêts											
Prêts de détail	228 484	–	–	–	–	53 751	2 658	–	(148)	56 261	284 745
Prêts de gros	69 758	(28)	–	–	–	–	(1 019)	–	(3 959)	(5 006)	64 752
	298 242	(28)	–	–	–	53 751	1 639	–	(4 107)	51 255	349 497
Provision pour pertes sur prêts	(1 958)	44	–	–	–	–	–	–	(53)	(9)	(1 967)
	296 284	16	–	–	–	53 751	1 639	–	(4 160)	51 246	347 530
Placements au nom des détenteurs de fonds distincts	–	–	–	–	–	–	–	320	–	320	320
Autres											
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	7 689	–	–	–	–	–	–	–	–	–	7 689
Dérivés	100 013	–	–	–	–	32	(395)	–	–	(363)	99 650
Locaux et matériel, montant net	2 490	–	–	–	–	–	–	–	–	–	2 490
Goodwill	7 703	–	–	–	22	–	–	–	(115)	(93)	7 610
Autres immobilisations incorporelles	2 115	–	–	–	–	–	–	–	–	–	2 115
Actifs liés aux activités abandonnées	27 143	(2)	11	–	–	–	–	–	–	9	27 152
Participations dans des entreprises associées	189	–	–	–	–	–	–	–	(47)	(47)	142
Coût des prestations de retraite payé d'avance	1 697	–	(1 386)	–	–	–	–	–	–	(1 386)	311
Autres actifs	16 446	1	402	–	–	53	59	248	10 758	11 521	27 967
Total de l'actif	751 702 \$	(12) \$	(973) \$	– \$	22 \$	40 362 \$	2 055 \$	568 \$	109 \$	42 131 \$	793 833 \$
Passif											
Dépôts											
Particuliers	166 030 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	166 030 \$
Entreprises et gouvernements	258 494	–	–	–	–	44 348	1 176	–	(6 507)	39 017	297 511
Banques	19 657	–	–	–	–	–	–	–	(4 096)	(4 096)	15 561
	444 181	–	–	–	–	44 348	1 176	–	(10 603)	34 921	479 102
Contrats d'assurance et de placement pour le compte des détenteurs de fonds distincts	–	–	–	–	–	–	–	320	–	320	320
Autres											
Acceptations	7 689	–	–	–	–	–	–	–	–	–	7 689
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	44 284	–	–	–	–	–	–	–	–	–	44 284
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	46 188	–	–	–	–	(3 453)	–	–	–	(3 453)	42 735
Dérivés	101 437	–	–	–	–	(915)	–	–	–	(915)	100 522
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	6 875	–	–	–	–	–	–	244	–	244	7 119
Passifs liés aux activités abandonnées	20 071	5	–	–	–	–	–	–	–	5	20 076
Charge à payer au titre des prestations et des autres avantages postérieurs à l'emploi constitués	1 531	–	108	–	–	–	–	–	–	108	1 639
Autres passifs	28 049	(6)	86	–	(34)	778	(491)	4	10 855	11 192	39 241
	256 124	(1)	194	–	(34)	(3 590)	(491)	248	10 855	7 181	263 305
Déventures subordonnées	7 749	–	–	–	–	–	1 000	–	–	1 000	8 749
Titres de fiducie de capital	–	–	–	–	–	–	894	–	–	894	894
Total du passif	708 054 \$	(1) \$	194 \$	– \$	(34) \$	40 758 \$	2 579 \$	568 \$	252 \$	44 316 \$	752 370 \$
Participations ne donnant pas le contrôle dans les filiales	1 941	–	–	–	–	–	–	–	–	–	s.o.
Capitaux propres attribuables aux actionnaires											
Actions privilégiées	4 813	–	–	–	–	–	–	–	–	–	4 813
Actions ordinaires	14 017	–	–	–	–	–	–	–	(7)	(7)	14 010
Actions propres – privilégiées	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
– ordinaires	8	–	–	–	–	–	–	–	–	–	8
Bénéfices non distribués	24 494	(6)	(1 167)	(1 632)	(34)	(396)	(310)	–	(568)	(4 113)	20 381
Autres composantes des capitaux propres	(1 625)	(5)	–	1 632	90	–	(34)	–	432	2 115	490
	41 707	(11)	(1 167)	–	56	(396)	(344)	–	(143)	(2 005)	39 702
Participations ne donnant pas le contrôle	s.o.	–	–	–	–	–	(180)	–	–	(180)	1 761
Total des capitaux propres	s.o.	(11)	(1 167)	–	56	(396)	(524)	–	(143)	(2 185)	41 463
Total du passif et des capitaux propres	751 702 \$	(12) \$	(973) \$	– \$	22 \$	40 362 \$	2 055 \$	568 \$	109 \$	42 131 \$	793 833 \$

(1) Comme il est mentionné aux notes 10 et 12, au cours de ce trimestre, nous avons reclassé rétrospectivement les garanties en espèces versées des postes Dépôts productifs d'intérêts à des banques et Prêts – prêts de gros au poste Autres actifs et les garanties en espèces reçues du poste Dépôts au poste Autres passifs. Aux fins de ce rapprochement, tous les changements rétrospectifs sont présentés dans la colonne Couverture et autres.

s.o. En vertu des IFRS, les participations ne donnant pas le contrôle sont présentées comme une composante du total des capitaux propres.

Note 3 Première application des IFRS (suite)

Rapprochement entre les PCGR du Canada et les IFRS – Bilan consolidé et capitaux propres au 30 avril 2011

	Choix aux termes d'IFRS 1			Autres différences au titre des conventions comptables									IFRS
	PCGR du Canada	Classement des instruments financiers (renvoi 1)	Avantages du personnel (renvoi 2)	Écarts de change cumulés (renvoi 3)	Goodwill (renvoi 4)	Titrisation (décomptabilisation) (renvoi 5)	Entités ad hoc (renvoi 6)	Contrats d'assurance (renvoi 7)	Activités abandonnées (renvoi 8)	Couverture et autres (renvoi 9) (1)	Incidence totale		
Actif													
Trésorerie et montants à recevoir de banques	8 361 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	(65) \$	– \$	588 \$	(620) \$	(97) \$	8 264 \$	
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	13 223	–	–	–	–	–	–	–	–	(5 197)	(5 197)	8 026	
Valeurs mobilières													
Titres détenus à des fins de transaction	171 523	(3 734)	–	–	–	(13 540)	831	–	61	–	(16 382)	155 141	
Titres disponibles à la vente	31 619	3 950	–	–	–	1 965	621	–	5 804	143	12 483	44 102	
	203 142	216	–	–	–	(11 575)	1 452	–	5 865	143	(3 899)	199 243	
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	79 830	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	79 830	
Prêts													
Prêts de détail	218 820	–	–	–	–	50 616	1 955	–	6 182	(131)	58 622	277 442	
Prêts de gros	62 014	(320)	–	–	–	–	(1 010)	–	11 149	(3 102)	6 717	68 731	
	280 834	(320)	–	–	–	50 616	945	–	17 331	(3 233)	65 339	346 173	
Provision pour pertes sur prêts	(1 935)	85	–	–	–	–	–	–	(761)	(47)	(723)	(2 658)	
	278 899	(235)	–	–	–	50 616	945	–	16 570	(3 280)	64 616	343 515	
Placements au nom des détenteurs de fonds distincts	–	–	–	–	–	–	–	304	–	–	–	304	
Autres													
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	7 198	–	–	–	–	–	–	–	5	–	5	7 203	
Dérivés	82 577	–	–	–	–	(95)	(31)	–	43	–	(83)	82 494	
Locaux et matériel, montant net	2 329	–	–	–	–	–	–	–	328	–	328	2 657	
Goodwill	7 633	–	–	–	(1 302)	–	–	–	1 303	(115)	(114)	7 519	
Autres immobilisations incorporelles	1 879	–	–	–	–	–	–	–	180	–	180	2 059	
Actifs liés aux activités abandonnées	26 864	–	–	–	–	–	–	–	(26 864)	–	(26 864)	–	
Participations dans des entreprises associées	188	–	–	–	–	–	–	–	–	(49)	(49)	139	
Coût des prestations de retraite payé d'avance	1 827	–	(1 562)	–	–	–	–	–	–	–	(1 562)	265	
Autres actifs	14 967	2	429	–	132	161	(111)	591	1 982	8 578	11 764	26 731	
Total de l'actif	728 917 \$	(17) \$	(1 133) \$	– \$	(1 170) \$	39 107 \$	2 190 \$	895 \$	– \$	(540) \$	39 332 \$	768 249 \$	
Passif													
Dépôts													
Particuliers	154 282 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	9 873 \$	– \$	9 873 \$	164 155 \$	
Entreprises et gouvernements	249 381	–	–	–	–	43 537	1 885	–	7 647	(3 822)	49 247	298 628	
Banques	20 071	–	–	–	–	–	–	–	123	(4 469)	(4 346)	15 725	
	423 734	–	–	–	–	43 537	1 885	–	17 643	(8 291)	54 774	478 508	
Contrats d'assurance et de placement pour le compte des détenteurs de fonds distincts	–	–	–	–	–	–	–	304	–	–	304	304	
Autres													
Acceptations	7 198	–	–	–	–	–	–	–	5	–	5	7 203	
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	62 042	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	62 042	
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	43 619	–	–	–	–	(4 088)	–	–	370	–	(3 718)	39 901	
Dérivés	85 762	–	–	–	–	(563)	–	–	1	–	(562)	85 200	
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	6 307	–	–	–	–	–	–	589	–	–	589	6 896	
Passifs liés aux activités abandonnées	19 034	–	–	–	–	–	–	–	(19 034)	–	(19 034)	–	
Charge à payer au titre des prestations et des autres avantages postérieurs à l'emploi constitués	1 484	–	104	–	–	–	–	–	–	–	104	1 588	
Autres passifs	28 693	(11)	(11)	–	–	821	(1 208)	2	1 015	7 999	8 607	37 300	
	254 139	(11)	93	–	–	(3 830)	(1 208)	591	(17 643)	7 999	(14 009)	240 130	
Débitures subordonnées	7 603	–	–	–	–	–	974	–	–	–	974	8 577	
Titres de fiducie de capital	742	–	–	–	–	–	899	–	–	–	899	1 641	
Total du passif	686 218	(11)	93	–	–	39 707	2 550	895	–	(292)	42 942	729 160	
Participations ne donnant pas le contrôle dans les filiales	2 264	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	s.o.	
Capitaux propres attribuables aux actionnaires													
Actions privilégiées	4 813	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	4 813	
Actions ordinaires	13 550	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	13 550	
Actions propres – privilégiées	(2)	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	(2)	
– ordinaires	5	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	5	
Bénéfices non distribués	24 676	(17)	(1 226)	(1 665)	(1 260)	(464)	(170)	–	–	(671)	(5 473)	19 203	
Autres composantes des capitaux propres	(2 607)	11	–	1 665	90	(136)	(21)	–	–	430	2 039	(568)	
	40 435	(6)	(1 226)	–	(1 170)	(600)	(191)	–	–	(241)	(3 434)	37 001	
Participations ne donnant pas le contrôle	s.o.	–	–	–	–	–	(169)	–	–	(7)	(176)	2 088	
Total des capitaux propres	s.o.	(6)	(1 226)	–	(1 170)	(600)	(360)	–	–	(248)	(3 610)	39 089	
Total du passif et des capitaux propres	728 917 \$	(17) \$	(1 133) \$	– \$	(1 170) \$	39 107 \$	2 190 \$	895 \$	– \$	(540) \$	39 332 \$	768 249 \$	

(1) Comme il est mentionné aux notes 10 et 12, au cours de ce trimestre, nous avons reclassé rétrospectivement les garanties en espèces versées des postes Dépôts productifs d'intérêts à des banques et Prêts – prêts de gros au poste Autres actifs et les garanties en espèces reçues du poste Dépôts au poste Autres passifs. Aux fins de ce rapprochement, tous les changements rétrospectifs sont présentés dans la colonne Couverture et autres.

s.o. En vertu des IFRS, les participations ne donnant pas le contrôle sont présentées comme une composante du total des capitaux propres.

Rapprochement entre les PCGR du Canada et les IFRS – Bilan consolidé et capitaux propres au 31 janvier 2011

	Choix aux termes d'IFRS 1				Autres différences au titre des conventions comptables							IFRS
	PCGR du Canada	Classement des instruments financiers (renvoi 1)	Avantages du personnel (renvoi 2)	Écarts de change cumulés (renvoi 3)	Goodwill (renvoi 4)	Titrisation (décomptabilisation) (renvoi 5)	Entités ad hoc (renvoi 6)	Contrats d'assurance (renvoi 7)	Activités abandonnées (renvoi 8)	Couverture et autres (renvoi 9) (1)	Incidence totale	
Actif												
Trésorerie et montants à recevoir de banques	7 674 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	(53) \$	– \$	537 \$	(304) \$	180 \$	7 854 \$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	11 342	–	–	–	–	–	–	–	–	(4 459)	(4 459)	6 883
Valeurs mobilières												
Titres détenus à des fins de transaction	165 946	(3 592)	–	–	–	(12 863)	739	–	113	–	(15 603)	150 343
Titres disponibles à la vente	40 561	4 114	–	–	–	676	1 495	–	5 405	111	11 801	52 362
	206 507	522	–	–	–	(12 187)	2 234	–	5 518	111	(3 802)	202 705
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	79 258	–	–	–	–	–	1	–	–	–	1	79 259
Prêts												
Prêts de détail	216 618	–	–	–	–	50 670	1 012	–	6 623	(131)	58 174	274 792
Prêts de gros	60 752	(723)	–	–	–	–	(801)	–	12 397	(3 202)	7 671	68 423
	277 370	(723)	–	–	–	50 670	211	–	19 020	(3 333)	65 845	343 215
Provision pour pertes sur prêts	(1 993)	175	–	–	–	–	–	–	(914)	(52)	(791)	(2 784)
	275 377	(548)	–	–	–	50 670	211	–	18 106	(3 385)	65 054	340 431
Placements au nom des détenteurs de fonds distincts	–	–	–	–	–	–	–	299	(22)	–	277	277
Autres												
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	7 492	–	–	–	–	–	–	–	7	–	7	7 499
Dérivés	73 563	–	–	–	–	(118)	(32)	–	48	–	(102)	73 461
Locaux et matériel, montant net	2 235	–	–	–	–	–	–	–	347	–	347	2 582
Goodwill	7 820	–	–	–	(1 378)	–	–	–	1 378	(115)	(115)	7 705
Autres immobilisations incorporelles	1 889	–	–	–	–	–	–	–	204	–	204	2 093
Actifs liés aux activités abandonnées	33 331	–	–	–	–	–	–	–	(27 776)	–	(27 776)	5 555
Participations dans des entreprises associées	174	–	–	–	–	–	–	–	–	(40)	(40)	134
Coût des prestations de retraite payé d'avance	1 905	–	(1 654)	–	–	–	–	–	–	1	(1 653)	252
Autres actifs	12 543	22	458	–	140	170	(121)	954	1 653	9 463	12 739	25 282
Total de l'actif	721 110 \$	(4) \$	(1 196) \$	– \$	(1 238) \$	38 535 \$	2 240 \$	1 253 \$	– \$	1 272 \$	40 862 \$	761 972 \$
Passif												
Dépôts												
Particuliers	151 619 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	10 014 \$	– \$	10 014 \$	161 633 \$
Entreprises et gouvernements	245 113	–	–	–	–	45 585	2 577	–	7 883	(3 862)	52 183	297 296
Banques	22 285	–	–	–	–	–	–	–	205	(3 425)	(3 425)	18 860
	419 017	–	–	–	–	45 585	2 577	–	18 102	(7 492)	58 772	477 789
Contrats d'assurance et de placement pour le compte des détenteurs de fonds distincts	–	–	–	–	–	–	–	299	(22)	–	277	277
Autres												
Acceptations	7 492	–	–	–	–	–	–	–	7	–	7	7 499
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	56 440	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	56 440
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	53 352	–	–	–	–	(6 501)	–	–	375	–	(6 126)	47 226
Dérivés	77 357	–	–	–	–	(576)	6	–	2	–	(568)	76 789
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	6 156	–	–	–	–	–	–	952	(368)	–	584	6 740
Passifs liés aux activités abandonnées	23 781	–	–	–	–	–	–	–	(18 959)	–	(18 959)	4 822
Charge à payer au titre des prestations et des autres avantages postérieurs à l'emploi constitués	1 479	–	101	–	–	–	–	–	–	–	101	1 580
Autres passifs	24 945	(29)	4	(1)	–	704	(1 823)	2	863	8 960	8 680	33 625
	251 002	(29)	105	(1)	–	(6 373)	(1 817)	954	(18 080)	8 960	(16 281)	234 721
Débitures subordonnées	8 041	–	–	–	–	–	–	994	–	–	994	9 035
Titres de fiducie de capital	735	–	–	–	–	–	–	900	–	–	900	1 635
Total du passif	678 795	(29)	105	(1)	–	39 212	2 654	1 253	–	1 468	44 662	723 457
Participations ne donnant pas le contrôle dans les filiales	2 250	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	s.o.
Capitaux propres attribuables aux actionnaires												
Actions privilégiées	4 813	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	4 813
Actions ordinaires	13 419	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	13 419
Actions propres – privilégiées	(2)	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	(2)
– ordinaires	(59)	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	(59)
Bénéfices non distribués	23 988	(40)	(1 304)	(1 664)	(1 261)	(457)	(192)	–	–	(655)	(5 573)	18 415
Autres composantes des capitaux propres	(2 094)	65	3	1 665	23	(220)	(32)	–	–	466	1 970	(124)
	40 065	25	(1 301)	1	(1 238)	(677)	(224)	–	–	(189)	(3 603)	36 462
Participations ne donnant pas le contrôle	s.o.	–	–	–	–	–	(190)	–	–	(7)	(197)	2 053
Total des capitaux propres	s.o.	25	(1 301)	1	(1 238)	(677)	(414)	–	–	(196)	(3 800)	38 515
Total du passif et des capitaux propres	721 110 \$	(4) \$	(1 196) \$	– \$	(1 238) \$	38 535 \$	2 240 \$	1 253 \$	– \$	1 272 \$	40 862 \$	761 972 \$

(1) Comme il est mentionné aux notes 10 et 12, au cours de ce trimestre, nous avons reclassé rétrospectivement les garanties en espèces versées des postes Dépôts productifs d'intérêts à des banques et Prêts – prêts de gros au poste Autres actifs et les garanties en espèces reçues du poste Dépôts au poste Autres passifs. Aux fins de ce rapprochement, tous les changements rétrospectifs sont présentés dans la colonne Couverture et autres.

s.o. En vertu des IFRS, les participations ne donnant pas le contrôle sont présentées comme une composante du total des capitaux propres.

Note 3 Première application des IFRS (suite)**Rapprochement entre les PCGR du Canada et les IFRS – Bilan consolidé et capitaux propres au 1^{er} novembre 2010**

	Choix aux termes d'IFRS 1				Autres différences au titre des conventions comptables							IFRS
	PCGR du Canada	Classement des instruments financiers (renvoi 1)	Avantages du personnel (renvoi 2)	Écarts de change cumulés (renvoi 3)	Goodwill (renvoi 4)	Titrisation (décomptabilisation) (renvoi 5)	Entités ad hoc (renvoi 6)	Contrats d'assurance (renvoi 7)	Activités abandonnées (renvoi 8)	Couverture et autres (renvoi 9) (1)	Incidence totale	
Actif												
Trésorerie et montants à recevoir de banques	8 440 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	(30) \$	– \$	888 \$	(762) \$	96 \$	8 536 \$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	13 254	–	–	–	–	–	–	–	(2)	(6 011)	(6 103)	7 241
Valeurs mobilières												
Titres détenus à des fins de transaction	144 925	(3 274)	–	–	–	(12 550)	615	–	124	(1)	(15 086)	129 839
Titres disponibles à la vente	38 594	3 795	–	–	–	817	821	–	5 076	141	10 650	49 244
	183 519	521	–	–	–	(11 733)	1 436	–	5 200	140	(4 436)	179 083
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	72 698	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	72 698
Prêts												
Prêts de détail	214 937	–	–	–	–	48 311	1 920	–	6 892	(133)	56 990	271 927
Prêts de gros	60 107	(775)	–	–	–	–	(793)	–	12 789	(3 731)	7 490	67 597
	275 044	(775)	–	–	–	48 311	1 127	–	19 681	(3 864)	64 480	339 524
Provision pour pertes sur prêts	(2 038)	179	–	–	–	–	–	–	(958)	(50)	(829)	(2 867)
	273 006	(596)	–	–	–	48 311	1 127	–	18 723	(3 914)	63 651	336 657
Placements au nom des détenteurs de fonds distincts	–	–	–	–	–	–	–	279	(22)	–	257	257
Autres												
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	7 371	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	7 371
Dérivés	106 155	–	–	–	–	(24)	(90)	–	68	–	(46)	106 109
Locaux et matériel, montant net	2 139	–	–	–	–	–	–	–	362	–	362	2 501
Goodwill	6 660	–	–	–	(1 404)	–	–	–	1 404	(107)	(107)	6 553
Autres immobilisations incorporelles	1 710	–	–	–	–	–	–	–	216	(1)	215	1 925
Actifs liés aux activités abandonnées	34 364	–	–	–	–	–	–	–	(28 641)	–	(28 641)	5 723
Participations dans des entreprises associées	171	–	–	–	–	–	–	–	–	(40)	(40)	131
Coût des prestations de retraite payé d'avance	1 992	–	(1 740)	–	–	–	–	–	–	14	(1 726)	266
Autres actifs	14 727	(19)	474	–	143	116	(22)	977	1 804	12 121	15 594	30 321
Total de l'actif	726 206 \$	(94) \$	(1 266) \$	– \$	(1 261) \$	36 670 \$	2 421 \$	1 256 \$	– \$	1 440 \$	39 166 \$	765 372 \$
Passif												
Dépôts												
Particuliers	151 347 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	10 346 \$	– \$	10 346 \$	161 693 \$
Entreprises et gouvernements	239 233	–	–	–	–	42 820	2 568	–	7 964	(5 050)	48 302	287 535
Banques	23 981	–	–	–	–	–	–	–	162	(4 858)	(4 696)	19 285
	414 561	–	–	–	–	42 820	2 568	–	18 472	(9 908)	53 952	468 513
Contrats d'assurance et de placement pour le compte des détenteurs de fonds distincts	–	–	–	–	–	–	–	279	(22)	–	257	257
Autres												
Acceptations	7 371	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	7 371
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	46 597	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	46 597
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	41 207	–	–	–	–	(5 577)	–	–	376	–	(5 201)	36 006
Dérivés	108 908	–	–	–	–	(843)	10	–	2	–	(831)	108 077
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	6 273	–	–	–	–	–	–	977	(381)	(2)	594	6 867
Passifs liés aux activités abandonnées	24 454	–	–	–	–	–	–	–	(19 442)	–	(19 442)	5 012
Charge à payer au titre des prestations et des autres avantages postérieurs à l'emploi constitués	1 477	–	98	–	–	–	–	–	–	1	99	1 576
Autres passifs	26 743	(40)	–	–	–	758	(1 642)	–	955	11 504	11 575	38 318
	263 030	(40)	98	–	–	(5 662)	(1 632)	977	(18 450)	11 503	(13 206)	249 824
Déventures subordonnées	6 681	–	–	–	–	–	995	–	–	–	995	7 676
Titres de fiducie de capital	727	–	–	–	–	–	900	–	–	–	900	1 627
Total du passif	684 999	(40)	98	–	–	37 158	2 831	1 256	–	1 595	42 898	727 897
Participations ne donnant pas le contrôle dans les filiales	2 256	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	s.o.
Capitaux propres attribuables aux actionnaires												
Actions privilégiées	4 813	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	4 813
Actions ordinaires	13 378	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	13 378
Actions propres – privilégiées	(2)	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	(2)
– ordinaires	(81)	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	(81)
Bénéfices non distribués	22 942	(57)	(1 364)	(1 664)	(1 261)	(415)	(226)	–	–	(668)	(5 655)	17 287
Autres composantes des capitaux propres	(2 099)	3	–	1 664	–	(73)	(29)	–	–	520	2 085	(14)
	38 951	(54)	(1 364)	–	(1 261)	(488)	(255)	–	–	(148)	(3 570)	35 381
Participations ne donnant pas le contrôle	s.o.	–	–	–	–	–	(155)	–	–	(7)	(162)	2 094
Total des capitaux propres	s.o.	(54)	(1 364)	–	(1 261)	(488)	(410)	–	–	(155)	(3 732)	37 475
Total du passif et des capitaux propres	726 206 \$	(94) \$	(1 266) \$	– \$	(1 261) \$	36 670 \$	2 421 \$	1 256 \$	– \$	1 440 \$	39 166 \$	765 372 \$

(1) Comme il est mentionné aux notes 10 et 12, au cours de ce trimestre, nous avons reclassé rétrospectivement les garanties en espèces versées des postes Dépôts productifs d'intérêts à des banques et Prêts – prêts de gros au poste Autres actifs et les garanties en espèces reçues du poste Dépôts au poste Autres passifs. Aux fins de ce rapprochement, tous les changements rétrospectifs sont présentés dans la colonne Couverture et autres.

s.o. En vertu des IFRS, les participations ne donnant pas le contrôle sont présentées comme une composante du total des capitaux propres.

Rapprochement entre les PCGR du Canada et les IFRS – Compte consolidé de résultat pour l'exercice clos le 31 octobre 2011

(en millions de dollars canadiens)	Choix aux termes d'IFRS 1				Autres différences au titre des conventions comptables				IFRS
	PCGR du Canada	Classement des instruments financiers (renvoi 1)	Avantages du personnel (renvoi 2)	Écarts de change cumulés (renvoi 3)	Titrisation (décomptabilisation) (renvoi 5)	Entités ad hoc (renvoi 6)	Couverture et autres (renvoi 9)	Incidence totale	
Revenu d'intérêt									
Prêts	12 975 \$	10 \$	– \$	– \$	1 847 \$	335 \$	69 \$	2 261 \$	15 236 \$
Valeurs mobilières	5 118	(5)	–	–	(359)	(10)	6	(368)	4 750
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	736	–	–	–	–	–	–	–	736
Dépôts à des banques	91	–	–	–	–	–	–	–	91
	18 920	5	–	–	1 488	325	75	1 893	20 813
Frais d'intérêt									
Dépôts	5 242	–	–	–	1 297	20	(225)	1 092	6 334
Autres passifs	2 725	–	–	–	(54)	52	–	(2)	2 723
Débitures subordonnées	353	–	–	–	–	48	(2)	46	399
	8 320	–	–	–	1 243	120	(227)	1 136	9 456
Revenu net d'intérêt	10 600	5	–	–	245	205	302	757	11 357
Revenus autres que d'intérêt									
Primes d'assurance, revenus de placement et honoraires	4 479	–	(1)	–	–	–	(4)	(5)	4 474
Revenus tirés des fonds communs de placement	1 977	–	–	–	–	–	(2)	(2)	1 975
Revenus tirés des activités de négociation	800	9	–	–	(58)	(95)	(1)	(145)	655
Commissions de gestion de placements et de services de garde	1 998	–	–	–	1	(1)	1	1	1 999
Commissions de courtage en valeurs mobilières	1 329	–	–	–	2	–	–	2	1 331
Frais bancaires	1 324	–	–	–	–	–	(1)	(1)	1 323
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés de services-conseils	1 489	–	–	–	–	(4)	–	(4)	1 485
Revenus de change, autres que ceux tirés des activités de négociation	683	–	–	–	(1)	–	2	1	684
Revenus sur cartes	646	–	–	–	–	251	(15)	236	882
Commissions de crédit	707	–	–	–	–	–	–	–	707
Revenus tirés de la titrisation	797	–	–	–	(416)	(382)	1	(797)	–
Profit net sur les titres disponibles à la vente	128	1	–	–	(2)	1	(24)	(24)	104
Quote-part des bénéfices des entreprises associées	–	–	–	–	–	(13)	6	(7)	(7)
Autres	473	(3)	–	1	256	5	(63)	196	669
Revenus autres que d'intérêt	16 830	7	(1)	1	(218)	(238)	(100)	(549)	16 281
Total des revenus	27 430	12	(1)	1	27	(33)	202	208	27 638
Dotation à la provision pour pertes sur créances	975	(4)	–	–	–	84	78	158	1 133
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	3 360	–	–	–	–	–	(2)	(2)	3 358
Frais autres que d'intérêt									
Ressources humaines	8 958	–	(337)	–	–	–	40	(297)	8 661
Matériel	1 011	–	–	–	–	–	(1)	(1)	1 010
Frais d'occupation	1 027	–	–	–	–	–	(1)	(1)	1 026
Communications	745	–	–	–	–	–	1	1	746
Honoraires	683	–	–	–	11	(9)	7	9	692
Impartition de services de traitement	268	–	–	–	–	–	(2)	(2)	266
Amortissement des autres immobilisations incorporelles	480	–	–	–	–	–	1	1	481
Autres	1 281	(3)	–	–	(4)	3	8	4	1 285
	14 453	(3)	(337)	–	7	(6)	53	(286)	14 167
Bénéfice avant impôt	8 642	19	336	1	20	(111)	73	338	8 980
Impôt sur le résultat	1 888	(5)	91	–	3	(25)	58	122	2 010
Bénéfice net avant participations ne donnant pas le contrôle	6 754								s.o.
Participations ne donnant pas le contrôle dans le bénéfice net des filiales	104								s.o.
Bénéfice net tiré des activités poursuivies	6 650	24	245	1	17	(86)	15	216	6 970
Perte nette découlant des activités abandonnées	(1 798)	19	–	–	–	–	1 253	1 272	(526)
Bénéfice net	4 852 \$	43 \$	245 \$	1 \$	17 \$	(86) \$	1 268 \$	1 488 \$	6 444 \$
Bénéfice net attribuable aux :									
Actionnaires									6 343 \$
Participations ne donnant pas le contrôle									101
Bénéfice net									6 444 \$

s.o. En vertu des IFRS, les participations ne donnant pas le contrôle dans le bénéfice net des filiales sont comprises dans le calcul du bénéfice net.

Note 3 Première application des IFRS (suite)**Rapprochement entre les PCGR du Canada et les IFRS – Compte consolidé de résultat pour le trimestre clos le 30 avril 2011**

	Choix aux termes d'IFRS 1			Autres différences au titre des conventions comptables					Incidence totale	IFRS
	PCGR du Canada	Classement des instruments financiers (renvoi 1)	Avantages du personnel (renvoi 2)	Écarts de change cumulés (renvoi 3)	Titrisation (décomptabilisation) (renvoi 5)	Entités ad hoc (renvoi 6)	Couverture et autres (renvoi 9)			
(en millions de dollars canadiens)										
Revenu d'intérêt										
Prêts	3 157 \$	– \$	– \$	– \$	447 \$	72 \$	18 \$	537 \$	3 694 \$	
Valeurs mobilières	1 295	(3)	–	–	(90)	(2)	5	(90)	1 205	
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	173	–	–	–	–	–	–	–	173	
Dépôts à des banques	26	–	–	–	–	–	–	–	26	
	4 651	(3)	–	–	357	70	23	447	5 098	
Frais d'intérêt										
Dépôts	1 319	–	–	–	328	1	(60)	269	1 588	
Autres passifs	693	–	–	–	(14)	13	–	(1)	692	
Débitures subordonnées	90	–	–	–	–	12	–	12	102	
	2 102	–	–	–	314	26	(60)	280	2 382	
Revenu net d'intérêt	2 549	(3)	–	–	43	44	83	167	2 716	
Revenus autres que d'intérêt										
Primes d'assurance, revenus de placement et honoraires	1 086	–	–	–	–	–	–	–	1 086	
Revenus tirés des fonds communs de placement	511	–	–	–	–	–	(1)	(1)	510	
Revenus tirés des activités de négociation	294	6	–	–	(31)	17	(1)	(9)	285	
Commissions de gestion de placements et de services de garde	489	–	–	–	1	(1)	1	1	490	
Commissions de courtage en valeurs mobilières	345	–	–	–	–	–	(1)	(1)	344	
Frais bancaires	324	–	–	–	–	–	–	–	324	
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés de services-conseils	352	–	–	–	–	–	–	–	352	
Revenus de change, autres que ceux tirés des activités de négociation	172	–	–	–	–	(1)	2	1	173	
Revenus sur cartes	157	–	–	–	–	49	(4)	45	202	
Commissions de crédit	148	–	–	–	–	–	2	2	150	
Revenus tirés de la titrisation	139	–	–	–	(57)	(81)	1	(137)	2	
Profit net sur les titres disponibles à la vente	88	7	–	–	(20)	(1)	(16)	(30)	58	
Quote-part des bénéfices des entreprises associées	–	–	–	–	–	–	2	2	2	
Autres	94	1	–	–	53	6	(17)	43	137	
Revenus autres que d'intérêt	4 199	14	–	–	(54)	(12)	(32)	(84)	4 115	
Total des revenus	6 748	11	–	–	(11)	32	51	83	6 831	
Dotation à la provision pour pertes sur créances	241	(3)	–	–	–	19	16	32	273	
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	843	–	–	–	–	–	–	–	843	
Frais autres que d'intérêt										
Ressources humaines	2 259	–	(87)	–	–	–	11	(76)	2 183	
Matériel	257	–	–	–	–	–	(3)	(3)	254	
Frais d'occupation	255	–	–	–	–	–	2	2	257	
Communications	186	–	–	–	–	–	2	2	188	
Honoraires	159	–	–	–	2	(3)	(1)	(2)	157	
Impartition de services de traitement	74	–	–	–	–	–	(1)	(1)	73	
Amortissement des autres immobilisations incorporelles	119	–	–	–	–	–	1	1	120	
Autres	319	–	–	–	(1)	–	1	–	319	
	3 628	–	(87)	–	1	(3)	12	(77)	3 551	
Bénéfice avant impôt	2 036	14	87	–	(12)	16	23	128	2 164	
Impôt sur le résultat	452	(5)	23	–	(3)	4	11	30	482	
Bénéfice net avant participations ne donnant pas le contrôle	1 584								s.o.	
Participations ne donnant pas le contrôle dans le bénéfice net des filiales	27								s.o.	
Bénéfice net tiré des activités poursuivies	1 557	19	64	–	(9)	12	12	98	1 682	
Perte nette découlant des activités abandonnées	(51)	1	–	–	–	–	(1)	–	(51)	
Bénéfice net	1 506 \$	20 \$	64 \$	– \$	(9) \$	12 \$	11 \$	98 \$	1 631 \$	
Bénéfice net attribuable aux :										
Actionnaires										1 606 \$
Participations ne donnant pas le contrôle										25
Bénéfice net										1 631 \$

s.o. En vertu des IFRS, les participations ne donnant pas le contrôle dans le bénéfice net des filiales sont comprises dans le calcul du bénéfice net.

Rapprochement entre les PCGR du Canada et les IFRS – Compte consolidé de résultat pour le trimestre clos le 31 janvier 2011

	Choix aux termes d'IFRS 1			Autres différences au titre des conventions comptables					IFRS
	PCGR du Canada	Classement des instruments financiers (renvoi 1)	Avantages du personnel (renvoi 2)	Écarts de change cumulés (renvoi 3)	Titrisation (décomptabilisation) (renvoi 5)	Entités ad hoc (renvoi 6)	Couverture et autres (renvoi 9)	Incidence totale	
(en millions de dollars canadiens)									
Revenu d'intérêt									
Prêts	3 308 \$	1 \$	– \$	– \$	470 \$	88 \$	22 \$	581 \$	3 889 \$
Valeurs mobilières	1 267	(1)	–	–	(99)	(6)	1	(105)	1 162
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	171	–	–	–	–	–	–	–	171
Dépôts à des banques	27	–	–	–	–	–	1	1	28
	4 773	–	–	–	371	82	24	477	5 250
Frais d'intérêt									
Dépôts	1 403	–	–	–	333	10	(64)	279	1 682
Autres passifs	676	–	–	–	(19)	13	–	(6)	670
Débitures subordonnées	92	–	–	–	–	12	(1)	11	103
	2 171	–	–	–	314	35	(65)	284	2 455
Revenu net d'intérêt	2 602	–	–	–	57	47	89	193	2 795
Revenus autres que d'intérêt									
Primes d'assurance, revenus de placement et honoraires	826	–	–	–	–	–	(1)	(1)	825
Revenus tirés des fonds communs de placement	441	–	–	–	–	–	–	–	441
Revenus tirés des activités de négociation	735	1	–	–	(55)	39	1	(14)	721
Commissions de gestion de placements et de services de garde	505	–	–	–	–	–	–	–	505
Commissions de courtage en valeurs mobilières	347	–	–	–	1	–	1	2	349
Frais bancaires	328	–	–	–	–	–	(1)	(1)	327
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés de services-conseils	495	–	–	–	–	–	–	–	495
Revenus de change, autres que ceux tirés des activités de négociation	168	–	–	–	–	–	1	1	169
Revenus sur cartes	164	–	–	–	–	61	9	70	234
Commissions de crédit	188	–	–	–	–	–	–	–	188
Revenus tirés de la titrisation	185	–	–	–	(107)	(78)	–	(185)	–
Perte nette sur les titres disponibles à la vente	(11)	2	–	–	(5)	–	(2)	(5)	(16)
Quote-part des bénéficiaires des entreprises associées	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres	124	1	–	5	55	6	(6)	61	185
Revenus autres que d'intérêt	4 495	4	–	5	(111)	28	2	(72)	4 423
Total des revenus	7 097	4	–	5	(54)	75	91	121	7 218
Dotations à la provision pour pertes sur créances	224	–	–	–	–	21	19	40	264
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	567	–	–	–	–	–	–	–	567
Frais autres que d'intérêt									
Ressources humaines	2 482	–	(78)	–	–	–	13	(65)	2 417
Matériel	241	–	–	–	–	–	2	2	243
Frais d'occupation	242	–	–	–	–	–	(2)	(2)	240
Communications	162	–	–	–	–	–	(1)	(1)	161
Honoraires	155	–	–	–	1	–	7	8	163
Impartition de services de traitement	67	–	–	–	–	–	(1)	(1)	66
Amortissement des autres immobilisations incorporelles	112	–	–	–	–	–	–	–	112
Autres	263	(2)	–	–	(1)	–	7	4	267
	3 724	(2)	(78)	–	–	–	25	(55)	3 669
Bénéfice avant impôt	2 582	6	78	5	(54)	54	47	136	2 718
Impôt sur le résultat	655	–	20	3	(11)	15	40	67	722
Bénéfice net avant participations ne donnant pas le contrôle	1 927								s.o.
Participations ne donnant pas le contrôle dans le bénéfice net des filiales	29								s.o.
Bénéfice net tiré des activités poursuivies	1 898	6	58	2	(43)	39	7	69	1 996
Perte nette découlant des activités abandonnées	(59)	11	–	–	–	–	–	11	(48)
Bénéfice net	1 839 \$	17 \$	58 \$	2 \$	(43) \$	39 \$	7 \$	80 \$	1 948 \$
Bénéfice net attribuable aux :									
Actionnaires									1 922 \$
Participations ne donnant pas le contrôle									26
Bénéfice net									1 948 \$

s.o. En vertu des IFRS, les participations ne donnant pas le contrôle dans le bénéfice net des filiales sont comprises dans le calcul du bénéfice net.

Note 3 Première application des IFRS (suite)**Rapprochement entre les PCGR du Canada et les IFRS – Compte consolidé de résultat pour le semestre clos le 30 avril 2011**

	Choix aux termes d'IFRS 1			Autres différences au titre des conventions comptables					IFRS
	PCGR du Canada	Classement des instruments financiers (renvoi 1)	Avantages du personnel (renvoi 2)	Écarts de change cumulés (renvoi 3)	Titrisation (décomptabilisation) (renvoi 5)	Entités ad hoc (renvoi 6)	Couverture et autres (renvoi 9)	Incidence totale	
(en millions de dollars canadiens)									
Revenu d'intérêt	6 465 \$	1 \$	– \$	– \$	917 \$	160 \$	40 \$	1 118 \$	7 583 \$
Prêts	2 562	(4)	–	–	(189)	(8)	6	(195)	2 367
Valeurs mobilières	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	344	–	–	–	–	–	–	–	344
Dépôts à des banques	53	–	–	–	–	–	1	1	54
	9 424	(3)	–	–	728	152	47	924	10 348
Frais d'intérêt									
Dépôts	2 722	–	–	–	661	11	(124)	548	3 270
Autres passifs	1 369	–	–	–	(33)	26	–	(7)	1 362
Débitures subordonnées	182	–	–	–	–	24	(1)	23	205
	4 273	–	–	–	628	61	(125)	564	4 837
Revenu net d'intérêt	5 151	(3)	–	–	100	91	172	360	5 511
Revenus autres que d'intérêt									
Primes d'assurance, revenus de placement et honoraires	1 912	–	–	–	–	–	(1)	(1)	1 911
Revenus tirés des fonds communs de placement	952	–	–	–	–	–	(1)	(1)	951
Revenus tirés des activités de négociation	1 029	7	–	–	(86)	56	–	(23)	1 006
Commissions de gestion de placements et de services de garde	994	–	–	–	1	(1)	1	1	995
Commissions de courtage en valeurs mobilières	692	–	–	–	1	–	–	1	693
Frais bancaires	652	–	–	–	–	–	(1)	(1)	651
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés de services-conseils	847	–	–	–	–	–	–	–	847
Revenus de change, autres que ceux tirés des activités de négociation	340	–	–	–	–	(1)	3	2	342
Revenus sur cartes	321	–	–	–	–	110	5	115	436
Commissions de crédit	336	–	–	–	–	–	2	2	338
Revenus tirés de la titrisation	324	–	–	–	(164)	(159)	1	(322)	2
Profit net sur les titres disponibles à la vente	77	9	–	–	(25)	(1)	(18)	(35)	42
Quote-part des bénéfices des entreprises associées	–	–	–	–	–	–	2	2	2
Autres	218	2	–	5	108	12	(23)	104	322
Revenus autres que d'intérêt	8 694	18	–	5	(165)	16	(30)	(156)	8 538
Total des revenus	13 845	15	–	5	(65)	107	142	204	14 049
Dotation à la provision pour pertes sur créances	465	(3)	–	–	–	40	35	72	537
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	1 410	–	–	–	–	–	–	–	1 410
Frais autres que d'intérêt									
Ressources humaines	4 741	–	(165)	–	–	–	24	(141)	4 600
Matériel	498	–	–	–	–	–	(1)	(1)	497
Frais d'occupation	497	–	–	–	–	–	–	–	497
Communications	348	–	–	–	–	–	1	1	349
Honoraires	314	–	–	–	3	(3)	6	6	320
Impartition de services de traitement	141	–	–	–	–	–	(2)	(2)	139
Amortissement des autres immobilisations incorporelles	231	–	–	–	–	–	1	1	232
Autres	582	(2)	–	–	(2)	–	8	4	586
	7 352	(2)	(165)	–	1	(3)	37	(132)	7 220
Bénéfice avant impôt	4 618	20	165	5	(66)	70	70	264	4 882
Impôt sur le résultat	1 107	(5)	43	3	(14)	19	51	97	1 204
Bénéfice net avant participations ne donnant pas le contrôle	3 511								s.o.
Participations ne donnant pas le contrôle dans le bénéfice net des filiales	56								s.o.
Bénéfice net tiré des activités poursuivies	3 455	25	122	2	(52)	51	19	167	3 678
Perte nette découlant des activités abandonnées	(110)	12	–	–	–	–	(1)	11	(99)
Bénéfice net	3 345 \$	37 \$	122 \$	2 \$	(52)\$	51 \$	18 \$	178 \$	3 579 \$
Bénéfice net attribuable aux :									
Actionnaires									3 528 \$
Participations ne donnant pas le contrôle									51
Bénéfice net									3 579 \$

s.o. En vertu des IFRS, les participations ne donnant pas le contrôle dans le bénéfice net des filiales sont comprises dans le calcul du bénéfice net.

Ajustements importants aux tableaux des flux de trésorerie

Lors de la transition aux IFRS, les postes suivants ont été reclassés des activités d'investissement aux activités opérationnelles dans les tableaux consolidés des flux de trésorerie : Variation des prêts, déduction faite de la titrisation, Produit de la titrisation et Variation des biens achetés en vertu de conventions de vente et des titres empruntés. De plus, les postes suivants ont été reclassés des activités de financement aux activités opérationnelles : Variation des dépôts, Variation des engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés et Variation des engagements afférents à des titres vendus à découvert. L'incidence de ces reclassements sur nos flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités opérationnelles, d'investissement et de financement est présentée dans le tableau ci-dessous.

Rapprochement entre les PCGR du Canada et les IFRS – Tableau consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 octobre 2011

	PCGR du Canada	Ajustements de reclassement	Autres incidences de la transition	IFRS
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités opérationnelles	10 338 \$	(9 475)\$	3 616 \$	4 479 \$
Flux de trésorerie nets (affectés aux) provenant des activités d'investissement	(32 936)	41 823	(3 685)	5 202
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités de financement	29 174	(32 348)	23	(3 151)
Incidence de la variation des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	57	—	19	76
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	6 633	—	(27)	6 606
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début ⁽¹⁾	9 330	—	(792)	8 538
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin	15 963 \$	— \$	(819)\$	15 144 \$

Rapprochement entre les PCGR du Canada et les IFRS – Tableau consolidé des flux de trésorerie pour le trimestre clos le 30 avril 2011

	PCGR du Canada	Ajustements de reclassement	Autres incidences de la transition	IFRS
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités opérationnelles	150 \$	(3 153)\$	(1 182)\$	(4 185)\$
Flux de trésorerie nets provenant des activités d'investissement	2 210	3 274	835	6 319
Flux de trésorerie nets (affectés aux) provenant des activités de financement	(1 468)	(121)	17	(1 572)
Incidence de la variation des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(146)	—	2	(144)
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	746	—	(328)	418
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début ⁽¹⁾	8 203	—	(357)	7 846
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin	8 949 \$	— \$	(685)\$	8 264 \$

Rapprochement entre les PCGR du Canada et les IFRS – Tableau consolidé des flux de trésorerie pour le trimestre clos le 31 janvier 2011

	PCGR du Canada	Ajustements de reclassement	Autres incidences de la transition	IFRS
Flux de trésorerie nets (affectés aux) provenant des activités opérationnelles	(15 860)\$	15 723 \$	4 128 \$	3 991 \$
Flux de trésorerie nets (affectés aux) provenant des activités d'investissement	(11 891)	10 352	(3 702)	(5 241)
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités de financement	26 671	(26 075)	6	602
Incidence de la variation des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(47)	—	3	(44)
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(1 127)	—	435	(692)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début ⁽¹⁾	9 330	—	(792)	8 538
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin	8 203 \$	— \$	(357)\$	7 846 \$

Rapprochement entre les PCGR du Canada et les IFRS – Tableau consolidé des flux de trésorerie pour le semestre clos le 30 avril 2011

	PCGR du Canada	Ajustements de reclassement	Autres incidences de la transition	IFRS
Flux de trésorerie nets (affectés aux) provenant des activités opérationnelles	(15 710)\$	12 570 \$	2 946 \$	(194)\$
Flux de trésorerie nets (affectés aux) provenant des activités d'investissement	(9 681)	13 626	(2 867)	1 078
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités de financement	25 203	(26 196)	23	(970)
Incidence de la variation des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(193)	—	5	(188)
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(381)	—	107	(274)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début ⁽¹⁾	9 330	—	(792)	8 538
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin	8 949 \$	— \$	(685)\$	8 264 \$

(1) La trésorerie et les équivalents de trésorerie se rapportent au total de notre trésorerie et aux montants à recevoir de banques liés aux activités poursuivies, tels qu'ils sont présentés dans nos bilans consolidés, ainsi qu'à la trésorerie et aux montants à recevoir de banques liés aux activités abandonnées.

Note 4 Juste valeur des instruments financiers**Valeur comptable et juste valeur de certains instruments financiers**

Les tableaux suivants illustrent la comparaison de la valeur comptable et de la juste valeur de chaque type d'instrument financier.

	Au 30 avril 2012								
	Valeur comptable et juste valeur			Valeur comptable		Juste valeur		Total de la valeur comptable	Total de la juste valeur
	Instruments financiers devant être désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net en raison de leur nature	Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net selon l'option de la juste valeur	Instruments disponibles à la vente évalués à la juste valeur	Prêts et créances et passifs autres que détenus à des fins de transaction	Prêts et créances et passifs autres que détenus à des fins de transaction	Placements détenus jusqu'à l'échéance évalués au coût après amortissement			
Actifs financiers									
Valeurs mobilières									
Titres détenus à des fins de transaction	114 991 \$	10 055 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	125 046 \$	125 046 \$	
Titres disponibles à la vente	–	–	38 870	–	–	526	39 396	39 396	
Total des valeurs mobilières	114 991	10 055	38 870	–	–	526	164 442	164 442	
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	–	77 999	–	30 601	30 601	–	108 600	108 600	
Prêts									
Prêts de détail	–	–	–	290 584	287 993	–	290 584	287 993	
Prêts de gros	16	1 289	–	70 830	69 640	–	72 135	70 945	
Total des prêts	16	1 289	–	361 414	357 633	–	362 719	358 938	
Autres									
Dérivés	87 863	–	–	–	–	–	87 863	87 863	
Autres actifs	–	568	–	34 930	34 930	–	35 498	35 498	
Passifs financiers									
Dépôts									
Particuliers	– \$	5 458 \$	– \$	167 893 \$	168 213 \$	– \$	173 351 \$	173 671 \$	
Entreprises et gouvernements (1)	–	49 323	–	253 624	253 350	–	302 947	302 673	
Banques (2)	–	3 718	–	15 859	15 859	–	19 577	19 577	
Total des dépôts	–	58 499	–	437 376	437 422	–	495 875	495 921	
Autres									
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	50 150	–	–	–	–	–	50 150	50 150	
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	47 632	–	7 537	7 537	–	55 169	55 169	
Dérivés (3)	92 104	–	–	–	–	–	92 104	92 104	
Autres passifs	78	13	–	43 011	43 012	–	43 102	43 103	
Déventures subordonnées	–	113	–	7 440	7 320	–	7 553	7 433	
Titres de fiducie de capital	–	–	–	895	945	–	895	945	

	Au 31 janvier 2012								Total de la valeur comptable	Total de la juste valeur
	Valeur comptable et juste valeur			Valeur comptable		Juste valeur		Placements détenus jusqu'à l'échéance évalués au coût après amortissement		
	Instruments financiers devant être désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net en raison de leur nature	Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net selon l'option de la juste valeur	Instruments disponibles à la vente évalués à la juste valeur	Prêts et créances et passifs autres que détenus à des fins de transaction	Prêts et créances et passifs autres que détenus à des fins de transaction					
Actifs financiers										
Valeurs mobilières										
Titres détenus à des fins de transaction	113 230 \$	10 335 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	123 565 \$	123 565 \$	
Titres disponibles à la vente	–	–	41 138	–	–	–	483	41 621	41 621	
Total des valeurs mobilières	113 230	10 335	41 138	–	–	–	483	165 186	165 186	
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	–	68 538	–	27 674	27 674	–	–	96 212	96 212	
Prêts										
Prêts de détail	–	–	–	285 998	284 573	–	–	285 998	284 573	
Prêts de gros	319	1 275	–	66 346	64 913	–	–	67 940	66 507	
Total des prêts	319	1 275	–	352 344	349 486	–	–	353 938	351 080	
Autres										
Dérivés	103 341	–	–	–	–	–	–	103 341	103 341	
Autres actifs	–	518	–	31 908	31 908	–	–	32 426	32 426	
Passifs financiers										
Dépôts										
Particuliers	– \$	5 127 \$	– \$	166 977 \$	167 360 \$	– \$	– \$	172 104 \$	172 487 \$	
Entreprises et gouvernements (1)	–	57 518	–	242 582	242 901	–	–	300 100	300 419	
Banques (2)	–	2 694	–	14 929	14 929	–	–	17 623	17 623	
Total des dépôts	–	65 339	–	424 488	425 190	–	–	489 827	490 529	
Autres										
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	37 358	–	–	–	–	–	–	37 358	37 358	
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	46 169	–	7 393	7 393	–	–	53 562	53 562	
Dérivés (3)	106 763	–	–	–	–	–	–	106 763	106 763	
Autres passifs	84	9	–	43 512	43 512	–	–	43 605	43 605	
Débitures subordonnées	–	115	–	8 629	8 453	–	–	8 744	8 568	
Titres de fiducie de capital	–	–	–	900	958	–	–	900	958	

Note 4 Juste valeur des instruments financiers (suite)

	Au 31 octobre 2011							
	Valeur comptable et juste valeur			Valeur		Placements détenus jusqu'à l'échéance évalués au coût après amortissement	Total de la valeur comptable	Total de la juste valeur
	Instruments financiers devant être désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net en raison de leur nature	Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net selon l'option de la juste valeur	Instruments disponibles à la vente évalués à la juste valeur	Prêts et créances et passifs autres que détenus à des fins de transaction	Prêts et créances et passifs autres que détenus à des fins de transaction			
Actifs financiers								
Valeurs mobilières								
Titres détenus à des fins de transaction	117 986 \$	10 142 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	128 128 \$	128 128 \$
Titres disponibles à la vente	–	–	38 433	–	–	461	38 894	38 894
Total des valeurs mobilières	117 986	10 142	38 433	–	–	461	167 022	167 022
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	–	63 870	–	21 077	21 077	–	84 947	84 947
Prêts								
Prêts de détail	–	–	–	283 586	282 277	–	283 586	282 277
Prêts de gros	139	1 375	–	62 430	60 735	–	63 944	62 249
Total des prêts	139	1 375	–	346 016	343 012	–	347 530	344 526
Autres								
Dérivés	99 650	–	–	–	–	–	99 650	99 650
Autres actifs	–	516	–	29 074	29 074	–	29 590	29 590
Passifs financiers								
Dépôts								
Particuliers	– \$	3 615 \$	– \$	162 415 \$	162 949 \$	– \$	166 030 \$	166 564 \$
Entreprises et gouvernements (1)	–	55 452	–	242 059	242 460	–	297 511	297 912
Banques (2)	–	3 777	–	11 784	11 784	–	15 561	15 561
Total des dépôts	–	62 844	–	416 258	417 193	–	479 102	480 037
Autres								
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	44 284	–	–	–	–	–	44 284	44 284
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	35 442	–	7 293	7 293	–	42 735	42 735
Dérivés (3)	100 522	–	–	–	–	–	100 522	100 522
Autres passifs	68	12	–	43 309	43 309	–	43 389	43 389
Débiteures subordonnées	–	111	–	8 638	8 514	–	8 749	8 625
Titres de fiducie de capital	–	–	–	894	958	–	894	958

	Au 30 avril 2011								Total de la valeur comptable	Total de la juste valeur	
	Valeur comptable et juste valeur			Valeur comptable		Juste valeur		Total de la valeur comptable			Total de la juste valeur
	Instruments financiers devant être désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net en raison de leur nature	Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net selon l'option de la juste valeur	Instruments disponibles à la vente évalués à la juste valeur	Prêts et créances et passifs autres que détenus à des fins de transaction	Prêts et créances et passifs autres que détenus à des fins de transaction	Placements détenus jusqu'à l'échéance évalués au coût après amortissement					
Actifs financiers											
Valeurs mobilières											
Titres détenus à des fins de transaction	144 652 \$	10 489 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	155 141 \$	155 141 \$			
Titres disponibles à la vente	–	–	43 679	–	–	423	44 102	44 102			
Total des valeurs mobilières	144 652	10 489	43 679	–	–	423	199 243	199 243			
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés											
	–	54 524	–	25 306	25 306	–	79 830	79 830			
Prêts											
Prêts de détail	–	–	–	275 957	274 348	–	275 957	274 348			
Prêts de gros	–	1 310	–	66 248	65 198	–	67 558	66 508			
Total des prêts	–	1 310	–	342 205	339 546	–	343 515	340 856			
Autres											
Dérivés	82 494	–	–	–	–	–	82 494	82 494			
Autres actifs	–	361	–	25 685	25 685	–	26 046	26 046			
Passifs financiers											
Dépôts											
Particuliers	– \$	3 091 \$	– \$	161 064 \$	161 432 \$	– \$	164 155 \$	164 523 \$			
Entreprises et gouvernements (1)	–	56 002	–	242 626	243 102	–	298 628	299 104			
Banques (2)	–	3 202	–	12 523	12 523	–	15 725	15 725			
Total des dépôts	–	62 295	–	416 213	417 057	–	478 508	479 352			
Autres											
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	62 042	–	–	–	–	–	62 042	62 042			
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	23 548	–	16 353	16 353	–	39 901	39 901			
Dérivés (3)	85 200	–	–	–	–	–	85 200	85 200			
Autres passifs	(42)	60	–	40 758	40 775	–	40 776	40 793			
Débetures subordonnées	–	105	–	8 472	8 454	–	8 577	8 559			
Titres de fiducie de capital	–	–	–	1 641	1 710	–	1 641	1 710			

Note 4 Juste valeur des instruments financiers (suite)

	Au 1 ^{er} novembre 2010								
	Valeur comptable et juste valeur			Valeur comptable		Juste valeur		Total de la valeur comptable	Total de la juste valeur
	Instruments financiers devant être désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net en raison de leur nature	Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net selon l'option de la juste valeur	Instruments disponibles à la vente évalués à la juste valeur	Prêts et créances et passifs autres que détenus à des fins de transaction	Prêts et créances et passifs autres que détenus à des fins de transaction	Placements détenus jusqu'à l'échéance évalués au coût après amortissement			
Actifs financiers									
Valeurs mobilières									
Titres détenus à des fins de transaction	120 322 \$	9 517 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	129 839 \$	129 839 \$
Titres disponibles à la vente	–	–	48 588	–	–	–	656	49 244	49 244
Total des valeurs mobilières	120 322	9 517	48 588	–	–	–	656	179 083	179 083
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	–	51 713	–	20 985	20 985	–	–	72 698	72 698
Prêts									
Prêts de détail	–	–	–	270 370	269 950	–	–	270 370	269 950
Prêts de gros	–	1 363	–	64 924	63 453	–	–	66 287	64 816
Total des prêts	–	1 363	–	335 294	333 403	–	–	336 657	334 766
Autres									
Dérivés	106 109	–	–	–	–	–	–	106 109	106 109
Autres actifs	–	296	–	28 952	28 952	–	–	29 248	29 248
Passifs financiers									
Dépôts									
Particuliers	– \$	3 237 \$	– \$	158 456 \$	159 255 \$	– \$	– \$	161 693 \$	162 492 \$
Entreprises et gouvernements (1)	–	61 038	–	226 497	226 665	–	–	287 535	287 703
Banques (2)	–	4 713	–	14 572	14 572	–	–	19 285	19 285
Total des dépôts	–	68 988	–	399 525	400 492	–	–	468 513	469 480
Autres									
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	46 597	–	–	–	–	–	–	46 597	46 597
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	25 695	–	10 311	10 311	–	–	36 006	36 006
Dérivés (3)	108 077	–	–	–	–	–	–	108 077	108 077
Autres passifs	(509)	127	–	42 654	42 333	–	–	42 272	41 951
Débiteures subordonnées	–	119	–	7 557	7 522	–	–	7 676	7 641
Titres de fiducie de capital	–	–	–	1 627	1 734	–	–	1 627	1 734

(1) Le poste Entreprises et gouvernements comprend les dépôts provenant d'institutions de dépôt réglementées qui ne sont pas des banques réglementées.

(2) Les banques désignent les banques réglementées.

(3) Comprend des contrats à valeur stable visant des polices d'assurance vie détenues par des banques d'un montant de 319 millions de dollars (320 millions au 31 janvier 2012; 283 millions au 31 octobre 2011; 171 millions au 30 avril 2011; 170 millions au 1^{er} novembre 2010) et des contrats à valeur stable visant des régimes 401(k) d'un montant négligeable (montant négligeable au 31 janvier 2012; 1 million au 31 octobre 2011; un montant négligeable au 30 avril 2011; 2 millions au 1^{er} novembre 2010).

Les tableaux suivants présentent des renseignements sur les prêts et les créances désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net, le risque maximal de crédit, le degré d'atténuation du risque par les dérivés de crédit et des instruments semblables ainsi que les variations de la juste valeur de ces actifs.

	Au 30 avril 2012						
	Valeur comptable des prêts et créances désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	Risque maximal de crédit	Variations de la juste valeur pour la période attribuables aux variations du risque de crédit	Variations cumulatives de la juste valeur depuis la comptabilisation initiale attribuables aux variations du risque de crédit (1)	Degré d'atténuation du risque de crédit par les dérivés de crédit ou des instruments semblables	Variations de la juste valeur des dérivés de crédit ou des instruments semblables pour le trimestre	Variations cumulatives de la juste valeur des dérivés de crédit ou des instruments semblables (1)
Prêts et créances désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net							
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	4 263 \$	4 263 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	77 999	77 999	–	–	–	–	–
Prêts – prêts de gros	1 289	1 289	4	(8)	283	(2)	–
Autres actifs	172	172	–	–	–	–	–
Total	83 723 \$	83 723 \$	4 \$	(8)\$	283 \$	(2)\$	– \$

Au 31 janvier 2012

Prêts et créances désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	Valeur comptable des prêts et créances désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	Risque maximal de crédit	Variations de la juste valeur pour la période attribuables aux variations du risque de crédit	Variations cumulatives de la juste valeur depuis la comptabilisation initiale attribuables aux variations du risque de crédit (1)	Degré d'atténuation du risque de crédit par les dérivés de crédit ou des instruments semblables	Variations de la juste valeur des dérivés de crédit ou des instruments semblables pour le trimestre	Variations cumulatives de la juste valeur des dérivés de crédit ou des instruments semblables (1)
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	1 166 \$	1 166 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	68 538	68 538	–	–	–	–	–
Prêts – prêts de gros	1 275	1 275	1	(12)	287	(1)	2
Autres actifs	139	139	–	–	–	–	–
Total	71 118 \$	71 118 \$	1 \$	(12)\$	287 \$	(1)\$	2 \$

Au 31 octobre 2011

Prêts et créances désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	Valeur comptable des prêts et créances désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	Risque maximal de crédit	Variations de la juste valeur pour la période attribuables aux variations du risque de crédit	Variations cumulatives de la juste valeur depuis la comptabilisation initiale attribuables aux variations du risque de crédit (1)	Degré d'atténuation du risque de crédit par les dérivés de crédit ou des instruments semblables	Variations de la juste valeur des dérivés de crédit ou des instruments semblables pour le trimestre	Variations cumulatives de la juste valeur des dérivés de crédit ou des instruments semblables (1)
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	666 \$	666 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	63 870	63 870	–	–	–	–	–
Prêts – prêts de gros	1 375	1 375	(5)	(15)	300	(1)	3
Autres actifs	177	177	–	–	–	–	–
Total	66 088 \$	66 088 \$	(5)\$	(15)\$	300 \$	(1)\$	3 \$

Au 30 avril 2011

Prêts et créances désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	Valeur comptable des prêts et créances désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	Risque maximal de crédit	Variations de la juste valeur pour la période attribuables aux variations du risque de crédit	Variations cumulatives de la juste valeur depuis la comptabilisation initiale attribuables aux variations du risque de crédit (1)	Degré d'atténuation du risque de crédit par les dérivés de crédit ou des instruments semblables	Variations de la juste valeur des dérivés de crédit ou des instruments semblables pour le trimestre	Variations cumulatives de la juste valeur des dérivés de crédit ou des instruments semblables (1)
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	1 260 \$	1 260 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	54 524	54 524	–	–	–	–	–
Prêts – prêts de gros	1 310	1 310	(4)	(2)	305	1	2
Total	57 094 \$	57 094 \$	(4)\$	(2)\$	305 \$	1 \$	2 \$

Au 1^{er} novembre 2010

Prêts et créances désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	Valeur comptable des prêts et créances désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	Risque maximal de crédit	Variations de la juste valeur pour l'exercice attribuables aux variations du risque de crédit	Variations cumulatives de la juste valeur depuis la comptabilisation initiale attribuables aux variations du risque de crédit (1)	Degré d'atténuation du risque de crédit par les dérivés de crédit ou des instruments semblables	Variations de la juste valeur des dérivés de crédit ou des instruments semblables pour le trimestre	Variations cumulatives de la juste valeur des dérivés de crédit ou des instruments semblables (1)
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	182 \$	182 \$	s.o.	s.o.	– \$	s.o.	s.o.
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	51 713	51 713	s.o.	s.o.	–	s.o.	s.o.
Prêts – prêts de gros	1 363	1 363	s.o.	s.o.	346	s.o.	s.o.
Total	53 258 \$	53 258 \$	– \$	– \$	346 \$	– \$	– \$

(1) La variation cumulative est mesurée depuis le 1^{er} novembre 2010 ou depuis la comptabilisation initiale des dérivés de crédit ou des instruments semblables, selon la plus éloignée des deux dates.
s.o. sans objet.

Note 4 Juste valeur des instruments financiers (suite)

Les tableaux suivants présentent les variations de la juste valeur de nos passifs financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net ainsi que leur valeur à l'échéance contractuelle et leur valeur comptable.

Passifs désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	Au 30 avril 2012				
	Valeur à l'échéance contractuelle	Valeur comptable	Écart entre la valeur comptable et la valeur à l'échéance contractuelle	Variations de la juste valeur pour le trimestre attribuables aux modifications des écarts de taux de RBC	Variations cumulatives de la juste valeur attribuables aux modifications des écarts de taux de RBC (1)
Dépôts à terme					
Particuliers	5 490 \$	5 458 \$	(32)\$	5 \$	(11)\$
Entreprises et gouvernements (2)	49 230	49 323	93	31	(20)
Banques (3)	3 717	3 718	1	–	–
Total des dépôts à terme	58 437	58 499	62	36	(31)
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	47 633	47 632	(1)	–	–
Autres passifs	13	13	–	–	–
Débitures subordonnées	124	113	(11)	(2)	(9)
Total	106 207 \$	106 257 \$	50 \$	34 \$	(40)\$

Passifs désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	Au 31 janvier 2012				
	Valeur à l'échéance contractuelle	Valeur comptable	Écart entre la valeur comptable et la valeur à l'échéance contractuelle	Variations de la juste valeur pour le trimestre attribuables aux modifications des écarts de taux de RBC	Variations cumulatives de la juste valeur attribuables aux modifications des écarts de taux de RBC (1)
Dépôts à terme					
Particuliers	5 164 \$	5 127 \$	(37)\$	(2)\$	(16)\$
Entreprises et gouvernements (2)	57 497	57 518	21	(6)	(51)
Banques (3)	2 694	2 694	–	–	–
Total des dépôts à terme	65 355	65 339	(16)	(8)	(67)
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	46 170	46 169	(1)	–	–
Autres passifs	9	9	–	–	–
Débitures subordonnées	132	115	(17)	–	(7)
Total	111 666 \$	111 632 \$	(34)\$	(8)\$	(74)\$

Passifs désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	Au 31 octobre 2011				
	Valeur à l'échéance contractuelle	Valeur comptable	Écart entre la valeur comptable et la valeur à l'échéance contractuelle	Variations de la juste valeur pour le trimestre attribuables aux modifications des écarts de taux de RBC	Variations cumulatives de la juste valeur attribuables aux modifications des écarts de taux de RBC (1)
Dépôts à terme					
Particuliers	3 598 \$	3 615 \$	17 \$	(12)\$	(14)\$
Entreprises et gouvernements (2)	55 623	55 452	(171)	(46)	(45)
Banques (3)	3 777	3 777	–	–	–
Total des dépôts à terme	62 998	62 844	(154)	(58)	(59)
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	35 444	35 442	(2)	–	–
Autres passifs	12	12	–	–	–
Débitures subordonnées	128	111	(17)	(12)	(7)
Total	98 582 \$	98 409 \$	(173)\$	(70)\$	(66)\$

Passifs désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	Au 30 avril 2011			Variations de la juste valeur pour le trimestre attribuables aux modifications des écarts de taux de RBC	Variations cumulatives de la juste valeur attribuables aux modifications des écarts de taux de RBC (1)
	Valeur à l'échéance contractuelle	Valeur comptable	Écart entre la valeur comptable et la valeur à l'échéance contractuelle		
Dépôts à terme					
Particuliers	3 013 \$	3 091 \$	78 \$	2 \$	1 \$
Entreprises et gouvernements (2)	56 069	56 002	(67)	21	(4)
Banques (3)	3 202	3 202	–	–	–
Total des dépôts à terme	62 284	62 295	11	23	(3)
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	23 548	23 548	–	–	–
Autres passifs	60	60	–	–	–
Débitures subordonnées	117	105	(12)	–	4
Total	86 009 \$	86 008 \$	(1)\$	23 \$	1 \$

Passifs désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	Au 1 ^{er} novembre 2010			Variations de la juste valeur pour le trimestre attribuables aux modifications des écarts de taux de RBC	Variations cumulatives de la juste valeur attribuables aux modifications des écarts de taux de RBC (1)
	Valeur à l'échéance contractuelle	Valeur comptable	Écart entre la valeur comptable et la valeur à l'échéance contractuelle		
Dépôts à terme					
Particuliers	3 300 \$	3 237 \$	(63)\$	s.o.	s.o.
Entreprises et gouvernements (2)	61 124	61 038	(86)	s.o.	s.o.
Banques (3)	4 713	4 713	–	s.o.	s.o.
Total des dépôts à terme	69 137	68 988	(149)	s.o.	s.o.
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	25 697	25 695	(2)	s.o.	s.o.
Autres passifs	127	127	–	s.o.	s.o.
Débitures subordonnées	127	119	(8)	s.o.	s.o.
Total	95 088 \$	94 929 \$	(159)\$	s.o.	s.o.

(1) La variation cumulative est mesurée depuis le 1^{er} novembre 2010 ou depuis la comptabilisation initiale des passifs désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net, selon la plus éloignée des deux dates.

(2) Le poste Entreprises et gouvernements comprend les dépôts provenant d'institutions de dépôt réglementées qui ne sont pas des banques réglementées.

(3) Les banques désignent les banques réglementées.

s.o. sans objet.

Juste valeur des actifs et des passifs classés selon la hiérarchie des évaluations à la juste valeur

Le tableau suivant présente les instruments financiers évalués à la juste valeur et classés selon la hiérarchie des évaluations à la juste valeur définie dans IFRS 7. IFRS 7 exige que tous les instruments financiers évalués à la juste valeur soient classés dans l'un des trois niveaux de la hiérarchie décrite ci-dessous aux fins de la présentation d'informations. Chaque niveau correspond à un degré de transparence des données utilisées dans l'évaluation de la juste valeur des actifs et des passifs :

- Niveau 1 – Les données correspondent à des prix cotés non ajustés d'instruments identiques sur des marchés actifs.
- Niveau 2 – Les données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, directement ou indirectement.
- Niveau 3 – Une ou plusieurs données importantes utilisées dans la technique d'évaluation sont non observables aux fins du calcul de la juste valeur des instruments.

La hiérarchie qui s'applique dans le cadre de la détermination de la juste valeur exige l'utilisation de données observables sur le marché chaque fois que de telles données existent. Un instrument financier est classé en fonction de la donnée du niveau le plus bas qui a une importance dans l'évaluation de la juste valeur.

Note 4 Juste valeur des instruments financiers (suite)

	Au 30 avril 2012					Au 31 janvier 2012					
	Évaluations à la juste valeur selon le (1)			Total de la juste valeur, montant brut	Actifs/passifs à la juste valeur	Évaluations à la juste valeur selon le (1)			Total de la juste valeur, montant brut	Actifs/passifs à la juste valeur	
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3			Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3			
Actifs financiers											
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	– \$	4 263 \$	– \$	4 263 \$		4 263 \$	– \$	1 166 \$	– \$	1 166 \$	1 166 \$
Valeurs mobilières											
Titres détenus à des fins de transaction											
Créances d'entités gouvernementales canadiennes (3)											
Gouvernement fédéral	8 096	8 833	–	16 929	16 929	8 171	9 200	–	17 371	17 371	17 371
Provinces et municipalités	–	8 531	–	8 531	8 531	–	8 351	3	8 354	8 354	8 354
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains (3)	8 232	15 134	30	23 396	23 396	4 260	13 968	38	18 266	18 266	18 266
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE (4)	6 768	7 566	–	14 334	14 334	4 144	9 410	–	13 554	13 554	13 554
Titres adossés à des créances hypothécaires (3)	–	489	40	529	529	–	411	42	453	453	453
Titres adossés à des actifs TGC (5)	–	–	124	124	124	–	–	150	150	150	150
Titres non garantis par des créances	–	690	23	713	713	–	656	102	758	758	758
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	1 198	19 831	426	21 455	21 455	2 761	22 280	504	25 545	25 545	25 545
Titres de participation	36 542	2 181	312	39 035	39 035	36 349	2 473	292	39 114	39 114	39 114
	60 836	63 255	955	125 046	125 046	55 685	66 749	1 131	123 565	123 565	123 565
Titres disponibles à la vente (6)											
Créances d'entités gouvernementales canadiennes (3)											
Gouvernement fédéral	196	10 774	–	10 970	10 970	852	10 357	–	11 209	11 209	11 209
Provinces et municipalités	–	1 187	–	1 187	1 187	–	1 228	–	1 228	1 228	1 228
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains (3)	25	2 718	2 486	5 229	5 229	25	2 393	2 084	4 502	4 502	4 502
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	5 805	2 263	–	8 068	8 068	5 834	2 861	–	8 695	8 695	8 695
Titres adossés à des créances hypothécaires (3)	–	155	167	322	322	–	164	177	341	341	341
Titres adossés à des actifs TGC	–	–	2 071	2 071	2 071	–	–	2 161	2 161	2 161	2 161
Titres non garantis par des créances	–	343	1 018	1 361	1 361	–	190	1 117	1 307	1 307	1 307
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	–	6 466	1 483	7 949	7 949	–	8 659	1 467	10 126	10 126	10 126
Titres de participation	142	364	970	1 476	1 476	158	331	845	1 334	1 334	1 334
Titres de substitut de prêt	199	26	–	225	225	195	26	–	221	221	221
	6 367	24 296	8 195	38 858	38 858	7 064	26 209	7 851	41 124	41 124	41 124
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	–	77 999	–	77 999	77 999	–	68 538	–	68 538	68 538	68 538
Prêts	–	887	418	1 305	1 305	–	862	732	1 594	1 594	1 594
Autres											
Dérivés											
Contrats de taux d'intérêt	3	86 213	532	86 748	86 748	7	99 758	592	100 357	100 357	100 357
Contrats de change	–	18 992	62	19 054	19 054	–	24 600	70	24 670	24 670	24 670
Dérivés de crédit	–	257	199	456	456	–	273	247	520	520	520
Autres contrats	1 656	3 333	423	5 412	5 412	1 147	3 662	397	5 206	5 206	5 206
Ajustements de l'évaluation déterminés collectivement	(35)	(293)	(264)	(592)	(592)	(47)	(263)	(287)	(597)	(597)	(597)
Total des dérivés, montant brut	1 624	108 502	952	111 078	111 078	1 107	128 030	1 019	130 156	130 156	130 156
Ajustements de compensation(2)					(23 215)					(26 815)	(26 815)
Total des dérivés					87 863					103 341	103 341
Autres actifs	396	172	–	568	568	379	139	–	518	518	518
	69 223 \$	279 374 \$	10 520 \$	359 117 \$	(23 215)\$	335 902 \$	64 235 \$	291 693 \$	10 733 \$	366 661 \$	(26 815)\$ 339 846 \$
Passifs financiers											
Dépôts											
Particuliers	– \$	322 \$	5 136 \$	5 458 \$	5 458 \$	– \$	146 \$	4 981 \$	5 127 \$	5 127 \$	5 127 \$
Entreprises et gouvernements	–	46 602	2 721	49 323	49 323	–	55 230	2 288	57 518	57 518	57 518
Banques	–	3 718	–	3 718	3 718	–	2 694	–	2 694	2 694	2 694
Autres											
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	35 635	14 515	–	50 150	50 150	24 382	12 976	–	37 358	37 358	37 358
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	47 632	–	47 632	47 632	–	46 169	–	46 169	46 169	46 169
Dérivés											
Contrats de taux d'intérêt	12	79 596	745	80 353	80 353	2	91 908	863	92 773	92 773	92 773
Contrats de change	–	26 717	41	26 758	26 758	–	31 637	48	31 685	31 685	31 685
Dérivés de crédit	–	217	243	460	460	–	237	301	538	538	538
Autres contrats	1 345	4 830	1 538	7 713	7 713	1 077	5 266	1 524	7 867	7 867	7 867
Total des dérivés, montant brut	1 357	111 360	2 567	115 284	115 284	1 079	129 048	2 736	132 863	132 863	132 863
Ajustements de compensation (2)					(23 180)					(26 100)	(26 100)
Total des dérivés					92 104					106 763	106 763
Autres passifs	–	13	78	91	91	–	9	84	93	93	93
Débitures subordonnées	–	–	113	113	113	–	–	115	115	115	115
	36 992 \$	224 162 \$	10 615 \$	271 769 \$	(23 180)\$	248 589 \$	25 461 \$	246 272 \$	10 204 \$	281 937 \$	(26,100)\$ 255 837 \$

Note 4 Juste valeur des instruments financiers (suite)

	Au 1 ^{er} novembre 2010					Actifs/ passifs à la juste valeur
	Évaluations à la juste valeur selon le (1)			Total de la juste valeur, montant brut	Ajustements de compensation (2)	
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3			
Actifs financiers						
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	– \$	182 \$	– \$	182 \$		182 \$
Valeurs mobilières						
Titres détenus à des fins de transaction						
Créances d'entités gouvernementales canadiennes (3)						
Gouvernement fédéral	–	16 974	14	16 988		16 988
Provinces et municipalités	–	7 243	5	7 248		7 248
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains (3)	–	12 353	41	12 394		12 394
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE (4)	–	17 899	42	17 941		17 941
Titres adossés à des créances hypothécaires (3)	–	10	416	426		426
Titres adossés à des actifs						
TGC (5)	–	–	2 460	2 460		2 460
Titres non garantis par des créances	–	236	541	777		777
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	30	31 732	1 482	33 244		33 244
Titres de participation	35 767	221	2 373	38 361		38 361
	35 797	86 668	7 374	129 839		129 839
Titres disponibles à la vente (6)						
Créances d'entités gouvernementales canadiennes (3)						
Gouvernement fédéral	–	16 274	–	16 274		16 274
Provinces et municipalités	–	1 536	–	1 536		1 536
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains (3)	–	3 246	2 404	5 650		5 650
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	1 451	3 629	–	5 080		5 080
Titres adossés à des créances hypothécaires (3)	–	–	1 545	1 545		1 545
Titres adossés à des actifs						
TGC	–	–	224	224		224
Titres non garantis par des créances	–	1 956	1 325	3 281		3 281
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	361	9 950	2 634	12 945		12 945
Titres de participation	164	139	1 265	1 568		1 568
Titres de substitut de prêt	–	228	–	228		228
	1 976	36 958	9 397	48 331		48 331
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	–	51 713	–	51 713		51 713
Prêts	–	771	592	1 363		1 363
Autres						
Dérivés						
Contrats de taux d'intérêt	3	66 734	779	67 516		67 516
Contrats de change	–	29 620	101	29 721		29 721
Dérivés de crédit	–	964	960	1 924		1 924
Autres contrats	1 960	2 192	3 735	7 887		7 887
Ajustements de l'évaluation déterminés collectivement	(1)	(202)	(482)	(685)		(685)
Total des dérivés, montant brut	1 962	99 308	5 093	106 363		106 363
Ajustements de compensation (2)					(254)	(254)
Total des dérivés						106 109
Autres actifs	286	10	–	296		296
	40 021 \$	275 610 \$	22 456 \$	338 087 \$	(254) \$	337 833 \$
Passifs financiers						
Dépôts						
Particuliers	– \$	– \$	3 237 \$	3 237 \$		3 237 \$
Entreprises et gouvernements	–	57 658	3 380	61 038		61 038
Banques	–	4 713	–	4 713		4 713
Autres						
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	14 780	31 577	240	46 597		46 597
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	25 695	–	25 695		25 695
Dérivés						
Contrats de taux d'intérêt	1	60 840	415	61 256		61 256
Contrats de change	–	34 967	27	34 994		34 994
Dérivés de crédit	–	1 112	608	1 720		1 720
Autres contrats	1 203	3 743	5 415	10 361		10 361
Total des dérivés, montant brut	1 204	100 662	6 465	108 331		108 331
Ajustements de compensation (2)					(254)	(254)
Total des dérivés						108 077
Autres passifs	–	–	(382)	(382)		(382)
Débiteures subordonnées	–	–	119	119		119
	15 984 \$	220 305 \$	13 059 \$	249 348 \$	(254) \$	249 094 \$

- (1) Certaines obligations liées à des gouvernements d'un montant de 445 millions de dollars, présentées aux postes Créances d'entités gouvernementales canadiennes – Gouvernement fédéral et Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains des catégories des titres détenus à des fins de transaction et disponibles à la vente étaient classées dans le niveau 2 au 30 avril 2012, alors qu'elles étaient classées dans le niveau 1 au 31 janvier 2012. Pour le trimestre clos le 31 janvier 2012, certaines obligations liées à des gouvernements d'un montant de 479 millions de dollars, présentées aux postes Créances d'entités gouvernementales canadiennes – Gouvernement fédéral et Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains des catégories des titres détenus à des fins de transaction et disponibles à la vente, et un montant de 138 millions présenté dans les engagements afférents à des titres vendus à découvert, étaient classés dans le niveau 2, alors qu'ils étaient classés dans le niveau 1 au 31 octobre 2011. De plus, certaines obligations liées à des gouvernements d'un montant de 179 millions de dollars, présentées aux postes Créances d'entités gouvernementales canadiennes – Gouvernement fédéral de la catégorie des titres détenus à des fins de transaction, et un montant de 802 millions présenté dans les engagements afférents à des titres vendus à découvert, étaient classés dans le niveau 1 au 31 janvier 2012, alors qu'ils étaient classés dans le niveau 2 au 31 octobre 2011. Pour l'exercice clos le 31 octobre 2011, les soldes de niveau 1 des titres détenus à des fins de transaction, des titres disponibles à la vente et des passifs liés aux engagements afférents à des titres vendus à découvert ont augmenté et les soldes de niveau 2 correspondants ont diminué en raison d'un ajustement du niveau de titres d'emprunt hautement liquides de pays du G7, puisque leur juste valeur se fonde sur les prix cotés non ajustés d'obligations identiques sur des marchés actifs. Au 31 janvier 2011, les soldes des actifs de niveau 1 relatifs à ces obligations qui sont inclus aux postes Créances d'entités gouvernementales canadiennes – Gouvernement fédéral, Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains et Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE des catégories des titres détenus à des fins de transaction et des titres disponibles à la vente totalisaient 27,5 milliards de dollars, somme qui correspond au montant des transferts vers ce niveau et aux changements de positions au cours de la période.

Note 4 Juste valeur des instruments financiers (suite)

Trimestre clos le 31 janvier 2012									
	Juste valeur au 1 ^{er} novembre 2011	Total des profits (pertes) réalisés/latents compris dans le résultat	Total des profits (pertes) latents autres éléments du résultat global (1)	Achats d'actifs/émissions de passifs	Ventes d'actifs/règlements de passifs et autres (2)	Transferts d'instruments dans le niveau 3	Sorties d'instruments du niveau 3	Juste valeur au 31 janvier 2012	Variations des profits (pertes) latents compris dans le résultat relativement aux positions encore détenues au titre des actifs et des passifs pour la période close le 31 janvier 2012
Actifs									
Valeurs mobilières									
Titres détenus à des fins de transaction									
Créances d'entités gouvernementales canadiennes									
Gouvernement fédéral	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$
Provinces et municipalités	4	–	–	1	(2)	–	–	3	–
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	86	(6)	1	54	(55)	–	(42)	38	(3)
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	47	–	–	–	–	–	(47)	–	–
Titres adossés à des créances hypothécaires	45	(2)	–	–	(2)	–	1	42	(2)
Titres adossés à des actifs									
TGC	371	–	2	–	(223)	–	–	150	(2)
Titres non garantis par des créances	138	–	–	637	(682)	19	(10)	102	–
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	720	39	(2)	161	(422)	50	(42)	504	12
Titres de participation	352	(48)	3	2	(9)	1	(9)	292	(15)
	1 763	(17)	4	855	(1 395)	70	(149)	1 131	(10)
Titres disponibles à la vente									
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	2 305	(2)	13	–	(125)	–	(107)	2 084	s.o.
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	–	–	–	–	–	–	–	–	s.o.
Titres adossés à des créances hypothécaires	184	–	3	–	(10)	–	–	177	s.o.
Titres adossés à des actifs									
TGC	1 932	–	24	–	205	–	–	2 161	s.o.
Titres non garantis par des créances	1 059	(3)	–	69	(8)	–	–	1 117	s.o.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	1 478	–	5	104	(120)	–	–	1 467	s.o.
Titres de participation	863	(5)	(21)	17	(4)	–	(5)	845	s.o.
	7 821	(10)	24	190	(62)	–	(112)	7 851	s.o.
Prêts – Prêts de gros	563	(36)	1	218	(14)	–	–	732	(35)
Autres									
Dérivés, déduction faite du passif lié aux dérivés (3)	(1 936)	(16)	(9)	(58)	269	–	33	(1 717)	(97)
	8 211 \$	(79)\$	20 \$	1 205 \$	(1 202)\$	70 \$	(228)\$	7 997 \$	(142)\$
Passifs									
Dépôts									
Particuliers	(3 615)\$	(105)\$	(27)\$	(1 275)\$	41 \$	– \$	– \$	(4 981)\$	(102)\$
Entreprises et gouvernements	(3 435)	(15)	(5)	(132)	570	(324)	1 053	(2 288)	(7)
Banques	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres									
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres passifs	(68)	(17)	–	–	1	–	–	(84)	(12)
Débiteures subordonnées	(111)	(1)	(3)	–	–	–	–	(115)	(1)
	(7 229)\$	(138)\$	(35)\$	(1 407)\$	612 \$	(324)\$	1 053 \$	(7 468)\$	(122)\$

Trimestre clos le 30 avril 2011

	Juste valeur au 1 ^{er} février 2011	Total des profits (pertes) réalisés/latents compris dans le résultat	Total des profits (pertes) latents compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats d'actifs/émissions de passifs	Ventes d'actifs/règlements de passifs et autres (2)	Transferts d'instruments dans le niveau 3	Sorties d'instruments du niveau 3	Juste valeur au 30 avril 2011	Variations des profits (pertes) latents compris dans le résultat relativement aux positions encore détenues au titre des actifs et des passifs pour la période close le 30 avril 2011
Actifs									
Valeurs mobilières									
Titres détenus à des fins de transaction									
Créances d'entités gouvernementales canadiennes									
Gouvernement fédéral	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$
Provinces et municipalités	–	–	–	–	–	7	–	7	–
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	129	2	(7)	–	–	38	–	162	2
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Titres adossés à des créances hypothécaires	75	(2)	(1)	7	9	–	–	88	(2)
Titres adossés à des actifs TGC	2 149	(24)	(110)	1	(29)	–	–	1 987	(24)
Titres non garantis par des créances	109	1	–	216	(201)	45	–	170	1
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	1 316	12	(20)	65	16	102	(35)	1 456	6
Titres de participation	343	4	(19)	74	1	–	–	403	4
	4 121	(7)	(157)	363	(204)	192	(35)	4 273	(13)
Titres disponibles à la vente									
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	2 199	3	(214)	139	1 290	–	–	3 417	s.o.
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	–	–	–	–	–	–	–	–	s.o.
Titres adossés à des créances hypothécaires	113	–	–	–	(3)	–	–	110	s.o.
Titres adossés à des actifs TGC	215	–	(41)	–	(3)	–	–	171	s.o.
Titres non garantis par des créances	1 406	(19)	(77)	–	131	32	–	1 473	s.o.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	3 516	–	(70)	255	(2 055)	51	(58)	1 639	s.o.
Titres de participation	1 071	(3)	(2)	10	(42)	23	(7)	1 050	s.o.
	8 520	(19)	(404)	404	(682)	106	(65)	7 860	s.o.
Prêts – Prêts de gros	500	8	(24)	21	(30)	–	(2)	473	9
Autres									
Dérivés, déduction faite du passif lié aux dérivés (3)	(1 508)	2	83	(1)	263	(295)	365	(1 091)	77
	11 633 \$	(16)\$	(502)\$	787 \$	(653)\$	3 \$	263 \$	11 515 \$	73 \$
Passifs									
Dépôts									
Particuliers	(3 190)\$	(39)\$	104 \$	(749)\$	783 \$	– \$	– \$	(3 091)\$	28 \$
Entreprises et gouvernements	(3 493)	(45)	118	(522)	379	–	58	(3 505)	(44)
Banques	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres									
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres passifs	77	(16)	(11)	–	(68)	–	–	(18)	(16)
Déventures subordonnées	(116)	6	5	–	–	–	–	(105)	6
	(6 722)\$	(94)\$	216 \$	(1 271)\$	1 094 \$	– \$	58 \$	(6 719)\$	(26)\$

Note 4 Juste valeur des instruments financiers (suite)

	Semestre clos le 30 avril 2012								Variations des profits (pertes) latents compris dans le résultat relativement aux positions encore détenues au titre des actifs et des passifs pour la période close le 30 avril 2012
	Juste valeur au 1 ^{er} novembre 2011	Total des profits (pertes) réalisés/latents compris dans le résultat	Total des profits (pertes) latents compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats d'actifs/émissions de passifs	Ventes d'actifs/règlements de passifs et autres (2)	Transferts d'instruments dans le niveau 3	Sorties d'instruments du niveau 3	Juste valeur au 30 avril 2012	
Actifs									
Valeurs mobilières									
Titres détenus à des fins de transaction									
Créances d'entités gouvernementales canadiennes									
Gouvernement fédéral	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$
Provinces et municipalités	4	–	–	1	(5)	–	–	–	–
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	86	(6)	–	57	(81)	16	(42)	30	(1)
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	47	–	–	–	–	–	(47)	–	–
Titres adossés à des créances hypothécaires	45	(2)	(1)	–	(2)	–	–	40	(1)
Titres adossés à des actifs									
TGC	371	1	–	–	(248)	–	–	124	(1)
Titres non garantis par des créances	138	–	–	1 135	(1 259)	19	(10)	23	–
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	720	34	(2)	365	(714)	70	(47)	426	10
Titres de participation	352	(29)	(1)	22	(43)	20	(9)	312	19
	1 763	(2)	(4)	1 580	(2 352)	125	(155)	955	26
Titres disponibles à la vente									
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	2 305	(2)	(10)	304	(4)	–	(107)	2 486	s.o.
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	–	–	–	–	–	–	–	–	s.o.
Titres adossés à des créances hypothécaires	184	–	4	–	(21)	–	–	167	s.o.
Titres adossés à des actifs									
TGC	1 932	–	12	–	127	–	–	2 071	s.o.
Titres non garantis par des créances	1 059	(3)	(7)	113	(144)	–	–	1 018	s.o.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	1 478	–	(18)	302	(279)	–	–	1 483	s.o.
Titres de participation	863	(9)	(17)	85	(11)	69	(10)	970	s.o.
	7 821	(14)	(36)	804	(332)	69	(117)	8 195	s.o.
Prêts – Prêts de gros	563	(35)	(4)	218	(324)	–	–	418	(2)
Autres									
Dérivés, déduction faite du passif lié aux dérivés (3)	(1 936)	12	5	(34)	297	(2)	43	(1 615)	(26)
	8 211 \$	(39)\$	(39)\$	2 568 \$	(2 711)\$	192 \$	(229)\$	7 953 \$	(2)\$
Passifs									
Dépôts									
Particuliers	(3 615)\$	(157)\$	58 \$	(2 797)\$	1 320 \$	– \$	55 \$	(5 136)\$	(90)\$
Entreprises et gouvernements	(3 435)	(36)	33	(687)	655	(324)	1 073	(2 721)	(31)
Banques	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres									
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres passifs	(68)	(12)	1	–	1	–	–	(78)	(11)
Débitures subordonnées	(111)	(6)	4	–	–	–	–	(113)	(5)
	(7 229)\$	(211)\$	96 \$	(3 484)\$	1 976 \$	(324)\$	1 128 \$	(8 048)\$	(137)\$

Semestre clos le 30 avril 2011									
	Juste valeur au 1 ^{er} novembre 2010	Total des profits (pertes) réalisés/latents compris dans le résultat (4)	Total des profits (pertes) latents compris dans les autres éléments du résultat global (1), (4)	Achats d'actifs/émissions de passifs	Ventes d'actifs/règlements de passifs et autres (2)	Transferts d'instruments dans le niveau 3	Sorties d'instruments du niveau 3	Juste valeur au 30 avril 2011	Variations des profits (pertes) latents compris dans le résultat relativement aux positions encore détenues au titre des actifs et des passifs pour la période close le 30 avril 2011
Actifs									
Valeurs mobilières									
Titres détenus à des fins de transaction									
Créances d'entités gouvernementales canadiennes									
Gouvernement fédéral	14 \$	– \$	– \$	– \$	(10)\$	– \$	(4)\$	– \$	– \$
Provinces et municipalités	5	–	–	–	–	7	(5)	7	–
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains									
	41	2	(8)	–	(17)	144	–	162	1
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE									
	42	–	–	–	–	–	(42)	–	–
Titres adossés à des créances hypothécaires									
	416	(42)	(11)	1 191	(520)	–	(946)	88	(5)
Titres adossés à des actifs									
TGC	2 460	(53)	(154)	21	(287)	–	–	1 987	(53)
Titres non garantis par des créances	541	(1)	(7)	1 295	(1 214)	45	(489)	170	–
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances									
	1 482	66	(30)	362	(287)	160	(297)	1 456	59
Titres de participation									
	2 373	72	(60)	529	1	–	(2 512)	403	10
	7 374	44	(270)	3 398	(2 334)	356	(4 295)	4 273	12
Titres disponibles à la vente									
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains									
	2 404	6	(258)	140	1 125	–	–	3 417	s.o.
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE									
	–	–	–	–	–	–	–	–	s.o.
Titres adossés à des créances hypothécaires									
	1 545	(1)	8	4	(136)	–	(1 310)	110	s.o.
Titres adossés à des actifs									
TGC	224	–	(39)	–	(14)	–	–	171	s.o.
Titres non garantis par des créances	1 325	(19)	(25)	–	58	190	(56)	1 473	s.o.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances									
	2 634	–	(157)	669	(1 500)	51	(58)	1 639	s.o.
Titres de participation									
	1 265	(12)	(24)	51	(192)	23	(61)	1 050	s.o.
	9 397	(26)	(495)	864	(659)	264	(1 485)	7 860	s.o.
Prêts – Prêts de gros	592	4	(34)	53	(225)	85	(2)	473	(3)
Autres									
Dérivés, déduction faite du passif lié aux dérivés (3)									
	(1 372)	27	126	(23)	219	(333)	265	(1 091)	157
	15 991 \$	49 \$	(673)\$	4 292 \$	(2 999)\$	372 \$	(5 517)\$	11 515 \$	166 \$
Passifs									
Dépôts									
Particuliers									
	(3 237)\$	(150)\$	159 \$	(1 455)\$	1 592 \$	– \$	– \$	(3 091)\$	(42)\$
Entreprises et gouvernements									
	(3 380)	62	170	(1 237)	822	–	58	(3 505)	(7)
Banques									
	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres									
Engagements afférents à des titres vendus à découvert									
	(240)	(5)	1	–	58	–	186	–	–
Autres passifs									
	382	29	(19)	(2)	(408)	–	–	(18)	(28)
Débentures subordonnées									
	(119)	5	10	–	(1)	–	–	(105)	5
	(6 594)\$	(59)\$	321 \$	(2 694)\$	2 063 \$	– \$	244 \$	(6 719)\$	(72)\$

(1) Comprend les profits et les pertes de change découlant de la consolidation des filiales étrangères à l'égard des instruments de niveau 3, s'il y a lieu. Les pertes latentes sur les titres disponibles à la vente se sont établies à 55 millions de dollars et à 32 millions pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2012 (pertes de 23 millions pour le trimestre clos le 31 janvier 2012, pertes de 41 millions pour le trimestre clos le 31 octobre 2011; profits de 46 millions pour le trimestre clos le 30 avril 2011; profits de 117 millions pour le semestre clos le 30 avril 2011), à l'exclusion des profits ou des pertes de change.

(2) Comprend l'amortissement des primes ou des escomptes comptabilisés dans le résultat net.

(3) Le montant net des dérivés au 30 avril 2012 comprend des actifs dérivés de 952 millions de dollars (1 019 millions au 31 janvier 2012; 1 015 millions au 31 octobre 2011, 1 446 millions au 30 avril 2011; 5 093 millions au 1^{er} novembre 2010) et des passifs dérivés de 2 567 millions (2 736 millions au 31 janvier 2012, 2 951 millions au 31 octobre 2011; 2 537 millions au 30 avril 2011; 6 465 millions au 1^{er} novembre 2010).

(4) Pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2011, comprend des pertes de 1 million de dollars et de 23 millions portées en résultat, respectivement, et des profits de 21 millions et de 59 millions, respectivement, comptabilisés dans les autres éléments du résultat global relativement à nos services bancaires de détail régionaux aux États-Unis.

Note 4 Juste valeur des instruments financiers (suite)

Au cours du trimestre clos le 30 avril 2012, des actifs totalisant 122 millions de dollars ont été transférés dans le niveau 3. Les transferts de plus de 20 millions de dollars (transferts importants) dans le niveau 3 comprenaient : des titres d'emprunt de sociétés et autres créances de 20 millions inclus dans les titres détenus à des fins de transaction liés à une obligation de société, dont la juste valeur n'était plus disponible auprès des services d'établissement des prix, et des titres de participation de 69 millions inclus dans les titres disponibles à la vente, dont la juste valeur a été déterminée selon un modèle utilisant des données non observables. Au cours de la même période, des passifs totalisant 75 millions de dollars ont été sortis du niveau 3. Les transferts comprenaient : des dépôts des particuliers de 55 millions de dollars composés d'obligations structurées liées à des titres de participation, dont les données sont observables, et des dépôts d'entreprises et de gouvernements de 20 millions composés d'obligations structurées liées à des taux d'intérêt de durées jusqu'à l'échéance plus courtes, dont les données sont par conséquent observables.

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2012, des actifs et des passifs totalisant 70 millions de dollars et 324 millions, respectivement, ont été transférés dans le niveau 3. Les transferts importants dans le niveau 3 comprenaient : des titres d'emprunt de sociétés et autres créances de 50 millions composés d'obligations de sociétés, dont les prix n'étaient plus observables, et des dépôts d'entreprises et de gouvernements de 324 millions composés d'obligations structurées et de billets de dépôt assortis de longues échéances. De plus, des actifs de 228 millions de dollars et des passifs de 1 053 millions ont été transférés du niveau 3 au niveau 2 en raison de l'amélioration de la transparence concernant les cours et de l'accroissement des activités sur le marché ainsi que de durées jusqu'à l'échéance plus courtes. Les transferts importants liés à l'amélioration de la transparence concernant les cours comprenaient : des titres adossés à des créances hypothécaires garantis par une agence de 42 millions de dollars présentés au poste Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains, des créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE de 47 millions, des billets à taux variable et obligations de sociétés de 42 millions inclus dans les titres d'emprunt de sociétés et autres créances et des obligations encaissables par anticipation de 107 millions incluses dans les créances d'États, de municipalités et d'organismes américains disponibles à la vente. Les transferts importants de passifs en raison de durées jusqu'à l'échéance plus courtes comprennent des dépôts d'entreprises et de gouvernements de 1 053 millions de dollars et des dérivés de 33 millions composés principalement de dérivés sur marchandises.

Au cours du trimestre clos le 30 avril 2011, des actifs totalisant 3 millions de dollars ont été transférés dans le niveau 3. Les transferts importants dans le niveau 3 comprenaient : des créances d'États, de municipalités et d'organismes américains de 38 millions de dollars, des titres non garantis par des créances de 45 millions compris dans les titres détenus à des fins de transaction, des titres non garantis par des créances de 32 millions compris dans les titres disponibles à la vente, des titres d'emprunt de sociétés et autres créances de 102 millions compris dans les titres détenus à des fins de transaction, des titres d'emprunt de sociétés et autres créances de 51 millions compris dans les titres disponibles à la vente et des titres de participation de 23 millions compris dans les titres détenus à des fins de transaction. Les transferts importants de passifs dans le niveau 3 comprenaient : des swaps sur inflation de 295 millions de dollars en raison du caractère non observable de l'indice d'inflation sous-jacent. Des titres d'emprunt de sociétés et autres créances de 35 millions inclus dans les titres détenus à des fins de transaction, des titres d'emprunt de sociétés et autres créances de 58 millions inclus dans les titres disponibles à la vente et des dépôts d'entreprises et de gouvernements de 58 millions ont été sortis du niveau 3. Des dérivés sur actions (actifs liés aux dérivés de 108 millions et passifs liés aux dérivés de 483 millions) dont les valeurs sont basées sur la valeur liquidative observable des fonds de couverture sous-jacents ont également été transférés du niveau 3 au niveau 2.

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2011, des actifs de 369 millions de dollars ont été transférés dans le niveau 3. Les transferts importants au niveau 3 comprenaient : des titres disponibles à la vente de 158 millions composés de prêts aux étudiants non garantis, des obligations sur le marché municipal américain et des titres d'emprunt de sociétés et autres créances de 164 millions inclus dans les titres détenus à des fins de transaction, des prêts de gros de 85 millions et des dérivés de 38 millions composés de swaps sur défaillance. Au cours de la même période, les transferts importants du niveau 3 au niveau 2 comprenaient : des titres adossés à des créances hypothécaires de 946 millions de dollars et de 1 310 millions inclus dans les titres détenus à des fins de transaction et les titres disponibles à la vente, respectivement, des titres non garantis par des créances de 489 millions inclus dans les titres détenus à des fins de transaction, certains placements dans des fonds de couverture de 2 512 millions de dollars rachetables à leur valeur liquidative inclus dans les Valeurs mobilières – Titres détenus à des fins de transaction, des créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE de 42 millions de dollars et des titres d'emprunt de sociétés et autres créances de 262 millions inclus dans les titres détenus à des fins de transaction, des titres non garantis par des créances de 56 millions et des titres de participation de 54 millions inclus dans les titres disponibles à la vente, ainsi que des dérivés de 100 millions liés aux dérivés sur marchandises et aux dérivés de crédit.

Variation de la juste valeur positive et négative des instruments financiers de niveau 3 découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles

Un instrument financier est classé dans le niveau 3 si une ou plusieurs de ses données non observables peut avoir une incidence importante sur l'évaluation de la juste valeur. Dans le cadre de l'établissement des états financiers, les niveaux appropriés de ces données non observables sont choisis de manière à tenir compte des indications actuelles du marché et du jugement de la direction. En raison de la nature non observable des cours ou des taux, il peut y avoir une incertitude à l'égard de l'évaluation de ces instruments financiers de niveau 3.

Le tableau suivant résume l'incidence sur la juste valeur des instruments financiers de niveau 3 de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles. Cette analyse de sensibilité vise à illustrer l'incidence éventuelle que peut avoir le facteur d'incertitude relative lié à la juste valeur des instruments financiers de niveau 3. Pour la présentation des sensibilités ci-dessous, nous avons pris en considération les soldes de compensation lorsque : i) la variation du facteur d'évaluation compensait la juste valeur positive et négative, ii) les deux éléments de compensation étaient classés dans le niveau 3 et iii) les risques étaient gérés et présentés sur la base du solde net. En ce qui concerne la sensibilité globale, il est en pratique improbable que l'ensemble des autres hypothèses raisonnablement possibles se réalisent simultanément.

	Au 30 avril 2012			Au 31 janvier 2012		
	Juste valeur des instruments de niveau 3	Variation positive de la juste valeur découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles	Variation négative de la juste valeur découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles	Juste valeur des instruments de niveau 3	Variation positive de la juste valeur découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles	Variation négative de la juste valeur découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles
Valeurs mobilières (1)						
Titres détenus à des fins de transaction						
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	30 \$	– \$	– \$	38 \$	– \$	– \$
Titres adossés à des créances hypothécaires	40	–	–	42	–	–
Titres adossés à des actifs	147	4	(3)	252	6	(5)
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	426	31	(27)	504	26	(22)
Titres de participation	312	1	(3)	292	–	–
Titres disponibles à la vente						
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	2 486	29	(55)	2 084	20	(45)
Titres adossés à des créances hypothécaires	167	11	(11)	177	3	(3)
Titres adossés à des actifs	3 089	35	(51)	3 278	42	(70)
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	1 483	16	(13)	1 467	13	(11)
Titres de participation	970	20	(36)	845	13	(13)
Prêts	418	5	(6)	732	14	(15)
Dérivés	952	108	(128)	1 019	120	(135)
Total	10 520 \$	260 \$	(333)\$	10 730 \$	257 \$	(319)\$
Dépôts	(7 857)	85	(87)	(7 269)	67	(68)
Dérivés	(2 567)	77	(104)	(2 736)	88	(114)
Autres, autres passifs et débetures subordonnées	(191)	4	(4)	(199)	1	(1)
Total	(10 615)\$	166 \$	(195)\$	(10 204)\$	156 \$	(183)\$

Note 4 Juste valeur des instruments financiers (suite)

	Au 31 octobre 2011			Au 30 avril 2011		
	Juste valeur des instruments de niveau 3	Variation positive de la juste valeur découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles	Variation négative de la juste valeur découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles	Juste valeur des instruments de niveau 3	Variation positive de la juste valeur découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles	Variation négative de la juste valeur découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles
Valeurs mobilières (1)						
Titres détenus à des fins de transaction						
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	86 \$	– \$	– \$	162 \$	3 \$	(3)\$
Titres adossés à des créances hypothécaires	45	–	–	88	1	(1)
Titres adossés à des actifs	509	3	(3)	2 157	37	(36)
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	720	20	(17)	1 456	13	(12)
Titres de participation	352	–	–	403	–	–
Titres disponibles à la vente						
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	2 305	31	(60)	3 417	16	(29)
Titres adossés à des créances hypothécaires	184	3	(3)	110	–	–
Titres adossés à des actifs	2 991	41	(68)	1 644	20	(37)
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	1 478	12	(11)	1 639	20	(17)
Titres de participation	863	3	(2)	1 050	–	–
Prêts	563	9	(11)	473	3	(4)
Dérivés	1 015	171	(151)	1 446	151	(106)
Total	11 111 \$	293 \$	(326)\$	14 045 \$	264 \$	(245)\$
Dépôts	(7 050)	61	(59)	(6 596)	41	(36)
Dérivés	(2 951)	119	(133)	(2 537)	95	(115)
Autres, autres passifs et débetures subordonnées	(179)	1	(1)	(123)	1	(1)
Total	(10 180)\$	181 \$	(193)\$	(9 256)\$	137 \$	(152)\$

	Au 1 ^{er} novembre 2010		
	Juste valeur des instruments de niveau 3	Variation positive de la juste valeur découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles	Variation négative de la juste valeur découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles
Valeurs mobilières (1)			
Titres détenus à des fins de transaction			
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	41 \$	– \$	– \$
Titres adossés à des créances hypothécaires	416	37	(33)
Titres adossés à des actifs	3 001	20	(31)
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	1 482	26	(21)
Titres de participation	2 373	–	–
Titres disponibles à la vente			
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	2 404	32	(67)
Titres adossés à des créances hypothécaires	1 545	67	(92)
Titres adossés à des actifs	1 549	25	(56)
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	2 634	39	(31)
Titres de participation	1 265	–	–
Prêts	592	3	(2)
Dérivés	5 093	194	(170)
Total	22 395 \$	443 \$	(503)\$
Dépôts	(6 617)	10	(10)
Dérivés	(6 465)	81	(87)
Autres, autres passifs et débetures subordonnées	23	–	–
Total	(13 059)\$	91 \$	(97)\$

(1) Ne comprend pas les titres détenus à des fins de transaction en ce qui a trait aux créances d'entités gouvernementales canadiennes et aux Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE, car leurs soldes de niveau 3 n'étaient pas importants pour les périodes.

Sensibilité

Au 30 avril 2012, l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles se traduirait par une augmentation de 260 millions de dollars et une diminution de 333 millions de la juste valeur des positions d'actif de niveau 3, dont une tranche de 111 millions et une tranche de 166 millions seraient inscrites dans les autres composantes des capitaux propres, et par une diminution de 166 millions et une augmentation de 195 millions de la juste valeur des positions de passif de niveau 3. L'augmentation de la variation négative de la juste valeur des actifs de niveau 3 s'explique principalement par un transfert de certains titres de participation disponibles à la vente dans le niveau 3 au cours du trimestre. L'augmentation des variations positive et négative de la juste valeur des passifs au titre des dépôts de niveau 3 découle de l'émission de billets et d'obligations structurées liées à des taux d'intérêt.

Données utilisées lors de l'évaluation des instruments de niveau 3 et approche utilisée pour formuler les autres hypothèses raisonnablement possibles

Les instruments de niveau 3 se composent principalement de titres adossés à des actifs, y compris des titres adossés à des prêts avec flux groupés et des titres garantis par des créances, des titres à enchères, des obligations encaissables par anticipation, des titres adossés à des créances hypothécaires non garantis par une agence aux États-Unis, des titres d'emprunt de pays non membres de l'OCDE et de sociétés assortis de longues échéances et comportant des écarts importants non observables, des placements dans des fonds de couverture comportant certaines clauses de rachat restrictives, certains titres d'emprunt structurés, des titres de placement privés, des dérivés liés à la performance de certains titres garantis par des créances, des dérivés sur marchandises, des obligations structurées liées à des titres de participation et à des taux d'intérêt et des billets de dépôt assortis de longues échéances et comportant des écarts importants non observables.

Les données non observables utilisées pour les instruments de niveau 3 et l'approche adoptée pour l'élaboration des autres hypothèses raisonnablement possibles utilisées dans l'analyse de la sensibilité sont résumées ci-dessous :

Dans nos portefeuilles de titres détenus à des fins de transaction et disponibles à la vente, les titres adossés à des créances hypothécaires (à risque, Alt-A et de bonne qualité), les titres adossés à des actifs (titres adossés à des prêts avec flux groupés, titres garantis par des créances (TGC)), les titres d'emprunt de sociétés et autres créances (obligations et prêts de sociétés, billets à taux variable, titres d'emprunt de gouvernements de pays non membres de l'OCDE), les créances d'États, de municipalités et d'organismes américains (obligations encaissables par anticipation) et les prêts (obligations et prêts de sociétés) sont évalués selon les prix fournis par des services d'établissement des prix. Ces titres sont classés dans le niveau 3 en raison d'un manque de prix observables sur le marché. Les sensibilités positives et négatives sont déterminées en utilisant un écart type positif ou négatif des prix des données d'entrée, si un nombre suffisant de prix sont relevés, ou en utilisant les prix plafonds et planchers du vendeur comme autre hypothèse raisonnablement possible.

La juste valeur de certains titres à enchères liés aux prêts aux étudiants et municipaux contenus dans le portefeuille de titres disponibles à la vente est déterminée au moyen de la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie. Les flux de trésorerie liés aux actifs sous-jacents aux titres à enchères sont estimés d'après des paramètres non observables, tels que les manquements, les paiements anticipés et les arriérés, et sont actualisés selon un taux d'intérêt observable sur le marché et une marge d'escompte non observable. En calculant la sensibilité de ces titres à enchères, nous avons diminué la marge d'escompte pour l'établir entre 0,2 % et 1,2 % et l'avons augmentée pour l'établir entre 0,5 % et 2,0 %, en fonction de la fourchette raisonnable d'incertitude liée à la juste valeur pour chaque marché relatif à un instrument financier en particulier.

Les titres de participation détenus à des fins de transaction de niveau 3 comprennent des parts de fonds de couverture comportant certaines clauses de rachat restrictives. Puisque ces fonds de couverture ne peuvent être rachetés à la valeur liquidative durant une certaine période suivant la fin de la période, les valeurs liquidatives des fonds et les dérivés sur actions correspondants inclus au poste Dérivés (passifs) liés aux valeurs liquidatives ne sont pas considérés comme observables. Les valeurs liquidatives des titres de placements privés disponibles à la vente sont également non observables en raison du nombre peu élevé de transactions récentes sur le marché pour soutenir leurs valeurs. Nous n'avons pas appliqué d'autre hypothèse raisonnablement possible à ces positions de titres de placement privés, car les valeurs liquidatives sont fournies par le gestionnaire du fonds. Cette approche s'applique aussi à nos dérivés liés aux fonds de couverture et à nos dérivés sur actions.

Nos actifs et passifs dérivés de niveau 3 comprennent des dérivés liés aux TGC, des dérivés sur marchandises, des dérivés structurés liés aux taux d'intérêt, des swaps liés aux fonds de couverture et des contrats d'assurance vie détenus par des banques. Les données des TGC sont basées sur la corrélation des défaillances. Les données des dérivés de marchandises correspondent aux prix des contrats et aux prix de certains contrats à long terme pour lesquels les prix ne sont pas observables. Dans le cas de la sensibilité de nos dérivés sur marchandises, nous avons appliqué un écart type aux prix des marchandises. Les swaps et les options de taux d'intérêt ont été classés dans le niveau 3 si leurs échéances excèdent certaines périodes observables ou comportent des caractéristiques particulières, respectivement. La sensibilité des swaps de taux d'intérêt, des swaps de devises et des options est dérivée au moyen d'une combinaison de modèles et de paramètres d'ajustements de l'évaluation de l'incertitude. Dans le cas des contrats d'assurance vie détenus par des banques, les données non observables comprennent les taux de manquement et les taux de paiement anticipé, de même que leur ampleur, et l'indice du prix du logement. Pour la sensibilité, une fourchette de valeurs a été déterminée comme autre hypothèse raisonnablement possible en ajustant ces paramètres de 10 % et l'indice du prix du logement selon l'écart type. La sensibilité de l'ajustement au titre de l'évaluation des dérivés de crédit a été calculée en combinant une hausse de l'écart de crédit relatif de 8,2 % et un montant pour l'incertitude du modèle.

Les dépôts comprennent des obligations structurées liées à des titres de participation et à des taux d'intérêt, ainsi que des billets comportant des écarts importants non observables et pour lesquels les activités sur le marché sont limitées. Dans le cas des obligations structurées liées à des titres de participation et à des taux d'intérêt, les paramètres du modèle comprennent le taux de volatilité, le taux de dividende, la corrélation et le taux de change. Pour dériver les sensibilités, les paramètres du modèle sont ajustés selon un écart type positif ou négatif et les courbes de taux d'intérêt, selon certains points de base.

Note 5 Valeurs mobilières

Le tableau suivant présente les profits bruts latents et les pertes brutes latentes sur les titres disponibles à la vente (1), (2).

	Au							
	30 avril 2012				31 janvier 2012			
	Coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur	Coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur
Créances d'entités gouvernementales canadiennes								
Gouvernement fédéral	10 696 \$	443 \$	(9)\$	11 130 \$	10 757 \$	616 \$	(4)\$	11 369 \$
Provinces et municipalités	1 170	17	–	1 187	1 207	21	–	1 228
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains (3)	5 421	12	(204)	5 229	4 664	10	(173)	4 501
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	8 113	23	(19)	8 117	8 773	29	(58)	8 744
Titres adossés à des créances hypothécaires	326	17	(21)	322	346	16	(21)	341
Titres adossés à des actifs								
TGC	2 049	36	(14)	2 071	2 159	17	(15)	2 161
Titres non garantis par des créances	1 425	10	(74)	1 361	1 422	7	(122)	1 307
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	8 287	48	(69)	8 266	10 480	47	(126)	10 401
Titres de participation	1 310	210	(32)	1 488	1 185	187	(25)	1 347
Titres de substitut de prêt	212	13	–	225	212	10	–	222
	39 009 \$	829 \$	(442)\$	39 396 \$	41 205 \$	960 \$	(544)\$	41 621 \$

	Au							
	31 octobre 2011				30 avril 2011			
	Coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur	Coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur
Créances d'entités gouvernementales canadiennes								
Gouvernement fédéral	9 172 \$	492 \$	(1)\$	9 663 \$	10 688 \$	181 \$	(7)\$	10 862 \$
Provinces et municipalités	1 537	25	(1)	1 561	1 575	24	(1)	1 598
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains (3)	4 669	10	(172)	4 507	5 895	35	(110)	5 820
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	7 091	26	(33)	7 084	5 995	13	(13)	5 995
Titres adossés à des créances hypothécaires	314	19	(23)	310	1 013	29	(33)	1 009
Titres adossés à des actifs								
TGC	1 941	4	(14)	1 931	198	5	(32)	171
Titres non garantis par des créances	1 488	5	(111)	1 382	3 407	19	(95)	3 331
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	10 882	59	(105)	10 836	13 551	97	(133)	13 515
Titres de participation	1 219	206	(27)	1 398	1 355	222	(20)	1 557
Titres de substitut de prêt	222	–	–	222	228	16	–	244
	38 535 \$	846 \$	(487)\$	38 894 \$	43 905 \$	641 \$	(444)\$	44 102 \$

	Au			
	1 ^{er} novembre 2010			
	Coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur
Créances d'entités gouvernementales canadiennes				
Gouvernement fédéral	15 871 \$	436 \$	(1)\$	16 306 \$
Provinces et municipalités	1 493	44	(1)	1 536
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains (3)	5 659	66	(75)	5 650
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	5 068	24	(8)	5 084
Titres adossés à des créances hypothécaires	1 590	24	(69)	1 545
Titres adossés à des actifs				
TGC	221	20	(17)	224
Titres non garantis par des créances	3 423	25	(167)	3 281
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	13 612	188	(233)	13 567
Titres de participation	1 646	200	(23)	1 823
Titres de substitut de prêt	228	–	–	228
	48 811 \$	1 027 \$	(594)\$	49 244 \$

(1) Comprend des titres détenus jusqu'à leur échéance de 526 millions de dollars au 30 avril 2012 (483 millions au 31 janvier 2012; 461 millions au 31 octobre 2011; 423 millions au 30 avril 2011; 656 millions au 1^{er} novembre 2010).

(2) La plupart des prêts hypothécaires relatifs à nos titres adossés à des créances hypothécaires sont résidentiels. Le coût amorti, les profits bruts latents, les pertes brutes latentes et la juste valeur liés aux titres adossés à des créances hypothécaires commerciales se sont chiffrés à 48 millions de dollars, à 2 millions, à néant et à 50 millions, respectivement, au 30 avril 2012 (50 millions, 2 millions, néant et 52 millions au 31 janvier 2012; 52 millions, 2 millions, néant et 54 millions au 31 octobre 2011; 107 millions, 3 millions, néant et 110 millions au 30 avril 2011; 148 millions, 4 millions, néant et 152 millions au 1^{er} novembre 2010).

(3) Comprend des titres émis par des agences ailleurs qu'aux États-Unis adossés à des actifs émis par le gouvernement, ainsi que des titres adossés à des créances hypothécaires et des titres adossés à des actifs émis par des organismes gouvernementaux des États-Unis.

Profit net et perte nette sur les titres disponibles à la vente (1)

	Pour les trimestres clos			Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2012	le 31 janvier 2012	le 30 avril 2011	le 30 avril 2012	le 30 avril 2011
Profits réalisés	53 \$	38 \$	125 \$	91 \$	193 \$
Pertes réalisées et réductions de valeur	(69)	(17)	(67)	(86)	(156)
Profit net (perte nette) sur les titres disponibles à la vente	(16)\$	21 \$	58 \$	5 \$	37 \$

(1) Les montants qui suivent ont trait à nos activités d'assurance et ils sont constatés au poste Primes d'assurance, revenu de placement et honoraires des comptes consolidés de résultat : profits réalisés – 1 million de dollars pour le trimestre clos le 30 avril 2012; 7 millions pour le semestre clos le 30 avril 2012 (6 millions pour le trimestre clos le 31 janvier 2012; 1 million pour le trimestre clos le 30 avril 2011; 10 millions pour le semestre clos le 30 avril 2011). Pertes réalisées et réductions de valeur – néant pour le trimestre clos le 30 avril 2012; néant pour le semestre clos le 30 avril 2012 (néant pour le trimestre clos le 31 janvier 2012; (1) million pour le trimestre clos le 30 avril 2011; (15) millions pour le semestre clos le 30 avril 2011).

Les titres disponibles à la vente font l'objet de tests de dépréciation à chaque date de clôture, ou plus souvent si la situation le justifie. Notre test de dépréciation est essentiellement fondé sur les facteurs décrits à la note 2. Selon la nature des titres faisant l'objet d'un test de dépréciation, nous appliquons une méthode particulière pour évaluer si le coût amorti du titre pourrait être recouvré. Au 30 avril 2012, les pertes brutes latentes sur les titres disponibles à la vente se chiffraient à 442 millions de dollars (544 millions au 31 janvier 2012; 487 millions au 31 octobre 2011; 444 millions au 30 avril 2011; 594 millions au 1^{er} novembre 2010).

Lorsque nous évaluons la perte de valeur des titres d'emprunt, nous étudions principalement les notations des contreparties et les facteurs propres aux titres, notamment les garanties, les notes externes, la priorité de rang et d'autres facteurs de marché. Pour évaluer les titres d'emprunt complexes, y compris les titres adossés à des créances hypothécaires non garantis par une agence aux États-Unis, les titres adossés à des actifs et d'autres produits structurés, nous utilisons également des modèles de prévision des flux de trésorerie qui tiennent compte des flux de trésorerie réels et prévus pour chaque titre et d'un certain nombre d'hypothèses et de données fondées sur des facteurs propres à chaque titre. Les données et les hypothèses utilisées, notamment les défaillances, le remboursement anticipé et les taux de recouvrement, se fondent sur les données de marché à jour. Pour ce qui est des titres adossés à des créances hypothécaires non garantis par une agence aux États-Unis, les taux de recouvrement sont tributaires, dans une large mesure, des prix de l'immobilier anticipés au niveau municipal, fournis par des tiers. En outre, nous tenons compte de la structure des transactions et des rehaussements de crédit en ce qui concerne les titres structurés. Si l'évaluation effectuée au moyen du modèle indique qu'il sera impossible de recouvrer entièrement la somme du capital et des intérêts courus à l'égard d'un titre, le titre est soumis à une analyse plus approfondie afin de déterminer si une perte sera ultérieurement réalisée. Les titres considérés comme ayant subi une perte de valeur sont ramenés à leur juste valeur.

Puisque les titres de participation ne sont pas assortis de flux de trésorerie contractuels, ils sont évalués différemment des titres d'emprunt. En ce qui a trait aux titres de participation comportant des pertes latentes, nous évaluons s'il existe une indication objective que le titre a subi une perte de valeur. Les facteurs pris en compte dans notre évaluation comprennent la durée au cours de laquelle et la mesure dans laquelle la juste valeur a été inférieure au coût, ainsi que la situation financière et les perspectives à court terme de l'émetteur. Nous analysons plus en profondeur les titres dont la juste valeur a été inférieure au coût pendant plus de douze mois. Les titres de participation qui ont subi une perte latente durant une longue période ou une perte latente d'un montant important ont été considérés comme ayant subi une perte de valeur et ont été ramenés à leur juste valeur.

Au 30 avril 2012, le total du coût amorti du portefeuille de titres disponibles à la vente a diminué de 2,2 milliards de dollars par rapport au 31 janvier 2012. Cette diminution tient essentiellement aux échéances, déduction faite des acquisitions de certains certificats de dépôts et billets à taux variable, ainsi qu'à la vente de titres par RBC Dexia dans le cadre de l'acquisition décrite plus en détail à la note 8. Par rapport au 31 octobre 2011, le total du coût amorti a augmenté de 474 millions de dollars, principalement en raison de l'acquisition de titres adossés à des créances hypothécaires garantis par des entités gouvernementales canadiennes et de créances à court terme d'entités gouvernementales de pays membres de l'OCDE, compensé en partie par les échéances de titres d'emprunt à court terme de sociétés et autres créances. Le total du coût amorti a diminué de 4,9 milliards de dollars par rapport au 30 avril 2011, ce qui reflète principalement les titres disponibles à la vente détenus par nos activités bancaires de détail régionales aux États-Unis, qui ont été reclassées dans les activités abandonnées et vendues par la suite au cours du trimestre.

Au 30 avril 2012, les profits bruts latents ont diminué de 131 millions de dollars, soit 14 %, pour s'établir à 829 millions, par rapport au 31 janvier 2012, ce qui reflète essentiellement une diminution de la juste valeur des créances garanties par des entités gouvernementales canadiennes principalement imputable à l'augmentation des taux d'intérêt. Par rapport au 31 octobre 2011, les profits bruts latents ont connu une légère diminution de 17 millions de dollars, soit 2 %. Par rapport au 30 avril 2011, les profits bruts latents ont augmenté de 188 millions de dollars, soit 29 %, ce qui reflète essentiellement une augmentation de la juste valeur des créances garanties par des entités gouvernementales canadiennes, qui s'explique principalement par la diminution des taux d'intérêt au cours de l'exercice.

Par rapport au 31 janvier 2012, les pertes brutes latentes ont diminué de 102 millions de dollars, soit 18 %, pour s'établir à 442 millions au 30 avril 2012. Par rapport au 31 octobre 2011, les pertes brutes latentes ont diminué de 45 millions de dollars, soit 9 %. Les changements survenus au cours des deux derniers trimestres reflètent principalement une augmentation de la juste valeur des créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE et des titres d'emprunt de sociétés et autres créances, qui s'explique par le rétrécissement des écarts de taux pour les titres émis par des entités européennes et par les pertes aux ventes réalisées par RBC Dexia. Les pertes brutes latentes ont diminué de 2 millions de dollars par rapport au 30 avril 2011, ce qui reflète essentiellement les pertes brutes latentes sur les titres disponibles à la vente détenus par nos activités bancaires de détail régionales aux États-Unis, qui ont été reclassées dans les activités abandonnées et vendues par la suite au cours du trimestre. Ces pertes ont été en grande partie compensées par une diminution de la juste valeur des titres à enchères américains imputable à l'élargissement des écarts de taux.

La direction est d'avis que les pertes latentes sur les titres mentionnés ci-dessus au 30 avril 2012 ne sont associées à aucune indication objective de perte de valeur.

Titres détenus jusqu'à l'échéance

Les titres détenus jusqu'à l'échéance comptabilisés au coût amorti font périodiquement l'objet de tests de dépréciation et sont classés comme ayant subi une perte de valeur lorsque la direction estime que le plein recouvrement du capital et des intérêts aux dates prévues n'est plus raisonnablement assuré. Le test de dépréciation des titres détenus jusqu'à l'échéance se fonde principalement sur le modèle de dépréciation utilisé pour les prêts, comme il est précisé à la note 2. La direction est d'avis que les placements détenus jusqu'à l'échéance n'avaient subi aucune perte de valeur au 30 avril 2012.

Profit net (perte nette) sur les titres disponibles à la vente

Lorsque nous déterminons qu'un titre a subi une perte de valeur, le cumul de la perte latente comptabilisé dans les autres composantes des capitaux propres est classé au poste Profit net (perte nette) sur les titres disponibles à la vente dans les revenus autres que d'intérêt. Au cours du trimestre clos le 30 avril 2012, des pertes nettes de 16 millions de dollars sur les titres disponibles à la vente ont été constatées dans les revenus autres que d'intérêt (profits nets de 21 millions pour le trimestre clos le 31 janvier 2012; profits nets de 58 millions pour le trimestre clos le 30 avril 2011). La

Note 5 Valeurs mobilières (suite)

perte nette constatée au trimestre considéré tient principalement aux pertes aux ventes enregistrées par RBC Dexia et à la vente de certains titres d'emprunt de sociétés, compensées en partie par les profits liés aux distributions sur certains placements privés et à la vente de créances d'entités gouvernementales canadiennes. Des pertes de 8 millions de dollars, liées à des titres considérés comme ayant subi une perte de valeur, y compris certains titres de placements privés, ont également contribué à la perte nette globale. En comparaison, des profits nets à la vente de 32 millions de dollars et de 80 millions ont été constatés pour les trimestres clos le 31 janvier 2012 et le 30 avril 2011, respectivement, lesquels ont été compensés en partie par des pertes de valeur de 11 millions de dollars et de 22 millions pour les trimestres clos le 31 janvier 2012 et le 30 avril 2011, respectivement.

Au cours du semestre clos le 30 avril 2012, des profits nets de 5 millions de dollars liés aux titres disponibles à la vente ont été constatés dans les revenus autres que d'intérêt (37 millions pour le semestre clos le 30 avril 2011). Les résultats du trimestre considéré reflètent surtout des profits nets à la vente de 24 millions de dollars, qui sont principalement liés aux distributions sur certains titres de placements privés ainsi qu'au profit à la vente de créances d'entités gouvernementales canadiennes, compensé par les pertes aux ventes enregistrées par RBC Dexia, et à la vente de certains titres d'emprunt de sociétés. Les profits nets sont compensés en partie par des pertes de 19 millions de dollars sur des titres considérés comme ayant subi une perte de valeur, y compris certains titres de placements privés et titres à enchères sur le marché américain. En comparaison, des profits nets à la vente de 137 millions de dollars ont été constatés pour le semestre clos le 30 avril 2011, lesquels ont été compensés en partie par des pertes de valeur de 100 millions.

La perte nette du trimestre considéré comprend des profits de 1 million de dollars découlant principalement de la vente de certains titres d'emprunt de sociétés liés à nos activités d'assurance, lesquels ont été pris en compte dans le poste Primes d'assurance, revenu de placement et honoraires des comptes consolidés de résultat (6 millions au 31 janvier 2012, néant au 30 avril 2011).

Reclassement d'instruments financiers

Le tableau suivant présente des données sur certains titres que nous avons reclassés au cours de périodes de présentation de l'information financière antérieures :

Instruments financiers reclassés au cours de périodes antérieures (1)

	Au		
	30 avril 2012	31 janvier 2012 (2)	31 octobre 2011 (2)
	Total de la valeur comptable et de la juste valeur	Total de la valeur comptable et de la juste valeur	Total de la valeur comptable et de la juste valeur
Actifs financiers			
Titres à la juste valeur par le biais du résultat net reclassés dans les titres disponibles à la vente			
TGC	1 877 \$	1 963 \$	1 738 \$
Titres adossés à des créances hypothécaires	69	77	31
	1 946 \$	2 040 \$	1 769 \$

	Pour les trimestres clos				Pour le semestre clos (2)	
	le 30 avril 2012		le 31 janvier 2012		le 30 avril 2012	
	Variation de la juste valeur au cours de la période (3)	Revenu d'intérêt/profits (pertes) comptabilisés en résultat net au cours de la période	Variation de la juste valeur au cours de la période (3)	Revenu d'intérêt/profits (pertes) comptabilisés en résultat net au cours de la période	Variation de la juste valeur au cours de la période (3)	Revenu d'intérêt/profits (pertes) comptabilisés en résultat net au cours de la période
Titres à la juste valeur par le biais du résultat net reclassés dans les titres disponibles à la vente						
TGC	18 \$	21 \$	10 \$	19 \$	28 \$	40 \$
Titres adossés à des créances hypothécaires	(3)	2	(2)	3	(5)	5
	15 \$	23 \$	8 \$	22 \$	23 \$	45 \$

(1) Aucun reclassement en vertu des IFRS n'a été fait le 30 avril 2011 ou avant.

(2) Le 1^{er} octobre 2011 et le 1^{er} novembre 2011, nous avons reclassé un montant de 1 872 millions de dollars et de 255 millions, respectivement, des titres à la juste valeur par le biais du résultat net aux titres disponibles à la vente relativement à certains TGC et titres adossés à des créances hypothécaires non garantis par une agence aux États-Unis.

(3) Cette variation représente le profit ou la perte à la juste valeur qui aurait été comptabilisé en résultat net si les actifs n'avaient pas été reclassés.

Note 6 Provision pour pertes sur créances et prêts douteux

	Pour le trimestre clos le 30 avril 2012						Solde à la fin
	Solde au début	Dotation à la provision pour pertes sur créances	Sorties du bilan	Recouvrements	Désactualisation	Variation des taux de change/autres	
Prêts de détail							
Prêts hypothécaires résidentiels	112 \$	16 \$	(6)\$	1 \$	(9)\$	21 \$	135 \$
Prêts aux particuliers	563	114	(130)	21	(7)	(18)	543
Prêts sur cartes de crédit	415	104	(129)	25	–	–	415
Prêts aux petites entreprises	76	15	(18)	2	(1)	–	74
	1 166	249	(283)	49	(17)	3	1 167
Prêts de gros							
Prêts aux entreprises (1)	766	99	(36)	10	(15)	(5)	819
Prêts aux banques (2)	33	–	–	–	–	–	33
	799	99	(36)	10	(15)	(5)	852
Total de la provision pour pertes sur prêts	1 965	348	(319)	59	(32)	(2)	2 019
Provision pour engagements hors bilan et autres (3)	91	–	–	–	–	–	91
Total de la provision pour pertes sur créances	2 056 \$	348 \$	(319)\$	59 \$	(32)\$	(2)\$	2 110 \$
Évaluées individuellement	253 \$	75 \$	(10)\$	6 \$	(9)\$	(2)\$	313 \$
Évaluées collectivement	1 803	273	(309)	53	(23)	–	1 797
Total de la provision pour pertes sur créances	2 056 \$	348 \$	(319)\$	59 \$	(32)\$	(2)\$	2 110 \$

	Pour le trimestre clos le 31 janvier 2012						Solde à la fin
	Solde au début	Dotation à la provision pour pertes sur créances	Sorties du bilan	Recouvrements	Désactualisation	Variation des taux de change/autres	
Prêts de détail							
Prêts hypothécaires résidentiels	112 \$	9 \$	(3)\$	– \$	(9)\$	3 \$	112 \$
Prêts aux particuliers	557	111	(120)	20	(4)	(1)	563
Prêts sur cartes de crédit	415	104	(129)	25	–	–	415
Prêts aux petites entreprises	75	8	(8)	2	–	(1)	76
	1 159	232	(260)	47	(13)	1	1 166
Prêts de gros							
Prêts aux entreprises (1)	775	35	(45)	11	(9)	(1)	766
Prêts aux banques (2)	33	–	–	–	–	–	33
	808	35	(45)	11	(9)	(1)	799
Total de la provision pour pertes sur prêts	1 967	267	(305)	58	(22)	–	1 965
Provision pour engagements hors bilan et autres (3)	91	–	–	–	–	–	91
Total de la provision pour pertes sur créances	2 058 \$	267 \$	(305)\$	58 \$	(22)\$	– \$	2 056 \$
Évaluées individuellement	252 \$	20 \$	(26)\$	7 \$	(3)\$	3 \$	253 \$
Évaluées collectivement	1 806	247	(279)	51	(19)	(3)	1 803
Total	2 058 \$	267 \$	(305)\$	58 \$	(22)\$	– \$	2 056 \$

	Pour le trimestre clos le 30 avril 2011						Solde à la fin
	Solde au début	Dotation à la provision pour pertes sur créances (5)	Sorties du bilan	Recouvrements	Désactualisation	Variation des taux de change/autres	
Prêts de détail							
Prêts hypothécaires résidentiels	173 \$	38 \$	(14)\$	1 \$	(7)\$	(1)\$	190 \$
Prêts aux particuliers	846	124	(168)	23	(2)	(40)	783
Prêts sur cartes de crédit	434	120	(144)	23	–	1	434
Prêts aux petites entreprises	77	12	(12)	1	(1)	1	78
	1 530	294	(338)	48	(10)	(39)	1 485
Prêts de gros							
Prêts aux entreprises (1)	1 220	85	(147)	12	(8)	(21)	1 141
Prêts aux banques (2)	34	–	–	–	–	(2)	32
	1 254	85	(147)	12	(8)	(23)	1 173
Total de la provision pour pertes sur prêts	2 784	379	(485)	60	(18)	(62)	2 658
Provision pour engagements hors bilan et autres (3)	102	2	–	–	–	(1)	103
Total de la provision pour pertes sur créances	2 886 \$	381 \$	(485)\$	60 \$	(18)\$	(63)\$	2 761 \$
Évaluées individuellement	342 \$	85 \$	(122)\$	7 \$	(2)\$	(12)\$	298 \$
Évaluées collectivement	2 544	296	(363)	53	(16)	(51)	2 463
Total	2 886 \$	381 \$	(485)\$	60 \$	(18)\$	(63)\$	2 761 \$

Note 6 Provision pour pertes sur créances et prêts douteux (suite)

	Pour le semestre clos le 30 avril 2012						
	Solde au début	Dotation à la provision pour pertes sur créances	Sorties du bilan	Recouvrements	Désactualisation	Variation des taux de change/autres	Solde à la fin
Prêts de détail							
Prêts hypothécaires résidentiels	112 \$	25 \$	(9)\$	1 \$	(18)\$	24 \$	135 \$
Prêts aux particuliers	557	225	(250)	41	(11)	(19)	543
Prêts sur cartes de crédit	415	208	(258)	50	-	-	415
Prêts aux petites entreprises	75	23	(26)	4	(1)	(1)	74
	1 159	481	(543)	96	(30)	4	1 167
Prêts de gros							
Prêts aux entreprises (1)	775	134	(81)	21	(24)	(6)	819
Prêts aux banques (2)	33	-	-	-	-	-	33
	808	134	(81)	21	(24)	(6)	852
Total de la provision pour pertes sur prêts	1 967	615	(624)	117	(54)	(2)	2 019
Provision pour engagements hors bilan et autres (3)	91	-	-	-	-	-	91
Total de la provision pour pertes sur créances	2 058 \$	615 \$	(624)\$	117 \$	(54)\$	(2)\$	2 110 \$
Évaluées individuellement	252 \$	95 \$	(36)\$	13 \$	(12)\$	1 \$	313 \$
Évaluées collectivement	1 806	520	(588)	104	(42)	(3)	1 797
Total	2 058 \$	615 \$	(624)\$	117 \$	(54)\$	(2)\$	2 110 \$

	Pour le semestre clos le 30 avril 2011						
	Solde au début	Dotation à la provision pour pertes sur créances (5)	Sorties du bilan	Recouvrements	Désactualisation	Variation des taux de change/autres	Solde à la fin
Prêts de détail							
Prêts hypothécaires résidentiels	154 \$	67 \$	(26)\$	2 \$	(15)\$	8 \$	190 \$
Prêts aux particuliers	891	270	(328)	45	(5)	(90)	783
Prêts sur cartes de crédit	434	239	(285)	46	-	-	434
Prêts aux petites entreprises	78	21	(24)	3	(1)	1	78
	1 557	597	(663)	96	(21)	(81)	1 485
Prêts de gros							
Prêts aux entreprises (1)	1 267	157	(309)	46	(17)	(3)	1 141
Prêts aux organismes souverains (4)	9	-	(9)	-	-	-	-
Prêts aux banques (2)	34	-	-	-	-	(2)	32
	1 310	157	(318)	46	(17)	(5)	1 173
Total de la provision pour pertes sur prêts	2 867	754	(981)	142	(38)	(86)	2 658
Provision pour engagements hors bilan et autres (3)	99	2	-	-	-	2	103
Total de la provision pour pertes sur créances	2 966 \$	756 \$	(981)\$	142 \$	(38)\$	(84)\$	2 761 \$
Évaluées individuellement	415 \$	140 \$	(273)\$	36 \$	(4)\$	(16)\$	298 \$
Évaluées collectivement	2 551	616	(708)	106	(34)	(68)	2 463
Total	2 966 \$	756 \$	(981)\$	142 \$	(38)\$	(84)\$	2 761 \$

- (1) Comprend une provision pour pertes sur créances de 4 millions de dollars relativement aux prêts consentis en vertu de facilités de liquidités prélevées par des conduits multicédants administrés par RBC qui offrent des programmes de papier commercial adossé à des actifs (PCAA) au 30 avril 2012 (4 millions au 31 janvier 2012; 4 millions au 31 octobre 2011; 1 million au 30 avril 2011; 2 millions au 1^{er} novembre 2010).
- (2) S'entend principalement des institutions de dépôt réglementées et des maisons de courtage.
- (3) La provision pour engagements hors bilan et autres fait l'objet d'une présentation distincte au poste Autres passifs.
- (4) Les organismes souverains désignent tous les gouvernements et organismes centraux, les banques centrales ainsi que les autres entités du secteur public et les banques multilatérales de développement admissibles.
- (5) Comprend 108 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 avril 2011 (219 millions pour le semestre clos le 30 avril 2011) lié à nos activités bancaires de détail régionales aux États-Unis.

Prêts en souffrance mais non douteux

	Au							
	30 avril 2012				31 janvier 2012			
	De 1 jour à 29 jours	De 30 à 89 jours	90 jours et plus	Total	De 1 jour à 29 jours	De 30 à 89 jours	90 jours et plus	Total
Prêts de détail	4 002 \$	1 220 \$	431 \$	5 653 \$	3 176 \$	1 433 \$	488 \$	5 097 \$
Prêts de gros	494	209	-	703	522	259	-	781
Total	4 496 \$	1 429 \$	431 \$	6 356 \$	3 698 \$	1 692 \$	488 \$	5 878 \$

	Au							
	31 octobre 2011				30 avril 2011			
	De 1 jour à 29 jours	De 30 à 89 jours	90 jours et plus	Total	De 1 jour à 29 jours	De 30 à 89 jours	90 jours et plus	Total
Prêts de détail	3 180 \$	1 416 \$	525 \$	5 121 \$	3 399 \$	1 480 \$	628 \$	5 507 \$
Prêts de gros	417	241	-	658	927	393	29	1 349
Total	3 597 \$	1 657 \$	525 \$	5 779 \$	4 326 \$	1 873 \$	657 \$	6 856 \$

	Au			
	1 ^{er} novembre 2010			
	De 1 jour à 29 jours	De 30 à 89 jours	90 jours et plus	Total
Prêts de détail	3 582 \$	1 706 \$	635 \$	5 923 \$
Prêts de gros	1 197	485	12	1 694
Total	4 779 \$	2 191 \$	647 \$	7 617 \$

Valeur comptable brute des prêts évalués individuellement comme étant douteux (1)

	Au				
	30 avril 2012	31 janvier 2012	31 octobre 2011	30 avril 2011	1 ^{er} novembre 2010
Prêts de gros					
Prêts aux entreprises (2)	971 \$	869 \$	907 \$	1 747 \$	2 233 \$
Prêts aux organismes souverains (3)	–	1	–	–	9
Prêts aux banques (4)	33	34	33	32	34
Total	1 004 \$	904 \$	940 \$	1 779 \$	2 276 \$

- (1) Le solde moyen brut des prêts évalués individuellement comme étant douteux était de 954 millions de dollars pour la période (922 millions au 31 janvier 2012; 917 millions au 31 octobre 2011; 2 006 millions au 30 avril 2011).
- (2) Comprend des soldes de prêts douteux évalués individuellement d'un montant brut de 51 millions de dollars (52 millions au 31 janvier 2012; 53 millions au 31 octobre 2011; 52 millions au 30 avril 2011; 57 millions au 1^{er} novembre 2010) et d'un montant net de 47 millions (49 millions au 31 janvier 2012; 49 millions au 31 octobre 2011; 51 millions au 30 avril 2011; 55 millions au 1^{er} novembre 2010), relativement aux prêts consentis en vertu de facilités de liquidités prélevées par des conduits multicédants administrés par RBC qui offrent des programmes de PCAA.
- (3) Les organismes souverains désignent tous les gouvernements et organismes centraux, les banques centrales ainsi que les autres entités du secteur public et les banques multilatérales de développement admissibles.
- (4) S'entend principalement des institutions de dépôt réglementées et des maisons de courtage.

Note 7 Instruments financiers dérivés et activités de couverture

Le tableau suivant illustre la juste valeur des instruments financiers dérivés et non dérivés qui sont désignés comme des instruments de couverture, ainsi que des instruments financiers dérivés qui ne sont pas désignés comme des instruments de couverture.

	Au 30 avril 2012				Au 31 janvier 2012			
	Désignés comme instruments de couverture dans une relation de couverture			Non désignés comme des instruments de couverture (1)	Désignés comme instruments de couverture dans une relation de couverture			Non désignés comme des instruments de couverture (1)
	Couvertures de flux de trésorerie	Couvertures de la juste valeur	Couvertures de l'investissement net		Couvertures de flux de trésorerie	Couvertures de la juste valeur	Couvertures de l'investissement net	
Actifs								
Instruments dérivés	792 \$	1 960 \$	49 \$	85 062 \$	1 135 \$	2 242 \$	99 \$	99 865 \$
Passifs								
Instruments dérivés	716	312	85	90 991	963	320	35	105 445
Instruments non dérivés	–	–	16 989	–	–	–	17 230	–

	Au 31 octobre 2011				Au 30 avril 2011			
	Désignés comme instruments de couverture dans une relation de couverture			Non désignés comme des instruments de couverture (1)	Désignés comme instruments de couverture dans une relation de couverture			Non désignés comme des instruments de couverture (1)
	Couvertures de flux de trésorerie	Couvertures de la juste valeur	Couvertures de l'investissement net		Couvertures de flux de trésorerie	Couvertures de la juste valeur	Couvertures de l'investissement net	
Actifs								
Instruments dérivés	1 089 \$	2 271 \$	85 \$	96 205 \$	581 \$	1 577 \$	283 \$	80 053 \$
Passifs								
Instruments dérivés	1 072	370	125	98 955	953	119	224	83 904
Instruments non dérivés	–	–	17 211	–	–	–	14 627	–

	Au 1 ^{er} novembre 2010			
	Désignés comme instruments de couverture dans une relation de couverture			Non désignés comme des instruments de couverture (1)
	Couvertures de flux de trésorerie	Couvertures de la juste valeur	Couvertures de l'investissement net	
Actifs				
Instruments dérivés	505 \$	2 047 \$	360 \$	103 197 \$
Passifs				
Instruments dérivés	812	60	182	107 023
Instruments non dérivés	–	–	8 732	–

- (1) Les passifs dérivés comprennent des contrats à valeur stable visant des polices d'assurance vie détenues par des banques d'un montant de 319 millions de dollars (320 millions au 31 janvier 2012; 283 millions au 31 octobre 2011; 171 millions au 30 avril 2011; 170 millions au 1^{er} novembre 2010) et des contrats à valeur stable visant des régimes 401(k) d'un montant négligeable (montant négligeable au 31 janvier 2012; 1 million au 31 octobre 2011; montant négligeable au 30 avril 2011; 2 millions au 1^{er} novembre 2010).

Note 7 Instruments financiers dérivés et activités de couverture (suite)**Résultats des activités de couverture comptabilisées en résultat net et dans les autres éléments du résultat global**

	Pour les trimestres clos								
	le 30 avril 2012			le 31 janvier 2012			le 30 avril 2011		
	Profits nets (pertes nettes) compris dans les revenus autres que d'intérêt	Profits nets (pertes nettes) compris dans le revenu net d'intérêt	Profits (pertes) latents après impôt compris dans les autres éléments du résultat global	Profits nets (pertes nettes) compris dans les revenus autres que d'intérêt	Profits nets (pertes nettes) compris dans le revenu net d'intérêt	Profits (pertes) latents après impôt compris dans les autres éléments du résultat global	Profits nets (pertes nettes) compris dans les revenus autres que d'intérêt	Profits nets (pertes nettes) compris dans le revenu net d'intérêt	Profits (pertes) latents après impôt compris dans les autres éléments du résultat global
Couvertures de la juste valeur									
(Pertes) profits sur les instruments de couverture	(364)\$	s.o. \$	s.o. \$	135 \$	s.o. \$	s.o. \$	(124)\$	s.o. \$	s.o. \$
Profits (pertes) sur les éléments couverts attribuables au risque couvert	347	s.o.	s.o.	(122)	s.o.	s.o.	119	s.o.	s.o.
Tranche inefficace	(17)	s.o.	s.o.	13	s.o.	s.o.	(5)	s.o.	s.o.
Couvertures de flux de trésorerie									
Tranche inefficace	(7)	s.o.	s.o.	3	s.o.	s.o.	3	s.o.	s.o.
Tranche efficace	s.o.	s.o.	(64)	s.o.	s.o.	67	s.o.	s.o.	16
Reclassées en résultat au cours de la période (1)	s.o.	(11)	s.o.	s.o.	(27)	s.o.	s.o.	(27)	s.o.
Couvertures de l'investissement net									
Tranche inefficace	—	s.o.	s.o.	—	s.o.	s.o.	1	s.o.	s.o.
(Pertes) profits de change	s.o.	s.o.	(326)	s.o.	s.o.	51	s.o.	s.o.	(1 402)
Profits (pertes) liés aux couvertures	s.o.	s.o.	216	s.o.	s.o.	(3)	s.o.	s.o.	943
	(24)\$	(11)\$	(174)\$	16 \$	(27)\$	115 \$	(1)\$	(27)\$	(443)\$

	Pour les semestres clos					
	le 30 avril 2012			le 30 avril 2011		
	Profits nets (pertes nettes) compris dans les revenus autres que d'intérêt	Profits nets (pertes nettes) compris dans le revenu net d'intérêt	Profits (pertes) latents après impôt compris dans les autres éléments du résultat global	Profits nets (pertes nettes) compris dans les revenus autres que d'intérêt	Profits nets (pertes nettes) compris dans le revenu net d'intérêt	Profits (pertes) latents après impôt compris dans les autres éléments du résultat global
Couvertures de la juste valeur						
(Pertes) profits sur les instruments de couverture	(229)\$	s.o. \$	s.o. \$	(656)\$	s.o. \$	s.o. \$
Profits (pertes) sur les éléments couverts attribuables au risque couvert	225	s.o.	s.o.	644	s.o.	s.o.
Tranche inefficace	(4)	s.o.	s.o.	(12)	s.o.	s.o.
Couvertures de flux de trésorerie						
Tranche inefficace	(4)	s.o.	s.o.	3	s.o.	s.o.
Tranche efficace	s.o.	s.o.	3	s.o.	s.o.	58
Reclassées en résultat au cours de la période (1)	s.o.	(38)	s.o.	s.o.	(61)	s.o.
Couvertures de l'investissement net						
Tranche inefficace	—	s.o.	s.o.	1	s.o.	s.o.
(Pertes) profits de change	s.o.	s.o.	(275)	s.o.	s.o.	(1 898)
Profits (pertes) liés aux couvertures	s.o.	s.o.	213	s.o.	s.o.	1 427
	(8)\$	(38)\$	(59)\$	(8)\$	(61)\$	(413)\$

(1) Des pertes après impôt de 8 millions de dollars et de 27 millions ont été reclassées des autres composantes des capitaux propres au résultat pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2012, respectivement (pertes de 19 millions pour le trimestre clos le 31 janvier 2012; pertes de 47 millions pour le trimestre clos le 31 octobre 2011; pertes de 19 millions pour le trimestre clos le 30 avril 2011; pertes de 44 millions pour le semestre clos le 30 avril 2011).

s.o. sans objet.

Juste valeur des instruments dérivés selon la durée jusqu'à leur échéance

	30 avril 2012				31 janvier 2012			
	Moins de 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total	Moins de 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Actifs dérivés (1)	15 320 \$	27 768 \$	44 775 \$	87 863 \$	17 570 \$	33 711 \$	52 060 \$	103 341 \$
Passifs dérivés (2)	16 164	32 761	43 179	92 104	19 260	37 103	50 400	106 763

	31 octobre 2011				30 avril 2011			
	Moins de 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total	Moins de 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Actifs dérivés (1)	20 711 \$	34 035 \$	44 904 \$	99 650 \$	21 078 \$	30 869 \$	30 547 \$	82 494 \$
Passifs dérivés (2)	20 943	35 899	43 680	100 522	23 347	31 864	29 989	85 200

	1 ^{er} novembre 2010			
	Moins de 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Actifs dérivés (1)	22 191 \$	38 411 \$	45 507 \$	106 109 \$
Passifs dérivés (2)	23 558	40 019	44 500	108 077

(1) Comprend les ajustements de l'évaluation à l'égard des risques de marché et de crédit, qui ont été déterminés collectivement.

(2) Comprend des contrats à valeur stable visant des polices d'assurance vie détenues par des banques d'un montant de 319 millions de dollars (320 millions au 31 janvier 2012; 283 millions au 31 octobre 2011; 171 millions au 30 avril 2011; 170 millions au 1^{er} novembre 2010) et des contrats à valeur stable visant des régimes 401(k) d'un montant négligeable (un montant négligeable au 31 janvier 2012; 1 million au 31 octobre 2011; un montant négligeable au 30 avril 2011; 2 millions au 1^{er} novembre 2010).

Note 8 Acquisitions et cessions importantes

Acquisitions

Services bancaires internationaux

Le 3 avril 2012, nous avons annoncé que nous avons conclu un accord définitif relatif à l'acquisition de la participation de 50 % que nous ne détenions pas encore dans RBC Dexia Investor Services Limited (RBC Dexia), pour une contrepartie en espèces de 837,5 millions d'euros (1,1 milliard de dollars). La transaction, qui est assujettie aux approbations réglementaires et à d'autres conditions de clôture usuelles, devrait se conclure à la mi-exercice 2012. Conformément à IFRS 3, dans le cas d'un regroupement d'entreprises effectué par étapes (acquisition par étapes), au moment de la clôture, il y a cession réputée de notre placement existant à la juste valeur, puis comptabilisation de la totalité du placement à sa juste valeur à la date d'acquisition. L'écart entre la valeur comptable et la juste valeur de notre participation existante à la date de clôture est comptabilisé en résultat.

Nous avons jugé que l'application des directives d'IFRS 3 susmentionnées à cette acquisition donnait lieu à une modification significative de notre placement, puisque nous passons d'un contrôle conjoint à un contrôle complet. Comme le prix d'acquisition convenu pour la participation supplémentaire de 50 % que nous acquerrons était inférieur à la valeur comptable de notre participation existante de 50 % dans RBC Dexia au 3 avril 2012, nous croyons qu'il s'agit d'une indication que notre placement actuel dans RBC Dexia pourrait avoir subi une perte de valeur. Par conséquent, nous avons effectué un test de dépréciation conformément à IAS 36. Ce test visait notre unité génératrice de trésorerie Services aux investisseurs, qui est principalement constituée de notre placement direct dans RBC Dexia. Afin d'établir la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie, nous avons déterminé la valeur d'utilité au moyen de la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie, qui tenait compte spécifiquement de l'incidence de la transaction à venir, et nous avons considéré que le prix d'acquisition constitue une indication de la juste valeur aux fins de notre estimation de la juste valeur diminuée des coûts de la vente. D'après cette analyse, la juste valeur diminuée des coûts de la vente est plus élevée que la valeur d'utilité; elle est donc considérée comme la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie. Par conséquent, nous avons constaté une perte de valeur de 161 millions de dollars relative à l'unité génératrice de trésorerie (161 millions après impôt) au poste Perte de valeur du goodwill et des autres immobilisations incorporelles, constituée d'un montant de 142 millions relatif au goodwill et d'un montant de 19 millions relatif aux autres immobilisations incorporelles.

Parallèlement à l'accord relatif à l'acquisition, RBC Dexia a vendu des titres à revenu fixe disponibles à la vente émis par le groupe Dexia (notre coentrepreneur) d'une juste valeur de 1,4 milliard d'euros (1,9 milliard de dollars) au groupe Dexia, et elle a acquis des titres libellés en dollars américains d'une valeur quasi équivalente, principalement émis par d'importantes institutions financières mondiales. La vente des titres du groupe Dexia et les pertes de négociation subséquentes sur les titres acquis ont entraîné des pertes de 52 millions de dollars (après impôt) pour RBC Dexia. Notre quote-part de la perte totale s'élève à 36 millions de dollars (26 millions après impôt).

Dans le cadre de cette acquisition, nous avons engagé des coûts de 15 millions de dollars (15 millions après impôt), lesquels ont été comptabilisés au poste Frais autres que d'intérêt. Tous les résultats des activités et les pertes de valeur dont il est question ci-dessus sont inclus dans notre secteur Services bancaires internationaux.

Gestion de patrimoine

Le 17 décembre 2010, nous avons conclu l'acquisition de BlueBay Asset Management plc (BlueBay), une société de gestion d'actifs ayant son siège social à Londres dont les actions sont négociées sur le marché, spécialisée dans les placements dans des titres à revenu fixe, dont les biens sous gestion se chiffraient à environ 39,1 milliards de dollars à la date d'acquisition. Les détails du coût final de l'acquisition sont présentés dans le tableau ci-dessous. Il y a un décalage de un mois dans la présentation des résultats de BlueBay dans notre secteur Gestion de patrimoine.

Pourcentage des actions acquises	100 %
Contrepartie aux fins de l'acquisition dans la monnaie de la transaction	Paiement total en espèces de 955 millions de livres sterling
Contrepartie aux fins de l'acquisition exprimée en dollars canadiens	1 503 \$
Juste valeur des immobilisations corporelles acquises	409 \$
Juste valeur des passifs repris (1)	(286)
Juste valeur des actifs nets identifiables acquis	123
Listes de clients et relations-clients (2)	280
Goodwill	1 100
Total de la contrepartie aux fins de l'acquisition	1 503 \$

(1) Comprend un passif d'impôt différé de 79 millions de dollars lié aux immobilisations incorporelles acquises.

(2) Les listes de clients et les relations-clients sont amorties selon le mode linéaire sur une durée d'utilité estimée moyenne de 12 ans.

Le 20 mars 2012, nous avons annoncé notre intention d'acquérir les activités de banque privée en Amérique latine, dans les Antilles et en Afrique de l'ouest, la division de gestion du patrimoine du groupe Royal Bank of Scotland. Ces activités comptent des actifs de clients d'environ 2 milliards de dollars US; la transaction devrait être conclue au cours du troisième trimestre.

Activités abandonnées – Comptes de résultat

	Services bancaires de détail régionaux aux États-Unis et autres actifs			Liberty Life			Total		
	Pour les trimestres clos								
	le 30 avril 2012	le 31 janvier 2012	le 30 avril 2011	le 30 avril 2012	le 31 janvier 2012	le 30 avril 2011	le 30 avril 2012	le 31 janvier 2012	le 30 avril 2011
Revenu net d'intérêt	46 \$	154 \$	173 \$	– \$	– \$	– \$	46 \$	154 \$	173 \$
Revenus autres que d'intérêt	10	58	6	–	–	209	10	58	215
Total des revenus	56	212	179	–	–	209	56	212	388
Dotation à la provision pour pertes sur créances	34	83	108	–	–	–	34	83	108
Indemnités et sinistres liés aux polices d'assurance et charges actuarielles	–	–	–	–	–	178	–	–	178
Frais autres que d'intérêt	73	185	192	–	–	16	73	185	208
Charge au titre de la perte de valeur du goodwill	–	–	–	–	–	–	–	–	–
(Perte nette) bénéfice net avant impôt	(51)	(56)	(121)	–	–	15	(51)	(56)	(106)
(Perte nette) bénéfice net	(33)	(28)	(72)	–	–	12	(33)	(28)	(60)
Profit (perte) à la vente	3	7	–	–	–	9	3	7	9
(Perte nette) profit net lié aux activités abandonnées									
Services bancaires de détail régionaux aux États-Unis vendus à PNC	(25)	(11)	(52)	–	–	–	(25)	(11)	(52)
Autres actifs liés aux services bancaires régionaux aux États-Unis	(5)	(10)	(20)	–	–	–	(5)	(10)	(20)
Activités de Liberty Life vendues à Athene Holding Ltd.	–	–	–	–	–	21	–	–	21
Total	(30)\$	(21)\$	(72)\$	– \$	– \$	21 \$	(30)\$	(21)\$	(51)\$

	Services bancaires de détail régionaux aux États-Unis et autres actifs			Liberty Life		Total		
	Pour les semestres clos							
	le 30 avril 2012	le 30 avril 2011	le 30 avril 2012	le 30 avril 2011	le 30 avril 2012	le 30 avril 2011	le 30 avril 2012	le 30 avril 2011
Revenu net d'intérêt	200 \$	362 \$	– \$	– \$	200 \$	362 \$		
Revenus autres que d'intérêt	68	28	–	307	68	335		
Total des revenus	268	390	–	307	268	697		
Dotation à la provision pour pertes sur créances	117	219	–	–	117	219		
Indemnités et sinistres liés aux polices d'assurance, et charges actuarielles	–	–	–	240	–	240		
Frais autres que d'intérêt	258	388	–	41	258	429		
Charge au titre de la perte de valeur du goodwill	–	–	–	–	–	–		
(Perte nette) bénéfice net avant impôt	(107)	(217)	–	26	(107)	(191)		
(Perte nette) bénéfice net	(61)	(127)	–	19	(61)	(108)		
Profit (perte) à la vente	10	–	–	9	10	9		
(Perte nette) profit net lié aux activités abandonnées								
Services bancaires de détail régionaux aux États-Unis vendus à PNC	(36)	(90)	–	–	(36)	(90)		
Autres actifs liés aux services bancaires régionaux aux États-Unis	(15)	(37)	–	–	(15)	(37)		
Activités de Liberty Life vendues à Athene Holding Ltd.	–	–	–	28	–	28		
Total	(51)\$	(127)\$	– \$	28 \$	(51)\$	(99)\$		

Note 8 Acquisitions et cessions importantes (suite)*Activités abandonnées – Tableaux des flux de trésorerie*

	Services bancaires de détail régionaux aux États-Unis et autres actifs			Liberty Life			Total		
	Pour les trimestres clos								
	le 30 avril 2012	le 31 janvier 2012	le 30 avril 2011	le 30 avril 2012	le 31 janvier 2012	le 30 avril 2011	le 30 avril 2012	le 31 janvier 2012	le 30 avril 2011
Flux de trésorerie nets (affectés aux) provenant des activités opérationnelles	(6 057)\$	(666)\$	611 \$	– \$	– \$	(534)\$	(6 057)\$	(666)\$	77 \$
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'investissement	3 150	904	(484)	–	–	542	3 150	904	58
Flux de trésorerie nets affectés aux activités de financement	(11)	(13)	(45)	–	–	–	(11)	(13)	(45)
Incidence de la variation des taux de change sur la trésorerie et les montants à recevoir de banques	(33)	14	(31)	–	–	–	(33)	14	(31)
Variation nette de la trésorerie et des montants à recevoir de banques	(2 951)	239	51	–	–	8	(2 951)	239	59
Trésorerie et montants à recevoir de banques au début	2 955	2 716	537	–	–	(8)	2 955	2 716	529
Trésorerie et montants à recevoir de banques à la fin	4 \$	2 955 \$	588 \$	– \$	– \$	– \$	4 \$	2 955 \$	588 \$

	Services bancaires de détail régionaux aux États-Unis et autres actifs			Liberty Life		Total	
	Pour les semestres clos						
	le 30 avril 2012	le 30 avril 2011	le 30 avril 2012	le 30 avril 2011	le 30 avril 2012	le 30 avril 2011	
Flux de trésorerie nets (affectés aux) provenant des activités opérationnelles	(6 723)\$	925 \$	– \$	(545)\$	(6 723)\$	380 \$	
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'investissement	4 054	(1 100)	–	543	4 054	(557)	
Flux de trésorerie nets affectés aux activités de financement	(24)	(80)	–	–	(24)	(80)	
Incidence de la variation des taux de change sur la trésorerie et les montants à recevoir de banques	(19)	(45)	–	–	(19)	(45)	
Variation nette de la trésorerie et des montants à recevoir de banques	(2 712)	(300)	–	(2)	(2 712)	(302)	
Trésorerie et montants à recevoir de banques au début	2 716	888	–	2	2 716	890	
Trésorerie et montants à recevoir de banques à la fin	4 \$	588 \$	– \$	– \$	4 \$	588 \$	

Note 9 Goodwill et autres immobilisations incorporelles**Perte de valeur du goodwill et des autres immobilisations incorporelles**

Au cours du trimestre, nous avons conclu un accord relatif à l'acquisition de la participation restante de 50 % dans RBC Dexia. Par suite de cet événement, nous avons effectué un test de dépréciation de l'unité génératrice de trésorerie Services aux investisseurs. Les résultats de ce test indiquent que l'unité génératrice de trésorerie a subi une perte de valeur, ce qui a entraîné des pertes de valeur de 142 millions de dollars du goodwill et de 19 millions des autres immobilisations incorporelles. Se reporter à la note 8 pour en savoir davantage.

Goodwill

Le tableau suivant présente la variation de la valeur comptable du goodwill par unité génératrice de trésorerie pour l'exercice clos le 31 octobre 2011 et pour les trimestres clos le 31 janvier 2012 et le 30 avril 2012.

	Services financiers – Canada	Gestion de patrimoine – Canada	Gestion mondiale d'actifs	Gestion de patrimoine – États-Unis	Gestion de patrimoine – International	Assurances	Services bancaires – Antilles	Services aux investisseurs	Marchés des Capitaux	Total
Solde au 1^{er} novembre 2010	1 931 \$	545 \$	765 \$	528 \$	119 \$	126 \$	1 492 \$	146 \$	901 \$	6 553 \$
Goodwill acquis au cours de l'exercice	11	–	1 099	–	–	–	–	–	2	1 112
Conversions en devises	–	(3)	17	(12)	(1)	(8)	(41)	(2)	(16)	(66)
Autres variations	11	–	–	–	–	–	–	–	–	11
Solde au 31 octobre 2011	1 953 \$	542 \$	1 881 \$	516 \$	118 \$	118 \$	1 451 \$	144 \$	887 \$	7 610 \$
Pertes de valeur	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Conversions en devises	–	–	(14)	3	(2)	–	8	(2)	4	(3)
Autres variations	(1)	1	–	–	1	–	–	–	–	1
Solde au 31 janvier 2012	1 952 \$	543 \$	1 867 \$	519 \$	117 \$	118 \$	1 459 \$	142 \$	891 \$	7 608 \$
Pertes de valeur	–	–	–	–	–	–	–	(142)	–	(142)
Conversions en devises	–	(2)	14	(8)	2	–	(22)	–	(10)	(26)
Autres variations	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Solde au 30 avril 2012	1 952 \$	541 \$	1 881 \$	511 \$	119 \$	118 \$	1 437 \$	– \$	881 \$	7 440 \$

Lors de notre plus récent test de dépréciation annuel, effectué au 1^{er} août 2011, et de notre test de dépréciation du goodwill, effectué lors de la transition aux IFRS au 1^{er} novembre 2010, la valeur recouvrable d'une unité génératrice de trésorerie était établie selon le calcul de la valeur d'utilité au moyen de la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie. La méthode de l'actualisation des flux de trésorerie se fonde sur les projections du bénéfice disponible pour les actionnaires, qui sont actualisées à leur valeur actualisée. Le bénéfice disponible pour les actionnaires est fondé sur les prévisions financières établies par la direction pour une période de cinq ans, lesquelles sont estimées en fonction des résultats prévus, des initiatives d'affaires ainsi que des dépenses d'investissement et des rendements pour les actionnaires prévus. Quant au bénéfice prévu postérieur à la période initiale de cinq ans, il est établi en supposant une augmentation constante, selon un taux de croissance nominal à long terme. Les taux finaux de croissance sont établis en fonction de l'appréciation courante du marché du produit intérieur brut et de l'inflation dans les pays où l'unité génératrice de trésorerie exerce ses activités. Les taux finaux de croissance utilisés dans le cadre de notre test de dépréciation effectué au 1^{er} août 2011 s'établissaient entre 3,0 % et 4,0 % (entre 3,0 % et 4,0 % au 1^{er} novembre 2010).

Le taux d'actualisation utilisé est établi selon le coût du capital à l'échelle des banques, ajusté en fonction des risques auxquels chaque unité génératrice de trésorerie est exposée. Les risques propres aux unités génératrices de trésorerie comprennent le risque souverain, le risque commercial/opérationnel, le risque géographique (y compris le risque politique, le risque de dévaluation et la réglementation gouvernementale), le risque de change et le risque de prix (y compris le risque lié à l'établissement des prix et l'inflation). Les taux d'actualisation utilisés dans le cadre de notre test de dépréciation effectué au 1^{er} août 2011 s'établissaient entre 9,0 % et 11,5 % (entre 9,5 % et 11,5 % au 1^{er} novembre 2010).

Autres immobilisations incorporelles

Le tableau suivant présente la valeur comptable de nos autres immobilisations incorporelles :

	30 avril 2012			31 janvier 2012	31 octobre 2011	30 avril 2011	1 ^{er} novembre 2010
	Valeur comptable brute	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette				
Logiciels générés en interne	2 478 \$	(1 329)\$	1 149 \$	1 092 \$	1 050 \$	814 \$	754 \$
Autres logiciels	883	(723)	160	165	165	247	241
Immobilisations incorporelles liées à des dépôts de base	149	(79)	70	77	82	207	261
Listes de clients et relations-clients (1)	1 278	(525)	753	790	818	769	653
Droits de service des prêts hypothécaires (2)	–	–	–	–	–	22	16
	4 788 \$	(2 656)\$	2 132 \$	2 124 \$	2 115 \$	2 059 \$	1 925 \$

(1) L'amortissement cumulé au 30 avril 2012 comprend une perte de valeur de 19 millions de dollars comptabilisée au cours de la période. Se reporter à la note 8.

(2) Les droits de service des prêts hypothécaires sont constatés à la juste valeur dans nos bilans consolidés.

Note 10 Autres actifs

	Au				
	30 avril 2012	31 janvier 2012	31 octobre 2011	30 avril 2011	1 ^{er} novembre 2010
Garanties en espèces et dépôts de garantie	15 910 \$	15 510 \$	10 093 \$	8 628 \$	10 216 \$
Sommes à recevoir des courtiers, des contrepartistes et des clients	4 577	2 401	3 935	2 702	4 165
Débiteurs et montants prépayés	3 286	3 289	3 172	3 538	2 763
Actifs liés aux activités d'assurance	1 956	1 951	1 821	2 089	2 042
Actif d'impôt différé	1 582	1 678	1 894	2 606	2 793
Impôt à recevoir	1 422	1 320	675	668	1 475
Intérêts courus à recevoir	1 350	1 300	1 434	1 664	1 669
Métaux précieux	658	1 147	753	575	535
Autres	2 431	2 446	4 190	4 261	4 663
	33 172 \$	31 042 \$	27 967 \$	26 731 \$	30 321 \$

Note 11 Dépôts

Le tableau suivant présente nos passifs au titre des dépôts :

	Au 30 avril 2012				Au 31 janvier 2012			
	À vue (1)	Sur préavis (2)	À terme (3)	Total	À vue (1)	Sur préavis (2)	À terme (3)	Total
Particuliers	99 634 \$	13 364 \$	60 353 \$	173 351 \$	99 486 \$	12 721 \$	59 897 \$	172 104 \$
Entreprises et gouvernements	111 179	1 452	190 316	302 947	107 780	1 617	190 703	300 100
Banques	4 536	17	15 024	19 577	4 570	23	13 030	17 623
	215 349 \$	14 833 \$	265 693 \$	495 875 \$	211 836 \$	14 361 \$	263 630 \$	489 827 \$
Dépôts non productifs d'intérêts (4)								
Canada	55 300 \$	144 \$	– \$	55 444 \$	53 460 \$	155 \$	– \$	53 615 \$
États-Unis	820	21	–	841	1 028	5	–	1 033
Europe (5)	6 003	2	–	6 005	4 734	–	–	4 734
Autres pays	3 056	272	–	3 328	3 220	568	–	3 788
Dépôts productifs d'intérêts (4)								
Canada	127 114	10 520	213 784	351 418	126 602	9 984	206 679	343 265
États-Unis	3 451	775	31 818	36 044	3 380	703	36 516	40 599
Europe (5)	14 950	42	10 999	25 991	15 201	52	11 455	26 708
Autres pays	4 655	3 057	9 092	16 804	4 211	2 894	8 980	16 085
	215 349 \$	14 833 \$	265 693 \$	495 875 \$	211 836 \$	14 361 \$	263 630 \$	489 827 \$

	Au 31 octobre 2011				Au 30 avril 2011			
	À vue (1)	Sur préavis (2)	À terme (3)	Total	À vue (1)	Sur préavis (2)	À terme (3)	Total
Particuliers	96 233 \$	11 938 \$	57 859 \$	166 030 \$	90 052 \$	13 264 \$	60 839 \$	164 155 \$
Entreprises et gouvernements	109 454	1 709	186 348	297 511	111 042	2 308	185 278	298 628
Banques	4 139	17	11 405	15 561	3 358	10	12 357	15 725
	209 826 \$	13 664 \$	255 612 \$	479 102 \$	204 452 \$	15 582 \$	258 474 \$	478 508 \$
Dépôts non productifs d'intérêts (4)								
Canada	51 227 \$	86 \$	– \$	51 313 \$	46 819 \$	152 \$	– \$	46 971 \$
États-Unis	1 160	6	–	1 166	4 292	28	–	4 320
Europe (5)	5 008	2	–	5 010	1 222	2	–	1 224
Autres pays	2 767	266	–	3 033	2 750	209	–	2 959
Dépôts productifs d'intérêts (4)								
Canada	125 536	9 325	199 402	334 263	116 229	8 681	187 916	312 826
États-Unis	3 196	960	34 778	38 934	9 119	3 762	41 235	54 116
Europe (5)	16 516	35	12 913	29 464	20 058	38	20 951	41 047
Autres pays	4 416	2 984	8 519	15 919	3 963	2 710	8 372	15 045
	209 826 \$	13 664 \$	255 612 \$	479 102 \$	204 452 \$	15 582 \$	258 474 \$	478 508 \$

	Au 1 ^{er} novembre 2010			
	À vue (1)	Sur préavis (2)	À terme (3)	Total
Particuliers	85 774 \$	12 206 \$	63 713 \$	161 693 \$
Entreprises et gouvernements	107 385	2 394	177 756	287 535
Banques	3 515	11	15 759	19 285
	196 674 \$	14 611 \$	257 228 \$	468 513 \$
Dépôts non productifs d'intérêts (4)				
Canada	44 341 \$	87 \$	– \$	44 428 \$
États-Unis	4 223	765	–	4 988
Europe (5)	974	1	–	975
Autres pays	3 225	247	–	3 472
Dépôts productifs d'intérêts (4)				
Canada	110 354	7 562	180 632	298 548
États-Unis	8 527	2 996	45 501	57 024
Europe (5)	20 763	25	22 026	42 814
Autres pays	4 267	2 928	9 069	16 264
	196 674 \$	14 611 \$	257 228 \$	468 513 \$

- (1) Les dépôts remboursables à vue comprennent tous les dépôts pour lesquels nous n'avons pas le droit à un avis de retrait. Ces dépôts comprennent des comptes d'épargne et des comptes-chèques.
- (2) Les dépôts remboursables sur préavis comprennent tous les dépôts pour lesquels nous pouvons exiger légalement un avis de retrait. Ces dépôts sont principalement des comptes d'épargne.
- (3) Les dépôts à terme comprennent les dépôts remboursables à une date fixe. Ces dépôts comprennent les dépôts à terme, les certificats de placement garanti et d'autres instruments semblables. Au 30 avril 2012, le solde des dépôts à terme comprenait aussi des billets de dépôt de premier rang que nous avons émis pour fournir un financement à long terme de 108,5 milliards de dollars (108 milliards au 31 janvier 2012; 103,9 milliards au 31 octobre 2011; 102 milliards au 30 avril 2011; 94,5 milliards au 1^{er} novembre 2010).
- (4) Les divisions géographiques des dépôts sont fondées sur l'origine des dépôts et le pays où les revenus sont comptabilisés.
- (5) L'Europe comprend le Royaume-Uni, la Suisse et les îles Anglo-Normandes.

Les tableaux suivants présentent les échéances contractuelles de nos passifs au titre des dépôts à vue, sur préavis et à terme.

Échéance des dépôts (1)

	Au 30 avril 2012				Au 31 janvier 2012			
	À vue	Sur préavis	À terme	Total	À vue	Sur préavis	À terme	Total
Moins de 1 an :								
Moins de 3 mois	215 349 \$	14 833 \$	72 291 \$	302 473 \$	211 836 \$	14 361 \$	72 857 \$	299 054 \$
De 3 à 6 mois	–	–	17 840	17 840	–	–	18 358	18 358
De 6 à 12 mois	–	–	38 344	38 344	–	–	32 770	32 770
De 1 an à 2 ans	–	–	51 996	51 996	–	–	51 673	51 673
De 2 à 3 ans	–	–	24 478	24 478	–	–	27 750	27 750
De 3 à 4 ans	–	–	23 855	23 855	–	–	21 806	21 806
De 4 à 5 ans	–	–	18 908	18 908	–	–	20 978	20 978
Plus de 5 ans	–	–	17 981	17 981	–	–	17 438	17 438
	215 349 \$	14 833 \$	265 693 \$	495 875 \$	211 836 \$	14 361 \$	263 630 \$	489 827 \$
	Au 31 octobre 2011				Au 30 avril 2011			
	À vue	Sur préavis	À terme	Total	À vue	Sur préavis	À terme	Total
Moins de 1 an :								
Moins de 3 mois	209 826 \$	13 664 \$	61 108 \$	284 598 \$	204 452 \$	15 582 \$	70 755 \$	290 789 \$
De 3 à 6 mois	–	–	27 982	27 982	–	–	25 312	25 312
De 6 à 12 mois	–	–	26 552	26 552	–	–	25 926	25 926
De 1 an à 2 ans	–	–	50 403	50 403	–	–	49 277	49 277
De 2 à 3 ans	–	–	28 605	28 605	–	–	33 081	33 081
De 3 à 4 ans	–	–	21 300	21 300	–	–	14 851	14 851
De 4 à 5 ans	–	–	21 198	21 198	–	–	20 854	20 854
Plus de 5 ans	–	–	18 464	18 464	–	–	18 418	18 418
	209 826 \$	13 664 \$	255 612 \$	479 102 \$	204 452 \$	15 582 \$	258 474 \$	478 508 \$

Note 11 Dépôts (suite)

	Au 1 ^{er} novembre 2010			
	À vue	Sur préavis	À terme	Total
Moins de 1 an :				
Moins de 3 mois	196 674 \$	14 611 \$	57 679 \$	268 964 \$
De 3 à 6 mois	–	–	28 047	28 047
De 6 à 12 mois	–	–	41 248	41 248
De 1 an à 2 ans	–	–	37 165	37 165
De 2 à 3 ans	–	–	34 986	34 986
De 3 à 4 ans	–	–	23 849	23 849
De 4 à 5 ans	–	–	16 942	16 942
Plus de 5 ans	–	–	17 312	17 312
	196 674 \$	14 611 \$	257 228 \$	468 513 \$

(1) Le montant global des dépôts à terme en coupures de 100 000 \$ ou plus au 30 avril 2012 s'établissait à 230 milliards de dollars (226 milliards au 31 janvier 2012; 221 milliards au 31 octobre 2011; 223 milliards au 30 avril 2011; 221 milliards au 1^{er} novembre 2010).

Note 12 Autres passifs

	Au				
	30 avril 2012	31 janvier 2012	31 octobre 2011	30 avril 2011	1 ^{er} novembre 2010
Garanties en espèces	10 010 \$	12 219 \$	10 589 \$	8 297 \$	9 898 \$
Créditeurs et charges à payer	4 013	3 661	3 954	2 738	2 376
Paie et rémunération connexe	3 894	3 186	4 266	3 860	4 247
Sommes à payer aux courtiers, aux contrepartistes et aux clients	3 103	2 558	3 209	3 190	3 393
Instruments négociables	2 386	2 326	2 355	1 866	1 897
Intérêts courus à payer	1 789	1 453	2 019	2 175	2 305
Revenu différé	1 558	1 539	1 512	1 463	1 416
Impôt à payer	1 269	1 327	1 331	1 375	1 365
Certificats au titre des métaux précieux	910	983	1 125	1 045	827
Dividendes à payer	887	843	841	779	779
Passifs liés aux activités d'assurance	514	538	556	493	517
Impôt différé	249	248	265	221	218
Autres	6 504	7 150	7 219	9 798	9 080
	37 086 \$	38 031 \$	39 241 \$	37 300 \$	38 318 \$

Note 13 Avantages du personnel – prestations de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi

Nous offrons un certain nombre de régimes à cotisations ou à prestations définies, lesquels fournissent des prestations de retraite et d'autres avantages postérieurs à l'emploi aux employés admissibles. Au cours de la période, nous avons augmenté nos cotisations prévues aux régimes de retraite pour 2012; au premier semestre de l'exercice, nous avons contribué à hauteur d'environ 800 millions de dollars à ces régimes de retraite. Les charges au titre de ces régimes d'avantages sont présentées dans le tableau suivant :

Charge au titre des prestations de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi

	Pour les trimestres clos					
	Régimes de retraite (1)			Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi (1)		
	le 30 avril 2012	le 31 janvier 2012	le 30 avril 2011	le 30 avril 2012	le 31 janvier 2012	le 30 avril 2011
Coût des services rendus	54 \$	56 \$	50 \$	8 \$	4 \$	7 \$
Coût financier	103	104	105	19	19	18
Rendement prévu de l'actif des régimes	(121)	(122)	(125)	–	–	–
Réduction du régime	–	–	–	(5)	–	–
Charge au titre des régimes à prestations définies	36	38	30	22	23	25
Charge au titre des régimes à cotisations définies	23	28	18	–	–	–
	59 \$	66 \$	48 \$	22 \$	23 \$	25 \$

	Pour les semestres clos			
	Régimes de retraite (1)		Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi (1)	
	le 30 avril 2012	le 30 avril 2011	le 30 avril 2012	le 30 avril 2011
Coût des services rendus	110 \$	103 \$	12 \$	14 \$
Coût financier	207	209	38	37
Rendement prévu de l'actif des régimes	(243)	(241)	–	–
Réduction du régime	–	–	(5)	–
Charge au titre des régimes à prestations définies	74	71	45	51
Charge au titre des régimes à cotisations définies	51	45	–	–
	125 \$	116 \$	45 \$	51 \$

(1) Le cumul des gains et pertes actuariels au 1^{er} novembre 2010 pour ces régimes a été comptabilisé au poste Bénéfices non distribués lors de la transition aux IFRS. Se reporter à la note 3 pour en savoir davantage.

Note 14 Transactions importantes portant sur les capitaux propres et le financement

Le 30 avril 2012, RBC a racheté tous les billets secondaires de fiducie, série A, à 4,58 % d'une valeur de 1 milliard de dollars échéant le 30 avril 2017 en circulation pour un montant équivalant à la totalité de leur capital, majoré des intérêts courus à la date de rachat.

Le tableau suivant présente les actions ordinaires émises au cours des périodes présentées :

Actions ordinaires émises

	Pour les trimestres clos					
	le 30 avril 2012		le 31 janvier 2012		le 30 avril 2011	
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
Régime de réinvestissement de dividendes (1)	1 153	62 \$	1 329	59 \$	927	52 \$
Options sur actions exercées (2)	832	31	1 152	44	1 361	42
Régimes d'épargne et d'actionariat des employés (3)	–	–	–	–	641	37
	1 985	93 \$	2 481	103 \$	2 929	131 \$

	Pour les semestres clos			
	le 30 avril 2012		le 30 avril 2011	
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
Régime de réinvestissement de dividendes (1)	2 482	121 \$	927	52 \$
Options sur actions exercées (2)	1 984	75	1 843	57
Régimes d'épargne et d'actionariat des employés (3)	–	–	1 138	63
	4 466	196 \$	3 908	172 \$

- (1) Notre régime de réinvestissement de dividendes est financé soit au moyen d'achats d'actions sur le marché libre, soit au moyen d'actions propres. Au cours des trimestres clos le 30 avril 2012, le 31 janvier 2012 et le 30 avril 2011, nous avons financé notre régime de réinvestissement de dividendes au moyen d'actions propres. Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2012, nous avons financé notre régime de réinvestissement de dividendes au moyen d'achats d'actions sur le marché libre.
- (2) Les montants comprennent les espèces reçues au titre des options sur actions exercées au cours de la période et l'ajustement à la juste valeur des options sur actions.
- (3) Au cours des trimestres clos le 30 avril 2012 et le 31 janvier 2012, nous avons financé nos régimes d'épargne et d'actionariat des employés au moyen d'achats d'actions sur le marché libre. Au cours des trimestres clos le 30 avril 2011 et le 31 janvier 2011, nous avons financé nos régimes d'épargne et d'actionariat des employés au moyen d'actions propres.

Note 15 Revenus tirés des activités de négociation et de certains instruments financiers autres que détenus à des fins de transaction

Le total des revenus tirés des activités de négociation qui découlent d'instruments financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net comprend le revenu net d'intérêt tiré des activités de négociation et les revenus tirés des activités de négociation qui sont comptabilisés dans les revenus autres que d'intérêt. Le revenu net d'intérêt est tiré du revenu d'intérêt et des dividendes comptabilisés relativement à l'actif et au passif des activités de négociation.

	Pour les trimestres clos			Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2012	le 31 janvier 2012	le 30 avril 2011	le 30 avril 2012	le 30 avril 2011
Revenu net d'intérêt	412 \$	388 \$	317 \$	800 \$	600 \$
Revenus (charges) autres que d'intérêt	349	396	285	745	1 006
Total	761 \$	784 \$	602 \$	1 545 \$	1 606 \$
Par gamme de produits					
Taux d'intérêt et crédit	495 \$	536 \$	433 \$	1 031 \$	1 138 \$
Titres de participation	180	110	93	290	292
Contrats de change et sur marchandises	86	138	76	224	176
Total	761 \$	784 \$	602 \$	1 545 \$	1 606 \$

Instruments financiers classés comme à la juste valeur par le biais du résultat net

Les revenus autres que d'intérêt comprennent une augmentation de 236 millions de dollars de la juste valeur de nos actifs financiers classés à la juste valeur par le biais du résultat net pour le trimestre clos le 30 avril 2012 (augmentation de 500 millions pour le trimestre clos le 31 janvier 2012; augmentation de 268 millions pour le trimestre clos le 30 avril 2011). Pour le semestre clos le 30 avril 2012, les revenus autres que d'intérêt comprennent une augmentation de 736 millions de dollars de la juste valeur de nos actifs financiers classés à la juste valeur par le biais du résultat net (augmentation de 895 millions pour le semestre clos le 30 avril 2011).

Instruments financiers désignés comme à la juste valeur par le biais du résultat net

Le profit net (la perte nette) sur les actifs et les passifs financiers désignés comme à la juste valeur par le biais du résultat net pour le trimestre clos le 30 avril 2012 s'est chiffré à (107) millions de dollars (217 millions pour le trimestre clos le 31 janvier 2012; (9) millions pour le trimestre

Note 15 Revenus tirés des activités de négociation et de certains instruments financiers autres que détenus à des fins de transaction (suite)

clos le 30 avril 2011). Pour le semestre clos le 30 avril 2012, les profits nets (pertes nettes) correspondant à la variation nette de la juste valeur des actifs et des passifs financiers désignés comme à la juste valeur par le biais du résultat net se chiffraient à 110 millions de dollars [(111) millions pour le semestre clos le 30 avril 2011].

Autres catégories d'instruments financiers

Le tableau suivant présente les éléments comptabilisés en résultat au cours de l'exercice :

	Pour les trimestres clos			Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2012	le 31 janvier 2012	le 30 avril 2011	le 30 avril 2012	le 30 avril 2011
(Pertes) nettes découlant d'instruments financiers évalués au coût amorti	– \$	(2)\$	– \$	(2)\$	– \$
Revenu net d'intérêt calculé selon la méthode du taux d'intérêt effectif, excluant les intérêts sur les instruments financiers classés ou désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	2 619	2 615	2 399	5 234	4 911
Honoraires nets qui ne font pas partie intégrante du taux d'intérêt effectif au titre d'actifs et de passifs financiers	867	904	840	1 771	1 742
Honoraires nets provenant des activités de fiducie et autres activités connexes	1 699	1 577	1 674	3 276	3 454
Total	5 185 \$	5 094 \$	4 913 \$	10 279 \$	10 107 \$

Note 16 Impôt sur le résultat**Recouvrabilité de l'actif d'impôt différé**

Nous revoyons trimestriellement notre actif d'impôt différé, lequel est inscrit au poste Autres actifs de nos bilans consolidés, afin de déterminer s'il est probable que les avantages liés à cet actif se réaliseront; dans le cadre de cet examen, nous évaluons les éléments probants positifs et négatifs. Notre actif d'impôt différé représente les différences temporelles entre la valeur comptable et la valeur fiscale de certains de nos actifs et passifs, ainsi que l'avantage fiscal lié aux reports en avant de pertes nettes opérationnelles. Dans l'ensemble, selon tous les éléments probants disponibles, nous sommes d'avis qu'il est probable que l'actif d'impôt différé consolidé se réalisera grâce à une combinaison de renversements futurs de différences temporelles et de bénéfice imposable.

Impôt sur le résultat lié aux composantes des autres éléments du résultat global

Le tableau suivant illustre la charge ou l'économie d'impôt attribuée à chaque composante des autres éléments du résultat global et des variations des capitaux propres :

	Pour les trimestres clos			Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2012	le 31 janvier 2012	le 30 avril 2011	le 30 avril 2012	le 30 avril 2011
Autres éléments du résultat global					
(Pertes nettes) profits nets latents sur les titres disponibles à la vente	(13)\$	15 \$	10 \$	2 \$	(60)\$
Reclassement en résultat de pertes (profits) sur les titres disponibles à la vente	9	(7)	–	2	21
Profits nets (pertes nettes) de change, déduction faite des activités de couverture	72	13	358	85	558
(Pertes nettes) profits nets latents sur les dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	(23)	23	7	–	21
Reclassement en résultat de pertes (profits) sur les dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	3	8	8	11	17
Total de la charge (l'économie) d'impôt	48 \$	52 \$	383 \$	100 \$	557 \$

Note 17 Bénéfice par action

	Pour les trimestres clos			Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2012	le 31 janvier 2012	le 30 avril 2011	le 30 avril 2012	le 30 avril 2011
Bénéfice de base par action					
Bénéfice net	1 533 \$	1 855 \$	1 631 \$	3 388 \$	3 579 \$
Perte nette liée aux activités abandonnées	(30)	(21)	(51)	(51)	(99)
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	1 563	1 876	1 682	3 439	3 678
Dividendes sur actions privilégiées	(65)	(64)	(64)	(129)	(129)
Bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	(25)	(25)	(25)	(50)	(51)
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires lié aux activités poursuivies	1 473	1 787	1 593	3 260	3 498
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (en milliers)	1 441 761	1 439 252	1 426 504	1 440 493	1 425 279
Bénéfice (perte) de base par action					
Activités poursuivies	1,02 \$	1,24 \$	1,12 \$	2,26 \$	2,45 \$
Activités abandonnées	(0,02)	(0,01)	(0,04)	(0,03)	(0,07)
Total	1,00 \$	1,23 \$	1,08 \$	2,23 \$	2,38 \$
Bénéfice (perte) dilué par action					
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires lié aux activités poursuivies	1 473 \$	1 787 \$	1 593 \$	3 260 \$	3 498 \$
Incidence dilutive des actions échangeables	13	13	22	26	45
Bénéfice net lié aux activités poursuivies disponible pour les actionnaires ordinaires, compte tenu de l'incidence dilutive des actions échangeables	1 486	1 800	1 615	3 286	3 543
Perte nette liée aux activités abandonnées disponible pour les actionnaires ordinaires	(30)	(21)	(51)	(51)	(99)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (en milliers)	1 441 761	1 439 252	1 426 504	1 440 493	1 425 279
Options sur actions (1)	2 165	1 620	4 003	1 774	3 719
Actions pouvant être émises en vertu d'autres régimes de rémunération fondée sur des actions	407	526	1 128	467	1 195
Actions échangeables (2)	22 730	26 129	40 709	24 448	42 929
Nombre moyen d'actions ordinaires dilué (en milliers)	1 467 063	1 467 527	1 472 344	1 467 182	1 473 122
Bénéfice dilué par action					
Activités poursuivies	1,01 \$	1,23 \$	1,10 \$	2,24 \$	2,40 \$
Activités abandonnées	(0,02)	(0,01)	(0,04)	(0,03)	(0,06)
Total	0,99 \$	1,22 \$	1,06 \$	2,21 \$	2,34 \$

- (1) L'incidence de la dilution liée aux options sur actions a été établie au moyen de la méthode des actions propres. Lorsque le prix d'exercice des options en cours excède le cours moyen du marché de nos actions ordinaires, les options sont exclues du calcul du bénéfice dilué par action. Les montants suivants ont été exclus du calcul du bénéfice dilué par action : pour le trimestre clos le 30 avril 2012, un nombre moyen d'options en cours de 41 124 ayant un prix d'exercice de 57,90 \$; pour le trimestre clos le 31 janvier 2012, un nombre moyen d'options en cours de 7 680 583 ayant un prix d'exercice de 53,95 \$; pour le trimestre clos le 30 avril 2011, aucune option en cours. Les montants suivants ont été exclus du calcul du bénéfice dilué par action pour le semestre : pour le semestre clos le 30 avril 2012, un nombre moyen d'options en cours de 7 609 443 ayant un prix d'exercice de 53,97 \$; pour le semestre clos le 30 avril 2011, un nombre moyen d'options en cours de 41 124 ayant un prix d'exercice de 57,90 \$.
- (2) Les actions échangeables comprennent les actions privilégiées, les titres de fiducie de capital et les actions échangeables émises relativement à l'acquisition de Phillips, Hager & North gestion de placements ltée (PH&N) en 2008. Les actions échangeables de PH&N ont été remplacées par 6,4 millions d'actions ordinaires de RBC le 2 mai 2011, lors du troisième anniversaire de la conclusion de l'acquisition.

Note 18 Garanties et engagements

Garanties

Le montant maximal potentiel des paiements futurs représente le risque maximal de perte en cas de défaut complet des parties aux garanties, compte non tenu des recouvrements possibles qui pourraient être effectués en vertu de dispositions de recours ou de polices d'assurance ou en raison de biens détenus ou affectés en garantie. Étant donné que la valeur comptable de ces garanties ne constitue pas une indication du montant maximal potentiel des paiements futurs, nous continuons de considérer les garanties comme des instruments de crédit hors bilan. Le tableau qui suit résume les garanties importantes que nous avons accordées à des tiers.

	Au									
	30 avril 2012		31 janvier 2012		31 octobre 2011		30 avril 2011		1 ^{er} novembre 2010	
	Montant maximal potentiel des paiements futurs	Valeur comptable	Montant maximal potentiel des paiements futurs	Valeur comptable	Montant maximal potentiel des paiements futurs	Valeur comptable	Montant maximal potentiel des paiements futurs	Valeur comptable	Montant maximal potentiel des paiements futurs	Valeur comptable
Dérivés de crédit et options de vente position vendeur (1)	7 300 \$	335 \$	7 502 \$	339 \$	8 705 \$	295 \$	8 706 \$	219 \$	11 604 \$	365 \$
Facilités de garantie de liquidités (2), (3)	27 854	227	25 725	220	23 496	171	20 274	116	20 827	55
Produits à valeur stable (4)	18 169	319	18 354	320	18 438	284	18 049	171	19 683	172
Lettres de crédit de soutien et garanties de bonne fin (3)	17 973	188	17 541	221	16 794	184	17 177	144	16 647	89
Rehaussements de crédit (3)	3 561	76	3 471	65	3 330	68	3 037	67	3 211	66
Prêts hypothécaires vendus avec garantie	—	—	—	—	—	—	67	—	323	—

- (1) La valeur comptable est comprise dans le poste Dérivés de nos bilans consolidés. Le montant théorique d'un contrat correspond approximativement au montant maximal potentiel des paiements futurs.
- (2) Au cours d'exercices précédents, certains conduits multicédants administrés par RBC offrant des programmes de papier commercial adossé à des actifs ont prélevé des montants en vertu de certaines de nos facilités de garantie de liquidités. Au 30 avril 2012, ces prêts totalisaient 1,4 milliard de dollars (1,4 milliard au 31 janvier 2012; 1,4 milliard au 31 octobre 2011; 1,4 milliard au 30 avril 2011; 1,5 milliard au 1^{er} novembre 2010) compte non tenu de la provision pour pertes sur prêts de 4,0 millions (4,0 millions au 31 janvier 2012; 4,0 millions au 31 octobre 2011; 2,0 millions au 30 avril 2011; 2,0 millions au 1^{er} novembre 2010) et sont compris dans les prêts aux entreprises au poste Prêts de gros de nos bilans consolidés.
- (3) La valeur comptable est comprise dans le poste Autres passifs de nos bilans consolidés.
- (4) Le montant théorique d'un contrat correspond approximativement au montant maximal potentiel des paiements futurs. Le montant maximal potentiel des paiements futurs comprend un montant de 7,8 milliards de dollars (7,9 milliards au 31 janvier 2012; 7,8 milliards au 31 octobre 2011; 7,3 milliards au 30 avril 2011; 7,8 milliards au 1^{er} novembre 2010) au titre des polices d'assurance vie détenues par des banques et un montant de 10,4 milliards (10,5 milliards au 31 janvier 2012; 10,7 milliards au 31 octobre 2011; 10,7 milliards au 30 avril 2011; 11,8 milliards au 1^{er} novembre 2010) au titre de régimes de retraite aux termes de l'Employee Retirement Income Security Act of 1974 (ERISA) des États-Unis, tels que les régimes 401(k). Au cours de la période, nous avons comptabilisé des pertes latentes d'environ 3,0 millions de dollars (35,0 millions pour le trimestre clos le 31 janvier 2012; 16,0 millions pour le trimestre clos le 30 avril 2011) au titre des contrats à valeur stable visant des polices d'assurance vie détenues par des banques. La quasi-totalité des pertes latentes, découlant principalement de la variation des projections de flux trésorerie et des taux d'actualisation, est liée à un contrat qui a été restructuré de manière à éliminer les répercussions économiques de la résiliation avant l'échéance d'une police d'assurance vie détenue par une banque, en établissant une date d'échéance fixe à l'égard des dérivés.

Outre les garanties ci-dessus, la presque totalité de nos activités de prêt de titres pour lesquelles nous agissons à titre d'agent pour les porteurs de titres sont exercées par l'intermédiaire de notre coentreprise, RBC Dexia. Au 30 avril 2012, les engagements d'indemnisation liés aux prêts de titres de RBC Dexia totalisaient 55,7 milliards de dollars (59,5 milliards au 31 janvier 2012; 52,6 milliards au 31 octobre 2011; 58,5 milliards au 30 avril 2011; 52,1 milliards au 1^{er} novembre 2010). De ce montant, une tranche de 50 % représente notre risque de perte.

Actifs donnés en garantie

Dans le cours normal de nos activités, nous donnons en garantie des actifs conformément à des modalités qui sont habituelles pour nos activités régulières de prêt, d'emprunt et de négociation comptabilisées dans nos bilans consolidés. Voici des exemples des modalités générales liées aux actifs donnés en garantie :

- Les risques et les avantages liés aux actifs donnés en garantie reviennent à l'emprunteur.
- Les actifs donnés en garantie sont réattribués à l'emprunteur lorsque les modalités obligatoires ont été respectées.
- Le droit du créancier de vendre les actifs ou de les affecter de nouveau en garantie dépend de l'entente particulière en vertu de laquelle l'actif est donné en garantie.
- S'il n'y a eu aucun manquement, le créancier doit redonner un actif comparable à l'emprunteur lorsque les obligations ont été respectées.

Nous sommes également tenus de fournir à la Banque du Canada des garanties intrajournalières lorsque nous utilisons le Système de transfert de paiements de grande valeur (STPGV), un système de transfert électronique télégraphique en temps réel qui traite en continu tous les paiements de grande valeur ou de classe critique libellés en dollars canadiens au cours de la journée. Les actifs donnés en garantie affectés aux activités du STPGV nous sont généralement remis à la fin du cycle de règlement quotidien. Par conséquent, le montant des actifs donnés en garantie n'est pas inclus dans le tableau ci-dessous. Pour le trimestre clos le 30 avril 2012, nous avons donné en moyenne des actifs de 3,4 milliards de dollars (3,4 milliards au 31 janvier 2012; 3,3 milliards au 30 avril 2011) en garanties intrajournalières à la Banque du Canada chaque jour. Pour le semestre clos le 30 avril 2012, nous avons donné en moyenne des actifs de 3,4 milliards de dollars (3,2 milliards au 30 avril 2011) en garanties intrajournalières à la Banque du Canada chaque jour. Dans certaines rares occasions, nous devons obtenir une avance à un jour auprès de la Banque du Canada afin de répondre à un besoin de règlement, auquel cas une valeur équivalant aux actifs donnés en garantie est utilisée pour garantir l'avance. Aucune avance à un jour n'avait été prise au 30 avril 2012, au 31 janvier 2012, au 31 octobre 2011, au 30 avril 2011 et au 1^{er} novembre 2010.

Les détails des actifs donnés en garantie de passifs sont présentés dans les tableaux ci-dessous :

	Au				
	30 avril 2012	31 janvier 2012	31 octobre 2011	30 avril 2011	1 ^{er} novembre 2010
Trésorerie et montants à recevoir de banques	1 412 \$	882 \$	865 \$	660 \$	506 \$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	423	12 603	6 340	5 812	6 092
Prêts	15 394	17 400	18 642	16 447	16 087
Valeurs mobilières (1)	50 563	51 666	60 509	73 952	61 513
Biens achetés en vertu de conventions de revente	73 278	56 553	52 032	48 422	42 846
Autres actifs	15 685	181	88	86	1 264
	156 755 \$	139 285 \$	138 476 \$	145 379 \$	128 308 \$

	Au				
	30 avril 2012	31 janvier 2012	31 octobre 2011	30 avril 2011	1 ^{er} novembre 2010
Actifs donnés en garantie aux contreparties suivantes :					
Gouvernements étrangers et banques centrales	2 770 \$	2 512 \$	2 376 \$	2 419 \$	2 332 \$
Systèmes de compensation, systèmes de paiement et dépositaires (1)	12 346	12 586	19 846	16 802	18 641
Actifs donnés en garantie pour les opérations suivantes :					
Emprunts et prêts de titres	57 411	54 801	39 941	33 787	31 359
Engagements afférents à des titres vendus en vertu de conventions de rachat	50 155	37 363	44 545	63 005	47 786
Transactions sur dérivés	17 617	16 814	16 620	14 963	15 232
Titrisation de créances sur cartes de crédit	4 923	3 930	3 930	3 204	3 265
Obligations couvertes	10 471	10 494	10 513	9 953	8 557
Autres	1 062	785	705	1 246	1 136
	156 755 \$	139 285 \$	138 476 \$	145 379 \$	128 308 \$

(1) Les montants comparatifs présentés ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment.

Les actifs donnés en garantie présentés dans le tableau ci-dessus comprennent des éléments présentés dans le bilan et ceux exclus du bilan.

Biens affectés en garantie

Dans le cours normal de nos activités, nous concluons des conventions d'affectation de biens en garantie assorties de modalités qui sont habituelles pour nos activités régulières de prêt et d'emprunt comptabilisées dans nos bilans consolidés. La rubrique Actifs donnés en garantie, ci-dessus, présente des exemples de modalités générales liées aux biens nantis que nous pouvons vendre, donner en garantie ou affecter de nouveau en garantie.

Au 30 avril 2012, la juste valeur approximative des biens acceptés en garantie que nous pouvons vendre ou affecter de nouveau en garantie se chiffrait à 168,6 milliards de dollars (157 milliards au 31 janvier 2012; 137,3 milliards au 31 octobre 2011; 126,7 milliards au 30 avril 2011; 123 milliards au 1^{er} novembre 2010). Ces biens affectés en garantie ont été obtenus en vertu de conventions de revente, d'emprunts et de prêts de titres et de transactions sur dérivés. De ce montant, une tranche de 80,8 milliards de dollars (79,5 milliards au 31 janvier 2012; 64,4 milliards au 31 octobre 2011; 37,5 milliards au 30 avril 2011; 51 milliards au 1^{er} novembre 2010) a été vendue ou donnée de nouveau en garantie, généralement à titre de bien affecté en garantie en vertu de conventions de rachat ou pour couvrir des ventes à découvert.

Litiges

Au cours du trimestre, la Banque Royale du Canada est devenue défenderesse dans une poursuite en responsabilité intentée par la Commodity Futures Trading Commission des États-Unis. Le libellé de la poursuite allègue que certaines transactions entre sociétés affiliées étaient en fait des opérations fictives inappropriées, qui ont été effectuées à l'abri de la concurrence. En outre, la plainte stipule que nous avons fait délibérément des déclarations fausses, fictives ou frauduleuses à la Chicago Mercantile Exchange quant à la manière dont nous prévoyions structurer ces transactions et à la manière dont nous l'avons fait. Il nous est impossible de prédire le dénouement de ces procédures, ni le moment auquel elles seront réglées. Nous réfutons totalement ces allégations et continuerons de nous défendre vigoureusement dans ce litige. À l'heure actuelle, la direction estime que le règlement final de cette poursuite n'aura pas d'incidence défavorable importante sur notre situation financière ni sur nos résultats opérationnels consolidés.

Comme il a été décrit précédemment, la Banque Royale du Canada est défenderesse dans le cadre d'un recours relativement au rôle que nous avons joué dans des opérations portant sur des placements réalisés par un certain nombre de districts scolaires du Wisconsin dans certains titres garantis par des créances. Ces opérations ont également fait l'objet d'une enquête réglementaire. Bien que nous ayons conclu un accord avec la Securities and Exchange Commission, dont le montant a été versé aux districts scolaires par l'intermédiaire d'un fonds d'indemnisation, le recours se poursuit et nous continuons de nous défendre vigoureusement. Il nous est impossible de prédire le dénouement de ces procédures, ni le moment auquel elles seront réglées. La direction estime toutefois que le règlement final de ces poursuites n'aura pas d'incidence défavorable importante sur notre situation financière ni sur nos résultats opérationnels consolidés.

Nous sommes défenderesse dans un certain nombre d'autres poursuites qui allèguent que certaines de nos pratiques et mesures sont inappropriées. Les poursuites portent sur diverses questions complexes, et le moment auquel elles seront réglées demeure variable et incertain. La direction est d'avis que nous parviendrons, à terme, à résoudre ces poursuites, dans la mesure où nous pouvons les évaluer, sans subir d'incidence financière importante. Il s'agit, toutefois, de questions qui font largement appel à l'exercice du jugement, et les obligations éventuelles pouvant découler de ces poursuites pourraient influencer de façon importante sur nos résultats opérationnels pour toute période donnée.

Nous faisons l'objet de diverses autres poursuites judiciaires qui contestent le bien-fondé de certaines de nos autres pratiques ou mesures. Nous jugeons que le montant global du passif éventuel lié à ces autres poursuites, dans la mesure où nous pouvons l'évaluer, ne sera pas important à l'égard de nos états financiers consolidés.

La direction revoit régulièrement l'état d'avancement de toutes les poursuites et exercera son jugement afin de la résoudre au mieux des intérêts de la Banque. Nous continuerons de nous défendre vigoureusement dans ce litige.

Note 19 Résultats par secteur d'exploitation**Résultats trimestriels**

	Pour le trimestre clos le 30 avril 2012						Total
	Services bancaires canadiens	Gestion de patrimoine	Assurances	Services bancaires internationaux	Marchés des Capitaux (3)	Services de soutien généraux (3)	
Revenu net d'intérêt (1), (2)	2 017 \$	98 \$	– \$	166 \$	807 \$	(57)\$	3 031 \$
Revenus autres que d'intérêt	800	1 121	926	173	903	(30)	3 893
Total des revenus	2 817	1 219	926	339	1 710	(87)	6 924
Dotation à la provision pour pertes sur créances	271	(1)	–	47	31	–	348
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	640	–	–	–	640
Frais autres que d'intérêt	1 277	941	126	499	1 014	–	3 857
Bénéfice net (perte nette) avant impôt	1 269	279	160	(207)	665	(87)	2 079
Charge (économie) d'impôt	332	67	9	(11)	216	(97)	516
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	937	212	151	(196)	449	10	1 563
Bénéfice net lié aux activités abandonnées							(30)
Bénéfice net							1 533 \$
Les frais autres que d'intérêt comprennent :							
Amortissements	47 \$	32 \$	3 \$	21 \$	6 \$	118 \$	227 \$
Perte de valeur du goodwill et des autres immobilisations incorporelles	–	–	–	161	–	–	161
Total de l'actif lié aux activités poursuivies	315 700 \$	23 700 \$	11 900 \$	27 400 \$	405 900 \$	15 500 \$	800 100 \$
Total de l'actif lié aux activités maintenant abandonnées							300
Total de l'actif							800 400 \$
Total du passif lié aux activités poursuivies	314 500 \$	23 800 \$	11 900 \$	27 400 \$	405 800 \$	(26 200)\$	757 200 \$
Total du passif lié aux activités maintenant abandonnées							–
Total du passif							757 200 \$

	Pour le trimestre clos le 31 janvier 2012						Total
	Services bancaires canadiens	Gestion de patrimoine	Assurances	Services bancaires internationaux	Marchés des Capitaux (3)	Services de soutien généraux (3)	
Revenu net d'intérêt (1), (2)	2 064 \$	102 \$	– \$	159 \$	764 \$	(86)\$	3 003 \$
Revenus autres que d'intérêt	821	1 086	1 550	214	852	48	4 571
Total des revenus	2 885	1 188	1 550	373	1 616	(38)	7 574
Dotation à la provision pour pertes sur créances	243	–	–	8	17	(1)	267
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	1 211	–	–	–	1 211
Frais autres que d'intérêt	1 294	939	129	326	978	5	3 671
Bénéfice net (perte nette) avant impôt	1 348	249	210	39	621	(42)	2 425
Charge (économie) d'impôt	354	61	20	15	173	(74)	549
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	994	188	190	24	448	32	1 876
Bénéfice net lié aux activités abandonnées							(21)
Bénéfice net							1 855 \$
Les frais autres que d'intérêt comprennent :							
Amortissements	44 \$	31 \$	4 \$	32 \$	7 \$	112 \$	230 \$
Total de l'actif lié aux activités poursuivies	309 800 \$	23 600 \$	11 800 \$	24 200 \$	403 300 \$	16 000 \$	788 700 \$
Total de l'actif lié aux activités maintenant abandonnées							26 300
Total de l'actif							815 000 \$
Total du passif lié aux activités poursuivies	308 700 \$	23 600 \$	11 800 \$	24 300 \$	403 200 \$	(18 800)\$	752 800 \$
Total du passif lié aux activités maintenant abandonnées							19 500
Total du passif							772 300 \$

	Pour le trimestre clos le 30 avril 2011						Total
	Services bancaires canadiens	Gestion de patrimoine	Assurances	Services bancaires internationaux	Marchés des Capitaux (3)	Services de soutien généraux (3)	
Revenu net d'intérêt (1), (2)	1 933 \$	88 \$	– \$	157 \$	664 \$	(126)\$	2 716 \$
Revenus autres que d'intérêt	812	1 128	1 086	226	835	28	4 115
Total des revenus	2 745	1 216	1 086	383	1 499	(98)	6 831
Dotation à la provision pour pertes sur créances	260	–	–	15	(3)	1	273
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	843	–	–	–	843
Frais autres que d'intérêt	1 244	914	121	311	928	33	3 551
Bénéfice net (perte nette) avant impôt	1 241	302	122	57	574	(132)	2 164
Charge (économie) d'impôt	346	75	(1)	11	168	(117)	482
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	895	227	123	46	406	(15)	1 682
Bénéfice net lié aux activités abandonnées							(51)
Bénéfice net							1 631 \$
Les frais autres que d'intérêt comprennent :							
Amortissements	48 \$	32 \$	5 \$	26 \$	6 \$	100 \$	217 \$
Total de l'actif lié aux activités poursuivies	294 200 \$	22 400 \$	10 600 \$	26 900 \$	372 400 \$	14 500 \$	741 000 \$
Total de l'actif lié aux activités maintenant abandonnées							27 000
Total de l'actif							768 000 \$
Total du passif lié aux activités poursuivies	292 600 \$	22 300 \$	10 700 \$	26 900 \$	372 700 \$	(23 800)\$	701 400 \$
Total du passif lié aux activités maintenant abandonnées							27 800
Total du passif							729 200 \$

	Pour le semestre clos le 30 avril 2012						Total
	Services bancaires canadiens	Gestion de patrimoine	Assurances	Services bancaires internationaux	Marchés des Capitaux (3)	Services de soutien généraux (3)	
Revenu net d'intérêt (1), (2)	4 081 \$	200 \$	– \$	325 \$	1 571 \$	(143)\$	6 034 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 621	2 207	2 476	387	1 755	18	8 464
Total des revenus	5 702	2 407	2 476	712	3 326	(125)	14 498
Dotation à la provision pour pertes sur créances	514	(1)	–	55	48	(1)	615
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	1 851	–	–	–	1 851
Frais autres que d'intérêt	2 571	1 880	255	825	1 992	5	7 528
Bénéfice net (perte nette) avant impôt	2 617	528	370	(168)	1 286	(129)	4 504
Charge (économie) d'impôt	686	128	29	4	389	(171)	1 065
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	1 931	400	341	(172)	897	42	3 439
Bénéfice net lié aux activités abandonnées							(51)
Bénéfice net							3 388 \$
Les frais autres que d'intérêt comprennent :							
Amortissements	91 \$	63 \$	7 \$	53 \$	13 \$	230 \$	457 \$
Perte de valeur du goodwill et des autres immobilisations incorporelles	–	–	–	161	–	–	161
Total de l'actif lié aux activités poursuivies	315 700 \$	23 700 \$	11 900 \$	27 400 \$	405 900 \$	15 500 \$	800 100 \$
Total de l'actif lié aux activités maintenant abandonnées							300
Total de l'actif							800 400 \$
Total du passif lié aux activités poursuivies	314 500 \$	23 800 \$	11 900 \$	27 400 \$	405 800 \$	(26 200)\$	757 200 \$
Total du passif lié aux activités maintenant abandonnées							–
Total du passif							757 200 \$

Note 19 Résultats par secteur d'exploitation (suite)

	Pour le semestre clos le 30 avril 2011						
	Services bancaires canadiens	Gestion de patrimoine	Assurances	Services bancaires internationaux	Marchés des Capitaux (3)	Services de soutien généraux (3)	Total
Revenu net d'intérêt (1), (2)	3 924 \$	178 \$	– \$	328 \$	1 319 \$	(238)\$	5 511 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 623	2 223	1 911	462	2 231	88	8 538
Total des revenus	5 547	2 401	1 911	790	3 550	(150)	14 049
Dotation à la provision pour pertes sur créances	532	–	–	29	(28)	4	537
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	1 410	–	–	–	1 410
Frais autres que d'intérêt	2 481	1 798	243	603	2 049	46	7 220
Bénéfice net (perte nette) avant impôt	2 534	603	258	158	1 529	(200)	4 882
Charge (économie) d'impôt	706	163	(1)	44	486	(194)	1 204
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	1 828	440	259	114	1 043	(6)	3 678
Bénéfice net lié aux activités abandonnées							(99)
Bénéfice net							3 579 \$
Les frais autres que d'intérêt comprennent :							
Amortissements	91 \$	59 \$	11 \$	50 \$	12 \$	198 \$	421 \$
Total de l'actif lié aux activités poursuivies	294 200 \$	22 400 \$	10 600 \$	26 900 \$	372 400 \$	14 500 \$	741 000 \$
Total de l'actif lié aux activités maintenant abandonnées							27 000
Total de l'actif							768 000 \$
Total du passif lié aux activités poursuivies	292 600 \$	22 300 \$	10 700 \$	26 900 \$	372 700 \$	(23 800)\$	701 400 \$
Total du passif lié aux activités maintenant abandonnées							27 800
Total du passif							729 200 \$

(1) Le revenu intersectoriel et la quote-part des bénéfices des entreprises associées ne sont pas significatifs.

(2) Le revenu d'intérêt est présenté déduction faite des frais d'intérêt, puisque la direction se fie essentiellement sur le revenu net d'intérêt comme mesure du rendement.

(3) Majoration au montant imposable équivalent. Les ajustements liés au montant imposable équivalent font augmenter le revenu net d'intérêt provenant de certaines sources présentant des avantages fiscaux (dividendes imposables de sociétés canadiennes) au montant imposable équivalent effectif, et un montant compensatoire correspondant est constaté dans la charge d'impôt.

Composition des secteurs d'exploitation

Aux fins de la gestion, nous sommes organisés en cinq secteurs d'exploitation, tels qu'ils sont décrits ci-dessous, selon les produits et services offerts.

Le secteur Services bancaires canadiens regroupe nos services bancaires aux particuliers et aux entreprises au Canada, ainsi que certains services de placement s'adressant aux épargnants.

Le secteur Gestion de patrimoine offre des services aux clients fortunés et aux clients disposant d'un avoir net élevé au Canada, aux États-Unis, en Europe, en Asie et en Amérique latine. Il regroupe une gamme complète de solutions de placement, des services de fiducie et d'autres solutions de gestion de patrimoine. Nous offrons également des produits et services de gestion d'actifs directement aux clients institutionnels et individuels, par l'intermédiaire d'autres réseaux de distribution de la Banque Royale du Canada et de tiers distributeurs.

Le secteur Assurances regroupe les secteurs d'activité Assurances – Canada et Assurances et autres activités – International. Au Canada, nous offrons nos produits et services par l'intermédiaire de nos propres réseaux en pleine expansion, notamment les succursales de vente au détail d'assurances, les centres d'appels et notre équipe de vente interne, ainsi que par l'intermédiaire des conseillers indépendants en assurance et des agences de voyages. En dehors de l'Amérique du Nord, nous exerçons des activités de réassurance dans le monde entier.

Le secteur Services bancaires internationaux regroupe l'unité des Services bancaires et RBC Dexia. L'unité des Services bancaires comprend nos services bancaires dans les Antilles, lesquels offrent une gamme de produits et services financiers aux particuliers, aux entreprises clientes et aux institutions publiques dans leurs marchés respectifs. Par suite de la vente annoncée de nos services bancaires de détail régionaux aux États-Unis, nous avons classé la majorité de nos services bancaires de détail régionaux aux États-Unis à titre d'activités abandonnées. Toutefois, nous avons conservé certains de nos services bancaires transfrontaliers, qui répondent aux besoins de nos clients canadiens aux États-Unis. Les résultats liés à ces services sont compris dans les activités poursuivies du secteur Services bancaires internationaux. RBC Dexia offre une gamme de produits intégrés aux investisseurs institutionnels à l'échelle mondiale.

Le secteur Marchés des Capitaux se compose de nos services bancaires de gros à l'échelle mondiale et il fournit un vaste choix de produits et services aux grandes entreprises, aux organismes du secteur public et aux institutions faisant partie de notre clientèle. En Amérique du Nord, nous offrons une gamme complète de produits et services. Nos capacités ailleurs dans le monde sont ciblées et diversifiées, et elles comprennent le montage et la distribution, des services de structuration et de négociation et des services à la grande entreprise et services de banque d'investissement.

Toutes les autres activités ayant trait à l'entreprise qui ne sont pas attribuées à ces cinq secteurs d'exploitation, notamment le financement de l'entreprise, la titrisation, les charges nettes liées au capital non attribué ainsi que les ajustements de consolidation, y compris les écritures d'élimination des résultats majorés au montant imposable équivalent inscrits, sont présentées dans le secteur Services de soutien généraux. Les ajustements liés au montant imposable équivalent font augmenter le revenu net d'intérêt provenant de certaines sources présentant des avantages fiscaux (dividendes imposables de sociétés canadiennes) au montant imposable équivalent effectif, et un montant compensatoire correspondant est constaté dans la charge d'impôt. La direction est d'avis que ces ajustements sont nécessaires pour refléter la manière dont le secteur Marchés des Capitaux est géré, car cela accroît la comparabilité des revenus de sources imposables et de sources présentant des avantages fiscaux. Il se pourrait toutefois que les majorations au montant imposable équivalent ne soient pas comparables à des majorations semblables effectuées par d'autres institutions financières. Pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2012, l'ajustement au montant imposable équivalent s'est établi à 118 millions de dollars et à 239 millions, respectivement (121 millions pour le trimestre clos le 31 janvier 2012; 146 millions pour le trimestre clos le 30 avril 2011; 290 millions pour le semestre clos le 30 avril 2011).

Cadre d'information de gestion

Notre cadre d'information de gestion vise à évaluer le rendement individuel de nos secteurs d'exploitation comme s'ils exerçaient leurs activités sur une base autonome, et il reflète la façon dont nous gérons nos secteurs d'exploitation. Cette approche vise à faire en sorte que les résultats de nos secteurs d'exploitation reflètent toutes les données pertinentes quant aux revenus et aux charges liés à l'exercice de leurs activités. La direction surveille régulièrement les résultats de ces secteurs en vue de prendre des décisions quant à l'affectation des ressources et à l'évaluation du rendement. Ces éléments n'ont aucune incidence sur nos résultats consolidés.

Les charges de chaque secteur d'exploitation peuvent comprendre des coûts engagés ou des services fournis, directement au nom des secteurs d'exploitation, au niveau de l'entreprise. En ce qui concerne les autres coûts qui ne sont pas directement imputables à l'un de nos secteurs d'exploitation, nous utilisons un cadre d'information de gestion qui comprend des hypothèses, des estimations et des méthodes aux fins de l'attribution des coûts indirects et des charges indirectes à nos secteurs d'exploitation. Ce cadre sert également à l'attribution du capital et à la fixation des prix de cession des fonds de nos secteurs d'exploitation, de manière à mesurer avec justesse et de façon constante les coûts économiques et à les aligner sur les avantages et sur les risques sous-jacents du secteur d'exploitation visé. Les activités entre les secteurs d'exploitation suivent généralement les taux du marché. Toutes les autres activités ayant trait à l'entreprise qui ne sont pas attribuées à nos cinq secteurs d'exploitation sont présentées dans le secteur Services de soutien généraux.

La direction revoit périodiquement les hypothèses et les méthodes que nous utilisons dans le cadre d'information de gestion, afin d'assurer leur validité. Les méthodes d'attribution du capital comportent la formulation d'un certain nombre d'hypothèses et d'estimations qui sont révisées périodiquement.

Note 20 Gestion du capital

Capital réglementaire et ratios de capital

Le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF) établit des objectifs précis pour le capital à risque visant les institutions de dépôt au Canada. À l'heure actuelle, selon ces objectifs, le ratio du capital de première catégorie doit être supérieur ou égal à 7 % et le ratio du capital total doit être supérieur ou égal à 10 %. Outre les ratios du capital de première catégorie et du capital total, les banques canadiennes doivent s'assurer que leur coefficient actif-capital, qui est calculé au moyen de la division du montant brut de l'actif ajusté par le capital total, n'excède pas le niveau maximal prescrit par le BSIF. Notre coefficient actif-capital demeure inférieur au niveau maximal prescrit par le BSIF.

Incidence de l'adoption des IFRS

La présentation du capital réglementaire en vertu des IFRS a commencé lors de notre passage aux IFRS, le 1^{er} novembre 2011. Selon les lignes directrices du BSIF concernant l'adéquation des fonds propres, les institutions financières peuvent appliquer progressivement l'incidence de la conversion aux IFRS sur le capital réglementaire présenté. Nous avons choisi cette option et appliquons progressivement l'incidence de la conversion aux IFRS sur une période de cinq trimestres à compter du trimestre considéré. Le montant de l'application progressive est comptabilisé de façon linéaire et a atténué l'incidence de la conversion aux IFRS sur notre capital de première catégorie, qui est passé de 2,2 milliards de dollars à 889 millions, ce qui représente une incidence de 1,3 milliard pour le trimestre considéré.

	Déterminé en fonction des			
	IFRS		PCGR du Canada	
	30 avril 2012	31 janvier 2012	31 octobre 2011	30 avril 2011
Capital				
Capital de première catégorie	35 151 \$	34 727 \$	35 713 \$	34 551 \$
Capital total	40 599	41 462	41 021	39 824
Actif pondéré en fonction des risques				
Risque de crédit	197 075 \$	211 604 \$	205 182 \$	188 683 \$
Risque de marché	28 960	33 549	21 346	24 382
Risque opérationnel	39 699	40 355	40 283	40 170
Risque lié à l'ajustement transitoire prescrit par le BSIF ⁽¹⁾	1 404	–	969	–
Total de l'actif pondéré en fonction des risques	267 138 \$	285 508 \$	267 780 \$	253 235 \$
Ratios de capital et coefficients				
Capital de première catégorie	13,2 %	12,2 %	13,3 %	13,6 %
Capital total	15,2 %	14,5 %	15,3 %	15,7 %
Coefficient actif-capital ⁽²⁾	16,8 X	16,6 X	16,1 X	16,3 X

(1) Conformément aux directives transitoires prévues par l'accord de Bâle II, le BSIF exige que le montant minimal du capital à risque corresponde à au moins 90 % des besoins de liquidités calculés en vertu des normes de l'accord de Bâle I. Si les besoins de liquidités sont inférieurs à 90 %, on doit procéder à un ajustement transitoire de l'actif pondéré en fonction des risques, comme il est indiqué à la rubrique 1.7 des lignes directrices du BSIF concernant l'adéquation des fonds propres.

(2) Dans le cadre de la transition aux IFRS et tel que le BSIF l'a approuvé, aux fins du calcul du coefficient actif-capital, le montant brut de l'actif ajusté ne tient pas compte des prêts hypothécaires titrisés jusqu'au 31 mars 2010 inclusivement en vertu du programme de la SCHL.

Note 21 Renseignements additionnels à fournir en vertu des IFRS**Renseignements additionnels**

Les informations à fournir dans les états financiers annuels en vertu des IFRS qui suivent, qui n'étaient pas incluses dans nos plus récents états financiers annuels préparés conformément aux PCGR du Canada et ne seraient autrement présentées que dans notre rapport annuel 2012, ont été incluses dans les présents états financiers pour la période considérée close le 30 avril 2012 et les périodes comparatives closes le 31 octobre 2011 et le 30 avril 2011. Certaines informations et renseignements à fournir dans les notes annexes ont été omis ou condensés lorsqu'ils ne sont pas considérés comme essentiels à la compréhension de nos états financiers consolidés résumés intermédiaires.

A : Valeurs mobilières**Valeur comptable des valeurs mobilières**

Le tableau suivant présente les instruments financiers que nous détenons à la fin de la période, évalués à la valeur comptable :

	Au 30 avril 2012						Total
	Durée jusqu'à l'échéance (1)						
	Moins de 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 à 10 ans	Plus de 10 ans	Sans échéance précise	
Titres du compte de négociation (2)							
Créances d'entités gouvernementales canadiennes	2 759 \$	4 529 \$	10 487 \$	2 043 \$	5 642 \$	– \$	25 460 \$
Créances d'entités gouvernementales américaines	2 419	4 319	8 949	1 746	5 963	–	23 396
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	2 422	2 822	5 013	2 360	1 717	–	14 334
Titres adossés à des créances hypothécaires (3)	–	9	37	163	320	–	529
Titres adossés à des actifs (3)	93	122	233	47	342	–	837
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances (3)							
Acceptations bancaires	807	2	–	–	–	–	809
Certificats de dépôt	676	399	312	6	7	–	1 400
Autres	3 149	2 590	6 902	2 061	3 470	1 074	19 246
Titres de participation	–	–	–	–	–	39 035	39 035
	12 325	14 792	31 933	8 426	17 461	40 109	125 046
Titres disponibles à la vente (2)							
Créances d'entités gouvernementales canadiennes							
Gouvernement fédéral							
Coût amorti	318	389	6 511	3 292	26	–	10 536
Juste valeur	319	395	6 621	3 607	28	–	10 970
Rendement (4)	3,9 %	3,8 %	2,3 %	3,6 %	4,1 %	–	2,8 %
Provinces et municipalités							
Coût amorti	39	67	1 016	28	20	–	1 170
Juste valeur	39	67	1 030	29	22	–	1 187
Rendement (4)	0,8 %	1,7 %	2,8 %	5,2 %	4,9 %	–	2,7 %
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains							
Coût amorti	25	51	53	252	5 040	–	5 421
Juste valeur	25	50	54	252	4 848	–	5 229
Rendement (4)	0,0 %	1,7 %	1,3 %	0,7 %	0,9 %	–	0,9 %
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE							
Coût amorti	6 081	1 261	529	193	–	–	8 064
Juste valeur	6 079	1 254	532	203	–	–	8 068
Rendement (4)	0,3 %	1,6 %	2,4 %	3,7 %	–	–	0,7 %
Titres adossés à des créances hypothécaires (4)							
Coût amorti	–	–	20	24	282	–	326
Juste valeur	–	–	20	25	277	–	322
Rendement (4)	–	–	4,8 %	4,5 %	2,4 %	–	2,7 %
Titres adossés à des actifs							
Coût amorti	–	97	193	1 798	1 386	–	3 474
Juste valeur	–	96	192	1 823	1 321	–	3 432
Rendement (4)	–	2,2 %	0,9 %	0,8 %	1,8 %	–	1,3 %
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances							
Coût amorti	3 676	2 686	947	300	361	–	7 970
Juste valeur	3 689	2 685	946	284	345	–	7 949
Rendement (4)	1,7 %	1,3 %	3,3 %	5,9 %	4,6 %	–	2,0 %
Titres de participation							
Coût	–	–	–	–	–	1 310	1 310
Juste valeur	–	–	–	–	–	1 488	1 488
Titres de substitut de prêt							
Coût	–	–	–	–	–	212	212
Juste valeur	–	–	–	–	–	225	225
Rendement (4)	–	–	–	–	–	3,5 %	3,5 %
Coût amorti	10 139	4 551	9 269	5 887	7 115	1 522	38 483
Juste valeur	10 151	4 547	9 395	6 223	6 841	1 713	38 870
Titres détenus jusqu'à l'échéance (2)							
Coût amorti	56	186	205	78	1	–	526
Juste valeur	56	186	205	78	1	–	526
Total de la valeur comptable des titres (2)	22 532 \$	19 525 \$	41 533 \$	14 727 \$	24 303 \$	41 822 \$	164 442 \$

	Au 31 octobre 2011						Total
	Durée jusqu'à l'échéance (1)						
	Moins de 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 à 10 ans	Plus de 10 ans	Sans échéance précise	
Titres du compte de négociation (2)							
Créances d'entités gouvernementales canadiennes	1 902 \$	8 000 \$	8 768 \$	1 569 \$	4 126 \$	– \$	24 365 \$
Créances d'entités gouvernementales américaines	313	5 594	4 659	1 485	7 500	–	19 551
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	2 109	5 144	5 333	3 957	1 562	–	18 105
Titres adossés à des créances hypothécaires (3)	–	3	97	39	277	–	416
Titres adossés à des actifs (3)	160	44	422	237	426	–	1 289
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances (3)							
Acceptations bancaires	582	287	–	–	–	–	869
Certificats de dépôt	3	974	352	7	12	–	1 348
Autres	2 175	4 876	10 369	1 873	3 493	1 025	23 811
Titres de participation	–	–	–	–	–	38 374	38 374
	7 244	24 922	30 000	9 167	17 396	39 399	128 128
Titres disponibles à la vente (2)							
Créances d'entités gouvernementales canadiennes							
Gouvernement fédéral							
Coût amorti	284	353	7 697	680	26	–	9 040
Juste valeur	284	360	8 156	703	28	–	9 531
Rendement (4)	0,5 %	4,3 %	3,1 %	2,6 %	4,1 %	–	3,0 %
Provinces et municipalités							
Coût amorti	301	89	1 112	14	21	–	1 537
Juste valeur	302	91	1 131	15	22	–	1 561
Rendement (4)	4,9 %	3,6 %	2,6 %	5,4 %	4,9 %	–	3,1 %
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains							
Coût amorti	60	51	53	6	4 499	–	4 669
Juste valeur	60	51	55	7	4 334	–	4 507
Rendement (4)	1,1 %	1,7 %	1,3 %	5,9 %	2,0 %	–	1,9 %
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE							
Coût amorti	4 006	1 108	1 736	190	–	–	7 040
Juste valeur	4 005	1 105	1 730	193	–	–	7 033
Rendement (4)	0,2 %	1,8 %	1,8 %	3,7 %	–	–	1,0 %
Titres adossés à des créances hypothécaires (4)							
Coût amorti	–	–	20	26	268	–	314
Juste valeur	–	–	21	28	261	–	310
Rendement (4)	–	–	4,6 %	4,2 %	2,6 %	–	2,9 %
Titres adossés à des actifs							
Coût amorti	128	30	270	1 588	1 413	–	3 429
Juste valeur	128	31	269	1 576	1 309	–	3 313
Rendement (4)	2,0 %	5,1 %	0,8 %	0,7 %	1,6 %	–	1,2 %
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances							
Coût amorti	5 793	1 917	2 073	388	380	53	10 604
Juste valeur	5 803	1 920	2 049	361	361	64	10 558
Rendement (4)	2,2 %	2,1 %	2,0 %	5,9 %	4,8 %	–	2,3 %
Titres de participation							
Coût	–	–	–	–	–	1 219	1 219
Juste valeur	–	–	–	–	–	1 398	1 398
Titres de substitut de prêt							
Coût	–	–	–	–	–	222	222
Juste valeur	–	–	–	–	–	222	222
Rendement (4)	–	–	–	–	–	3,7 %	3,7 %
Coût amorti	10 572	3 548	12 961	2 892	6 607	1 494	38 074
Juste valeur	10 582	3 558	13 411	2 883	6 315	1 684	38 433
Titres détenus jusqu'à l'échéance (2)							
Coût amorti	129	57	193	81	1	–	461
Juste valeur	129	57	193	81	1	–	461
Total de la valeur comptable des titres (2)	17 955 \$	28 537 \$	43 604 \$	12 131 \$	23 712 \$	41 083 \$	167 022 \$

Note 21 Renseignements additionnels à fournir en vertu des IFRS (suite)

	Au 30 avril 2011						Total
	Durée jusqu'à l'échéance (1)						
	Moins de 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 à 10 ans	Plus de 10 ans	Sans échéance précise	
Titres du compte de négociation (2)							
Créances d'entités gouvernementales canadiennes	1 647 \$	7 863 \$	9 029 \$	2 785 \$	4 027 \$	– \$	25 351 \$
Créances d'entités gouvernementales américaines	241	4 606	1 627	3 376	5 067	38	14 955
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	2 118	4 950	11 764	4 274	3 508	–	26 614
Titres adossés à des créances hypothécaires (3)	1	3	92	238	537	–	871
Titres adossés à des actifs (3)	110	112	1 698	615	462	–	2 997
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances (3)							
Acceptations bancaires	587	557	–	–	–	–	1 144
Certificats de dépôt	416	373	864	10	5	–	1 668
Autres	2 084	5 040	16 257	4 566	4 766	1 059	33 772
Titres de participation	–	–	–	–	–	47 769	47 769
	7 204	23 504	41 331	15 864	18 372	48 866	155 141
Titres disponibles à la vente (2)							
Créances d'entités gouvernementales canadiennes							
Gouvernement fédéral							
Coût amorti	195	706	6 246	3 344	90	–	10 581
Juste valeur	196	710	6 345	3 417	87	–	10 755
Rendement (4)	0,9 %	4,3 %	2,9 %	3,8 %	4,2 %	–	3,3 %
Provinces et municipalités							
Coût amorti	167	389	913	32	74	–	1 575
Juste valeur	167	393	929	33	76	–	1 598
Rendement (4)	1,2 %	4,0 %	3,1 %	5,2 %	4,7 %	–	3,2 %
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains							
Coût amorti	605	473	269	15	4 533	–	5 895
Juste valeur	606	473	269	15	4 457	–	5 820
Rendement (4)	0,5 %	1,7 %	1,0 %	5,5 %	1,9 %	–	1,7 %
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE							
Coût amorti	3 092	434	2 310	156	–	–	5 992
Juste valeur	3 095	434	2 307	156	–	–	5 992
Rendement (4)	0,5 %	6,1 %	2,3 %	3,9 %	–	–	1,7 %
Titres adossés à des créances hypothécaires (4)							
Coût amorti	–	–	37	66	910	–	1 013
Juste valeur	–	–	38	69	902	–	1 009
Rendement (4)	–	–	4,7 %	4,6 %	3,4 %	–	3,5 %
Titres adossés à des actifs							
Coût amorti	–	157	415	1 005	2 028	–	3 605
Juste valeur	–	159	415	974	1 954	–	3 502
Rendement (4)	–	2,6 %	1,1 %	0,6 %	1,2 %	–	1,1 %
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances							
Coût amorti	4 215	4 019	4 102	457	392	53	13 238
Juste valeur	4 215	4 017	4 123	473	340	34	13 202
Rendement (4)	3,1 %	1,9 %	2,2 %	5,6 %	4,5 %	2,2 %	2,6 %
Titres de participation							
Coût	–	–	–	–	–	1 355	1 355
Juste valeur	–	–	–	–	–	1 557	1 557
Titres de substitut de prêt							
Coût	–	–	–	–	–	228	228
Juste valeur	–	–	–	–	–	244	244
Rendement (4)	–	–	–	–	–	3,3 %	3,3 %
Coût amorti	8 274	6 178	14 292	5 075	8 027	1 636	43 482
Juste valeur	8 279	6 186	14 426	5 137	7 816	1 835	43 679
Titres détenus jusqu'à l'échéance (2)							
Coût amorti	110	88	173	51	1	–	423
Juste valeur	110	88	173	51	1	–	423
Total de la valeur comptable des titres (2)	15 593 \$	29 778 \$	55 930 \$	21 052 \$	26 189 \$	50 701 \$	199 243 \$

(1) Les échéances réelles pourraient être différentes des échéances contractuelles présentées ci-dessus, car les emprunteurs peuvent avoir le droit de rembourser leur emprunt à l'avance, avec ou sans pénalité pour remboursement anticipé.

(2) Les titres détenus à des fins de transaction et les titres disponibles à la vente sont constatés à la juste valeur. Les titres détenus jusqu'à l'échéance sont constatés au coût amorti.

(3) Comprend les TGC qui sont présentés au poste Titres adossés à des actifs – TGC dans le tableau intitulé Juste valeur des actifs et des passifs classés selon la hiérarchie des évaluations à la juste valeur, figurant à la note 4.

(4) Le rendement moyen pondéré est calculé au moyen du taux d'intérêt contractuel et en fonction de la valeur comptable à la fin de la période pour chacune des catégories de titres.

B : Prêts**Durée jusqu'à l'échéance des prêts et sensibilité au taux d'intérêt**

	30 avril 2012							
	Durée jusqu'à l'échéance (1)				Sensibilité au taux d'intérêt			
	Moins de 1 an (2), (3)	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total	Taux variable	Taux fixe	Non sensibles au taux	Total
Prêts de détail	119 293 \$	158 652 \$	13 806 \$	291 751 \$	173 726 \$	114 062 \$	3 963 \$	291 751 \$
Prêts de gros	35 126	27 861	10 000	72 987	41 054	30 575	1 358	72 987
Total des prêts	154 419	186 513	23 806	364 738	214 780	144 637	5 321	364 738
Provision pour pertes sur prêts				(2 019)				(2 019)
Total des prêts, déduction faite de la provision pour pertes sur prêts				362 719 \$				362 719 \$

	31 octobre 2011							
	Durée jusqu'à l'échéance (1)				Sensibilité au taux d'intérêt			
	Moins de 1 an (2), (3)	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total	Taux variable	Taux fixe	Non sensibles au taux	Total
Prêts de détail	122 634 \$	149 075 \$	13 036 \$	284 745 \$	176 319 \$	104 276 \$	4 150 \$	284 745 \$
Prêts de gros	31 824	24 043	8 885	64 752	36 335	27 138	1 279	64 752
Total des prêts	154 458	173 118	21 921	349 497	212 654	131 414	5 429	349 497
Provision pour pertes sur prêts				(1 967)				(1 967)
Total des prêts, déduction faite de la provision pour pertes sur prêts				347 530 \$				347 530 \$

	30 avril 2011							
	Durée jusqu'à l'échéance (1)				Sensibilité au taux d'intérêt			
	Moins de 1 an (2), (3)	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total	Taux variable	Taux fixe	Non sensibles au taux	Total
Prêts de détail	115 657 \$	145 039 \$	16 746 \$	277 442 \$	140 658 \$	132 354 \$	4 430 \$	277 442 \$
Prêts de gros	35 833	20 568	12 330	68 731	37 446	28 916	2 369	68 731
Total des prêts	151 490	165 607	29 076	346 173	178 104	161 270	6 799	346 173
Provision pour pertes sur prêts				(2 658)				(2 658)
Total des prêts, déduction faite de la provision pour pertes sur prêts				343 515 \$				343 515 \$

(1) Généralement basée sur la date contractuelle de modification des taux ou la date d'échéance, selon la plus rapprochée des deux.

(2) Au 30 avril 2012, les prêts de gros comprenaient des prêts totalisant 1,4 milliard de dollars octroyés à des entités ad hoc que nous administrons (1,4 milliard au 31 octobre 2011; 1,4 milliard au 30 avril 2011). Les taux de tous les prêts sont modifiés mensuellement ou trimestriellement.

(3) Comprend des prêts à taux variable dont les taux peuvent être révisés au gré du client sans pénalité.

Revenu net d'intérêt, déduction faite de la dotation à la provision pour pertes sur créances

	Pour les trimestres clos			Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2012	le 31 janvier 2012	le 30 avril 2011	le 30 avril 2012	le 30 avril 2011
Revenu net d'intérêt	3 031 \$	3 003 \$	2 716 \$	6 034 \$	5 511 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	348	267	273	615	537
Revenu net d'intérêt, déduction faite de la dotation à la provision pour pertes sur créances	2 683 \$	2 736 \$	2 443 \$	5 419 \$	4 974 \$

Entités ad hoc non consolidées

Nous détenons également des droits significatifs dans certaines entités ad hoc que nous ne consolidons pas, mais nous avons comptabilisé dans nos bilans consolidés les actifs et les passifs découlant de nos transactions et de nos liens avec ces entités ad hoc. Cette information est présentée dans le tableau suivant. En outre, nous pourrions être le promoteur de certaines entités ad hoc dans lesquelles nous détenons des participations. Pour déterminer si nous sommes le promoteur d'une entité ad hoc, nous tenons compte à la fois de facteurs qualitatifs et de facteurs quantitatifs, y compris l'objet et la nature de l'entité ad hoc, notre association continue avec l'entité ad hoc et le fait de savoir si nous détenons des droits subordonnés dans l'entité ad hoc. Ce tableau comprend également les entités ad hoc dont nous sommes le promoteur.

	30 avril 2012						
	Conduits multicédants (1)	Entités de financement structuré	Entités de création de produits de crédit (2)	Fonds de placement	Conduits de tiers	Autres (3)	Total
Total de l'actif lié aux entités ad hoc non consolidées	26 649 \$	5 615 \$	410 \$	1 146 \$	4 237 \$	146 971 \$	185 028 \$
Actif figurant au bilan							
Valeurs mobilières – titres détenus à des fins de transaction et disponibles à la vente	34	–	–	943	–	87	1 064
Prêts – de détail et de gros	1 389	–	–	–	1 301	–	2 690
Autres actifs	–	1 398	–	–	–	168	1 566
Total	1 423 \$	1 398 \$	– \$	943 \$	1 301 \$	255 \$	5 320 \$
Passif figurant au bilan							
Autres passifs	221	–	–	31	–	36	288
Total	221 \$	– \$	– \$	31 \$	– \$	36 \$	288 \$
Risque de perte maximal (4)	27 132 \$	1 719 \$	16 \$	926 \$	1 330 \$	162 \$	31 285 \$

	31 octobre 2011						
	Conduits multicédants (1)	Entités de financement structuré	Entités de création de produits de crédit (2)	Fonds de placement	Conduits de tiers	Autres (3)	Total
Total de l'actif lié aux entités ad hoc non consolidées	24 271 \$	4 988 \$	508 \$	1 374 \$	1 090 \$	137 358 \$	169 589 \$
Actif figurant au bilan							
Valeurs mobilières – titres détenus à des fins de transaction et disponibles à la vente	111	–	–	1 090	–	130	1 331
Prêts – de détail et de gros	1 413	–	–	–	206	–	1 619
Autres actifs	–	870	–	–	–	208	1 078
Total	1 524 \$	870 \$	– \$	1 090 \$	206 \$	338 \$	4 028 \$
Passif figurant au bilan							
Autres passifs	190	–	–	–	–	36	226
Total	190 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	36 \$	226 \$
Risque de perte maximal (4)	24 614 \$	1 340 \$	17 \$	1 125 \$	214 \$	60 \$	27 370 \$

	30 avril 2011						
	Conduits multicédants (1)	Entités de financement structuré	Entités de création de produits de crédit (2)	Fonds de placement	Conduits de tiers	Autres (3)	Total
Total de l'actif lié aux entités ad hoc non consolidées	21 007 \$	4 839 \$	618 \$	1 486 \$	– \$	141 079 \$	169 029 \$
Actif figurant au bilan							
Valeurs mobilières – titres détenus à des fins de transaction et disponibles à la vente	18	–	–	1 129	–	102	1 249
Prêts – de détail et de gros	1 373	–	–	–	–	–	1 373
Autres actifs	–	1 453	–	–	–	296	1 749
Total	1 391 \$	1 453 \$	– \$	1 129 \$	– \$	398 \$	4 371 \$
Passif figurant au bilan							
Autres passifs	141	–	–	–	–	148	289
Total	141 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	148 \$	289 \$
Risque de perte maximal (4)	21 294 \$	1 452 \$	18 \$	1 167 \$	– \$	137 \$	24 068 \$

- (1) Le total de l'actif représente le montant maximal des actifs qui pourraient devoir être acquis par les conduits en vertu d'engagements d'acquisition en vigueur au 30 avril 2012, au 31 octobre 2011 et au 30 avril 2011. L'actif réel détenu par ces conduits au 30 avril 2012 se chiffrait à 17,4 milliards de dollars (16,3 milliards au 31 octobre 2011; 14,4 milliards au 30 avril 2011).
- (2) Sont exclus de ce tableau des titres détenus à des fins de transaction que nous avons transférés à ces entités ad hoc à titre de garantie des effets capitalisés émis par les entités ad hoc. Les transferts ne donnent pas lieu à une décomptabilisation; par conséquent, ces actifs demeurent inscrits à nos bilans consolidés et ils sont comptabilisés à titre d'emprunts garantis. Se reporter à l'analyse ci-après sur les produits de crédit.
- (3) Comprend les fonds liés aux crédits d'impôt et les fonds communs de placement dont nous sommes le promoteur, lesquels sont décrits dans la présentation des Autres structures importantes.
- (4) Le risque de perte maximal découlant de nos droits significatifs détenus dans ces entités ad hoc est principalement lié aux placements, aux prêts, à la juste valeur des dérivés, ainsi qu'aux facilités de garantie de liquidités et de rehaussement de crédit. Le risque de perte maximal lié aux conduits multicédants est plus élevé que l'actif au bilan, la différence correspondant essentiellement à la valeur nominale des facilités de garantie de liquidités et de rehaussement de crédit. Se reporter à la note 18 pour connaître les montants des facilités de garantie de liquidités et de rehaussement de crédit.

Note 21 Renseignements additionnels à fournir en vertu des IFRS (suite)**Entité de titrisation de créances sur cartes de crédit**

Nous titrisons une partie de nos créances sur cartes de crédit par l'entremise d'une entité ad hoc, sur une base renouvelable. Cette entité ad hoc est financée au moyen de l'émission d'effets de premier rang et subordonnés garantis par les créances sur cartes de crédit sous-jacentes. Les billets de premier rang sont émis à des tiers investisseurs et nous détenons les billets subordonnés. Les garanties dont disposent les tiers investisseurs grèvent uniquement les actifs transférés.

Nous continuons d'offrir des services liés aux créances sur cartes de crédit vendues à l'entité ad hoc et jouons un rôle administratif pour l'entité ad hoc. Nous fournissons également une protection de premier niveau contre les pertes à l'entité ad hoc en raison du fait que nous détenons tous les billets subordonnés émis par l'entité ad hoc et de nos droits liés aux marges excédentaires (revenu net d'intérêt résiduel déduction faite de toutes les autres charges au titre de la fiducie), lesquels sont subordonnés aux obligations de l'entité ad hoc envers les porteurs de titres adossés à des actifs.

De plus, nous pouvons détenir certains billets de premier rang comme placements ou dans le cadre de nos activités de tenue de marché; nous conservons à l'occasion un compte de réserve en espèces de l'entité ad hoc; nous fournissons des prêts subordonnés à l'entité ad hoc pour acquitter ses frais initiaux; nous agissons aussi à titre de contrepartie à des swaps de taux d'intérêt et de devises qui couvrent les risques de taux d'intérêt et de change de l'entité ad hoc.

Nous consolidons l'entité ad hoc en raison des pouvoirs de décision que nous détenons afin d'obtenir la majorité des avantages de l'entité ad hoc, et du fait que sommes exposés à la majorité des risques liés à la propriété résiduelle.

Entités de financement structuré*Fiducies liées à des titres à enchères américains*

Nous avons acheté des titres à enchères américains auprès de certaines fiducies (fiducies liées à des titres à enchères américains) qui financent leurs placements à long terme dans des prêts aux étudiants au moyen de l'émission de billets de premier rang et de billets subordonnés à court terme. Nous pourrions subir des pertes liées à ces fiducies liées à des titres à enchères américains si des défauts de paiement sur les prêts aux étudiants sous-jacents se produisent; cependant, dans la plupart de ces structures, le capital et les intérêts courus sur ces prêts sont garantis par des organismes gouvernementaux des États-Unis. Nous agissons à titre d'agent de revente aux enchères pour certaines de ces entités, mais n'avons aucune obligation juridique d'acheter les billets émis par ces entités dans le cadre du processus d'enchères.

Nous ne consolidons pas ces fiducies liées à des titres à enchères américains lorsque nous n'avons pas le pouvoir décisionnel lié à l'obtention de la majorité des avantages de la fiducie. Nous détenons des droits significatifs dans ces entités par l'intermédiaire des billets que nous détenons.

Programmes d'obligations encaissables par anticipation liés à des titres à enchères

Nous avons aussi vendu des titres à enchères à des programmes d'obligations encaissables par anticipation. Chacun de ces programmes est constitué d'une fiducie de rehaussement de crédit et d'une fiducie d'obligations encaissables par anticipation. Tous les titres à enchères vendus au programme d'obligations encaissables par anticipation sont soutenus par des lettres de crédit et une facilité de crédit que nous avons émises, en vertu desquelles nous sommes tenus de fournir un financement advenant toute perte liée aux titres à enchères. Le certificat de la fiducie de rehaussement de crédit est déposé dans une fiducie d'obligations encaissables par anticipation qui assure le financement pour l'achat du titre sous-jacent au moyen de l'émission de certificats à taux variable à l'intention d'investisseurs à court terme et d'un certificat résiduel à l'intention d'un unique tiers investisseur. Tant les fiducies de rehaussement de crédit que celles d'obligations encaissables par anticipation sont des entités ad hoc. Nous sommes l'agent de revente des certificats à taux variable et nous procurons des facilités de liquidités à chaque programme d'obligations encaissables par anticipation lié à des titres à enchères aux fins d'achat des certificats à taux variable qui ont été déposés pour rachat mais non revendus avec succès. Nous touchons des honoraires basés sur le marché en notre qualité d'agent de revente et relativement à la prestation des lettres de crédit et des facilités de crédit.

Nous consolidons ces programmes d'obligations encaissables par anticipation liés à des titres à enchères puisque nous contrôlons la fiducie de rehaussement de crédit et que nous sommes exposés à la majorité des risques résiduels inhérents à la propriété des titres à enchères sous-jacents par l'entremise des facilités de garantie de liquidités et de rehaussement de crédit que nous avons fournies.

Programmes d'obligations encaissables par anticipation non liés à des titres à enchères

Nous avons recours à une entité de financement d'obligations encaissables par anticipation afin de financer d'autres actifs non liés à des titres à enchères dans notre plateforme des marchés des capitaux. La structure des autres programmes d'obligations encaissables par anticipation non liés à des titres à enchères auxquels nous participons est semblable à la structure des programmes d'obligations encaissables par anticipation liés à des titres à enchères décrite ci-dessus. Cependant, dans le cadre de certains programmes d'obligations encaissables par anticipation non liés à des titres à enchères, nous achetons aussi des certificats résiduels émis par ces entités d'obligations encaissables par anticipation, ce qui nous expose au risque de crédit lié aux obligations sous-jacentes ainsi qu'au risque de taux d'intérêt de l'entité. Lorsque nous détenons du certificat résiduel, les actifs transférés vers l'entité de financement d'obligations encaissables par anticipation continuent d'être constatés dans nos bilans consolidés, puisque nous n'avons pas transféré la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété. Nous consolidons les programmes dans lesquels nous sommes le détenteur du certificat résiduel, car nous avons le pouvoir décisionnel lié à l'obtention de la majorité des avantages des entités ad hoc et nous sommes exposés à la majorité des risques résiduels inhérents à la propriété.

Dans le cadre de certains programmes d'obligations encaissables par anticipation non liés à des titres à enchères, les certificats résiduels sont détenus par des tiers et nous ne fournissons pas de rehaussement de crédit des actifs sous-jacents, mais seulement des facilités de liquidités sur les certificats à taux variables. Par conséquent, nous ne consolidons pas ces programmes. Les actifs transférés vers ces programmes sont décomptabilisés de nos bilans consolidés.

Entités de création de produits de crédit

Nous utilisons des entités ad hoc généralement dans le but de transformer des dérivés de crédit en instruments de trésorerie, afin de répartir le risque de crédit et de créer des produits de crédit faits sur mesure qui répondent aux exigences précises des investisseurs. Nous pouvons conclure des contrats sur dérivés, y compris des dérivés de crédit, pour souscrire une protection à l'égard de ces entités ad hoc (protection liée au crédit) et modifier divers facteurs de risque, tels que les risques de rendement, de change et de crédit liés aux actifs sous-jacents, et ainsi répondre aux besoins des investisseurs. Nous pouvons transférer des actifs à ces entités ad hoc à titre de garantie pour les billets émis; ces actifs continueront toutefois d'être comptabilisés dans nos bilans consolidés, puisque nous n'avons pas transféré la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété.

Ces entités ad hoc émettent des effets capitalisés. Dans certains cas, nous investissons dans les billets capitalisés émis par ces entités ad hoc. Certaines des entités ad hoc émettent également des billets non capitalisés sous la forme de dérivés de crédit de premier rang ou d'engagements de financement et nous pourrions être l'un des investisseurs de ces billets non capitalisés. Les investisseurs dans les effets capitalisés ne sont pas exposés au risque de crédit ni au risque de marché liés aux actifs donnés en garantie, car nous sommes tenus de racheter les actifs pour un montant

égal à leur valeur nominale. Les effets non capitalisés sont de rang supérieur aux effets capitalisés. Les investisseurs dans ces effets capitalisés et non capitalisés sont exposés au risque de crédit en raison de la protection de crédit fournie par les entités ad hoc, selon le rang de ces effets. En notre qualité de contrepartiste, nous assumons en outre le risque de crédit connexe de contrepartie des entités ad hoc. À l'heure actuelle, pour certaines entités ad hoc, nous sommes les seuls à assurer leur montage et à mettre en place les swaps, en plus d'être le seul agent payeur et émetteur de certaines de ces entités ad hoc. D'autres tiers indépendants assurent les autres fonctions exigées pour ce type de produit.

Nous consolidons ces entités de création de produits de crédit pour lesquelles nous avons le pouvoir décisionnel lié à l'obtention de la majorité des avantages de l'entité ad hoc.

Fonds de placement

En contrepartie de commissions, nous concluons des dérivés sur actions avec des tiers, y compris des fonds communs de placement, des sociétés de placement de parts et d'autres fonds de placement. Ces dérivés offrent aux investisseurs de ces entités le degré de risque souhaité lié aux fonds visés, et nous couvrons économiquement notre risque lié à ces dérivés en investissant dans ces fonds visés gérés par des tiers. Nous agissons également à titre de dépositaire ou d'administrateur pour plusieurs fonds. Par l'intermédiaire de nos placements dans des fonds visés, nous pouvons être exposés au risque de marché lié aux placements sous-jacents. Nous pouvons également être exposés à un risque de contrepartie découlant des opérations visant des dérivés sur actions. Nous ne consolidons pas ces fonds visés administrés par des tiers, puisque nous n'avons pas le pouvoir de diriger leurs activités d'investissement.

Nous concluons également certains dérivés sur actions avec des tiers semblables à ceux décrits ci-dessus, à l'exception du fait que nos placements dans les fonds visés sont détenus par une société en commandite intermédiaire (l'entité intermédiaire), une filiale de l'entité ad hoc. Nous consolidons l'entité intermédiaire puisque nous avons le pouvoir décisionnel lié à l'obtention de la majorité des avantages de l'entité ad hoc et que nous sommes exposés à la majorité des risques résiduels inhérents à la propriété.

Conduits multicédants

Nous offrons cinq programmes de PCAA offerts par des conduits multicédants (conduits multicédants) – deux au Canada et trois aux États-Unis. Ces conduits acquièrent principalement des actifs financiers auprès des clients et financent ces acquisitions au moyen de l'émission de PCAA.

Nous n'avons aucune participation ni aucun droit conservé dans les conduits multicédants que nous administrons et nous n'avons aucun droit ni contrôle sur les actifs détenus par les conduits multicédants. En notre qualité d'agent administrateur, nous touchons des honoraires résiduels relativement à la prestation de services tels que la coordination des activités de financement, le montage d'opérations, la consignation, l'exécution et la surveillance des opérations. Le PCAA qu'émet chaque conduit multicédant est émis au nom de ce dernier et est assorti d'un recours à l'égard des actifs financiers que détient le conduit multicédant et il ne confère aucun droit de recours à notre égard, sauf par l'intermédiaire de notre participation dans des facilités de garantie de liquidités ou des facilités de rehaussement de crédit. De temps à autre, nous pouvons acheter du PCAA émis par nos conduits multicédants en notre qualité d'agent des placements, afin de faciliter la liquidité générale du programme.

Nous fournissons aux conduits multicédants des facilités de garantie de liquidités liées à l'opération et à l'échelle du programme. Nous fournissons également aux conduits multicédants des rehaussements de crédit à l'échelle du programme, en vertu desquels nous sommes tenus d'acheter des actifs ou d'avancer des fonds lorsque le conduit multicédant n'a pas autrement accès à des fonds d'autres sources, telles que les facilités de garantie de liquidités, pour régler le PCAA arrivant à échéance. Dans certains cas, nous, ou un autre tiers, pouvons fournir un rehaussement de crédit lié à l'opération sous des formes diverses. Nous touchons des honoraires basés sur le marché relativement à la prestation de ces facilités de garantie de liquidités et de crédit.

Chaque opération est structurée à l'aide d'une protection de premier niveau contre les pertes liée à l'opération fournie par le tiers vendeur. Ce rehaussement peut revêtir diverses formes, notamment un surdimensionnement, des écarts de taux excédentaires, des catégories subordonnées d'actifs financiers, des garanties ou des lettres de crédit. Le montant de ce rehaussement varie, mais il est généralement établi de manière à couvrir un multiple des pertes subies.

Un tiers non lié (l'investisseur assumant les pertes prévues) prend en charge les pertes sur créances, jusqu'à concurrence d'un montant contractuel maximal, qui pourraient survenir à l'égard des actifs des conduits multicédants avant les détenteurs de titres d'emprunt des conduits multicédants et nous. En contrepartie de la prise en charge de la position de perte de premier niveau des conduits multicédants, chacun des conduits multicédants verse à l'investisseur assumant les pertes prévues un rendement proportionnel à sa position de risque. L'investisseur assumant les pertes prévues détient un pouvoir substantiel de diriger la majeure partie des activités qui ont une incidence importante sur le rendement économique du conduit, notamment la sélection initiale et l'approbation des engagements en matière d'achat d'actifs et des facilités de liquidités, l'approbation du renouvellement de ces opérations et facilités et des modifications apportées à celles-ci, la vente ou le transfert d'actifs, le suivi constant du rendement des actifs et l'atténuation des pertes sur créances.

Nous ne consolidons pas ces conduits multicédants, puisque nous n'avons pas le pouvoir décisionnel lié à l'obtention de la majorité des avantages de l'entité ad hoc.

Entités de titrisation de tiers

Nous détenons des droits significatifs dans certaines entités de titrisation de tiers qui sont des entités ad hoc. Tout comme d'autres institutions financières, nous devons fournir du financement jusqu'à concurrence de notre niveau d'engagement maximal et sommes exposés aux pertes sur créances sur les actifs sous-jacents à la suite de divers rehaussements de crédit. Ce rehaussement peut revêtir diverses formes, notamment un surdimensionnement, des écarts de taux excédentaires, des catégories subordonnées d'actifs financiers, des garanties ou des lettres de crédit. Le montant de ce rehaussement varie, mais il est généralement établi de manière à couvrir un multiple des pertes subies. Nous ne consolidons pas ces entités puisque nous n'avons pas le pouvoir décisionnel lié à l'obtention de la majorité des avantages de ces entités ad hoc et que nous ne sommes pas exposés à la majorité des risques inhérents à la propriété.

Autres

Entités de financement

La Fiducie de capital RBC (Fiducie), la Fiducie de capital RBC II (Fiducie II), la Fiducie de billets secondaires RBC (Fiducie III) et Guarantor LP ont été créées aux fins de l'émission d'instruments de capital de type innovateur, de billets secondaires ou d'obligations couvertes. Le produit de l'émission nous a servi à émettre des billets de dépôt de premier rang à la Fiducie II et à la Fiducie III et à transférer nos prêts hypothécaires à la Fiducie et à Guarantor LP. Ces prêts hypothécaires n'ont pas été décomptabilisés de nos bilans consolidés, et les transferts sont constatés à titre d'opérations de financement garanties, puisque nous avons conservé la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents aux actifs transférés. Nous consolidons les fiducies et Guarantor LP puisque, en notre qualité d'administrateur, d'agent administrateur et d'investisseur en capitaux propres, nous avons le pouvoir décisionnel lié à la détention de la majorité des avantages de ces fiducies et de Guarantor LP. Lors de la consolidation des entités ad hoc, tous les soldes intersociétés ont été éliminés, exception faite des billets et des instruments de capital innovateurs émis aux tiers investisseurs. Au cours du trimestre, tous les billets subordonnés en cours émis par la Fiducie III ont été rachetés. Se reporter à la note 14 pour en savoir davantage.

Note 21 Renseignements additionnels à fournir en vertu des IFRS (suite)**Fonds liés aux crédits d'impôt**

Nous avons créé certains fonds pour transférer à des tiers les crédits d'impôt obtenus à l'égard de projets immobiliers d'habitations à loyer modéré ou de restauration historique (fonds liés aux crédits d'impôt). Nous sommes les promoteurs des fonds liés aux crédits d'impôt en raison de la responsabilité qui nous incombe de gérer les fonds, de structurer le financement et d'effectuer les tâches administratives pour ces fonds liés aux crédits d'impôt. Nous ne consolidons pas les fonds liés aux crédits d'impôt puisque les investisseurs de ces fonds ont le pouvoir décisionnel lié au choix des placements sous-jacents et qu'ils sont exposés à la majorité des risques résiduels inhérents à la propriété et des risques fiscaux de ces fonds.

Fonds communs de placement et organismes de placement collectif

Nous sommes également les promoteurs de nos fonds communs de placement et organismes de placement collectif étant donné notre capacité à influencer sur les décisions de placement des fonds communs de placement et notre engagement continu dans la gestion de ces fonds. Nous avons consolidé certains fonds communs de placement et organismes de placement collectif dans lesquels nous avons effectué des investissements directs ou investi du capital de démarrage qui comptent pour plus de 50 % des parts du fonds, de sorte que nous avons le pouvoir décisionnel lié à l'obtention de la majorité des avantages du fonds et que nous sommes exposés à la majorité des risques résiduels inhérents à la propriété.

Fiducies de rémunération

Nous utilisons des fiducies de rémunération détenant principalement nos propres actions ordinaires à des fins de couverture économique de notre obligation envers certains employés en vertu de certains de nos programmes de rémunération à base d'actions. Nous consolidons ces fiducies puisque nous avons le pouvoir décisionnel lié à l'obtention de la majorité des avantages de ces fiducies et que nous sommes exposés à la majorité des risques résiduels inhérents à la propriété.

D : Titrisation et décomptabilisation d'actifs financiers

Nous effectuons des transactions dans le cadre desquelles nous transférons des actifs financiers, comme des prêts ou des titres, à des entités ad hoc ou à des tiers qui ne sont pas des entités ad hoc. Les actifs transférés sont décomptabilisés de nos bilans consolidés lorsque nous transférons la quasi-totalité des risques et des avantages attachés aux droits de propriété des actifs. Lorsque nous sommes exposés à la quasi-totalité des risques et avantages inhérents aux actifs, ou lorsque nous n'avons ni transféré ni conservé la quasi-totalité des risques et avantages mais conservons le contrôle des actifs, nous continuons de comptabiliser les actifs dans nos bilans consolidés et un passif est comptabilisé au titre des produits en espèces reçus.

La majorité des actifs transférés en vertu de conventions de rachat et de conventions de prêt de titres et dans le cadre de nos transactions de titrisation de prêts hypothécaires résidentiels canadiens ne sont pas admissibles à la décomptabilisation.

Titrisation de prêts hypothécaires résidentiels canadiens

Nous titrisons des prêts hypothécaires résidentiels canadiens assurés par la création de groupes de titres adossés à des créances hypothécaires en vertu du Programme des titres hypothécaires en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* (LNH). Tous les prêts titrisés en vertu du Programme des titres hypothécaires LNH sont assurés par des entités gouvernementales canadiennes ou un assureur tiers. Nous exigeons que l'emprunteur paie l'assurance hypothécaire dans le cas de prêts hypothécaires pour lesquels le montant emprunté est plus élevé que l'équivalent de 80 % de l'évaluation initiale de la valeur de la propriété (le « ratio prêt-valeur »). Nous devons prendre en charge le coût de l'assurance des prêts hypothécaires d'un ratio prêt-valeur inférieur à 80 % titrisés en vertu de ce programme. Conformément au Programme des titres hypothécaires LNH, nous avons la responsabilité d'effectuer tous les paiements exigibles sur les titres adossés à des créances hypothécaires que nous avons émis, que les fonds nécessaires proviennent du débiteur hypothécaire ou de l'assureur. Lorsque l'emprunteur manque aux engagements relativement aux paiements hypothécaires, nous soumettons une réclamation à l'assureur si le montant récupéré à la suite du recouvrement ou de la saisie de biens est moindre que la somme du solde en capital du prêt hypothécaire, des intérêts courus et des coûts de recouvrement sur le prêt impayé. Le processus de réclamation est géré par l'assureur conformément à ses politiques et couvre la totalité du solde impayé du prêt plus les intérêts sur, en règle générale, un maximum de 12 mois, les frais de vente et les autres charges admissibles. Si la réclamation est refusée, une perte est constatée au poste Dotation à la provision pour pertes sur créances dans nos comptes consolidés de résultat. Pour le semestre clos le 30 avril 2012 et l'exercice clos le 31 octobre 2011, le montant constaté en tant que perte n'était pas significatif pour nos états financiers consolidés, et aucune perte significative découlant d'une poursuite liée à un défaut de paiement sur un prêt hypothécaire n'a été constatée.

Nous cédon des groupes de titres adossés à des créances hypothécaires LNH principalement à une entité ad hoc parrainée par le gouvernement, en vertu du Programme des Obligations hypothécaires du Canada. L'entité ad hoc émet périodiquement des obligations hypothécaires du Canada, lesquelles sont garanties par le gouvernement, et elle cède ces obligations à des tiers investisseurs. L'entité ad hoc utilise le produit de l'émission d'obligations hypothécaires du Canada pour acheter des groupes de titres adossés à des créances hypothécaires auprès d'émetteurs admissibles qui participent à l'émission d'une série particulière des obligations hypothécaires du Canada. Nous continuons de fournir des services de gestion à l'égard des prêts hypothécaires sous-jacents que nous avons titrisés nous-mêmes ou qu'un gestionnaire indépendant a titrisés. Nous agissons également à titre de contrepartie dans le cadre de swaps de taux en vertu desquels nous versons à l'entité ad hoc les intérêts payables aux porteurs d'obligations hypothécaires du Canada et nous touchons les intérêts sur les titres adossés à des créances hypothécaires sous-jacents. Dans le cadre du swap, nous devons également créer un « compte de réinvestissement du capital » pour tout versement en capital reçu relativement aux prêts hypothécaires afin de respecter les obligations liées au remboursement à l'échéance des obligations hypothécaires du Canada. Nous réinvestissons les remboursements de capital reçus dans des placements de fiducie admissibles aux termes des modalités du swap.

Nous avons déterminé qu'aucun des titres adossés à des créances hypothécaires LNH transférés à l'entité ad hoc ne peut être décomptabilisés, puisque nous n'avons pas transféré la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété. Par conséquent, ces titres adossés à des créances hypothécaires transférés continuent d'être classés dans les prêts hypothécaires et constatés dans nos bilans consolidés. Le montant en espèces reçu relativement à ces titres adossés à des créances hypothécaires transférés est comptabilisé à titre d'emprunt garanti, et un passif correspondant est constaté au poste Dépôts dans nos bilans consolidés.

Titres vendus en vertu de conventions de rachat et titres prêtés

Nous concluons également des transactions, comme des conventions de rachat et des conventions de prêt de titres, dans le cadre desquelles nous transférons des actifs en vertu de modalités prévoyant leur rachat dans le futur et la conservation de la quasi-totalité des risques et avantages liés au crédit, au prix, au taux d'intérêt et au change associés aux actifs. Ces actifs transférés demeurent inscrits dans nos bilans consolidés et ils sont comptabilisés à titre de transactions d'emprunts assortis de garanties.

Actifs financiers transférés qui n'ont pas été décomptabilisés

Le tableau suivant présente l'information relative à la valeur comptable et à la juste valeur des actifs transférés qui ne peuvent être décomptabilisés, ainsi que le passif correspondant.

	30 avril 2012				31 octobre 2011				30 avril 2011			
	Prêts hypothécaires résidentiels canadiens (1), (2)	Titres vendus en vertu de conventions de rachat (3)	Titres prêtés (3)	Total	Prêts hypothécaires résidentiels canadiens (1), (2)	Titres vendus en vertu de conventions de rachat (3)	Titres prêtés (3)	Total	Prêts hypothécaires résidentiels canadiens (1), (2)	Titres vendus en vertu de conventions de rachat (3)	Titres prêtés (3)	Total
Valeur comptable des actifs transférés qui ne peuvent être décomptabilisés	47 444 \$	49 443 \$	5 726 \$	102 613 \$	45 684 \$	37 560 \$	5 175 \$	88 419 \$	44 663 \$	32 329 \$	7 572 \$	84 564 \$
Valeur comptable du passif correspondant	47 276	49 443	5 726	102 445	45 478	37 560	5 175	88 213	44 444	32 329	7 572	84 345
Juste valeur des actifs transférés	47 589 \$	49 443 \$	5 726 \$	102 758 \$	45 903 \$	37 560 \$	5 175 \$	88 638 \$	45 114 \$	32 329 \$	7 572 \$	85 015 \$
Juste valeur du passif correspondant	48 508	49 443	5 726	103 677	46 984	37 560	5 175	89 719	45 137	32 329	7 572	85 038
Juste valeur de la position nette	(919)\$	– \$	– \$	(919)\$	(1 081)\$	– \$	– \$	(1 081)\$	(23)\$	– \$	– \$	(23)\$

- (1) Comprend les prêts hypothécaires résidentiels canadiens transférés à la Fiducie du Canada pour l'habitation au moment de la titrisation initiale et d'autres placements admissibles aux termes du swap servant au financement après la titrisation initiale.
- (2) La garantie légale des tiers porteurs d'obligations hypothécaires du Canada se limite aux actifs transférés et ne s'étend pas à notre actif général.
- (3) Ne comprend pas la valeur excédentaire des actifs donnés en garantie.

E : Instruments financiers dérivés et activités de couverture

	Au 30 avril 2012					
	Durée jusqu'à l'échéance					À des fins autres que de transaction
	Moins de 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans (1)	Total	À des fins de transaction	
Contrats hors cote						
Contrats de taux d'intérêt						
Contrats de garantie de taux d'intérêt	399 062 \$	151 384 \$	– \$	550 446 \$	550 446 \$	– \$
Swaps	1 199 278	1 928 940	1 019 472	4 147 690	3 992 575	155 115
Options achetées	43 219	44 220	24 933	112 372	112 372	–
Options vendues	38 621	47 392	34 971	120 984	120 984	–
Contrats de change						
Contrats à terme de gré à gré	799 670	26 972	688	827 330	761 477	65 853
Swaps sur devises	4 308	13 267	10 774	28 349	28 114	235
Swaps simultanés de taux et de devises	111 429	262 251	120 244	493 924	477 715	16 209
Options achetées	20 160	7 726	3 566	31 452	31 435	17
Options vendues	19 086	7 750	3 196	30 032	30 032	–
Dérivés de crédit (2)	3 167	7 551	7 142	17 860	16 101	1 759
Autres contrats (3)	55 717	25 048	26 918	107 683	105 951	1 732
Contrats négociés en Bourse						
Contrats de taux d'intérêt						
Contrats à terme standardisés – position acheteur	18 010	17 878	54 806	90 694	90 694	–
Contrats à terme standardisés – position vendeur	60 256	26 793	82 811	169 860	169 860	–
Options achetées	23 835	5 483	1 718	31 036	31 036	–
Options vendues	12 544	2 025	1 682	16 251	16 251	–
Contrats de change						
Contrats à terme standardisés – position acheteur	498	91	–	589	589	–
Contrats à terme standardisés – position vendeur	62	–	–	62	62	–
Autres contrats (3)	134 714	22 977	10 501	168 192	168 192	–
	2 943 636 \$	2 597 748 \$	1 403 422 \$	6 944 806 \$	6 703 886 \$	240 920 \$

Note 21 Renseignements additionnels à fournir en vertu des IFRS (suite)

	Au 31 octobre 2011					
	Durée jusqu'à l'échéance				À des fins de transaction	À des fins autres que de transaction
	Moins de 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans (1)	Total		
Contrats hors cote						
Contrats de taux d'intérêt						
Contrats de garantie de taux d'intérêt	647 975 \$	260 133 \$	– \$	908 108 \$	908 108 \$	– \$
Swaps	1 430 516	1 794 498	1 071 978	4 296 992	4 156 112	140 880
Options achetées	34 831	38 965	23 789	97 585	97 544	41
Options vendues	36 356	42 774	31 289	110 419	110 378	41
Contrats de change						
Contrats à terme de gré à gré	872 548	26 405	825	899 778	849 317	50 461
Swaps sur devises	3 602	12 229	11 155	26 986	26 679	307
Swaps simultanés de taux et de devises	97 270	267 070	120 552	484 892	469 204	15 688
Options achetées	23 715	8 584	3 558	35 857	35 850	7
Options vendues	23 366	8 292	3 151	34 809	34 809	–
Dérivés de crédit (2)	7 510	28 237	11 790	47 537	45 636	1 901
Autres contrats (3)	48 532	31 499	28 677	108 708	106 904	1 804
Contrats négociés en Bourse						
Contrats de taux d'intérêt						
Contrats à terme standardisés – position acheteur	28 744	19 518	46 920	95 182	95 172	10
Contrats à terme standardisés – position vendeur	58 250	29 331	70 378	157 959	157 959	–
Options achetées	29 555	10 714	418	40 687	40 687	–
Options vendues	24 704	2 443	–	27 147	27 147	–
Contrats de change						
Contrats à terme standardisés – position acheteur	27	–	–	27	27	–
Contrats à terme standardisés – position vendeur	21	–	–	21	21	–
Autres contrats (3)	152 934	39 284	10 337	202 555	202 555	–
	3 520 456 \$	2 619 976 \$	1 434 817 \$	7 575 249 \$	7 364 109 \$	211 140 \$

	Au 30 avril 2011					
	Durée jusqu'à l'échéance				À des fins de transaction	À des fins autres que de transaction
	Moins de 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans (1)	Total		
Contrats hors cote						
Contrats de taux d'intérêt						
Contrats de garantie de taux d'intérêt	600 874 \$	257 175 \$	– \$	858 049 \$	858 049 \$	– \$
Swaps	1 323 969	1 759 864	953 260	4 037 093	3 875 200	161 893
Options achetées	33 045	29 711	27 695	90 451	90 418	33
Options vendues	36 318	43 589	79 815	159 722	159 717	5
Contrats de change						
Contrats à terme de gré à gré	803 290	27 986	787	832 063	783 223	48 840
Swaps sur devises	4 536	9 879	10 909	25 324	25 324	–
Swaps simultanés de taux et de devises	100 806	245 505	116 015	462 326	431 970	30 356
Options achetées	42 107	7 382	2 875	52 364	52 357	7
Options vendues	24 770	7 487	2 563	34 820	34 820	–
Dérivés de crédit (2)	4 884	27 883	14 857	47 624	45 891	1 733
Autres contrats (3)	44 491	42 856	10 613	97 960	97 071	889
Contrats négociés en Bourse						
Contrats de taux d'intérêt						
Contrats à terme standardisés – position acheteur	15 718	19 422	41 050	76 190	76 183	7
Contrats à terme standardisés – position vendeur	50 254	20 296	60 918	131 468	131 468	–
Options achetées	26 749	3 218	113	30 080	30 080	–
Options vendues	11 770	2 129	44	13 943	13 943	–
Contrats de change						
Contrats à terme standardisés – position acheteur	15	–	–	15	15	–
Contrats à terme standardisés – position vendeur	1	–	–	1	1	–
Autres contrats (3)	105 075	28 797	9 943	143 815	143 815	–
	3 228 672 \$	2 533 179 \$	1 331 457 \$	7 093 308 \$	6 849 545 \$	243 763 \$

- (1) Comprend des contrats échéant dans plus de 10 ans d'une valeur nominale de 384,9 milliards de dollars (406,7 milliards au 31 octobre 2011; 360 milliards au 30 avril 2011). Le coût de remplacement positif brut connexe s'établit à 28,3 milliards de dollars (26,8 milliards au 31 octobre 2011; 13,5 milliards au 30 avril 2011).
- (2) Comprend les swaps sur défaillance, les swaps sur rendement total et les options panier sur défaillance, dont les dérivés de crédit traités à titre de garantie aux fins de présentation selon la réglementation du BSIF. Des dérivés de crédit d'une valeur nominale de 1,8 milliard de dollars (1,9 milliard au 31 octobre 2011; 1,7 milliard au 30 avril 2011) constituent des couvertures économiques. Les dérivés de crédit émis aux fins de transaction comprennent la protection achetée de 8,7 milliard de dollars (24,3 milliards au 31 octobre 2011; 24,3 milliards au 30 avril 2011) et la protection vendue de 7,4 milliards (21,4 milliards au 31 octobre 2011; 21,6 milliards au 30 avril 2011); les dérivés de crédit émis à des fins autres que de transaction comprennent la protection achetée de 1,8 milliard (1,9 milliard au 31 octobre 2011; 1,7 milliard au 30 avril 2011).
- (3) Comprend les contrats dérivés sur métaux précieux, sur marchandises et sur titres de participation.

	Au 30 avril 2012				Au 31 octobre 2011				Au 30 avril 2011			
	Juste valeur moyenne pour la période (1)		Juste valeur à la fin de la période		Juste valeur moyenne pour la période (1)		Juste valeur à la fin de la période		Juste valeur moyenne pour la période (1)		Juste valeur à la fin de la période	
	Positive	Négative	Positive	Négative	Positive	Négative	Positive	Négative	Positive	Négative	Positive	Négative
Dérivés détenus ou émis à des fins de transaction												
Contrats de taux d'intérêt												
Contrats de garantie de taux d'intérêt	770 \$	611 \$	582 \$	432 \$	586 \$	476 \$	763 \$	602 \$	348 \$	332 \$	382 \$	354 \$
Swaps	84 713	78 457	80 810	75 737	66 825	60 644	79 858	74 375	50 285	45 074	43 377	40 267
Options achetées	2 400	–	2 426	–	1 657	–	2 324	–	1 707	–	858	–
Options vendues	–	3 363	–	3 370	–	2 156	–	3 202	–	2 086	–	1 125
	87 883	82 431	83 818	79 539	69 068	63 276	82 945	78 179	52 340	47 492	44 617	41 746
Contrats de change												
Contrats à terme de gré à gré	8 909	8 573	6 203	6 216	12 351	11 953	10 639	9 985	11 628	11 614	14 378	14 525
Swaps sur devises	1 712	1 445	1 611	1 371	2 027	1 743	1 851	1 489	2 088	1 823	2 308	2 050
Swaps simultanés de taux et de devises	10 468	18 049	8 489	17 005	14 492	19 941	11 635	17 437	13 751	19 324	16 442	20 294
Options achetées	1 656	–	1 649	–	1 510	–	1 518	–	1 365	–	1 503	–
Options vendues	–	1 404	–	1 477	–	1 199	–	1 196	–	1 099	–	1 219
	22 745	29 471	17 952	26 069	30 380	34 836	25 643	30 107	28 832	33 860	34 631	38 088
Dérivés de crédit (2)	536	567	436	435	806	833	599	815	1 090	1 078	751	781
Autres contrats (3)	5 755	8 174	5 284	7 693	6 558	8 604	6 022	8 467	7 459	9 605	6 055	7 726
	116 919	\$ 120 643	\$ 107 490	\$ 113 736	106 812	\$ 107 549	\$ 115 209	\$ 117 568	\$ 89 721	\$ 92 035	\$ 86 054	\$ 88 341
Dérivés détenus ou émis à des fins autres que de transaction												
Contrats de taux d'intérêt												
Swaps			– \$	– \$			2 875 \$	938 \$			2 116 \$	926 \$
Options achetées			2 930	813			1	–			2	–
Options vendues			–	–			–	1			–	–
			2 930	813			2 876	939			2 118	926
Contrats de change												
Contrats à terme de gré à gré			296	299			435	325			345	830
Swaps sur devises			1	2			7	2			–	–
Swaps simultanés de taux et de devises			805	387			1 064	582			1 589	2 185
Options achetées			–	–			–	–			–	–
Options vendues			–	–			–	–			–	–
			1 102	688			1 506	909			1 934	3 015
Dérivés de crédit (2)			20	26			41	19			4	37
Autres contrats (3)			128	21			206	–			186	–
			4 180	1 548			4 629	1 867			4 242	3 978
Justes valeurs brutes totales avant la compensation (4)			111 670	115 284			119 838	119 435			90 296	92 319
Ajustements de l'évaluation déterminés collectivement			(592)	–			(748)	–			(601)	–
Incidence des accords généraux de compensation avec l'intention de procéder au règlement, soit sur la base du solde net, soit simultanément (5)			(23 215)	(23 180)			(19 440)	(18 913)			(7 201)	(7 119)
			87 863	92 104			99 650	100 522			82 494	85 200
Incidence des accords généraux de compensation												
Sans l'intention de procéder au règlement, ni sur la base du solde net, ni simultanément (6)			(63 714)	(63 714)			(70 630)	(70 630)			(56 680)	(56 680)
Total			24 149 \$	28 390 \$			29 020 \$	29 892 \$			25 814 \$	28 520 \$

(1) La juste valeur moyenne est calculée en fonction des soldes mensuels.

(2) Comprend les swaps sur défaillance, les swaps sur rendement total et les options panier sur défaillance, dont les dérivés de crédit traités à titre de garantie aux fins de présentation selon la réglementation du BSIF.

(3) Comprend les dérivés sur métaux précieux, sur marchandises, à valeur stable et sur titres de participation.

(4) Les justes valeurs brutes totales avant la compensation excluent les ajustements de l'évaluation à l'égard des risques de marché et de crédit déterminés collectivement. Certains bons de souscription et engagements de prêt qui répondent à la définition d'un produit dérivé sont aussi inclus.

(5) Incidence de la compensation des risques de crédit lorsque nous détenons un accord de compensation juridiquement exécutoire en vigueur et que nous avons l'intention de procéder au règlement des contrats soit sur la base du solde net, soit simultanément. Les justes valeurs positives à la fin de la période comprennent les dépôts de garantie obligatoires de 35 millions de dollars (527 millions au 31 octobre 2011; 82 millions au 30 avril 2011).

(6) Incidence additionnelle de la compensation des risques de crédit lorsque nous détenons un accord de compensation juridiquement exécutoire en vigueur, mais que nous n'avons pas l'intention de procéder au règlement des contrats ni sur la base du solde net, ni simultanément.

Note 21 Renseignements additionnels à fournir en vertu des IFRS (suite)**Risque de crédit lié aux dérivés**

Le risque de crédit découlant d'une transaction sur les dérivés résulte de la possibilité que la contrepartie manque à ses obligations contractuelles à un moment où la valeur de marché d'une ou de plusieurs transactions est positive pour nous. Par conséquent, le risque de crédit lié aux dérivés est représenté par la juste valeur positive du produit et correspond habituellement à une petite fraction du capital nominal du contrat.

Nous gérons le risque de crédit lié aux dérivés en suivant les mêmes normes en matière d'approbation de crédit, de limites et de surveillance que celles que nous appliquons aux autres opérations de crédit. Cette méthode comprend l'évaluation de la solvabilité des contreparties et la gestion de la taille, de la diversification et de la structure des échéances du portefeuille. L'utilisation du crédit pour tous les produits est comparée de façon continue à des limites établies et fait l'objet de rapports d'exception. Nous utilisons un seul système de notation de crédit interne pour tous les risques de crédit. Dans la plupart des cas, ces notations internes se rapprochent des notations de crédit externes attribuées par les agences d'évaluation du crédit indépendantes.

La compensation est une technique qui peut réduire notre risque de crédit découlant des dérivés; elle est facilitée, en général, par l'utilisation d'accords généraux de compensation. Un accord général de compensation prévoit un règlement unique sur la base du solde net de tous les instruments financiers visés par l'accord en cas de manquement aux dispositions. Cependant, le risque de crédit est diminué uniquement dans la mesure où nos obligations financières envers une même contrepartie peuvent être déduites des obligations qu'a cette contrepartie envers nous. Nous maximisons l'utilisation d'accords généraux de compensation afin de réduire notre exposition au risque de crédit lié aux dérivés. Notre exposition globale au risque de crédit, atténuée au moyen de l'utilisation d'accords généraux de compensation, peut varier de façon importante après la date de clôture, puisqu'elle subit l'incidence de toutes les transactions faisant l'objet de l'accord, de même que des fluctuations des taux du marché des instruments sous-jacents. La mesure de notre risque de crédit découlant de transactions sur les dérivés est réduite pour exprimer l'incidence de la compensation, dans les cas où le caractère exécutoire de cette compensation est appuyé par une analyse juridique appropriée, cette analyse étant documentée dans nos politiques en matière de risque de crédit lié aux transactions.

L'utilisation de garanties représente une autre technique importante d'atténuation du risque de crédit aux fins de la gestion du risque de crédit de contrepartie lié aux dérivés. Des clauses d'évaluation à la valeur de marché figurant dans les contrats que nous concluons avec certaines contreparties, habituellement sous forme d'annexes de soutien au crédit, nous donnent le droit de demander que la contrepartie paie ou garantisse la valeur de marché courante de ses positions lorsque la valeur franchit un certain seuil.

Le coût de remplacement représente la juste valeur totale de tous les contrats en cours qui sont en position de gain compte tenu de l'incidence des accords généraux de compensation. Les montants figurant dans les tableaux ci-après ne tiennent pas compte de la juste valeur de 2 331 millions de dollars relative aux instruments négociés en Bourse, car ils sont assujettis à des dépôts de garantie obligatoires quotidiens et sont réputés ne présenter aucun risque de crédit.

Le montant d'équivalent-crédit correspond à la somme du coût de remplacement et d'une majoration au titre du risque de crédit éventuel, selon la définition qu'en fait le BSIF.

Le montant pondéré en fonction des risques est déterminé par l'application des mesures courantes du risque de la contrepartie définies par le BSIF au montant d'équivalent-crédit.

	30 avril 2012 (1)			31 octobre 2011 (1)			30 avril 2011 (1)		
	Coût de remplacement	Montant d'équivalent-crédit (2)	Solde ajusté en fonction des risques (3)	Coût de remplacement	Montant d'équivalent-crédit (2)	Solde ajusté en fonction des risques (3)	Coût de remplacement	Montant d'équivalent-crédit (2)	Solde ajusté en fonction des risques (3)
Contrats de taux d'intérêt									
Contrats de garantie de taux d'intérêt	51 \$	330 \$	88 \$	173 \$	782 \$	184 \$	51 \$	699 \$	127 \$
Swaps	14 725	15 723	6 180	15 275	18 058	6 666	9 536	14 290	4 905
Options achetées	184	331	120	198	344	121	101	343	143
	14 960	16 384	6 388	15 646	19 184	6 971	9 688	15 332	5 175
Contrats de change									
Contrats à terme de gré à gré	2 388	6 775	1 588	4 623	9 325	2 187	4 748	9 014	2 124
Swaps	2 102	12 242	2 993	3 125	13 567	3 232	5 670	15 390	3 455
Options achetées	1 088	1 807	617	1 310	2 116	738	1 212	2 078	672
	5 578	20 824	5 198	9 058	25 008	6 157	11 630	26 482	6 251
Dérivés de crédit (4)	195	452	195	548	1 226	399	340	1 080	390
Autres contrats (5)	1 669	4 492	1 995	1 322	4 553	2 401	1 895	5 148	2 796
Total	22 402 \$	42 152 \$	13 776 \$	26 574 \$	49 971 \$	15 928 \$	23 553 \$	48 042 \$	14 612 \$

(1) Les montants sont présentés compte non tenu des accords généraux de compensation, conformément à l'accord de Bâle II.

(2) Le total du montant d'équivalent-crédit comprend des biens affectés en garantie de 7,9 milliards de dollars (7,9 milliards au 31 octobre 2011; 6,0 milliards au 30 avril 2011).

(3) Le solde pondéré en fonction des risques a été calculé conformément à l'accord de Bâle II.

(4) Comprend les swaps sur défaillance, les swaps sur rendement total et les options panier sur défaillance. Les éléments ci-dessus excluent les dérivés de crédit émis à des fins autres que de transaction liés aux protections achetées, dont le coût de remplacement se chiffre à 20 millions de dollars (41 millions au 31 octobre 2011; 4 millions au 30 avril 2011).

(5) Comprend les dérivés sur métaux précieux, sur marchandises et sur titres de participation.

	30 avril 2012								
	Note d'évaluation des risques (1)					Type de contrepartie (2)			
	AAA, AA	A	BBB	BB ou moins	Total	Banques	Entités gouvernementales de pays membres de l'OCDE	Autres	Total
Coût de remplacement positif brut	28 204 \$	63 166 \$	14 052 \$	3 917 \$	109 339 \$	55 799 \$	12 238 \$	41 302 \$	109 339 \$
Incidence des accords généraux de compensation	22 261	55 581	8 215	872	86 929	44 827	8 938	33 164	86 929
Coût de remplacement (après les accords de compensation) (3)	5 943 \$	7 585 \$	5 837 \$	3 045 \$	22 410 \$	10 972 \$	3 300 \$	8 138 \$	22 410 \$

	31 octobre 2011								
	Note d'évaluation des risques (1)					Type de contrepartie (2)			
	AAA, AA	A	BBB	BB ou moins	Total	Banques	Entités gouvernementales de pays membres de l'OCDE	Autres	Total
Coût de remplacement positif brut	29 861 \$	66 281 \$	13 877 \$	6 378 \$	116 397 \$	65 476 \$	11 791 \$	39 130 \$	116 397 \$
Incidence des accords généraux de compensation	22 486	56 846	8 142	2 596	90 070	52 210	8 445	29 415	90 070
Coût de remplacement (après les accords de compensation) (3)	7 375 \$	9 435 \$	5 735 \$	3 782 \$	26 327 \$	13 266 \$	3 346 \$	9 715 \$	26 327 \$

	30 avril 2011								
	Note d'évaluation des risques (1)					Type de contrepartie (2)			
	AAA, AA	A	BBB	BB ou moins	Total	Banques	Entités gouvernementales de pays membres de l'OCDE	Autres	Total
Coût de remplacement positif brut	27 234 \$	44 856 \$	9 993 \$	5 255 \$	87 338 \$	54 413 \$	10 275 \$	22 650 \$	87 338 \$
Incidence des accords généraux de compensation	19 620	35 789	6 306	2 166	63 881	43 018	6 933	13 930	63 881
Coût de remplacement (après les accords de compensation) (3)	7 614 \$	9 067 \$	3 687 \$	3 089 \$	23 457 \$	11 395 \$	3 342 \$	8 720 \$	23 457 \$

(1) Les notes d'évaluation des risques de crédit que nous utilisons pour les principaux types de contrepartie sont sensiblement les mêmes que celles qui sont utilisées par les agences d'évaluation du crédit indépendantes. Les notes AAA, AA, A et BBB représentent des investissements de qualité supérieure tandis que les notes BB ou inférieures représentent des investissements de qualité inférieure.

(2) Le type de contrepartie est défini conformément aux exigences en matière d'adéquation des fonds propres du BSIF.

(3) Comprend les dérivés de crédit émis à des fins autres que de transaction, dont le coût de remplacement s'établit à 20 millions de dollars (41 millions au 31 octobre 2011; 4 millions au 30 avril 2011).

F : Dépôts

Soldes et taux moyens des dépôts

	Soldes moyens			Taux moyens		
	30 avril 2012	31 octobre 2011	30 avril 2011	30 avril 2012	31 octobre 2011	30 avril 2011
Canada	402 700 \$	380 300 \$	357 000 \$	1,35 %	1,39 %	1,54 %
États-Unis	39 400	45 100	59 200	0,53	0,36	0,49
Autres pays	50 600	57 300	59 800	0,91	1,09	1,44
	492 700 \$	482 700 \$	476 000 \$	1,24 %	1,26 %	1,39 %

Renseignements à l'intention des actionnaires

Bureau central

Adresse :
Banque Royale du Canada
200 Bay Street
Toronto (Ontario) M5J 2J5
Canada
Téléphone : 416-974-5151
Télécopieur : 416-955-7800

Pour toute correspondance :
P.O. Box 1
Royal Bank Plaza
Toronto (Ontario) M5J 2J5
Canada
Site Web : rbc.com

Agent des transferts et agent comptable des registres

Agent principal :
Société de fiducie
Computershare du Canada
1500, rue University
Bureau 700
Montréal (Québec) H3A 3S8
Canada
Téléphone : 1-866-586-7635 (au Canada et aux États-Unis) ou 514-982-7555 (appels internationaux)
Télécopieur : 514-982-7580
Site Web : computershare.com\rbc

Co-agent des transferts (États-Unis) :
Computershare Trust Company, N.A.
250 Royall Street
Canton, Massachusetts 02021
États-Unis

Co-agent des transferts (Royaume-Uni) :
Computershare Investor Services PLC
Securities Services – Registrars
P.O. Box 82, The Pavilions,
Bridgwater Road,
Bristol BS99 7NH Royaume-Uni



Inscriptions en Bourse (symbole : RY)

Bourses où sont inscrites les actions ordinaires de la Banque :
Canada – Bourse de Toronto (TSX)
États-Unis – Bourse de New York (NYSE)
Suisse – Bourse suisse (SIX)

Toutes les actions privilégiées sont inscrites à la Bourse de Toronto.

Prix du jour d'évaluation

Aux fins du calcul des gains en capital, le prix de base de notre action ordinaire au jour d'évaluation (22 décembre 1971) s'établit à 7,38 \$ l'action. Ce prix a été ajusté pour refléter les divisions d'actions à raison de deux actions pour une de mars 1981 et de février 1990. Le dividende en actions de une action pour une, versé en octobre 2000 et en avril 2006, n'a eu aucune incidence sur le prix du jour d'évaluation de nos actions ordinaires.

Communications avec les actionnaires

Pour des renseignements relatifs aux dividendes, aux changements au registre des actionnaires ou aux changements d'adresse, à la perte de certificats d'actions, aux formulaires d'impôts, aux transferts de succession et au réinvestissement de dividendes, les actionnaires sont priés de communiquer avec :
Société de fiducie
Computershare du Canada
100 University Ave., 9th Floor
Toronto (Ontario) M5J 2Y1
Canada
Téléphone : 1-866-586-7635 (au Canada et aux États-Unis) ou 514-982-7555 (appels internationaux)
Télécopieur : 1-888-453-0330 (au Canada et aux États-Unis) ou 416-263-9394 (appels internationaux)
Courriel : service@computershare.com

Toute autre demande peut être adressée à :
Services aux actionnaires
Banque Royale du Canada
200 Bay Street
9th Floor, South Tower
Toronto (Ontario) M5J 2J5
Canada
Téléphone : 416-955-7806
Télécopieur : 416-974-3535

Analystes financiers, gestionnaires de portefeuille, investisseurs institutionnels

Pour obtenir des renseignements financiers, veuillez communiquer avec :
Relations avec les investisseurs
Banque Royale du Canada
200 Bay Street
4th Floor, North Tower
Toronto (Ontario) M5J 2W7
Canada
Téléphone : 416-955-7802
Télécopieur : 416-955-7800
Il est aussi possible de consulter le site Web suivant :
rbc.com/investorrelations

Service de dépôt direct

Au moyen d'un transfert électronique de fonds, les actionnaires du Canada et des États-Unis peuvent faire déposer directement dans leur compte bancaire les dividendes sur leurs actions ordinaires RBC; il leur suffit d'en faire la demande par écrit à notre agent des transferts et agent comptable des registres, la Société de fiducie Computershare du Canada.

Désignation à titre de dividendes admissibles

Aux fins des nouvelles dispositions en matière de crédit d'impôt pour dividendes contenues dans la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et dans toute législation fiscale provinciale ou territoriale applicable, tous les dividendes (ainsi que les dividendes réputés) que nous versons à des résidents du Canada sur nos actions ordinaires et privilégiées après le 31 décembre 2005 sont désignés comme des « dividendes admissibles ». À moins d'avis contraire, tous les dividendes (ainsi que les dividendes réputés) versés après cette date sont désignés comme des « dividendes admissibles » aux fins de la législation susmentionnée.

Dates de publication des rapports trimestriels pour 2012

Premier trimestre	1 ^{er} mars
Deuxième trimestre	24 mai
Troisième trimestre	30 août
Quatrième trimestre	29 novembre

Dates de paiement des dividendes pour 2012

Sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration

	Dates ex-dividende	Dates de clôture des registres	Dates de paiement
Actions ordinaires et actions privilégiées de séries W, AA, AB, AC, AD, AE, AF, AG, AH, AJ, AL, AN, AP, AR, AT, AV et AX	24 janvier 23 avril 24 juillet 23 octobre	26 janvier 25 avril 26 juillet 25 octobre	24 février 24 mai 24 août 23 novembre

L'information disponible sur les sites Web mentionnés dans le présent rapport aux actionnaires ou l'information pouvant être obtenue par l'intermédiaire de ces sites ne fait pas partie du rapport. Dans ce rapport aux actionnaires, les références à des sites Web ne constituent pas des hyperliens et ne sont faites qu'à titre d'information pour le lecteur, et à aucune autre fin.

Les désignations commerciales utilisées dans ce rapport comprennent le symbole du LION et du GLOBE TERRESTRE, BANQUE ROYALE DU CANADA, RBC, FIDUCIE DE CAPITAL RBC et FIDUCIE DE BILLETS SECONDAIRES RBC, lesquelles sont des désignations commerciales de la Banque Royale du Canada utilisées par la Banque Royale du Canada ou par ses filiales autorisées. RBC Dexia IS et les sociétés affiliées à Dexia utilisent la désignation commerciale RBC sous licence